

GRID 2021

Déplacement interne et changement climatique

iDMC internal
displacement
monitoring
centre

NORWEGIAN
REFUGEE COUNCIL



Remerciements

Le Rapport mondial de l'IDMC de 2021 sur le déplacement interne a été réalisé grâce au généreux soutien des partenaires suivants : l'Agence américaine pour le développement international, le Ministère fédéral des Affaires étrangères d'Allemagne, l'Union Européenne, l'Agence suédoise de développement et de coopération internationale, le Ministère des Affaires étrangères de Norvège, le Ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, la Banque asiatique de développement, le Département fédéral des Affaires étrangères de la Suisse, la Fondation Robert Bosch et le Ministère des Affaires étrangères du Liechtenstein.

Photo de couverture : En juillet 2019, au Bangladesh, les fortes pluies de mousson ont causé des inondations généralisées, les systèmes fluviaux de Jamuna et Teesta ayant enregistré leurs plus hauts niveaux de crue en cent ans. Les catastrophes ont causé le déplacement de plus de 300 000 personnes. OCHA captured the response six months on. © OCHA ROAP, février 2020

Camp de Zaimati pour personnes déplacées, aux alentours de la ville de Qala-I-Naw, province du Badghis, Afghanistan. NRC/Enayatullah Azad, avril 2021.

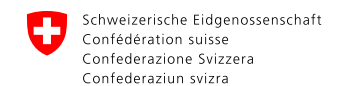


Table des matières

1	Avant-propos	
3	Messages clés	
5	Partie 1 : Le déplacement interne en 2020	
7	Aperçus mondiaux en chiffres	
9	Nouveaux déplacements	
13	Personnes vivant en situation de déplacement	
17	Impacts socioéconomiques du déplacement	
19	Aperçus régionaux	
23	Afrique subsaharienne	
	En détail - Burkina Faso	
	En détail - Mozambique	
33	Moyen-Orient et Afrique du Nord	
	En détail - Syrie	
	En détail - Yémen	
43	Asie de l'Est et Pacifique	
	En détail - Tempêtes en Asie de l'Est et Pacifique	
51	Asie du Sud	
	En détail - Afghanistan	
59	Les Amériques	
	En détail - Saison des ouragans en Atlantique	
67	Europe et Asie centrale	
71	Focus : Conséquences de la Covid-19 sur les déplacements internes	
75	Partie 2 : Déplacement interne et changement climatique	
77	Catastrophes et déplacements : fausses idées et réalité	
	En détail - Catastrophes, déplacements et handicap	
87	Déplacements liés aux catastrophes et rôle du changement climatique	
91	Aléas à évolution lente et déplacements internes	
	En détail - Seuils critiques pour les déplacements liés aux catastrophes en Inde, au Pérou et en Tanzanie	
95	Quand conflits et catastrophes se rencontrent	
99	Gestion des déplacements liés aux catastrophes : progrès et enseignements tirés	
	En détail - Enseignements tirés de la coopération régionale	
111	Comptabiliser les déplacements liés aux catastrophes	
119	Conclusion	
147	Tableaux	
153	Documents de référence	
157	Remerciements	

Avant-propos

Chaque année, des millions de personnes sont forcées de fuir leur domicile à cause des conflits et de la violence. Les catastrophes et les effets du changement climatique causent régulièrement de nouveaux déplacements et des déplacements secondaires, mettant en péril la sécurité et le bien-être des personnes. Le nombre de déplacements forcés dans le monde augmente, la plupart ayant lieu à l'intérieur des pays. Bien que des réponses doivent être apportées par les gouvernements et les communautés, les implications mondiales des déplacements exigent une réponse et une coopération internationale. Nous partageons la responsabilité de relever ce défi toujours plus grand, qui affecte déjà le développement de communautés et de pays entiers.

La plupart des personnes déplacées vivent dans des pays à revenus faibles ou moyens qui souffrent des répercussions des inégalités mondiales, de la forte augmentation du nombre de phénomènes météorologiques extrêmes et des pratiques de développement non durables. Bien qu'une réponse humanitaire efficace reste fondamentale, cela ne suffit pas : nous devons nous attaquer aux raisons sous-jacentes du déplacement, tout en remettant en question nos approches traditionnelles en matière de gestion des catastrophes. Gérer le déplacement interne dans un contexte de changement climatique nécessite davantage de volonté politique, de financements stratégiques, et une meilleure collaboration entre les parties prenantes travaillant à la réduction des risques de catastrophe, à la construction de la paix et au développement durable.

Il s'agit clairement d'une question qui doit être abordée dans toute stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe, mais surtout dans les pays où les déplacements de population sont une caractéristique récurrente des catastrophes. Ceci est essentiel pour réduire le nombre de personnes affectées par des catastrophes, objectif clé du plan mondial de réduction des pertes liées à des catastrophes, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

Le Rapport mondial sur le déplacement interne de cette année est une contribution importante à cet égard. Il fournit les preuves nécessaires concernant la portée et les conséquences du déplacement pour différents groupes de population et régions, attirant l'attention sur un problème souvent négligé. Il déconstruit aussi un ensemble de mythes sur la relation entre changement climatique, catastrophes et déplacements, et suggère des idées innovantes sur la manière de cadrer le débat, afin de développer de meilleures politiques qui fassent une réelle différence positive.

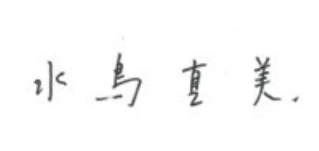
Le nombre de catastrophes climatiques majeures a pratiquement doublé ces vingt dernières années, alors que les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter. Associées à une faible

gouvernance des risques et à la dégradation de l'environnement, la marginalisation et les inégalités persistantes génèrent de nouveaux risques et aggravent l'impact des crises locales à l'échelle mondiale. La pandémie de la Covid-19 a causé une prise de conscience et le présent rapport constitue un rappel supplémentaire : aujourd'hui, les preuves tangibles et les partenariats internationaux sont plus importants que jamais. Des millions de personnes en déplacement, dans un monde en plein changement climatique, ont besoin de notre solidarité.



Asako Okai

Administratrice adjointe et
Directrice du Bureau de crise
Programme de développement
des Nations Unies



Mami Mizutori

Représentante spéciale
du Secrétaire général pour la
réduction des risques de catas-
trophes et Directrice de l'UNDRR

Des gens traversent un lagon formé suite à l'impact combiné des ouragans Eta et Iota, dans le village de Campur situé au centre du Guatemala. On estime que 70 pour cent du village a été englouti par les ouragans.
© UNICEF/UN0376671/Volpe

Messages clés

1 Le nombre de personnes dans le monde vivant en situation de déplacement interne a atteint le nombre record de **55 millions** le 31 décembre 2020. Plus de 85 pour cent d'entre elles ont fui les conflits et la violence. Environ sept millions ont été déracinées à cause de catastrophes, mais les données étant incomplètes, ce nombre est probablement fortement sous-estimé.

2 Environ **40,5 millions de nouveaux déplacements** ont été enregistrés en 2020 ; il s'agit du nombre le plus élevé en dix ans. Les catastrophes ont causé au moins trois fois plus de déplacements que les conflits et la violence. Ces chiffres ont été enregistrés en dépit de la pandémie de la Covid-19, durant laquelle les restrictions de déplacement ont nui à la collecte de données. La peur d'être infecté par le virus a aussi découragé des gens dans leur recherche d'abris d'urgence.

3 Les mesures destinées à limiter la diffusion de la Covid-19 ont fortement entravé les efforts humanitaires au niveau mondial. La pandémie a également exacerbé les besoins et vulnérabilités des personnes déplacées à l'intérieur des pays, tout en différant la recherche de solutions durables.

4 Malgré l'appel du Secrétaire général des Nations Unies à un cessez-le-feu mondial afin de s'unir contre le virus, **les conflits se sont poursuivis sans relâche, en particulier en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.** La persistance des conflits a continué à forcer les personnes à fuir en République démocratique du Congo, en Syrie et en Afghanistan, tandis qu'en Éthiopie, au Mozambique et au Burkina Faso, la violence accrue et l'expansion de groupes extrémistes ont contribué à certaines des crises de déplacement évoluant le plus rapidement dans le monde.

5 Les phénomènes météorologiques ont été responsables de **98 pour cent de l'ensemble des déplacements liés à des catastrophes en 2020.** De puissants cyclones, des pluies de mousson et des inondations ont touché des zones très exposées et densément peuplées en Asie du Sud et de l'Est, notamment la Chine, les Philippines et le Bangladesh. La saison des ouragans en Atlantique a été l'une des plus virulentes jamais enregistrées, et la saison des pluies prolongée au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne a causé le déracinement de millions d'autres personnes.

6 En raison de la convergence des conflits et des catastrophes, de nombreuses personnes ont été déplacées **une seconde ou une troisième fois, ce qui les a rendues plus vulnérables et de façon prolongée.** De nombreuses personnes ayant fui les inondations au Yémen avaient déjà été déracinées au moins une fois par le conflit. La sécheresse en Somalie a poussé les gens à fuir les zones rurales pour les zones urbaines, où ils courent maintenant un plus grand risque d'être expulsés et attaqués par des groupes armés.

7 Le déplacement interne implique un fardeau économique important pour les individus, les communautés et les économies. **Le coût mondial du déplacement a été d'environ 20,5 milliards de dollars pour l'année 2020**, chiffre qui couvre leurs besoins en logement, éducation, santé et sécurité, et tient aussi compte de leurs pertes de revenus.

8 Il existe des fausses idées tenaces concernant le déplacement lié aux catastrophes, avec des implications importantes pour les personnes, les politiques et les réponses apportées. Elles incluent l'idée que les catastrophes sont naturelles, alors que les facteurs humains jouent un rôle crucial dans leur déroulement ; l'impression que les déplacements liés aux catastrophes sont de courte durée, alors qu'ils se prolongent souvent ; celle que le changement climatique entraînera des migrations de masse à travers les frontières, alors que de nombreux déplacements sont localisés et à petite échelle ; et celle que les petits événements sont peu préoccupants, alors qu'ils minent la vie des gens et menacent les acquis de développement local.

9 La montée des températures augmente la fréquence et l'intensité des catastrophes météorologiques, mais le changement climatique n'est pas le seul facteur qui crée un risque de déplacement. Un ensemble de facteurs socioéconomiques doit être pris en compte au vu des tempêtes toujours plus puissantes et des inondations dévastatrices.

10 Des progrès significatifs ont été faits quant au développement de politiques nationales et régionales relatives aux déplacements liés aux catastrophes et aux migrations climatiques, et l'attention au niveau mondial sur ce sujet est croissante. De nombreux pays reconnaissent maintenant le problème. L'implémentation de politiques et l'évaluation des progrès sont les prochaines priorités.

11 Quand les conséquences du changement climatique, des changements environnementaux à évolution lente ou d'une utilisation non durable de la terre rendent une zone inhabitable, le retour après une catastrophe n'est pas possible. Il existe deux alternatives pour les personnes déplacées : l'intégration locale ou la réinstallation ailleurs dans le pays. Ces **solutions exigent une forte gouvernance locale et des interventions décentralisées, incluant les perspectives des personnes exposées et soutenant des initiatives de subsistance dirigées par les communautés.**

12 Il existe un besoin croissant d'associer les efforts humanitaires, de construction de la paix et de développement durable afin de prévenir le déplacement dans le cadre du changement climatique et d'y apporter de réponses. La réduction des risques de catastrophe ainsi que l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets sont essentielles, mais un financement plus souple et prévisible est nécessaire.

13 Comblir les manques de données est essentiel si nous voulons comprendre en quoi le déplacement empêche la progression d'un plan de développement durable. Cependant, pour obtenir un cadre clair nous ne pouvons pas uniquement agir au niveau mondial. Les conséquences climatiques et celles des catastrophes étant des phénomènes essentiellement locaux, les autorités locales et les gouvernements nationaux ont un rôle clé à jouer.

Ciel du soir avec éclairs volcaniques lors de l'éruption du volcan Taal, vu depuis la province voisine de Quezon. © Getty Images/Mariano Sayno, janvier 2020.

Partie 1: Le déplacement interne en 2020



Personnes déplacées marchant dans l'allée principale du camp Tsuya, dans la paroisse de Drodro, au nord-est de la République démocratique du Congo. La paroisse héberge 20 000 personnes déplacées, issues des villages environnants. NRC/Tom Peyre-Costa, novembre 2020.

Aperçus mondiaux en chiffres

Nouveaux déplacements en 2020

40,5 m de nouveaux déplacements,
chiffre record de la décennie

9,8 m
dus aux conflits et à la violence

30,7 m
dus aux catastrophes

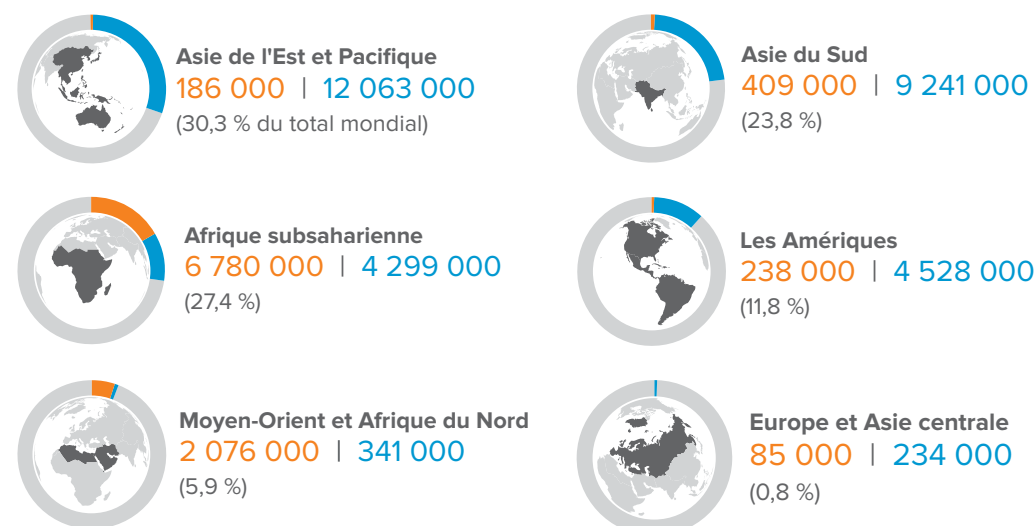


Figure 1 : Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes par région

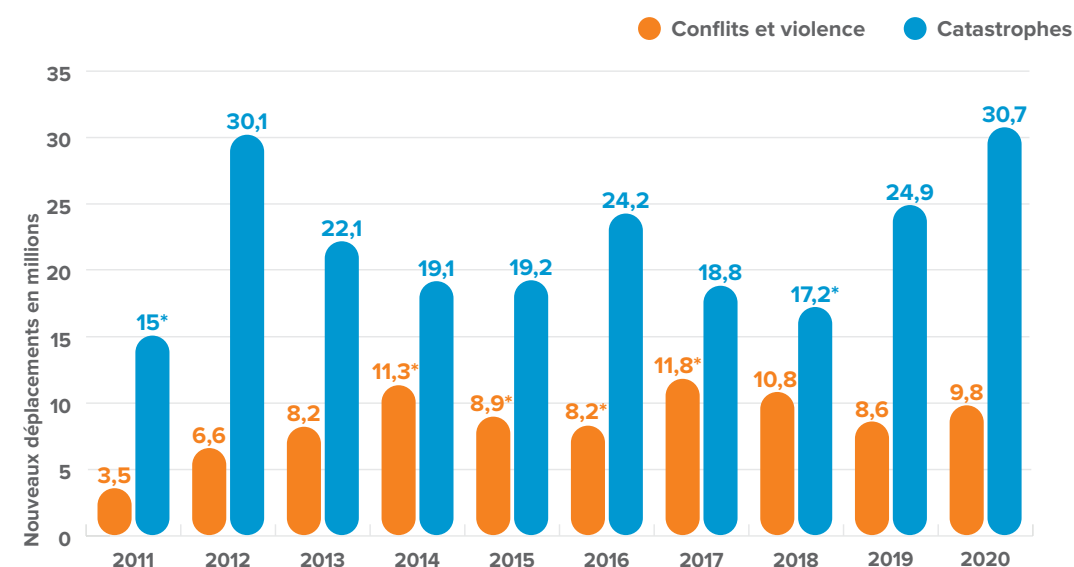


Figure 2 : Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes dans le monde (2011-2020)

*Chiffres mis à jour. Pour plus d'informations, voir l'annexe méthodologique, disponible en ligne.

Nombre total de personnes déplacées à la fin de l'année 2020

55 m de personnes
déplacées internes

48 m
dus aux conflits et à la violence

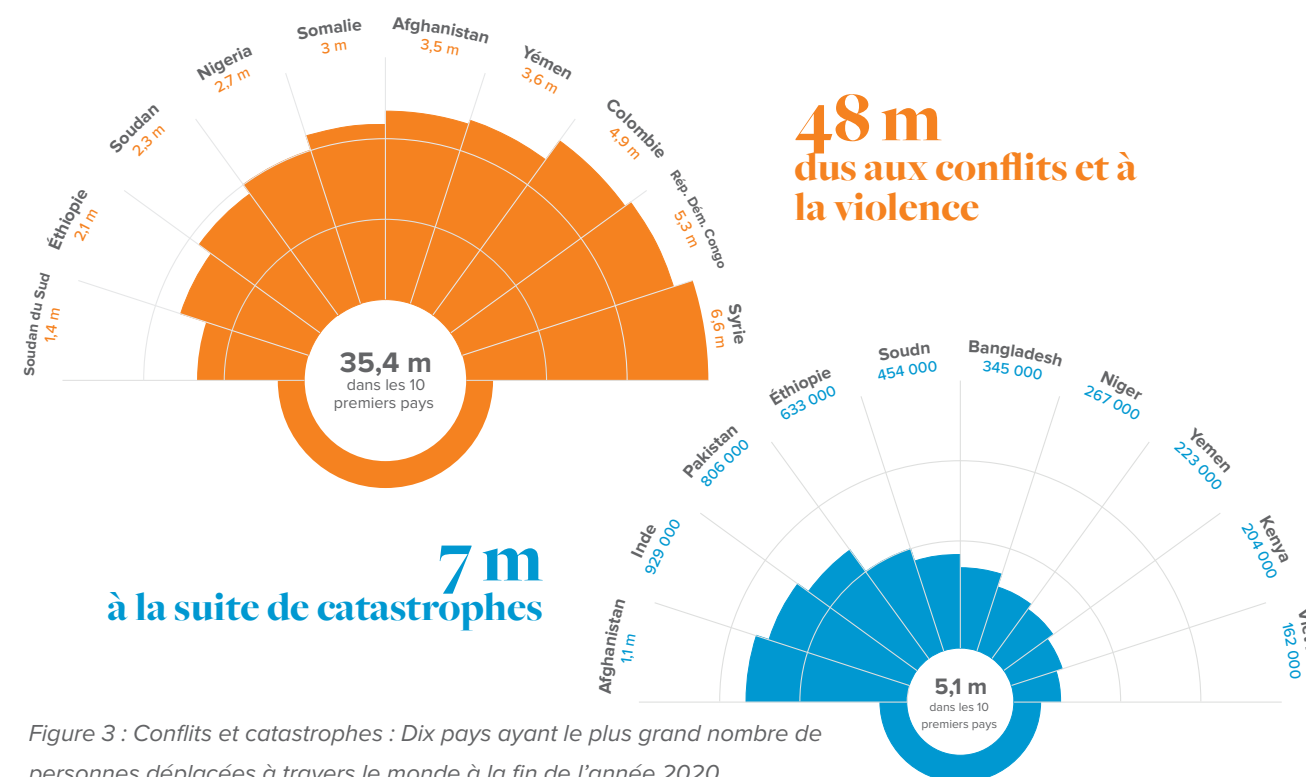


Figure 3 : Conflits et catastrophes : Dix pays ayant le plus grand nombre de personnes déplacées à travers le monde à la fin de l'année 2020

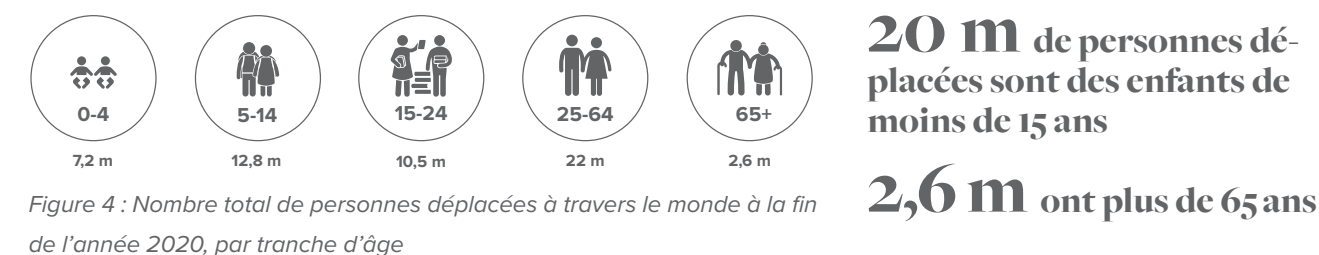


Figure 4 : Nombre total de personnes déplacées à travers le monde à la fin de l'année 2020, par tranche d'âge

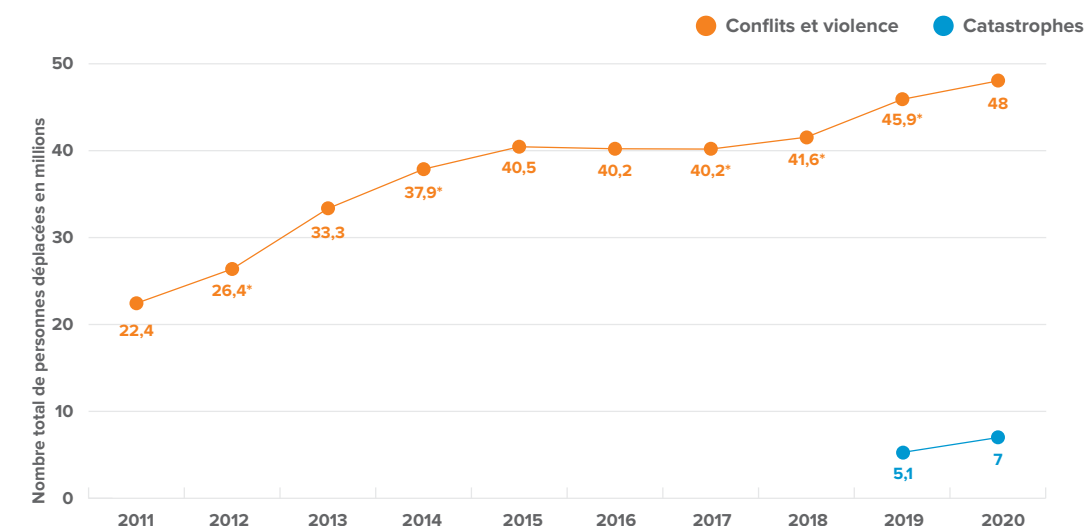


Figure 5 : Nombre total de personnes déplacées à travers le monde à la fin de l'année (2011-2020)

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.

Nouveaux déplacements



Deux frères jouent à l'intérieur d'une tente montée comme abri temporaire à Kaya, Burkina Faso, après avoir été déplacés pour des raisons d'insécurité. © UNICEF/UNI280378/Tremeau, décembre 2019.

Les conflits et catastrophes ont causé 40,5 millions de nouveaux déplacements internes dans 149 pays et territoires en 2020.

Les conflits se sont poursuivis sans relâche dans des pays tels que la République démocratique du Congo (RDC), la Syrie et l'Éthiopie, qui abritent aussi parmi les plus grands nombres de personnes vivant en situation de déplacement interne prolongé. La violence a fortement augmenté au Mozambique, au Burkina Faso et en République centrafricaine (RCA), forçant un grand nombre de personnes à

quitter leur domicile. Dans des pays comme le Yémen et la Somalie, des catastrophes ont forcé de nombreuses personnes déplacées par les conflits à fuir de nouveau.

La plupart des déplacements liés à des catastrophes ont été causés par des tempêtes tropicales et des inondations en Asie de l'Est et Pacifique et en Asie du Sud. La Chine, les Philippines et le Bangladesh ont chacun enregistré plus de quatre millions de nouveaux déplacements, dont de nombreuses évacuations préventives.

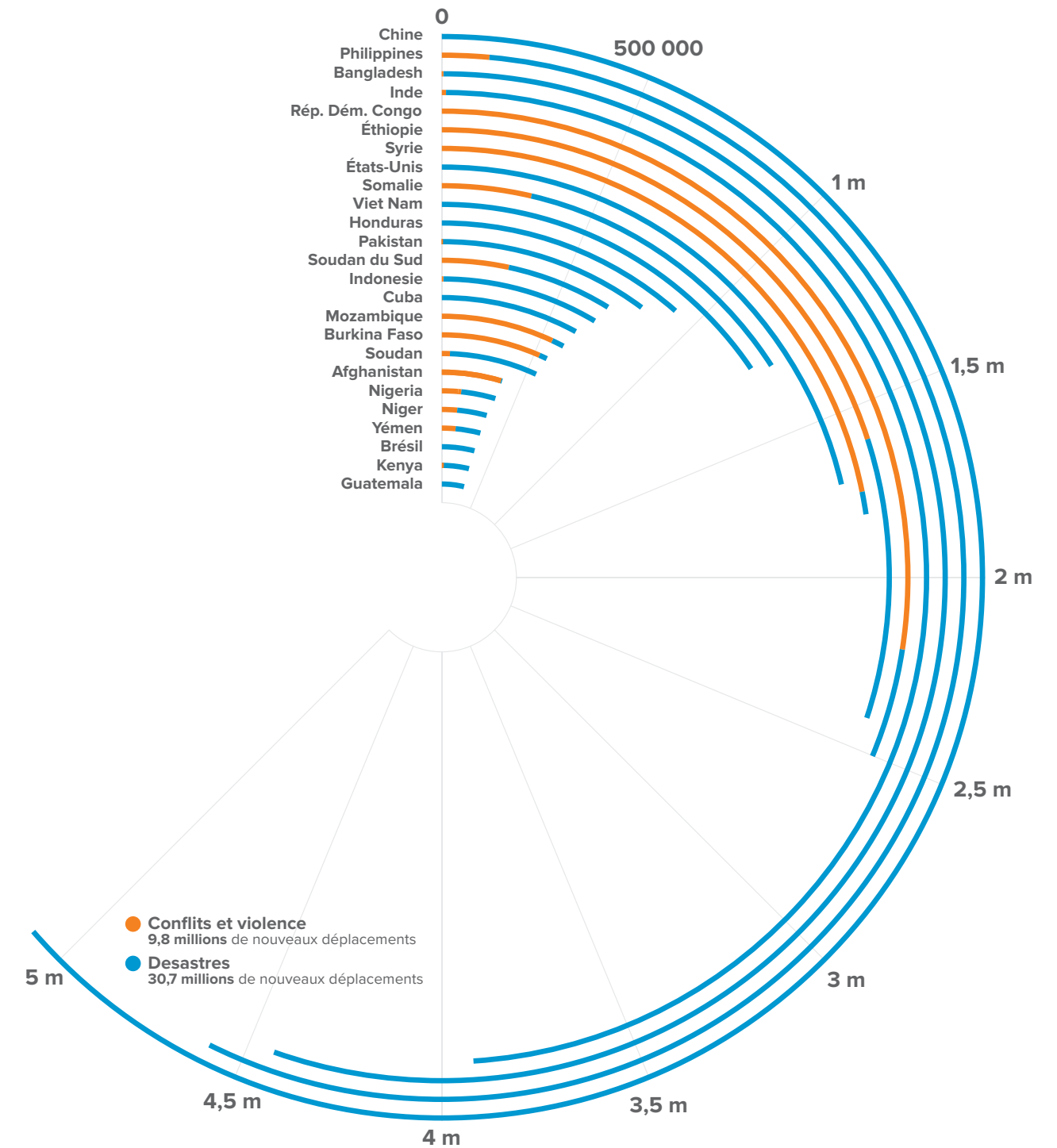


Figure 6 : Vingt-cinq pays comptant le plus de nouveaux déplacements en 2020

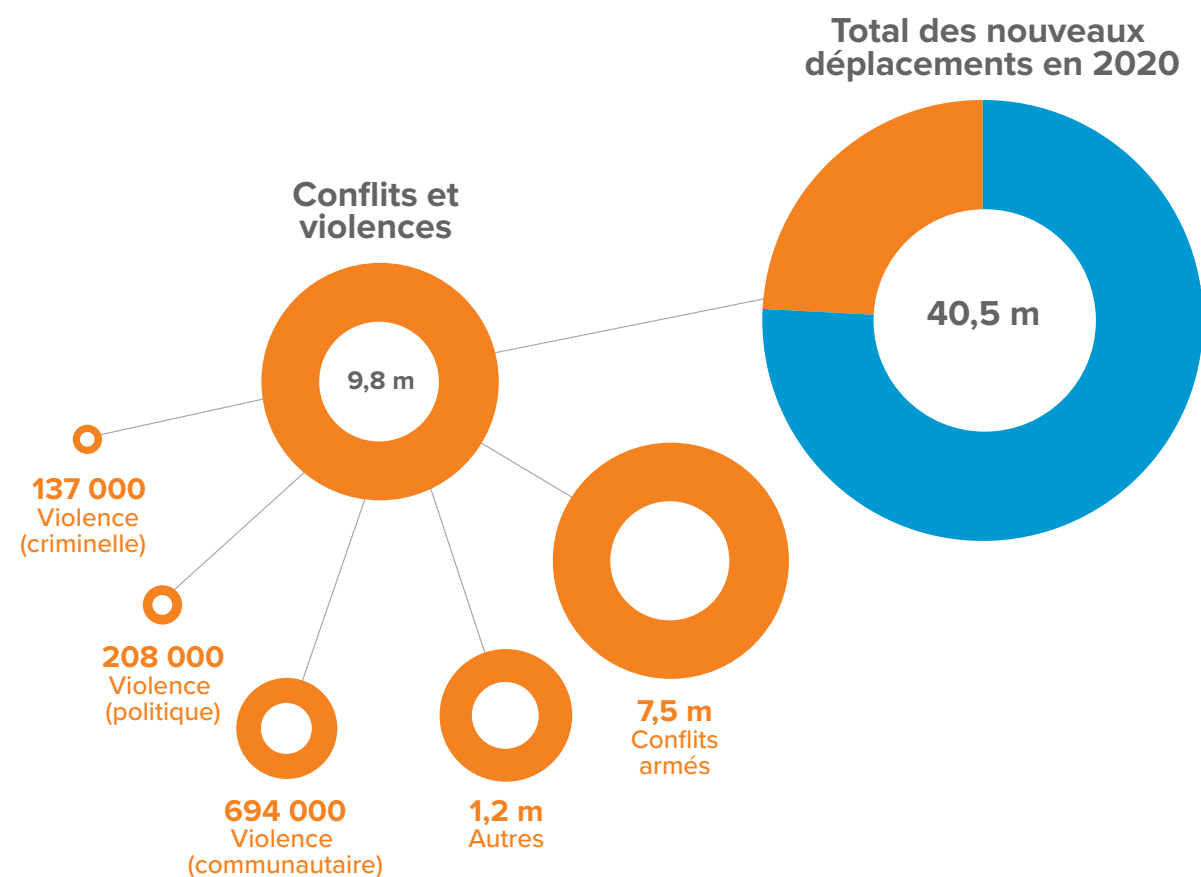


Figure 7 : Nouveaux déplacements en 2020 : répartition par conflits et catastrophes

Les catastrophes ont causé plus des trois quarts des déplacements enregistrés à travers le monde en 2020, soit 30,7 millions. Plus de 98 pour cent étaient le résultat d'aléas météorologiques tels que des tempêtes ou des inondations. La majorité des déplacements liés aux conflits ont été causés par des conflits armés, bien que la violence communautaire représente une proportion importante des 9,8 millions totaux.

Les données de géolocalisation montrent que même si le déplacement interne est un problème mondial, il tend à être concentré non seulement dans certaines régions et certains pays, mais aussi dans certaines zones à l'intérieur de ceux-ci. S'agissant de conflits, les zones concernées incluaient le gouvernorat d'Idlib au nord de la Syrie, les zones frontalières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ainsi que les provinces de l'est de la RDC. Les déplacements liés aux catastrophes étaient fortement concentrés dans la baie du Bengale et le bassin des Caraïbes, où des cyclones tropicaux ont forcé des millions de personnes à fuir.

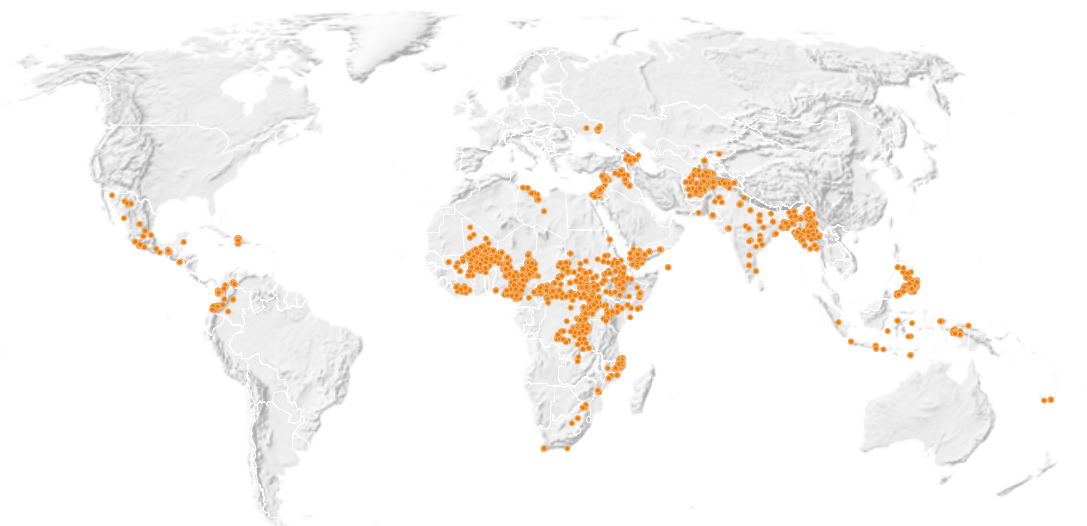


Figure 8 : Déplacements liés aux conflits en 2020, par zone géographique

Les frontières et les noms indiqués ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance, ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.

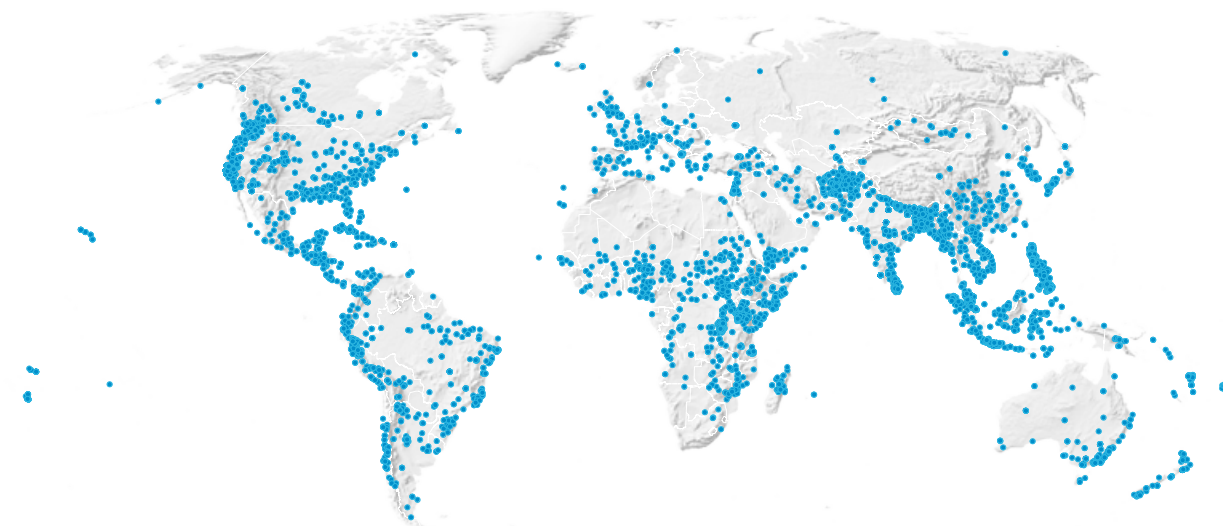
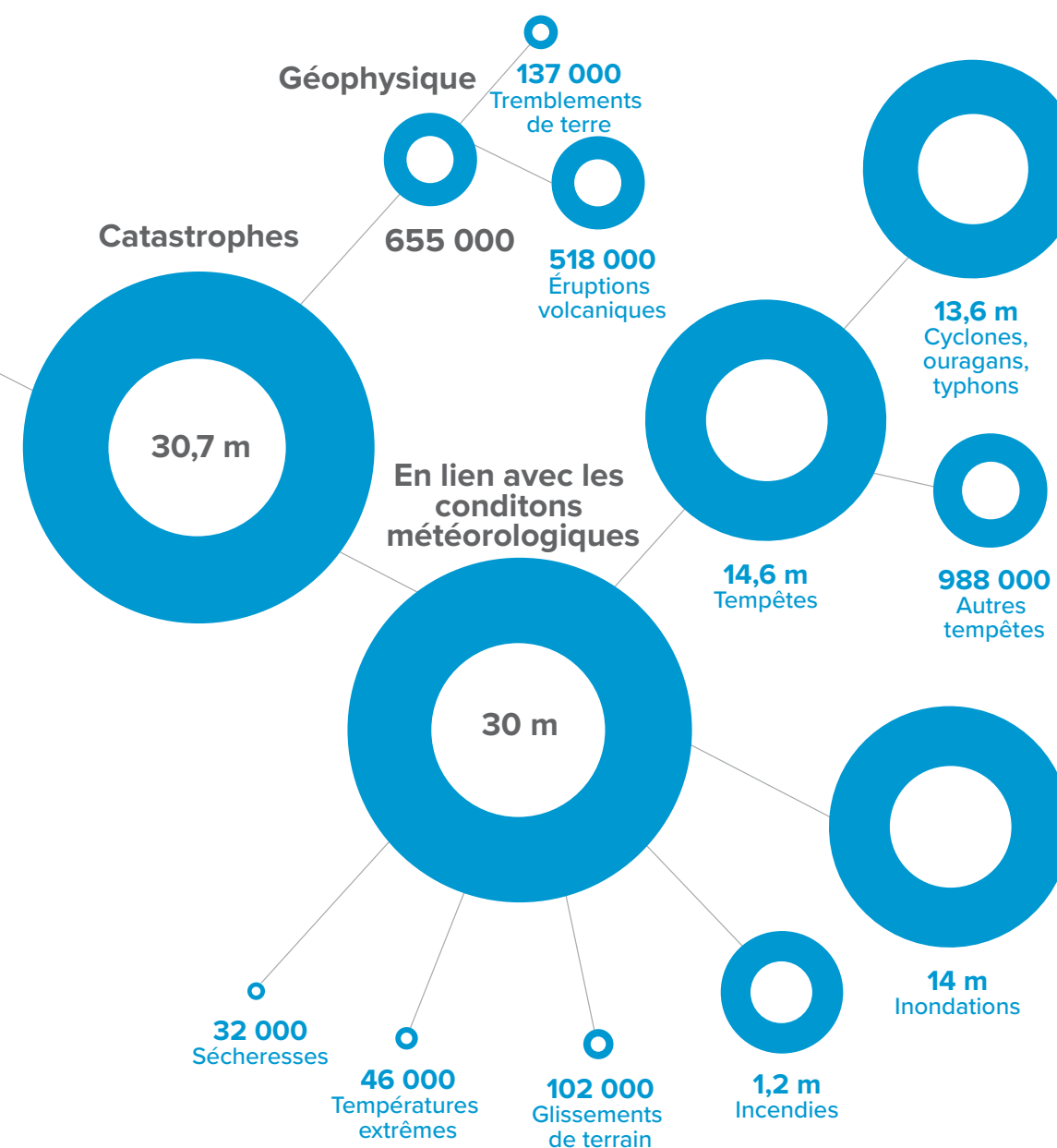


Figure 9 : Déplacements liés aux catastrophes en 2020, par zone géographique

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.

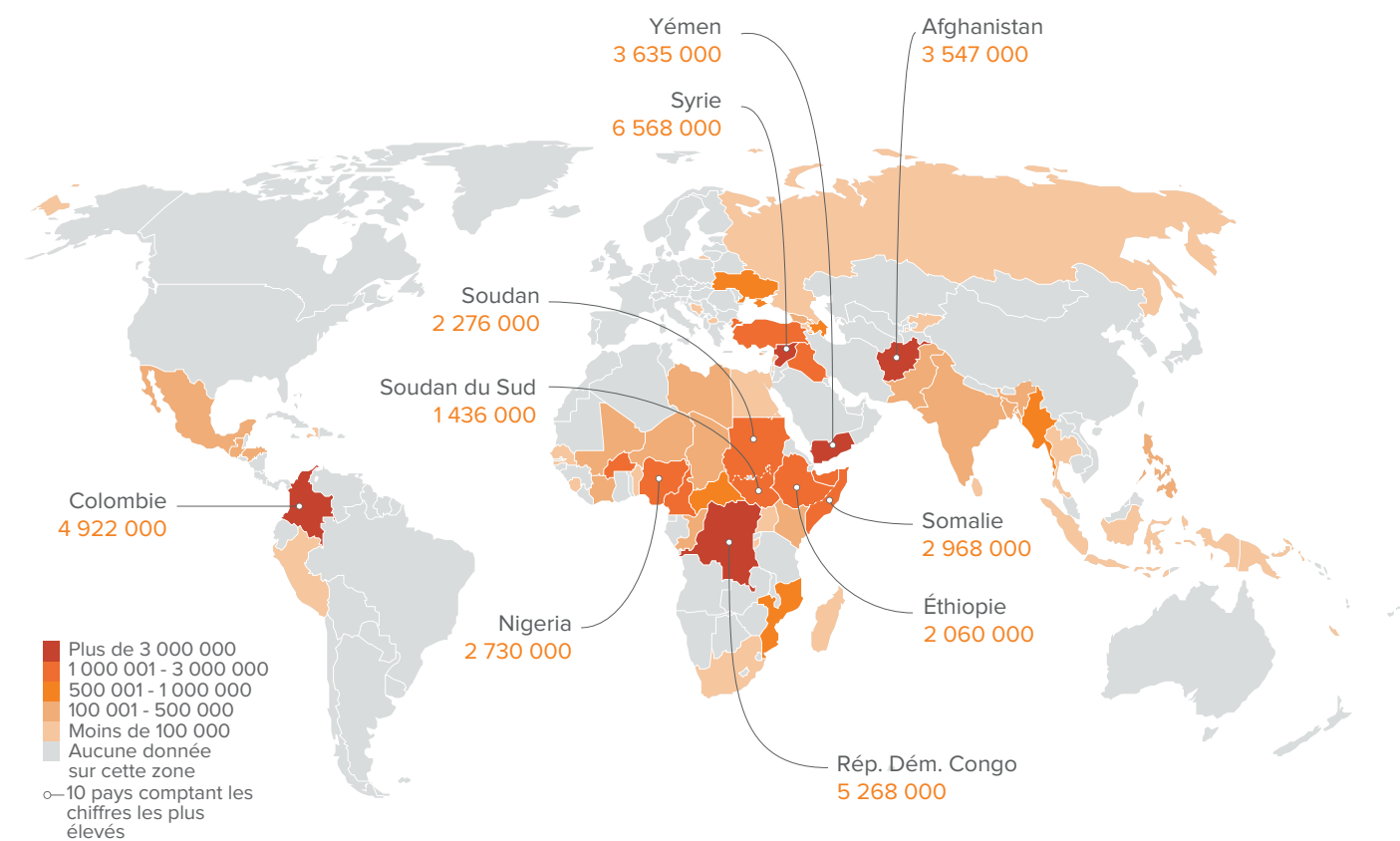
Personnes en situation de déplacement

Coucher de soleil sur la capitale de la province de Hérat, en Afghanistan occidentale. NRC/Enayatullah Azad, octobre 2020.

Conflits et violence

Quarante-huit millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne en raison des conflits et de la violence, dans 59 pays et territoires au 31 décembre 2020, soit une augmentation de 2,1 millions par rapport à 2019 et le chiffre le plus élevé jamais enregistré. La plupart des personnes déplacées se trouvaient en Syrie, en RDC et en Colombie, réunissant plus d'un tiers du total global. Bien que la plupart des gens aient été déplacés en raison d'événements relativement récents, les chiffres incluent également ceux qui vivent en situation de déplacement interne depuis des décennies, dans des pays tels que la Côte d'Ivoire, le Nigeria et la Palestine.

De nombreuses personnes rencontrent toujours d'importants obstacles dans leurs efforts pour mettre durablement fin à leur déplacement, et la pandémie de la Covid-19 a d'autant plus complexifié leurs situations.



48 millions de personnes vivaient en situation de déplacement à la suite de conflits et de violence dans **59** pays et territoires au **31** décembre **2020**

Figure 10 : Nombre total de personnes déplacées en raison des conflits et de la violence au 31 décembre 2020

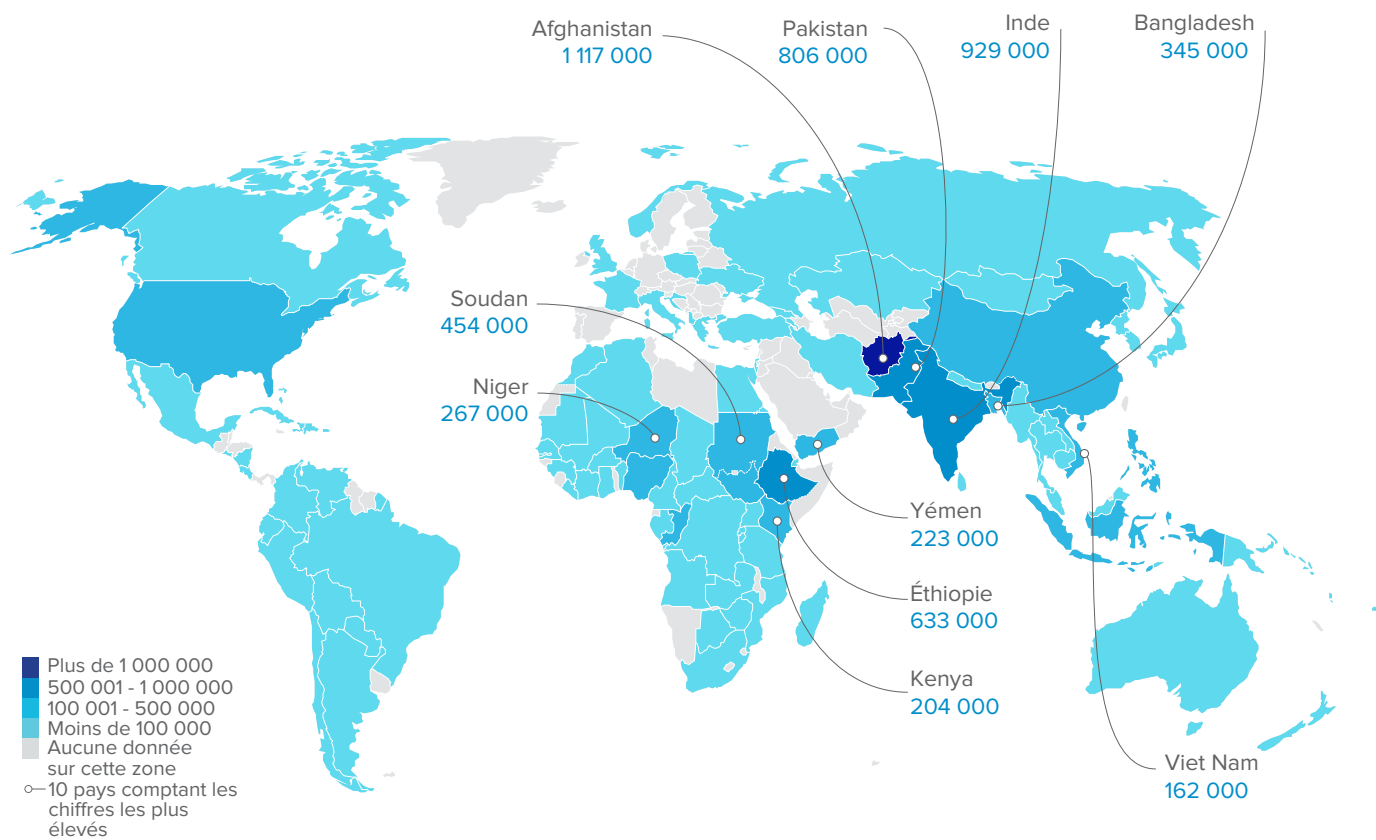
Les frontières et les noms indiqués ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance, ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.

Catastrophes

Au moins sept millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur de 104 pays et territoires au 31 décembre 2020. C'est seulement la seconde fois que nous parvenons à compiler un tel chiffre au niveau mondial, lequel est à considérer comme largement sous-estimé. L'Afghanistan, l'Inde et le Pakistan ont enregistré les nombres les plus élevés.

Environ 250 000 personnes au Japon, au Mexique et en Indonésie vivaient encore en situation de déplacement, des années ou même des décennies après des catastrophes dévastatrices. Cependant, le manque de données concernant le temps pendant lequel les

personnes restent déplacées fait qu'il est difficile de comprendre l'échelle et la nature des déplacements prolongés liés aux catastrophes et aux conséquences du changement climatique. L'idée fausse selon laquelle la plupart des personnes déplacées, voire l'ensemble d'entre elles, retournent à leur domicile après les catastrophes mène à la supposition erronée qu'elles cessent d'avoir des besoins liés à leur déplacement. La réalité est souvent plus complexe, et les premières estimations ci-après constituent une première étape concernant l'obtention des informations manquantes.



7 millions de personnes vivaient en situation de déplacement à la suite de catastrophes dans **104** pays et territoires au **31** décembre **2020**

Figure 11 : Nombre total de personnes déplacées par des catastrophes au 31 décembre 2020

Les frontières et les noms indiqués ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance, ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.



Un enfant cherche du bois pour aider ses parents à reconstruire leur maison après sa destruction par l'ouragan Iota au Nicaragua. © UNICEF/UN037281/Ocon/AFP-Services, novembre 2020

Impacts socioéconomiques du déplacement

Le déplacement interne tend à fortement bouleverser la vie des personnes affectées. Parfois, cela leur offre de nouvelles opportunités, mais le plus souvent cela nuit à leur prospérité et à leur bien-être. Lorsque les personnes déplacées perdent leur maison et sont séparées de leurs biens, de leurs moyens de subsistance et de leurs réseaux, leur capacité à gagner leur vie est compromise. Le déplacement génère également des besoins spécifiques pour lesquels les personnes déplacées doivent payer elles-mêmes, avec l'aide des communautés d'accueil, des agences gouvernementales et du secteur humanitaire.

On estime que l'impact économique du déplacement interne s'élevait à 20,5 milliards de dollars en 2020.¹ Ce nombre inclut les coûts destinés à fournir à chaque personne déplacée un soutien en termes de logement, d'éducation, de santé et de sécurité, et tient compte des pertes de revenus pour une année de déplacement. Il ne tient pas compte des conséquences à long terme du déplacement sur l'économie, ni de ses impacts sur les communautés d'accueil et d'origine.

L'impact économique moyen par personne déplacée pour une année de déplacement au niveau mondial est d'environ 370 \$, selon les données issues de 18 pays. Ce nombre varie entre 109 \$ en Afghanistan et 830 \$ en Syrie. Ces variations sont dues aux différents niveaux de besoins parmi les populations affectées et aux coûts estimés pour les satisfaire. Dans les pays où le revenu national est plus élevé, l'impact économique de la perte des moyens

de subsistance est également plus important. Les conséquences économiques les plus importantes sont dues à la perte de revenus et aux coûts liés à la fourniture d'un logement et de soins de santé aux personnes déplacées. Dans le cas de crises de déplacement prolongées à grande échelle au sein de pays où l'économie est plus faible, ces conséquences peuvent toucher une part importante du PIB. Par exemple pour la Somalie, elles représentent environ 20 %.

Ces nombres sont basés sur des informations relatives à des crises déclenchées par des conflits prolongés et pour lesquelles un plan de réponse humanitaire des Nations Unies a été publié. Toutefois, la plupart des déplacements internes n'ont pas lieu dans ce type de situation. Les conséquences économiques des déplacements à plus petite échelle et à plus court terme déclenchés par des catastrophes ne sont généralement pas prises en compte. A ce jour, nous ne sommes pas parvenus à calculer le coût de ces conséquences économiques, mais à niveau mondial, l'addition de ces dernières représentent probablement des milliards de dollars.

Des conséquences différenciées impliquent des solutions différenciées

Notre compréhension du déplacement interne s'affine chaque année. Toutefois, nous devons continuer à accroître le suivi, afin de rendre compte avec précision de l'échelle et de la portée de ce phénomène mondial, et de consacrer suffisamment de ressources aux besoins des personnes affectées.

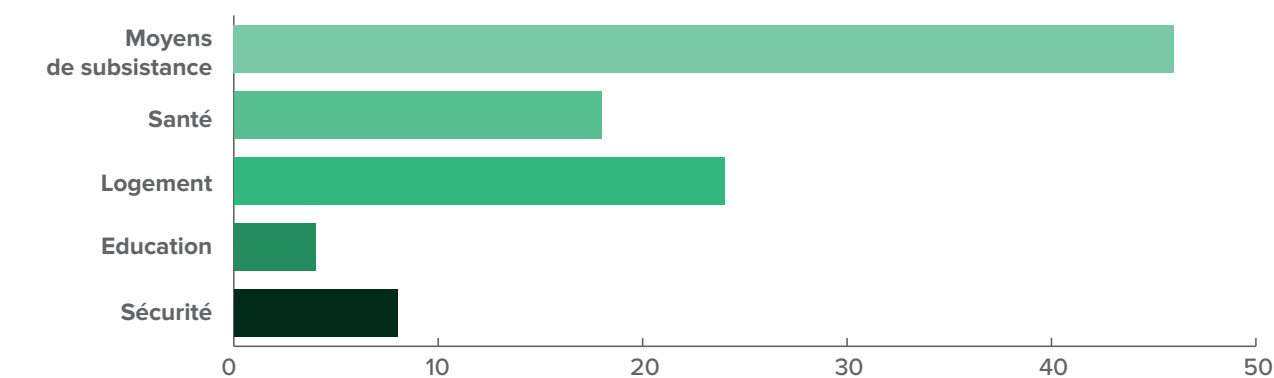


Figure 12 : Analyse du poids financier du déplacement interne par importance de l'impact dans 18 pays

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.

Une des informations cruciales qui nous manquent est un portrait précis des personnes déplacées. Leurs sexe, âge, statut en termes de handicap et d'autres caractéristiques sont souvent inconnus. Un nombre toujours plus grand de collecteurs de données rassemblent et publient des informations au niveau local, subdivisées par sexe et par âge, mais les tranches d'âge n'étant pas standardisées, il est difficile d'obtenir des chiffres au niveau national.

En l'absence de catégories uniformes, les données démographiques au niveau national peuvent être appliquées au nombre de personnes déplacées dans chaque pays afin d'établir des estimations par tranche d'âge. Il en résulte que 23,3 millions de personnes de moins de 18 ans à travers le monde auraient subi un déplacement à compter de la fin de l'année 2020. Ce nombre inclut 7,2 millions d'enfants de moins de cinq ans et 12,8 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ou secondaire. Il y avait également 10,5 millions de personnes déplacées âgées de 15 à 24 ans et 2,6 millions âgées de plus de 65.



Figure 13 : Nombre total de personnes déplacées à travers le monde à la fin de l'année 2020, par tranche d'âge

Ce type d'informations est vital pour garantir des réponses inclusives et ciblées. Chaque groupe démographique fait face à des risques spécifiques et a des besoins spécifiques dont il faut tenir compte pour les interventions. Par exemple, les enfants en bas âge peuvent avoir besoin de vaccins et de compléments alimentaires, les enfants allant à l'école d'un soutien à l'éducation et les jeunes de formations professionnelles. Les femmes et les jeunes filles déplacées à cause de conflits courent des risques particuliers, et celles qui sont déplacées à cause de catastrophes tendent à être affectées de façon démesurée.² Elles disposent également de capacités d'adaptation souvent sous-estimées et qui ne peuvent être entièrement exploitées sans données réparties en catégories.

Aperçus régionaux

Conflits et violence

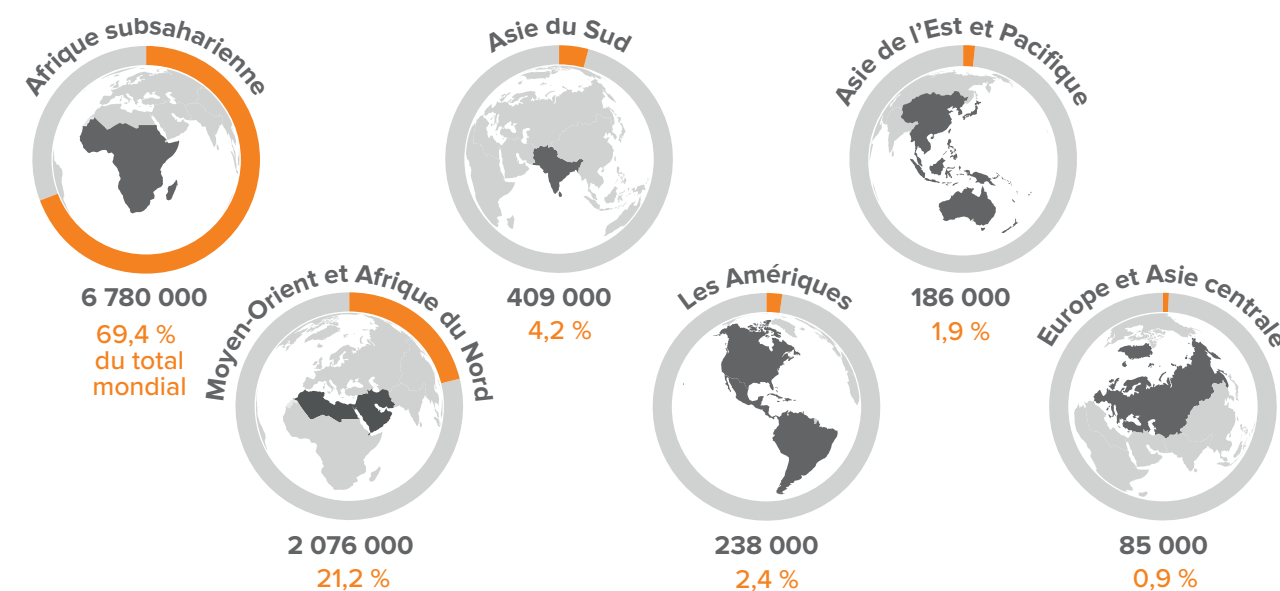


Figure 14 : Conflits et violence : nouveaux déplacements par région en 2020

La plupart des nouveaux déplacements causés par les conflits et la violence en 2020 ont été enregistrés en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ils ont eu lieu pour la majorité en RDC, en Syrie et en Éthiopie, comme les années précédentes. Un nombre sans précédent a été enregistré au Mozambique, avec une augmentation importante en Azerbaïdjan et en Haïti. Les restrictions de déplacement imposées pour limiter la diffusion de la Covid-19 ont entravé la collecte de données et les réponses humanitaires dans de nombreuses zones affectées par des conflits.

Le nombre de nouveaux déplacements a chuté dans des pays comme l'Irak, la Libye et le Soudan, grâce aux accords de cessez-le-feu et aux initiatives de construction de la paix. Nombre de ces situations restent cependant fragiles et davantage d'efforts sont nécessaires pour réduire le risque que des conflits et des déplacements se produisent de nouveaux. L'aide humanitaire reste essentielle pour les personnes déplacées internes, mais il faudra des interventions de développement et de construction de la paix à long terme pour résoudre les problèmes sous-jacents qui prolongent le déplacement de millions de personnes.

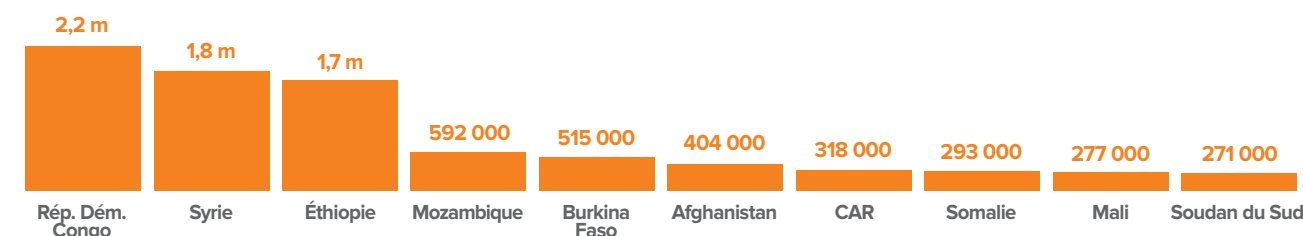


Figure 15 : Dix pays comptant le plus de nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence en 2020

Des réfugiés de la région du Tigré embarquent dans des bus pour le camp de réfugiés de Um Rakuba à Hamdayet au Soudan. Outre les flux transfrontaliers, à la fin de l'année 2020 la violence au Tigré a causé plus de 500 000 nouveaux déplacements en Éthiopie. © Getty Images/ Byron Smith, décembre 2020.

Catastrophes

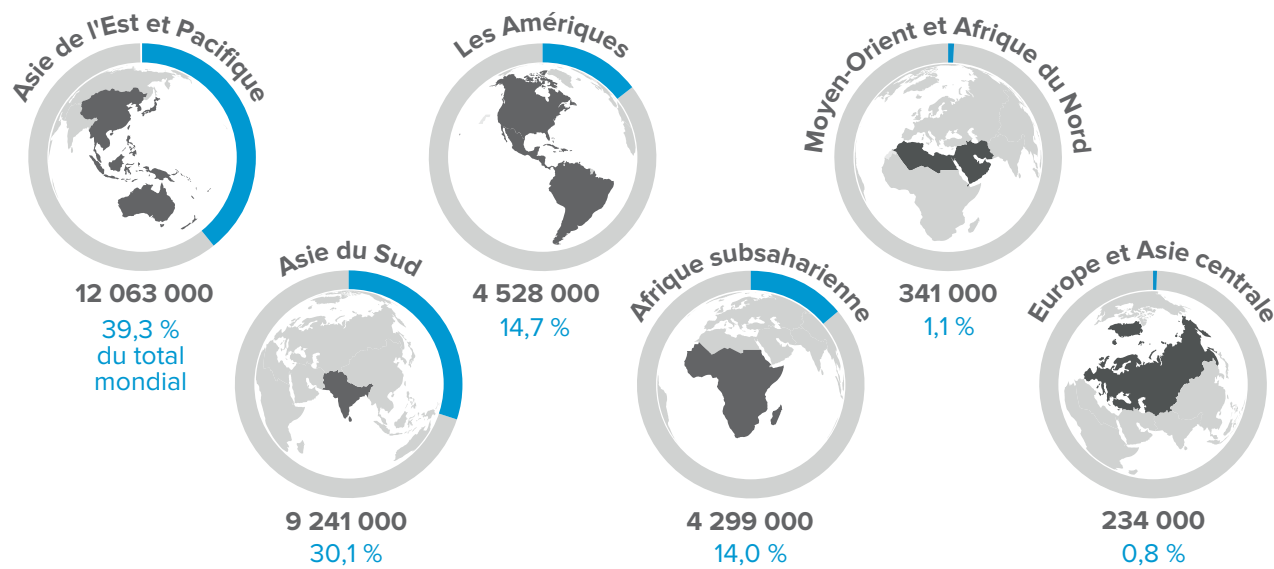


Figure 16 : Catastrophes : nouveaux déplacements par région en 2020

La plupart des nouveaux déplacements causés par des catastrophes en 2020 ont été enregistrés en Asie de l'Est et Pacifique et en Asie du Sud, comme les années précédentes. Les cyclones tropicaux, les pluies de mousson et les inondations touchent des zones particulièrement exposées, où vivent des millions de personnes. De nombreux déplacements ont eu lieu sous la forme d'évacuations préventives, mais le nombre de logements détruits lors de certaines catastrophes suggère que beaucoup de personnes font face à la perspective d'un déplacement prolongé.

La pandémie de la Covid-19 a posé des problèmes supplémentaires pour faire face aux catastrophes, en raison de la difficulté de garantir les distances sociales et les mesures d'hygiène dans les endroits bondés, tels que les centres d'évacuation. De nombreuses personnes n'ont pas quitté leur domicile exposé aux catastrophes, en dépit des avertissements précoces dus à la peur d'une infection. Les chiffres des déplacements liés aux catastrophes étaient les plus élevés de la décennie, en dépit des confinements et autres restrictions d'accès empêchant la collecte de données.

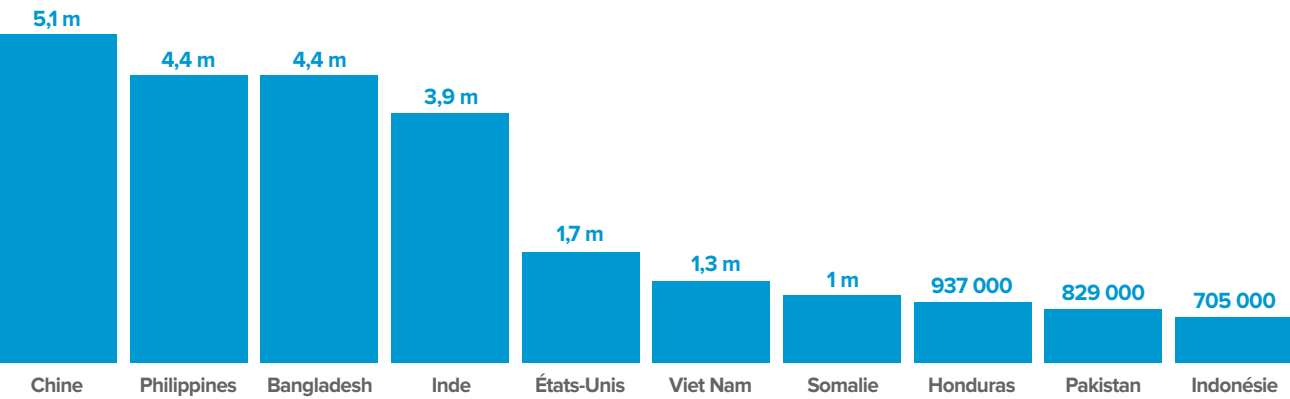


Figure 17 : Dix pays comptant le plus de nouveaux déplacements liés aux catastrophes en 2020



Un homme évacue la boue de son domicile inondé à Djakarta, en Indonésie. Les inondations causées par de fortes chutes de pluie ont provoqué près de 400 000 nouveaux déplacements à Djakarta au début de l'année 2020. © Getty Images/Ed Wray, janvier 2020.

Afrique subsaharienne

Nouveaux déplacements en 2020

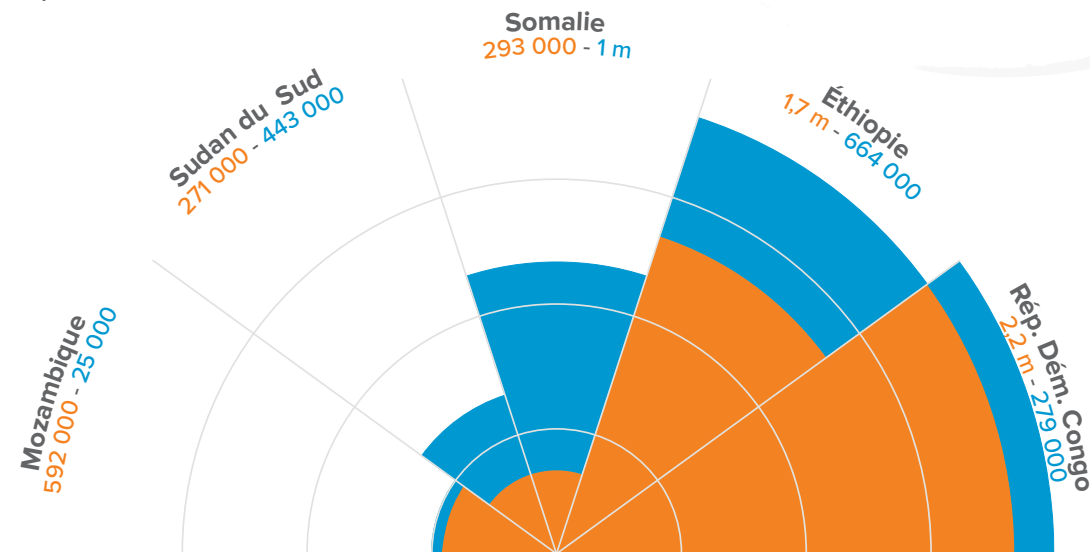
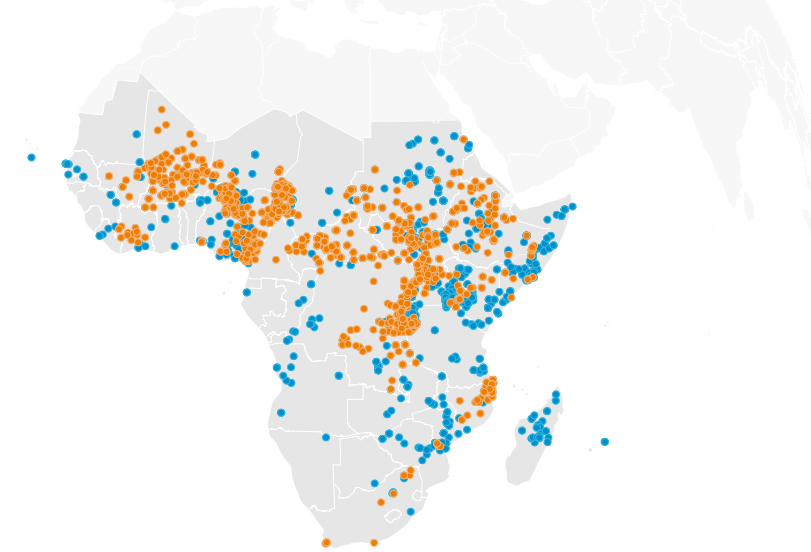
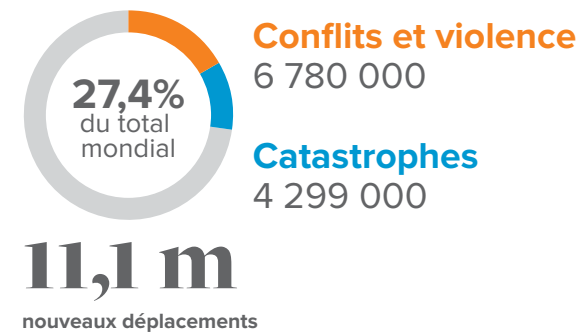


Figure 18 : Cinq pays comptant le plus de nouveaux déplacements en Afrique subsaharienne en 2020

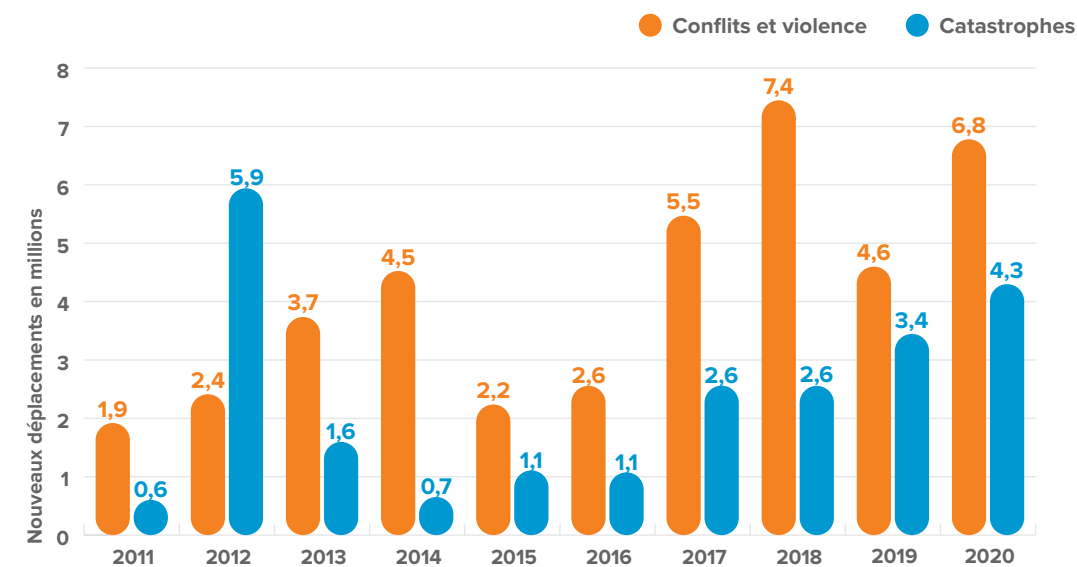


Figure 19 : Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes en Afrique subsaharienne (2011-2020)

Les frontières et les noms indiqués, ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte, n'impliquent ni reconnaissance, ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.

Nombre total de personnes déplacées en 2020

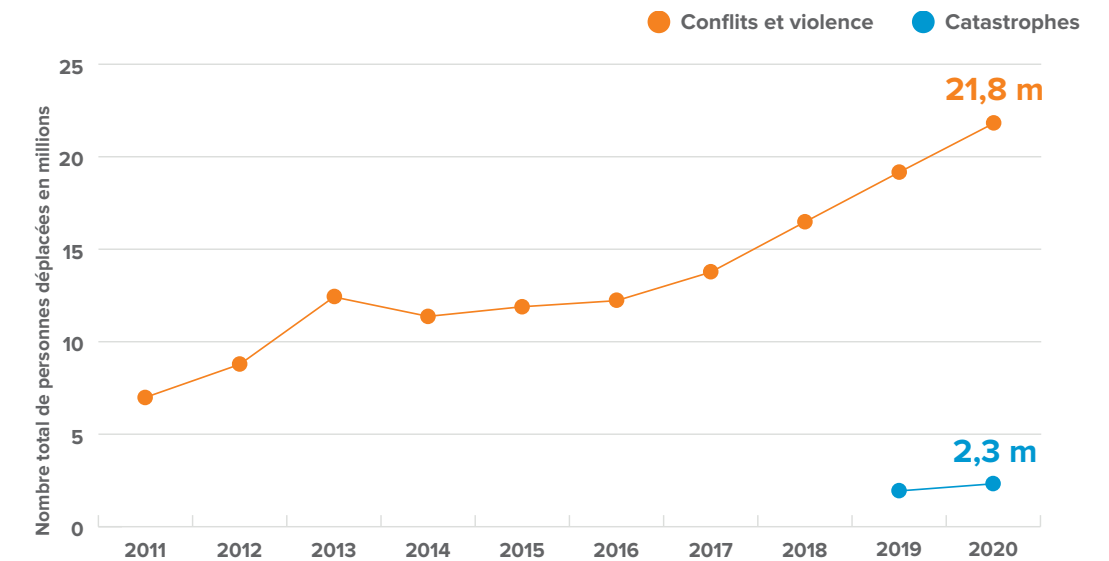


Figure 20 : Nombre total de personnes déplacées en Afrique subsaharienne à la fin de l'année (2011-2020)

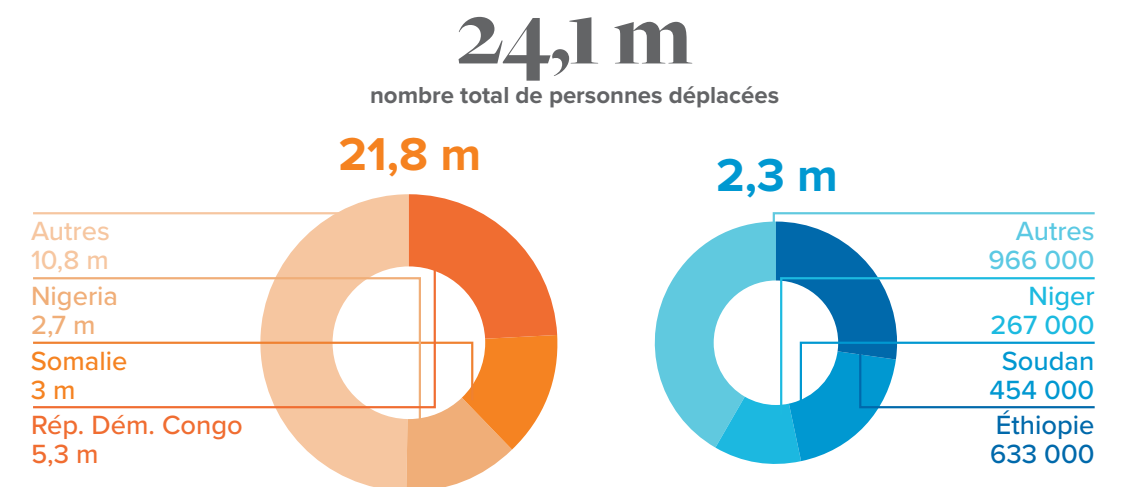


Figure 21 : Pays comptant le plus grand nombre de personnes déplacées en Afrique subsaharienne à la fin de l'année 2020

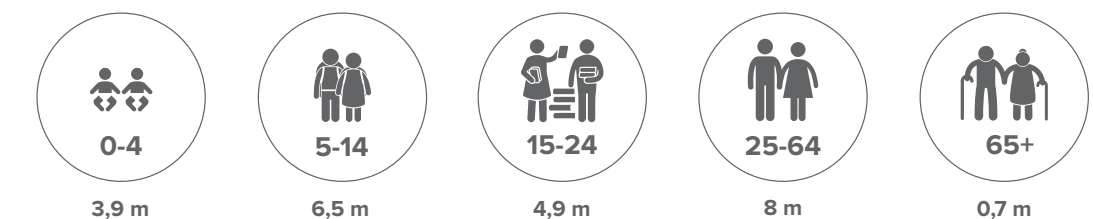


Figure 22 : Nombre total de personnes déplacées en Afrique subsaharienne à la fin de l'année 2020, par tranche d'âge

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.

En 2020, le déplacement interne a affecté des zones auparavant peu touchées de l’Afrique subsaharienne, tandis que, dans d’autres, des bouleversements existant depuis longtemps ont été aggravés par l’émergence de nouveaux groupes armés engendrant une escalade de la violence. À la fin de l’année, près de 21,8 millions de personnes à travers la région vivaient en situation de déplacement interne en raison des conflits et de la violence, soit le nombre le plus élevé jamais enregistré. Le nombre de nouveaux déplacements était également le second plus élevé, avec 6,8 millions.

La violence et les déplacements se sont poursuivis au Sahel, en particulier au Burkina Faso, et ont atteint des niveaux sans précédent dans la province de Cabo Delgado, au nord du Mozambique (voir les sections En détail, page 29 et page 31). La sécurité s’est également détériorée en République démocratique du Congo (RDC) et en Éthiopie, en particulier au nord, dans la région du Tigré.

L’Afrique subsaharienne a également subi une saison des pluies inhabituellement longue et intense en 2020. Les pluies ont causé des inondations dans des zones déjà affectées par la violence, entraînant de nouveaux déplacements et des déplacements secondaires dans des pays comme la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud et le Niger. Les catastrophes, en particulier les inondations, ont causé 4,3 millions de nouveaux déplacements dans la région, le second chiffre le plus élevé jamais enregistré. À la fin de l’année, 2,3 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne causé par des catastrophes, bien qu’il s’agisse d’une estimation prudente.

Violences politiques et électorales

Les violences politiques et électorales sont de très forts déclencheurs de déplacement dans la région, aggravant et prolongeant les conflits et la violence préexistants. L’année dernière n’a pas fait exception. Des élections présidentielles, parlementaires et locales ont eu lieu dans de nombreux pays, générant dans certains cas des manifestations et de la violence qui ont nui à la stabilité et à la construction de la paix.

Les tensions en Éthiopie ont dégénéré en septembre, lorsque des élections ont été organisées dans la région du Tigré au nord du pays défiant ainsi le gouvernement fédéral qui les avait reportées en raison de préoccupations liées à la pandémie de la Covid-19. Le gouvernement fédéral a lancé une offensive militaire début novembre, en réponse à une attaque contre ses forces.³ Les violences qui se sont ensuivies ont causé pas moins de 539 000 nouveaux déplacements. Des abus et violations aux droits humains ont aussi été signalés, notamment des violences basées sur le genre et une insécurité sur le plan alimentaire.⁴

La violence a aussi forcé les personnes à quitter leur domicile dans les régions Afar, Amhara, Beninshangul Gumuz et dans la Région des nations, nationalités et peuples du Sud (RNNPS), faisant passer le nombre de nouveaux déplacements à près de 1,7 millions dans l’ensemble du pays, soit une augmentation de 61 pour cent par rapport aux chiffres de 2019.

Des tensions entre le gouvernement fédéral et les États concernant les élections ont aussi éclaté en Somalie. Celles-ci ont évolué en un conflit au Jubaland en février, causant 56 000 nouveaux déplacements, une proportion importante des 293 000 enregistrés dans l’ensemble du pays.⁵ Des tensions similaires entre Mogadiscio et les États fédérés se sont développées au cours de l’année, concernant le report répété des élections présidentielles et parlementaires. La dernière échéance, le 8 février 2021, date à laquelle le mandat du président arrivait à expiration, n’a pas été respectée.⁶

La sécurité en RCA s’est significativement détériorée en décembre 2020, après que la Cour constitutionnelle a interdit à l’ancien Président François Bozizé de se représenter.⁷ Une nouvelle alliance de groupes armés, la Coalition des Patriotes pour le changement (CPC), a émergé en réponse à la situation et a lancé des attaques à travers le pays, causant 185 000 nouveaux déplacements. Plus de 30 000 personnes ont aussi fui vers la RDC.⁸ Les violences, qui se sont poursuivies en 2021, menacent gravement le processus de paix de la RCA, car plusieurs des groupes constituant la CPC sont signataires du protocole de paix de février 2019.⁹

Le conflit dans la région de l’extrême-Nord du Cameroun, a aussi continué en 2020, mais c’est l’augmentation de la violence dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui a déclenché la majorité des déplacements. Les tensions ont encore augmenté en février, en raison des élections parlementaires et municipales. Le gouvernement a déployé des troupes supplémentaires dans les deux régions après que des enlèvements et des violences à l’encontre de bureaux de vote et de fonctionnaires ont été signalés.¹⁰ À la fin de l’année, le pays abritait plus d’un million de personnes déplacées.

Les violences électorales en Afrique subsaharienne tendent à se produire dans des pays fortement divisés pour des raisons ethniques, linguistiques et communautaires, car les élections sont de forts révélateurs des tensions et griefs préexistants.¹¹ Ces violences ont causé le déplacement d’environ 500 000 personnes au Kenya à la suite des élections de 2007, dont on estime que 190 000 étaient toujours déplacées fin 2020.¹² Nombre d’entre elles luttait toujours pour avoir accès à un logement, des soins de santé, une éducation ou des moyens de subsistance décents.¹³

Les élections de novembre 2010 en Côte d’Ivoire ont causé des violences à la suite desquelles plus d’un million de personnes ont été déplacées, dont on estime que 308 000 l’étaient toujours dix ans plus tard.¹⁴ L’élection présidentielle d’octobre 2020 a elle aussi été marquée par des tensions. De violentes manifestations dans tout le pays ont causé 15 000 déplacements en août et en septembre.¹⁵

Les exemples du Kenya et de la Côte d’Ivoire montrent que les violences électorales peuvent avoir des implications à long terme pour les personnes forcées de fuir. D’autres élections sont prévues en 2021 dans la région, notamment en Éthiopie et en Somalie. Garantir des processus électoraux inclusifs et crédibles et apporter une réponse aux tensions préexistantes sera nécessaire pour éviter davantage de violences et de déplacements. Garantir que les personnes déplacées puissent voter doit aussi être une priorité.

La violence continue d’alimenter les crises prolongées

Les pays englués dans des conflits prolongés, comme la RDC, le Soudan du Sud, le Soudan et beaucoup de pays de la région du lac Tchad, abritent les plus grands nombres de personnes déplacées à travers le monde. Les violences ethniques et communautaires persistantes ont continué de causer des déplacements en 2020, nuisant aux efforts pour établir stabilité et sécurité.

Au Soudan, les négociations de paix entre le gouvernement transitoire et le Front révolutionnaire soudanais, une coalition de groupes armés, ont débouché sur la signature d’un accord historique en octobre 2020. Ses principaux points sont un cessez-le-feu, la prise en charge des problèmes de propriété foncière, les réparations destinées aux victimes du conflit et les plans de retour des personnes déplacées.¹⁶ Malgré ces évolutions, les violences communautaires augmentent depuis 2019 et sont responsables de la plupart des 79 000 nouveaux déplacements enregistrés en 2020. Près de 2,3 millions de personnes vivaient en situation de déplacement prolongé à la fin de l’année.

Le Soudan du Sud, pays voisin, fait face à une situation similaire. Un gouvernement d’unité a été formé en février 2020, devenant l’une des pierres angulaires du protocole de paix signé en septembre 2018.¹⁷ Plus de 570 accidents violents ont tout de même été signalés durant la première partie de l’année, soit une augmentation de 300 pour cent par rapport à la même période en 2019.¹⁸ Dans les États de Jonglei, Équatoria-Central, Unité, Warrab et Bahr el Ghazal occidental, les personnes déplacées ont été particulièrement affectées.¹⁹ Dans certains cas, des villages entiers ont été détruits et

des violations généralisées aux droits humains ont été signalées.²⁰ Les violences communautaires ont aussi empêché les fermiers de s’occuper de leurs cultures et les pasteurs n’ont pas été en mesure d’effectuer leur migration habituelle pour aller faire paître leur bétail. Ceci a aggravé l’insécurité alimentaire, qui avait déjà atteint des niveaux critiques.²¹

Le crime, le vol de bétail, les conflits fonciers, les violences armées et les tensions entre éleveurs et fermiers se sont accrus dans les régions du Centre, du Centre-Nord et du Nord-Ouest du Nigeria en 2020, suivant la tendance des trois dernières années.²² Les violences de longue date entre pasteurs peuls et fermiers haoussas dans les États du nord-ouest de Katsina, Sokoto et Zamfara sont devenues plus fréquentes, et le banditisme rural et la violence criminelle sont en augmentation.²³

Dans la province d’Ituri, en RDC, les tensions entre les communautés Hema et Lendu sont devenues de plus en plus violentes en 2020 lorsque la CODECO, la faction armée de la communauté Lendu, a lancé des attaques indiscriminées contre les civils.²⁴ Le gouvernement lance des opérations militaires dans la zone depuis décembre 2019, ce qui a incité la CODECO à attaquer d’autant plus, en représailles.²⁵

Sur les 2,2 millions de nouveaux déplacements enregistrés dans le pays au cours de l’année, 640 000 ont eu lieu en Ituri. Les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, de Maniema et Tanganyika restent également des foyers de conflit et les tensions ethniques et communautaires continuent d’être les principaux déclencheurs de conflits et de déplacement dans la partie est de la RDC.²⁶

Dans le cadre de ces crises complexes, remédier aux vulnérabilités structurelles telles que le manque d’accès aux services et aux moyens de subsistance est essentiel pour réduire les tensions communautaires et briser le cycle de conflit et de déplacement. Créer les conditions d’un dialogue politique et d’une résolution des conflits, incluant des activités en vue du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, permettrait de réduire les nouveaux déplacements et de mettre en place des solutions durables pour les personnes déplacées. Comme le montrent les exemples du Soudan et du Soudan du Sud, bien que ces initiatives s’opposent à de nombreuses difficultés, elles constituent une étape importante en faveur de la résolution de certaines situations de déplacement parmi les plus prolongées au monde.



Bétail à Twic East, Soudan du Sud. Les vols de bétail sont une source de conflit au Soudan du Sud. Au moment où la photo a été prise, du bétail venait d'être volé aux fermiers dans cette zone. NRC/Tiril Skarstein, novembre 2018.

Attaques de groupes extrémistes

Les groupes extrémistes ont continué à étendre leur influence et leur rayonnement territorial en Afrique subsaharienne en 2020, lançant des attaques sur des cibles militaires et civiles, et causant d'importants déplacements. Ces attaques ont souvent provoqué la destruction de villages et de terres cultivables, augmentant l'insécurité alimentaire et nuisant aux efforts pour restaurer les moyens de subsistance.²⁷

Ces groupes ont enlevé des femmes et des jeunes filles, les forçant à se marier et leur faisant subir des violences. Ils ont aussi recruté des garçons et de jeunes hommes. Ceux qui refusent de les rejoindre risquent d'être exécutés au cours de raids. Les enfants et jeunes déplacés sont particulièrement vulnérables à ces violences.²⁸

L'éducation a été gravement bouleversée.²⁹ Les extrémistes ont attaqué et détruit des écoles, pris des enseignants pour cible et forcé d'autres écoles à fermer par manque de personnel. D'autres encore sont utilisées comme abris collectifs pour les personnes déplacées. Plus de 65 pour cent des enfants vivant sur des sites de déplacement au Mali ne sont pas en mesure d'aller à l'école.³⁰ Au Nigeria, des groupes armés attaquent et enlèvent régulièrement de grands nombres d'élèves et de professeurs.³¹

La région du Liptako Gourma, située entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger a souffert de périodes de sécheresse prolongées ces dernières années, et le manque de terres et d'eau ont aggravé les griefs existants entre fermiers et pasteurs.³² Ces litiges communautaires ont eu lieu en plein vide sécuritaire, et les groupes extrémistes ont exploité la situation pour s'ancrer et étendre leur influence dans les trois pays.³³ Leurs actions ont provoqué un grand nombre de nouveaux déplacements, de façon répétée.³⁴ Près de 14 pour cent de l'ensemble des nouveaux déplacements en Afrique subsaharienne en 2020 ont été enregistrés dans ces trois pays.

En 2020, les violences commises par Boko Haram et d'autres groupes armés au Nigeria, ainsi que les contre-offensives des forces militaires du pays ont causé 86 000 nouveaux déplacements dans les États d'Adamawa et de Borno, soit un peu plus de la moitié du nombre total pour ce pays. Alors que l'insurrection dure depuis 11 ans, le gouvernement a fait des efforts pour transférer les personnes déplacées dans l'État de Borno, mais ce processus a été rendu difficile à cause de l'insécurité et des menaces d'attaques futures.³⁵ Ces mêmes problèmes, ainsi que le manque d'opportunités économiques, ont également mis en danger la réintégration des migrants retournés, les exposant à un nouveau risque de déplacement.³⁶

Al-Shabaab a intensifié ses attaques en Somalie l'année dernière, causant 136 000 nouveaux déplacements, soit deux fois plus qu'en 2019. Cette augmentation est due à une volonté, d'une part, de faire échouer les élections prévues, et d'autre part d'étendre son contrôle sur le territoire. Les tensions entre le gouvernement central et les régions concernant les élections et le retrait des troupes éthiopiennes et américaines du pays ont permis au groupe de développer ses activités.³⁷ Sa violence et les restrictions qu'il a imposées quant aux déplacements ont empêché l'accès à l'aide humanitaire à de nombreuses communautés déplacées.³⁸

Une saison des pluies record

Les catastrophes et les conflits surviennent souvent en même temps en Afrique subsaharienne, provoquant de nouveaux déplacements, qui se répètent et, souvent, se prolongent. La saison des pluies dans des pays tels que le Soudan du Sud, le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali, le Nigeria et la RDC a été inhabituellement intense et prolongée en 2020, causant des déplacements secondaires et accroissant les besoins des personnes déplacées.³⁹ Elle a causé le nombre record de 4,3 millions de nouveaux déplacements dans l'ensemble de la région, et environ 2,3 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne à la fin de l'année. Les personnes ont subi ces déplacements principalement à cause d'inondations, mais les cyclones et la sécheresse ont aussi entraîné des déplacements.

La montée de la température à la surface de l'océan Indien, associée à des conditions atmosphériques favorables, ont donné lieu à une saison des pluies plus humides que d'habitude dans l'Est de l'Afrique.⁴⁰ Le Soudan et le Soudan du Sud ont connu les pires inondations depuis des décennies et au Soudan le Nil a atteint des niveaux record en septembre.⁴¹ Les inondations ont détruit des foyers, endommagé des routes et empêché les personnes d'accéder aux services de santé et à l'aide humanitaire.⁴² Le Soudan du Sud se remettait encore de ses inondations en 2019. Les eaux ne s'étaient pas encore complètement retirées quand les pluies de 2020 ont débuté, et que la reconstruction des habitations, des villages et des infrastructures n'était pas achevée.⁴³

Les inondations de 2019 et 2020 ont aussi contribué à la pire invasion de sauterelles de l'Est de l'Afrique en 25 ans.⁴⁴ Dans six pays, plus de 27 millions de personnes faisaient déjà face à des niveaux critiques d'insécurité alimentaire quand cette invasion a eu lieu. Au troisième trimestre de l'année 2020, 9,6 millions de personnes au Soudan, soit 21 pour cent de la population, souffraient d'insécurité alimentaire, un chiffre record pour le pays.⁴⁵

En Somalie, des milliers de fermiers ont aussi été forcés à se déplacer en quête d'aide pour survivre quand les sauterelles ont détruit

leurs cultures.⁴⁶ En plus des sauterelles, les inondations ont eu un impact généralisé et ont causé 979 000 nouveaux déplacements en 2020. Des zones urbaines et rurales ont été affectées, et de nombreuses personnes déjà déplacées ont été forcées de se déplacer de nouveau. Environ 81 000 personnes déplacées ont fui des sites autour de Bay et de Mogadiscio en avril, et des dizaines de milliers ont fui la ville de Belet Weyne dans la région de Hiiraan quand le fleuve Chébéli est sorti de son lit. La Covid-19 a également influé sur le déroulement des déplacements, car les personnes déplacées ont évité les sites hébergeant des personnes de différentes régions, par peur du surpeuplement et du risque d'infection.⁴⁷ Les conséquences toujours plus importantes des inondations, des invasions de sauterelles et de la pandémie ont impliqué une limitation des financements humanitaires en faveur de ces multiples crises dans l'Est de l'Afrique.⁴⁸

Au Niger, le gouvernement a émis un décret en 2017, interdisant la construction de maisons dans les zones propices aux inondations. Toutefois, la construction dans ces zones se poursuit et les quartiers sont inondés de façon répétée pendant la saison des pluies.⁴⁹ Les inondations ont provoqué plus de 276 000 nouveaux déplacements en 2020, beaucoup de ceux-ci impliquant des personnes ayant déjà fui dans d'autres circonstances, dans les mêmes zones des régions de Tahoua, Tillabéri, Diffa et Maradi. La capitale, Niamey, a également été lourdement touchée quand le fleuve Niger a quitté son lit.⁵⁰ Les inondations ont aussi affecté les centres urbains du Tchad. Les plus fortes ont causé près de 32 000 nouveaux déplacements dans la capitale, N'Djamena, au début du mois d'août. La grande majorité des ménages déplacés ont déclaré que leurs maisons avaient été endommagées ou détruites, augmentant la perspective d'un déplacement à long terme.⁵¹

Le manque d'exhaustivité des données limite toujours la compréhension des déplacements prolongés après des catastrophes en Afrique subsaharienne, et les efforts pour établir une base de connaissance plus solide doivent être intensifiés. De meilleures données sur les conditions dans lesquelles les catastrophes et les conflits surviennent ensemble et causent des déplacements sont aussi nécessaires comme base d'une politique de développement et d'interventions pour résoudre les difficultés croissantes et aider les personnes déplacées à mettre en place des solutions durables.

En détail - le Burkina Faso subit une montée de violence dans le Sahel

Le nombre de personnes déplacées au Burkina Faso a été multiplié par plus de dix entre 2018 et 2020, atteignant un peu plus d'un million, faisant de la croissance de cette crise de déplacement l'une des plus rapide au monde. Le pays, auparavant largement épargné par l'instabilité affectant plus globalement la région du Sahel, est récemment devenu la cible d'un nombre croissant d'attaques de la part de groupes armés non gouvernementaux. En 2020, avec l'expansion de la crise dans la région du Sahel, les violences ont causé 515 000 nouveaux déplacements, soit un nombre plus élevé que ceux combinés des pays voisins, le Mali et le Niger.

La crise de déplacement au Burkina Faso trouve son origine dans un ensemble complexe de facteurs, tels que la pauvreté, les inégalités et la présence croissante de groupes extrémistes ayant émergé en partie à cause de la marginalisation croissante de certains groupes de population. La dégradation de l'environnement et la variabilité du climat sont aussi des facteurs de vulnérabilité et de risque de déplacement.⁵² Les affrontements entre les communautés concernant les terres, l'eau et autres ressources rares sont devenues plus fréquentes, dans un pays auparavant connu pour la coexistence relativement pacifique de différents groupes ethniques.⁵³

Le mécontentement historique des Peuls, dont beaucoup sont des bergers nomades, a commencé à augmenter en 2016, en particulier dans la province de Soum, et a été alimenté par un manque de représentation politique, de soutien social, de services essentiels et d'infrastructures. Ce sentiment de marginalisation a été exploité par des groupes extrémistes affiliés à Al-Qaïda et des mouvements nationaux tels que Ansarul Islam, qui ont principalement recruté des jeunes pour accroître leur présence.⁵⁴

De nombreux groupes ont aussi combattu au Mali depuis le début de la crise multidimensionnelle en 2012.⁵⁵ Au Burkina Faso, ils ont promis leur protection aux populations marginalisées, renforçant l'idée que l'État est responsable de leur détresse.⁵⁶

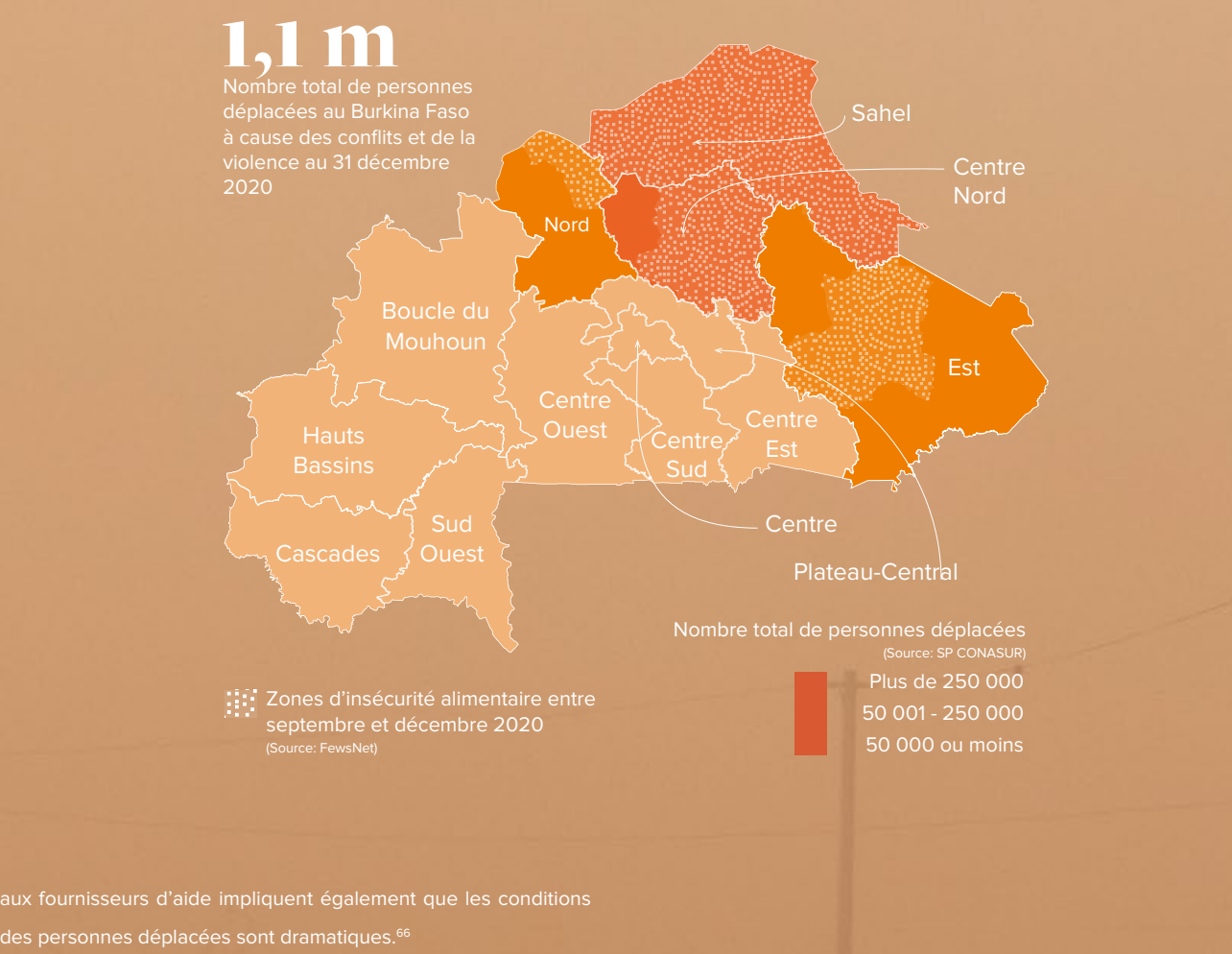
Les civils sont prisonniers d'une spirale de violence et d'insécurité qui a causé des déplacements de population à grande échelle. Des

groupes armés ont ciblé des personnes déplacées, comme par exemple en octobre 2020, quand 25 d'entre elles furent tuées dans une attaque près de la ville de Pissila, de la région du Centre-Nord.⁵⁷ Ils ont aussi attaqué des écoles, perturbant l'éducation des enfants, et provoqué de nouveaux déplacements parmi les réfugiés maliens vivant dans le nord du pays, où plusieurs milliers d'entre eux ont fui leur camp de Goudoubo dans la région du Sahel en mars 2020.⁵⁸

Les pluies saisonnières au-dessus de la moyenne à partir d'avril 2020 ont aussi provoqué des inondations généralisées dans le pays qui ont détruit plus de 3 300 maisons et causé plus de 20 000 déplacements.⁵⁹ Nombre de municipalités touchées abritaient des personnes déplacées, qui avaient auparavant fui l'insécurité. Plus de 1 700 refuges ont été endommagés ou détruits, obligeant les personnes à se déplacer pour la seconde ou la troisième fois.⁶⁰ Cela montre comment les catastrophes et les conflits risquent de converger, aggravant la situation de personnes déjà très vulnérables.⁶¹

La plupart de la population du pays vit dans des zones rurales et a recours à l'élevage et à l'agriculture pour subsister.⁶² Les inondations de 2020 ont réduit la production agricole et miné la résilience des personnes. Environ 3,3 millions de personnes ont dû affronter une crise alimentaire ou une situation d'urgence au cours de l'année, soit deux fois plus qu'en 2019.⁶³ Les provinces de Soum et Oudalan au nord sont celles souffrant le plus d'insécurité alimentaire et les plus affectées par la violence et l'instabilité. La majorité des personnes déplacées au Burkina Faso sont des femmes et des enfants. Les conflits et les déplacements déchirent les familles et les communautés.⁶⁴

Les Nations Unies et leurs partenaires régionaux et nationaux ont intensifié leurs mesures au Niger, au Mali et au Burkina Faso pour répondre aux besoins aigus des personnes affectées par la flambée de violence de ces dernières années, mais les aspects liés à la protection des appels humanitaires pour ces trois pays n'ont été financés qu'à hauteur de 26 pour cent en 2020.⁶⁵ Le manque d'accès



aux fournisseurs d'aide impliquent également que les conditions des personnes déplacées sont dramatiques.⁶⁶

La communauté internationale a continué à faire part de ses préoccupations face à la montée de l'insécurité dans la région du Sahel au sens large, et a averti qu'elle pourrait également toucher les pays d'Afrique de l'Ouest voisins. Les frontières perméables entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso facilitent l'expansion de groupes armés dans toute la région depuis le milieu de l'année 2018.

L'augmentation de la violence dans cette zone est très préoccupante, car celle-ci pourrait gagner le Sud, vers la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Bénin et le Togo, où l'on signale déjà des violences et des tensions croissantes entre les communautés.⁶⁷

Alors que la violence se poursuit, il devient urgent de prendre des mesures pour faire face à la crise de gouvernance de la région du Sahel au sens large. Ces mesures incluent la fourniture de services sociaux pour les communautés rurales et la résolution des griefs et litiges locaux.⁶⁸ Ces efforts sont soutenus par la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel ; toutefois une approche plus globale, incluant dialogue politique et stabilisation de la situation sécuritaire est encore nécessaire.⁶⁹

Un jeune garçon va à pied à l'école, à Djibo, dans la région du Sahel au Burkina Faso. Des attaques armées ont fortement perturbé l'éducation au nord du Burkina Faso et forcé de nombreuses écoles à fermer. © OCHA/Otto Bakano, mai 2018.

En détail - Mozambique: conflits et catastrophes convergent, alimentant la crise de Cabo Delgado

La province de Cabo Delgado, au Nord du Mozambique, l'une des plus pauvres et marginalisées du pays, est en proie au conflit depuis 2017, en raison de l'émergence et de l'expansion de Ahlu Sunna Wal-Jama (ASWJ), un groupe armé national non gouvernemental.⁷⁰

Les facteurs de violence sont multiples et changeants, mais on estime que la découverte de gaz offshore dans la province en 2011 explique partiellement l'émergence du groupe, les compagnies pétrolières étrangères ayant contribué à creuser les inégalités en ne générant pas assez d'offres d'emploi pour la population locale.⁷¹ ASWJ, qui recrute principalement des jeunes, n'a pas de lien clair avec les principaux groupes djihadistes opérant dans d'autres pays d'Afrique, mais a mené de nombreuses attaques très violentes.⁷²

La crise de Cabo Delgado a causé 584 000 nouveaux déplacements en 2020, soit sept fois plus qu'en 2019. Par conséquent, plus de 669 000 personnes vivaient en situation de déplacement interne à la fin de l'année.⁷³ La violence, qui auparavant visait principalement les petits villages, s'est peu à peu étendue aux plus grandes communes, intensifiant les flux de déplacement.⁷⁴ Ce phénomène concerne Cabo Delgado et les provinces voisines de Niassa, Nampula, Sofala et Zambézia.⁷⁵

L'arrivée massive de personnes déplacées à Pemba, la capitale de Cabo Delgado, a fait augmenter la population de la ville de plus de 30 pour cent.⁷⁶ Les organismes d'aide humanitaire ont rencontré des difficultés à se rendre dans de nombreux districts de la province en raison de problèmes d'accès, de restrictions des déplacements et de l'insécurité générale.⁷⁷ Près de 67 000 personnes déplacées vivaient dans des zones difficiles d'accès à la fin de l'année.⁷⁸ Les groupes armés qui évoluent dans les zones du Nord ayant détruit des villages entiers, la probabilité que les déplacements soient prolongés est élevée.⁷⁹

L'augmentation des conflits et des déplacements en 2020 a eu lieu alors que la situation était déjà fragile. Le Mozambique est passé par des périodes de sécheresse prolongées ces dernières années, et en 2019 le cyclone Kenneth a ravagé Cabo Delgado, causant 24 000 déplacements, ainsi que des pertes et des dommages significatifs, en particulier dans le secteur agricole.⁸⁰

Outre l'impact direct de Kenneth, la violence dans les provinces du nord s'est étendue et a accentué les conséquences du passage de la tempête tropicale. Des groupes armés ont continué à attaquer les infrastructures de la région, perturbant l'accès des forces de sécurité et des organisations humanitaires, et provoquant une augmentation des niveaux d'insécurité alimentaire.⁸¹ Environ 580 000 des 2,7 millions de personnes qu'on estimait confrontées à une insécurité alimentaire critique au Mozambique se trouvaient à Cabo Delgado.⁸² Globalement, dans les zones affectées par le conflit et le déplacement, la plupart des personnes déplacées se trouvant dans des centres de logement temporaires et des sites de réinstallation sont dans l'impossibilité de cultiver comme elles le feraient normalement car elles n'ont accès à aucune terre ou ressource.⁸³

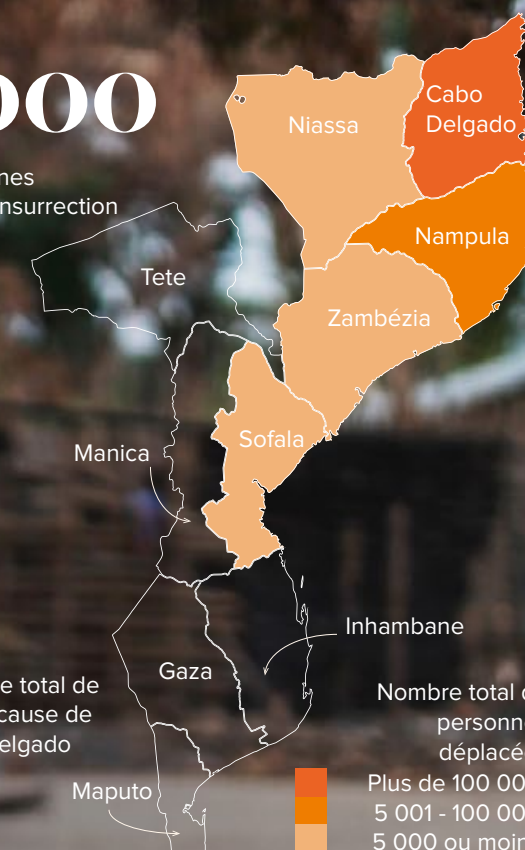
Les déplacements liés aux catastrophes et aux récentes attaques dans le Nord du Mozambique ont fortement augmenté le manque de protection, en particulier pour les femmes et les jeunes filles, les personnes handicapées, les personnes âgées et celles atteintes du VIH/SIDA. Les enfants, qui représentent environ la moitié de la population déplacée, sont particulièrement vulnérables. Certains ont été recrutés de manière forcée par des groupes armés, d'autres privés d'éducation. De nombreuses femmes et jeunes filles ont été soumises à des mariages forcés, enlevées, ou ont subi des violences basées sur le genre.⁸⁴

Pour répondre aux besoins croissants des communautés touchées, les Nations Unies ont mis au point un plan de réponse rapide pour soutenir l'Institut national de gestion des catastrophes qui apporte son aide à près de 354 000 personnes. Le gouvernement de Cabo Delgado a aussi créé une commission de province pour faciliter les plans de transfert et de réinstallation.⁸⁵

Bien que les efforts pour faire face à cette crise qui s'accroît rapidement aient redoublé, la situation reste très préoccupante car la violence et les déplacements persistent. Les attaques contre le district de Palma en mars 2021 et la réponse des forces armées ont donné lieu à l'un des plus graves épisodes de violence dans le pays ces dernières années.⁸⁶

669 000

Nombre total de personnes déplacées à cause de l'insurrection de Cabo Delgado au 31 décembre 2020



687%

Augmentation du nombre total de personnes déplacées à cause de l'insurrection de Cabo Delgado depuis décembre 2019

(Source: IOM DTM)

Une femme porte son jeune enfant, debout dans une zone brûlée du village récemment attaqué d'Aldeia da Paz, à l'extérieur de Macomia, Mozambique. © AFP/Marco Longari via Getty Images, août 2019.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Nouveaux déplacements en 2020

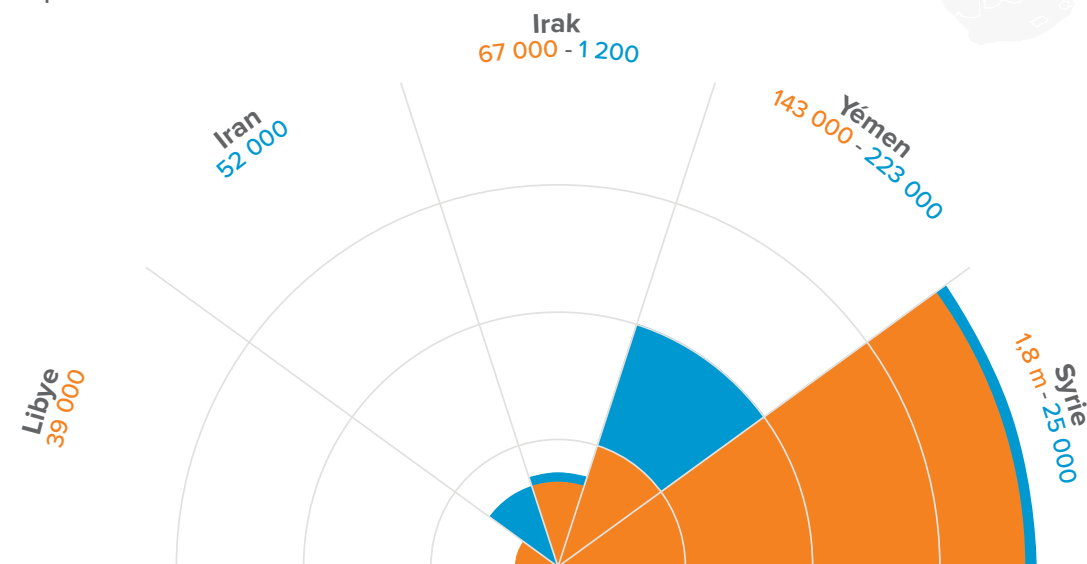
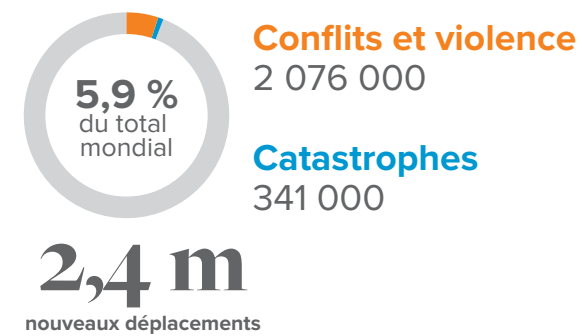


Figure 23 : Cinq pays comptant le plus de nouveaux déplacements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2020

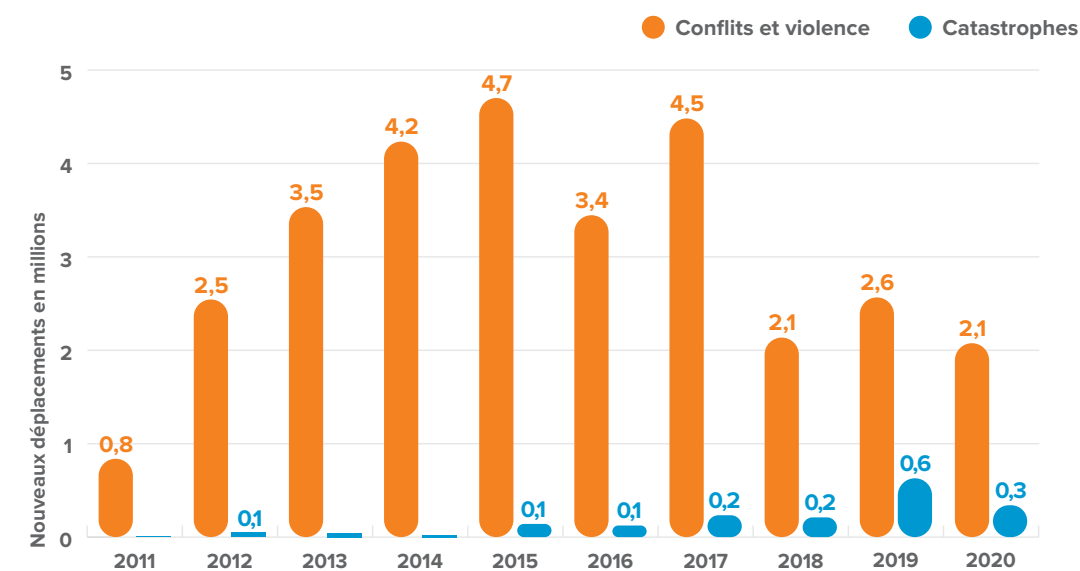


Figure 24 : Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (2011-2020)

Les frontières et les noms indiqués, ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte, n'impliquent ni reconnaissance, ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.

Nombre total de personnes déplacées en 2020

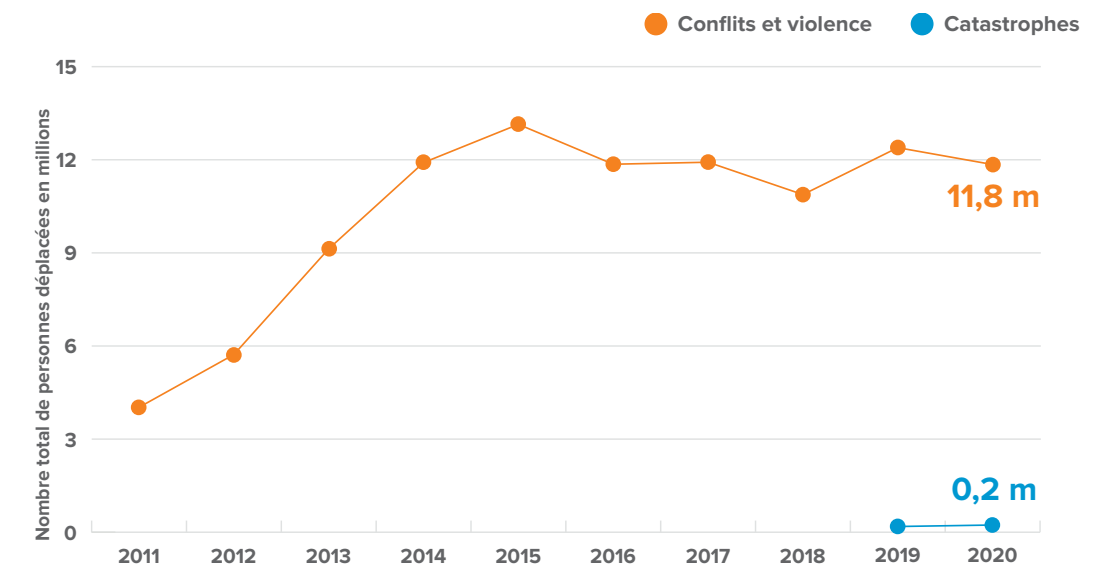


Figure 25 : Nombre total de personnes déplacées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à la fin de l'année (2011-2020)

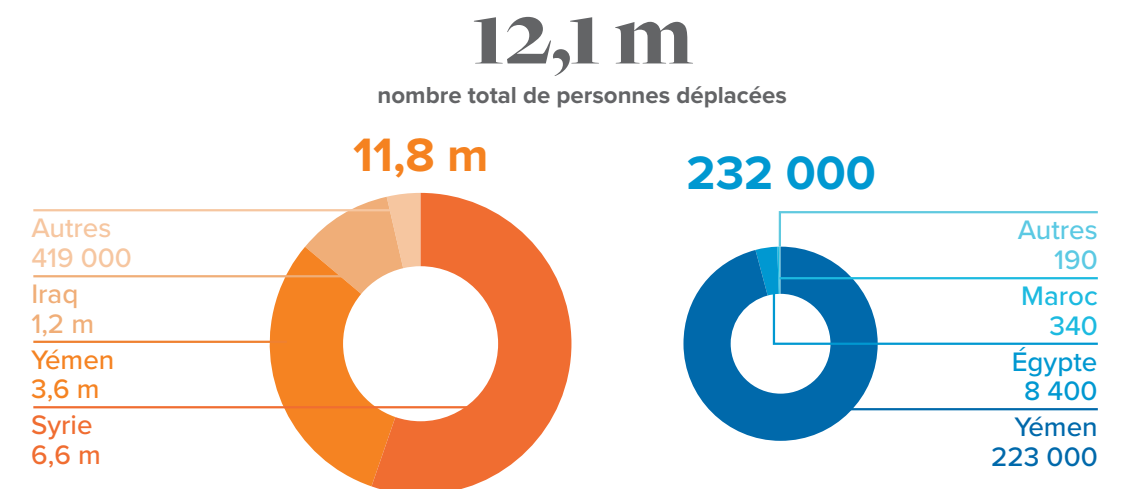


Figure 26 : Pays comptant le plus de personnes déplacées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à la fin de l'année 2020

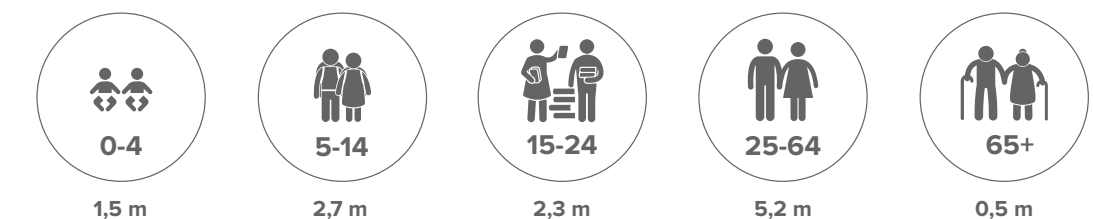


Figure 27 : Nombre total de personnes déplacées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à la fin de l'année 2020, par tranche d'âge

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.

L'année 2020 a marqué le dixième anniversaire du début du printemps arabe. Dans des pays tels que la Libye, la Syrie et le Yémen, où les insurrections ont dégénéré en conflits armés, le déplacement interne continue d'avoir des conséquences dévastatrices.⁸⁷ Environ 11,8 millions de personnes étaient considérées comme déplacées à travers la région à la suite de conflits et de violences à la fin de l'année 2020, et de nombreux obstacles restent à surmonter pour qu'elles retrouvent leur sécurité, puissent reconstruire leurs vies et trouvent des solutions durables.

Il y a eu aussi 2,1 millions de nouveaux déplacements associés aux conflits et à la violence au cours de l'année. Une offensive du gouvernement, dans le gouvernorat d'Idlib au Nord de la Syrie, a causé le plus important phénomène de déplacement depuis le début de la guerre (voir la section En détail, page 39). Plusieurs offensives ont aussi causé des déplacements au Yémen. La Cisjordanie a enregistré son plus grand nombre de déplacements depuis 2016 en raison d'une augmentation du nombre de maisons détruites.⁸⁸

Au milieu des conflits et de la violence, des progrès ont été réalisés en matière de résolution des conflits et de consolidation de la paix, et les factions belligérantes ont signé plusieurs accords de cessez-le-feu. Ces développements ont permis une diminution de la violence, particulièrement en Irak, en Libye et en Syrie au cours de la seconde partie de l'année. Le nombre de nouveaux déplacements à travers la région a été caractérisé par un faible déclin par rapport aux 2,6 millions enregistrés en 2019.

Les catastrophes ont provoqué 341 000 nouveaux déplacements, comme au Yémen, où l'impact des inondations est venu s'ajouter à celui des conflits et violence en cours (voir la section En détail, page 41). Les incendies, les tempêtes et les séismes ont également forcé les gens à quitter leur domicile au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ce qui a entraîné l'un des nombres de nouveaux déplacements dus aux catastrophes les plus élevés en une décennie pour la région.

Redéfinition des lignes de combat et conflits territoriaux

L'offensive gouvernementale sur Idlib en Syrie a repoussé les lignes de front du conflit plus au Nord, tandis que les hostilités au Yémen ont rendu certains lieux tels que les gouvernorats de Al-Hodeïda et Ta'izz encore plus sensibles, avec l'émergence de nouvelles lignes de front.

La violence croissante au sein du gouvernorat de Marib, dernier bastion du gouvernement au Nord et refuge de plus de 770 000 personnes déplacées, a causé de nouveaux déplacements et fait

empirer les conditions de sécurité et de vie des personnes déjà déplacées. Plus de 23 sites de déplacement ont dû être évacués quand des violences ont éclaté en janvier, forçant les personnes à se déplacer de nouveau vers des sites qui ne pouvaient pas satisfaire leurs besoins essentiels.⁸⁹

Des frappes aériennes, des bombardements et une intensification des combats ont aussi causé d'importantes vagues de déplacement au sein du gouvernorat d'Al Jawf.⁹⁰ À mesure que les lignes de front évoluaient et que les civils étaient pris entre les feux croisés, de nombreuses personnes déjà déplacées l'ont été de nouveau plusieurs fois pour fuir la violence.⁹¹

L'Armée nationale libyenne (ANL) a lancé une série d'offensives entre avril 2019 et juin 2020, lors d'une campagne destinée à prendre le contrôle de villes de l'ouest de la Libye, notamment Tripoli et Tarhouna. Des affrontements avec le Gouvernement d'entente nationale (GEN) ont causé des déplacements importants, jusqu'à ce que le GEN reprenne le contrôle de ces villes ainsi que d'autres. En 2020, la violence a causé près de 39 000 nouveaux déplacements avant que la suspension des hostilités ne permette aux personnes déplacées de rentrer chez elles.⁹²

Israël a déclaré que les destructions seraient interrompues pendant la pandémie de la Covid-19 ; toutefois, la démolition et la confiscation de maisons ont tout de même causé 1 000 nouveaux déplacements en Palestine.⁹³ Lors du plus important événement de déplacement en plus de dix ans, 73 personnes, dont 41 enfants, ont été déplacées à Humsa al Bqai'a en novembre quand leurs foyers et autres propriétés, notamment des refuges humanitaires financés par des donateurs, ont été détruits.⁹⁴ La destruction et la confiscation de maisons en Israël a également causé 3 000 nouveaux déplacements de bédouins et autres israéliens arabes.⁹⁵

Crises aggravées et déplacements prolongés

Des inondations en Iran, en Tunisie et en Égypte, des incendies en Israël, au Liban et en Syrie, ainsi que des séismes en Algérie et en Iran, ont causé au total 341 000 nouveaux déplacements en 2020, l'un des chiffres les plus élevés enregistrés pour cette région au cours de la dernière décennie. De nombreuses personnes déplacées ont été contraintes de fuir pour la deuxième, la troisième ou la quatrième fois. Les effets combinés des catastrophes, conflits et difficultés économiques, et plus récemment de la pandémie de la Covid-19, ont fait des déplacements un phénomène chronique, cyclique et prolongé dans la région.



Une famille déplacée rapporte ses paquets d'aide pour l'hiver à son refuge à Marib, au Yémen.
© IOM, février 2020.



Restes de la Grande mosquée de al-Nuri à Mossoul, en Irak. Construite en 1172–1173, elle fut détruite par l'État islamique le 21 juin 2017. NRC/Tom Peyre-Costa, juin 2018

Les inondations ont causé le déplacement de davantage de personnes au Yémen que le conflit et la violence en 2020, aggravant ce qui était déjà la plus importante crise humanitaire mondiale (voir la section En détail, page 41). En octobre, les incendies en Syrie ont touché pas moins de 140 000 personnes et provoqué 25 000 nouveaux déplacements au sein des gouvernorats de Lattaquié, Tartous et Homs. Ils ont endommagé des maisons et les réseaux d'eau et d'électricité, ainsi que des terres agricoles et des cultures, accroissant l'insécurité alimentaire. Certains villages évacués abritaient des personnes déplacées qui étaient de retour après avoir fui le conflit.⁹⁶

Les feux se sont ajoutés à la forte récession économique. Le pays est très dépendant des importations, et le durcissement des sanctions américaines imposé en juin 2020 a causé une forte dévaluation de la livre syrienne, faisant baisser le pouvoir d'achat.⁹⁷ Les prix de la nourriture, de l'eau et des articles d'hygiène ont atteint de nouveaux sommets.⁹⁸ Ces effets aggravants ont aussi modifié les raisons pour lesquelles les personnes fuyaient. Un nombre croissant d'entre elles citent le déclin économique et le manque de moyens de subsistance comme facteur principal.⁹⁹

Ces exemples montrent comment les conséquences des conflits et des catastrophes peuvent se combiner, au détriment du bien-être des personnes déplacées, prolongeant leur déplacement et les forçant souvent à fuir de nouveau. Ces dernières années, ce lien attire de plus en plus l'attention des chercheurs et des décideurs politiques, ce qui indique un changement important quant à la manière dont nous définissons les facteurs de risque d'une crise.

Ce changement a commencé à se diffuser au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, mais les progrès en termes de développement de politiques sur la réduction des risques de catastrophe, la construction de la paix et les solutions durables sont lents. Par ailleurs, toutes les politiques concernant ce lien n'incluent pas toutes le déplacement comme facteur de risque des crises. Un soutien accru à ces questions est une condition préalable importante à la stabilité de la région et à la mise en place de solutions durables pour les personnes déplacées.¹⁰⁰

Vers la construction de la paix et des solutions durables

Certains pays de la région ont fait des progrès en faveur de la paix en 2020. Les efforts politiques et les cessez-le-feu ont réduit les tensions sur le terrain en Libye et en Syrie, faisant diminuer le nombre de nouveaux déplacements en comparaison avec les années précédentes et permettant à certaines personnes déplacées de regagner leur domicile.

Des efforts diplomatiques en Libye ont débouché sur un accord négocié pour mettre fin au conflit dans le pays. Après des combats à Tripoli et Tarhouna pendant la première partie de l'année, les parties ennemies sont tombées d'accord pour suspendre les hostilités, permettant le retour de près de 148 000 personnes déplacées.¹⁰¹ Cela a contribué à renforcer la dynamique de dialogue, les pourparlers de paix ont repris et, le 23 octobre, un accord de cessez-le-feu a été signé.¹⁰²

Les parties ont consenti à retirer toutes les unités militaires, exiger le départ des combattants étrangers et constituer une force militaire jointe limitée pour dissuader les violations du cessez-le-feu. Elles ont défini des procédures afin de permettre le passage des civils en toute sécurité et ont convenu de développer d'autres mécanismes pour mettre l'accord en pratique.¹⁰³ Cela a permis une réduction considérable des nouveaux déplacements, qui sont passés de 215 000 en 2019 à 39 000 en 2020. Un Premier ministre provisoire a été nommé en février 2021, une étape importante vers l'unification du pays, et des élections nationales sont prévues en décembre.¹⁰⁴

À la suite de l'offensive contre Idlib en Syrie, la Russie et la Turquie ont négocié un cessez-le-feu entre les groupes armés non gouvernementaux et le gouvernement syrien.¹⁰⁵ Celui-ci est depuis respecté, ce qui a permis une baisse significative de la violence. Les combats ont aussi réduit dans d'autres parties du pays et le nombre de nouveaux déplacements a chuté à des niveaux datant d'avant le début de la guerre.

La réduction des hostilités en Irak a aussi conduit à moins de nouveaux déplacements et le nombre de personnes déplacées à la fin de l'année a baissé de 21 pour cent par rapport à 2019. Environ 235 000 personnes ont regagné leur région d'origine au cours de l'année, en particulier dans le gouvernorat de Ninive, mais aussi à Al-Anbâr et Salâh ad-Dîn.¹⁰⁶ Elles y ont été encouragées par l'amélioration des conditions de sécurité, la neutralisation de munitions non explosées et la reconstruction des infrastructures. Ceci reflète les efforts combinés du gouvernement et des organisations humanitaires en vue de faciliter le retour des personnes de façon volontaire, sécurisée, digne et durable.¹⁰⁷

Cela dit, de nombreuses personnes déplacées ont regagné des maisons gravement endommagées ou détruites, avec un accès limité aux services, ces dernières étant motivées par la fermeture accélérée des camps de déplacement. Beaucoup d'autres sont toujours dans l'impossibilité de rentrer chez elles par crainte de la violence et de la discrimination.¹⁰⁸ Bien que des aides matérielles soient proposées aux personnes déplacées, en faire la demande est un processus long et compliqué.¹⁰⁹

Le gouvernement a développé une matrice de suivi des zones de retour en collaboration avec les Nations Unies, devant servir d'outil d'identification des lieux favorables à un retour.¹¹⁰ Les organisations humanitaires en Syrie ont mis en œuvre des initiatives similaires, qui leur permettent de mieux comprendre les besoins les plus pressants des personnes retournées et la situation des zones de retour en termes de sécurité, de fourniture de services et de reconstruction.¹¹¹ Ces initiatives sont importantes, car elles permettent de rendre compte dans quelle mesure ces retours sont durables. Il pourrait s'agir d'exemples de bonnes pratiques pouvant être appliquées ailleurs.

Étant donné l'ancienneté du déplacement pour de nombreuses personnes déplacées dans la région, le retour n'est pas forcément leur option préférée, ce qui signifie que les options d'intégration locale et de réinstallation ne doivent pas être négligées. Cependant, comme il existe peu d'exemples dans la région, il est important de les inclure dans la planification des solutions durables, parallèlement aux stratégies de retour.

1,8 m
Nouveaux déplacements dus aux conflits et à la répression gouvernementale

960,000
Nouveaux déplacements dus à l'offensive gouvernementale

Idlib
Lattakia
Tartous
Hama
Alep
Hassaké
Deir-el-Zor

Figure 1: Nouveaux déplacements dus aux conflits et à la violence en 2020

Bar Chart: Nouveaux déplacements en 2019 et 2020

Mois	Nouveaux déplacements en 2019	Nouveaux déplacements en 2020
Jan	~100 000	~480 000
Fev	~100 000	~700 000
Mar	~100 000	~100 000
Avr	~70 000	~100 000
Mai	~320 000	~60 000
Jui	~100 000	~60 000
Jui	~150 000	~60 000
Aou	~210 000	~40 000
Sep	~100 000	~60 000
Oct	~150 000	~60 000
Nov	~100 000	~60 000
Dec	~310 000	~40 000

Map: Zones contrôlées par des groupes armés non gouvernementaux à 10 mars 2020

Le map illustre les zones contrôlées par des groupes armés non gouvernementaux à 10 mars 2020. Les zones sont indiquées par des points orange et des lignes de pointillés. Les zones contrôlées par des groupes armés non gouvernementaux sont indiquées par des points orange et des lignes de pointillés.

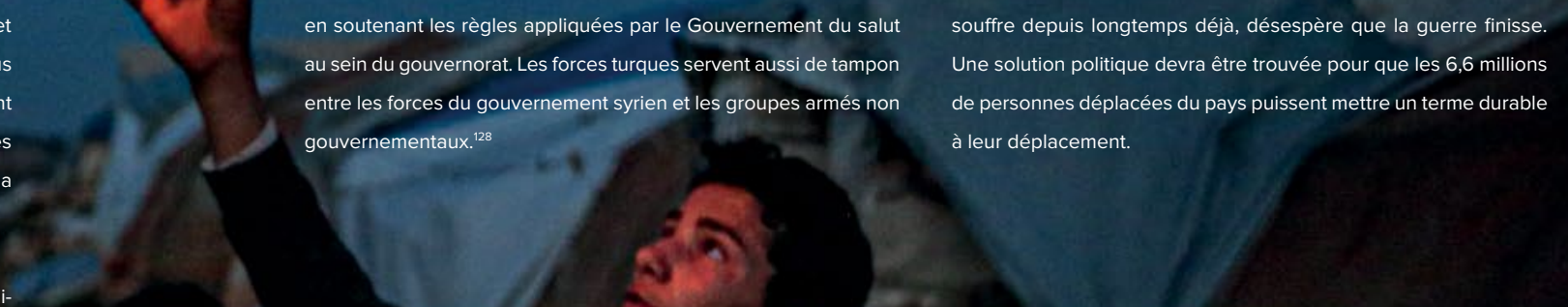
Diagram: Nouveaux déplacements dus aux conflits et à la violence en 2020

Le diagramme illustre les nouveaux déplacements dus aux conflits et à la violence en 2020. Les déplacements sont représentés par des cercles concentriques. Les déplacements sont classés en trois catégories : Plus de 1 m, 500 001 – 1 m, et 500 000 ou moins.

Le cessez-le-feu d'Idlib a marqué le début d'une réduction des hostilités en Syrie, qui s'est poursuivie au fil de l'année. Les tensions ont persisté et des violations sporadiques de l'accord ont continué à se produire pendant plusieurs mois, mais globalement le nombre d'attaques et de victimes civiles a diminué de façon constante.¹²⁷ La HTS, qui figure sur la liste des sanctions du Conseil de Sécurité parmi les organismes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), a quant à elle abandonné son approche radicale et violente, devenant plus pragmatique dans un effort pour maintenir

Toutefois, la situation humanitaire continue à se détériorer et l'effondrement de l'économie ainsi que l'insécurité qui persiste en Syrie obligent encore des milliers de personnes à abandonner leur domicile. Environ 9,3 millions de personnes étaient victimes d'insécurité alimentaire en novembre 2020, soit une augmentation de plus d'1,4 million par rapport à 2019, le chiffre le plus élevé enregistré depuis le début de la guerre.¹²⁹

La diminution de la violence en Syrie ces derniers mois est signi-



en soutenant les règles appliquées par le Gouvernement du salut au sein du gouvernorat. Les forces turques servent aussi de tampon entre les forces du gouvernement syrien et les groupes armés non gouvernementaux.¹²⁸

souffre depuis longtemps déjà, désespère que la guerre finisse. Une solution politique devra être trouvée pour que les 6,6 millions de personnes déplacées du pays puissent mettre un terme durable à leur déplacement.



Des enfants syriens vivant dans des tentes allument des lanternes volantes dans le village de Betinte de la pro-

Bar Chart: Nouveaux déplacements

Source	Nouveaux déplacements en 2019	Nouveaux déplacements en 2020
Source: OCHA	~110,000	~470,000
Source: REACH	~330,000	~50,000

Map: Nouveaux déplacements dus aux conflits et à la violence en 2020

Plus de 1 m
500 001 – 1 m
500,000 ou moins

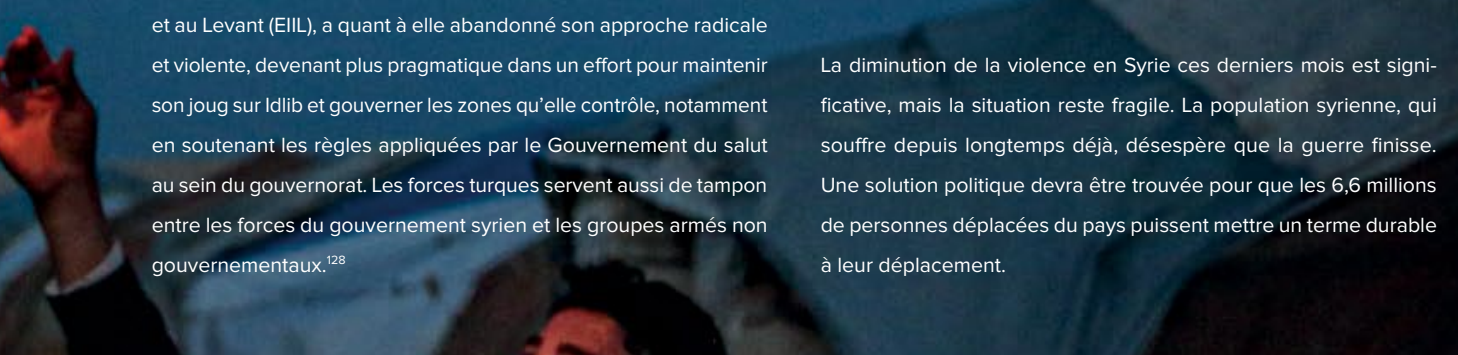
Map: Changement dans les zones contrôlées par des groupes armés non gouvernementaux

Legend:
 - Zones contrôlées par des groupes armés non gouvernementaux au 10 mars 2020
 - Changement quant au contrôle du territoire entre décembre 2019 et mars 2020

(Source: REACH)

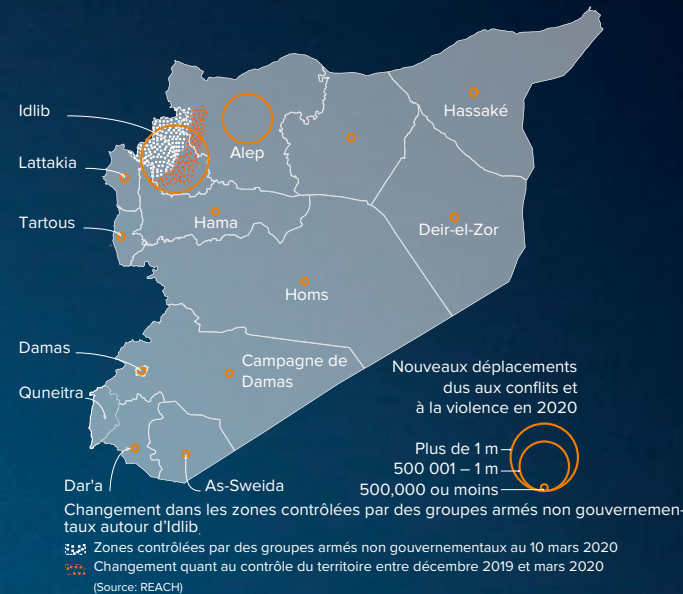
Le cessez-le-feu d'Idlib a marqué le début d'une réduction des hostilités en Syrie, qui s'est poursuivie au fil de l'année. Les tensions ont persisté et des violations sporadiques de l'accord ont continué à se produire pendant plusieurs mois, mais globalement le nombre d'attaques et de victimes civiles a diminué de façon constante.¹²⁷ La HTS, qui figure sur la liste des sanctions du Conseil de Sécurité

Toutefois, la situation humanitaire continue à se détériorer et l'effondrement de l'économie ainsi que l'insécurité qui persiste en Syrie obligent encore des milliers de personnes à abandonner leur domicile. Environ 9,3 millions de personnes étaient victimes d'insécurité alimentaire en novembre 2020, soit une augmentation de plus d'1,4 million par rapport à 2019, le chiffre le plus élevé enregistré depuis



et au Levant (EIL), a quant à elle abandonné son approche radicale et violente, devenant plus pragmatique dans un effort pour maintenir son joug sur Idlib et gouverner les zones qu'elle contrôle, notamment en soutenant les règles appliquées par le Gouvernement du salut au sein du gouvernorat. Les forces turques servent aussi de tampon entre les forces du gouvernement syrien et les groupes armés non gouvernementaux.¹²⁸

La diminution de la violence en Syrie ces derniers mois est significative, mais la situation reste fragile. La population syrienne, qui souffre depuis longtemps déjà, désespère que la guerre finisse. Une solution politique devra être trouvée pour que les 6,6 millions de personnes déplacées du pays puissent mettre un terme durable à leur déplacement.



Toutefois, la situation humanitaire continue à se détériorer et l'effondrement de l'économie ainsi que l'insécurité qui persiste en Syrie obligent encore des milliers de personnes à abandonner leur domicile. Environ 9,3 millions de personnes étaient victimes d'insécurité alimentaire en novembre 2020, soit une augmentation de plus d'1,4 million par rapport à 2019, le chiffre le plus élevé enregistré depuis le début de la guerre.¹²⁹

Des enfants syriens vivant dans des tentes allument des lanternes volantes dans le village de Betinte de la province d'Idlib, en Syrie, alors que la guerre civile entame sa 11^e année. © Anadolu Agency/Muhammed Said via Getty Images, mars 2021.

En détail - Yémen : les inondations associées au conflit alimentent le déplacement

Les affrontements entre le gouvernement internationalement reconnu du Yémen et Ansar Allah, également connu comme le mouvement houthis, ont causé 143 000 nouveaux déplacements en 2020 alors que débutait la sixième année de conflit pour le pays. Beaucoup étaient le résultat d'attaques indiscriminées et du bombardement de zones densément peuplées.

La crise humanitaire du Yémen, qui reste la plus importante au monde, a été encore aggravée par des inondations et des tempêtes dévastatrices au cours de deux fortes saisons des pluies entre février et septembre. Les catastrophes ont causé 223 000 nouveaux déplacements au cours de l'année, soit le chiffre le plus élevé enregistré au Yémen. Les inondations ont causé des destructions généralisées, tué des centaines de gens et forcé des milliers de personnes déplacées à fuir de nouveau, montrant à quel point les conséquences des catastrophes et du conflit s'auto-alimentent.¹³⁰

Dans le gouvernorat de Hajjah, de fortes pluies et des inondations ont causé 8 000 nouveaux déplacements en février, et 30 000 autres dans neuf gouvernorats en seulement deux jours, les 24 et 25 mars. Les pluies se sont poursuivies sans relâche en avril, causant 52 000 autres déplacements.¹³¹ Une tempête tropicale a également frappé la côte sud le 21 avril, rendant encore plus compliquée la reprise après les inondations. Les restes du cyclone Nisarga ont également touché le même gouvernorat début juin. Dans les zones côtières de Hadramaut, des pluies torrentielles ont été précédées d'une tempête de sable qui a endommagé des camps de déplacés dans plusieurs districts de la ville de Al Moukalla.¹³²

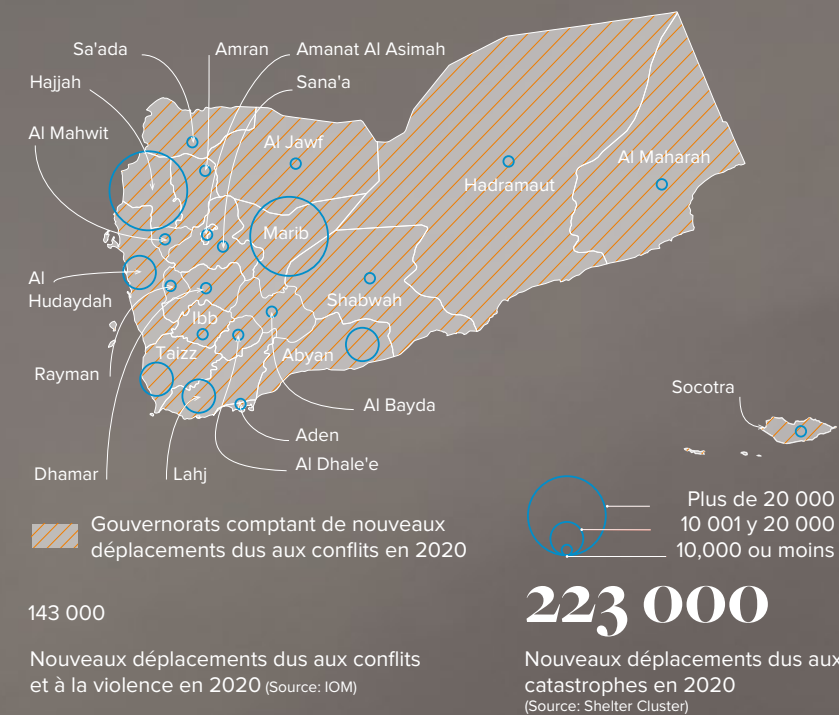
La grande majorité des personnes déplacées au Yémen vivent dans des camps de fortune, ce qui les expose à un risque élevé de devoir se déplacer une seconde fois si elles sont frappées par une catastrophe.¹³³ Beaucoup ont perdu leur abri, leurs biens et leurs réserves de nourriture à cause des pluies et des inondations.¹³⁴ Les personnes déplacées contraintes de fuir pour une nouvelle fois représentaient un grand nombre des nouveaux déplacements enregistrés dans le district de Abs à Hajjah, en avril dernier.¹³⁵

Les inondations ont aussi fait déborder les systèmes d'égout des sites de déplacement. Les déchets se sont répandus dans les villes, contaminant les sources d'eau et augmentant le risque de maladies hydriques dans un pays qui faisait déjà face à une épidémie de choléra.¹³⁶ Les routes principales reliant les gouvernorats ayant le plus besoin d'aide ont été bloquées, empêchant le déplacement des équipes humanitaires et médicales, ainsi que des fournitures médicales vitales, notamment les kits de test pour la Covid-19.¹³⁷ Il a aussi été rapporté que les inondations avaient déplacé des mines et d'autres types d'explosifs dans des lieux où il n'y en avait pas auparavant.¹³⁸

Une nouvelle période d'inondations a débuté le 20 juillet. Cette fois, l'ouest du pays a été durement frappé, en particulier les gouvernorats de Marib, Hajjah et Al-Hodeïda, qui font aussi partie des plus touchés par le conflit.¹³⁹ En raison des inondations, environ 75 000 personnes se sont retrouvées sans abri et les pluies se sont poursuivies sans relâche jusqu'au début du mois d'août, causant encore de nouveaux déplacements.¹⁴⁰

À cause de leur forte densité de population et du grand nombre de camps informels, les zones urbaines ont été particulièrement touchées par les inondations.¹⁴¹ Dans la ville de Sanaa, de nombreuses personnes déplacées louaient des logements dans des zones inondables plutôt que dans des quartiers plus sûrs, ces derniers étant jusqu'à quatre fois plus chers. Les inondations ont détruit la plupart de ces camps ou les ont rendus inhabitables, laissant les familles de nouveau sans domicile et souvent contraintes de vivre dehors.¹⁴²

Les zones rurales ont aussi été fortement impactées, en particulier au début du mois d'août quand un barrage s'est effondré dans le gouvernorat d'Amran, tandis qu'un autre a débordé à Marib. Les inondations qui ont suivi ont détruit les camps de déplacement qui étaient installés de façon informelle dans des espaces vacants à proximité des deux structures. Le bétail s'est noyé et des cultures ont été fortement endommagées.¹⁴³



Les inondations ont réduit le rendement des récoltes de printemps dans le pays et ont permis aux sauterelles de se reproduire et d'envahir le territoire, accentuant encore l'insécurité alimentaire, déjà critique.¹⁴⁴ On estime que plus de 16 millions de personnes, soit 50 pour cent de la population du Yémen avant-guerre, aient besoin d'une assistance alimentaire en 2021.¹⁴⁵

L'impact combiné des conflits, des catastrophes et de l'épidémie de la Covid-19 a aussi aggravé la situation économique du Yémen, déjà précaire, faisant encore empirer les conditions de vie de millions de personnes.¹⁴⁶ En novembre, les Nations Unies ont appelé la communauté internationale à renforcer son soutien. Toutefois, un plus fort engagement est nécessaire pour mettre fin au conflit et conjurer la famine, les déplacements et une aggravation de la crise humanitaire.¹⁴⁷

Fin 2020, près de 223 000 personnes vivaient en situation de déplacement interne dû aux catastrophes. A ces dernières s'ajoutent plus de 3,6 millions de personnes déplacées à cause du conflit et de la violence. Les catastrophes renforçant encore la crise traversée par le pays, il est urgent d'instaurer un cessez-le-feu national, de soutenir les efforts de construction de la paix et de réduction des risques de catastrophes, et d'implémenter des solutions durables pour les personnes déplacées au Yémen.

Vue d'un camp de personnes déplacées aux abords de Khamer, au Yémen, où beaucoup ont fui les zones touchées par le conflit à la frontière avec l'Arabie saoudite.
© UNICEF/UNI220713/Romenzi, juillet 2019.

Asie de l'Est et Pacifique

Nouveaux déplacements en 2020

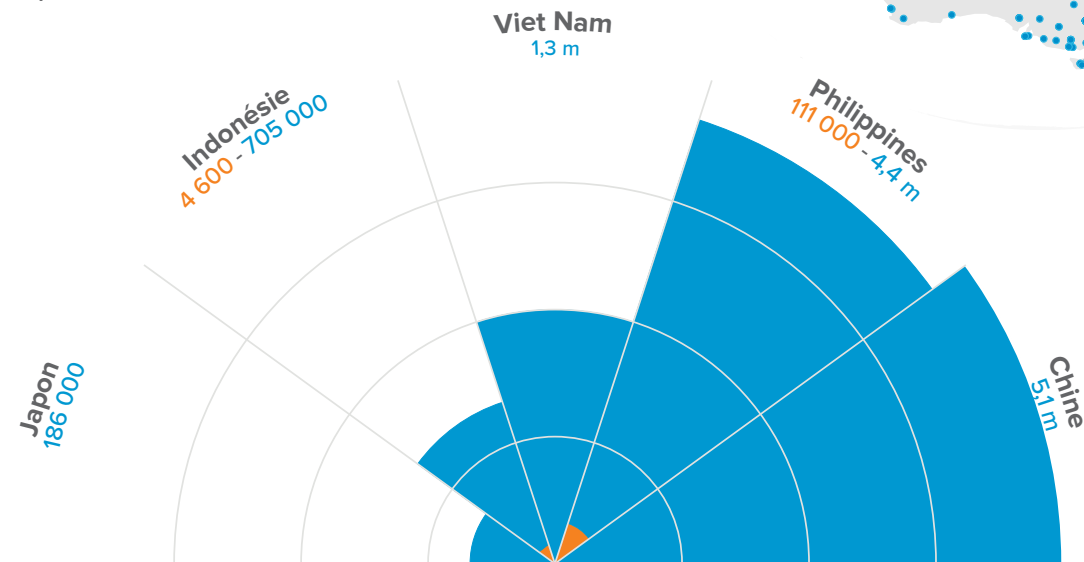
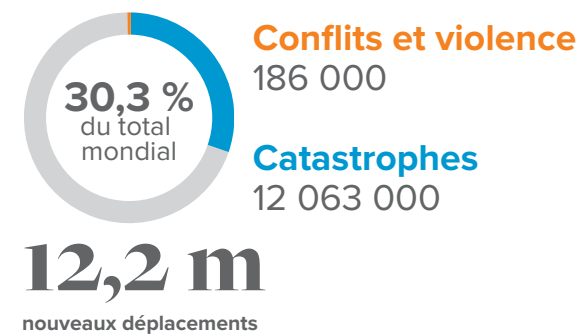


Figure 28 : Cinq pays comptant le plus de nouveaux déplacements en Asie de l'Est et Pacifique en 2020

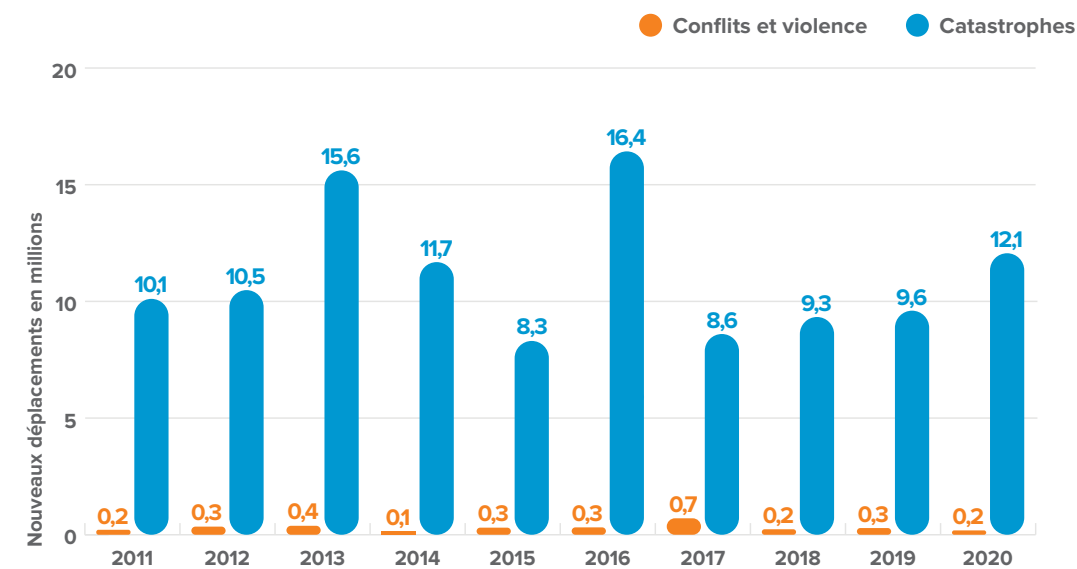


Figure 29 : Nouveaux déplacements dus aux conflits, aux violences et aux catastrophes en Asie de l'Est et Pacifique (2011-2020)

Les frontières et les noms indiqués, ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte, n'impliquent ni reconnaissance, ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.

Nombre total de personnes déplacées en 2020

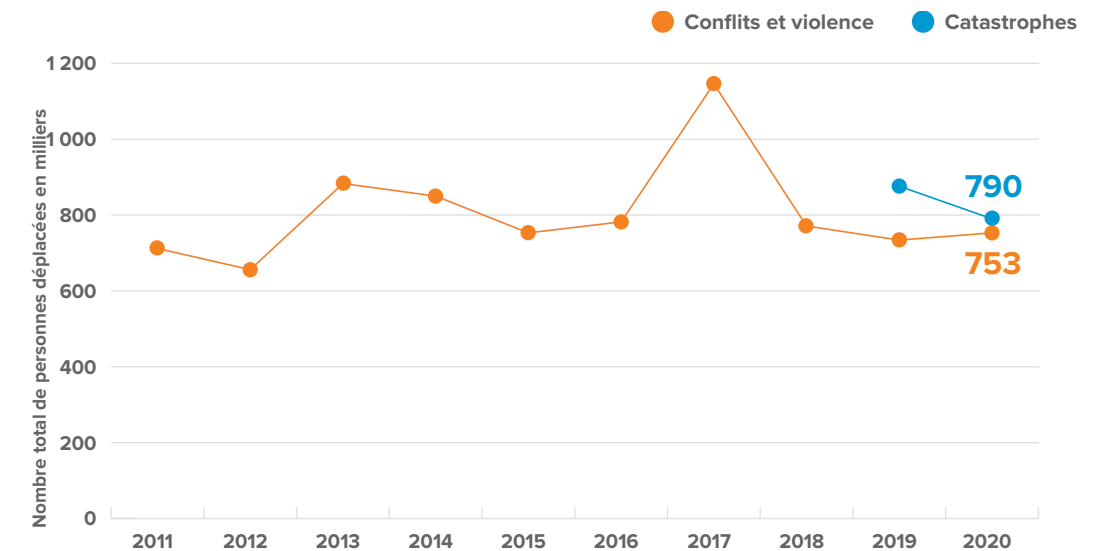


Figure 30 : Nombre total de personnes déplacées en Asie de l'Est et Pacifique à la fin de l'année (2011-2020)

1,5 m
nombre total de personnes déplacées

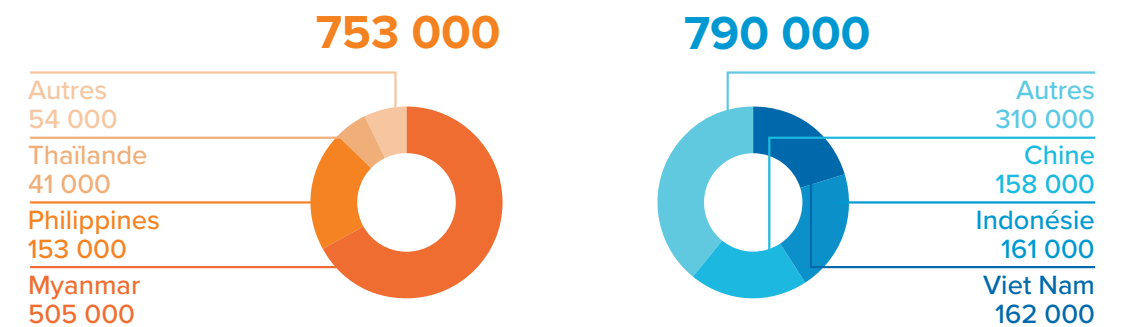


Figure 31 : Pays comptant le plus grand nombre de personnes déplacées en Asie de l'Est et Pacifique fin 2020

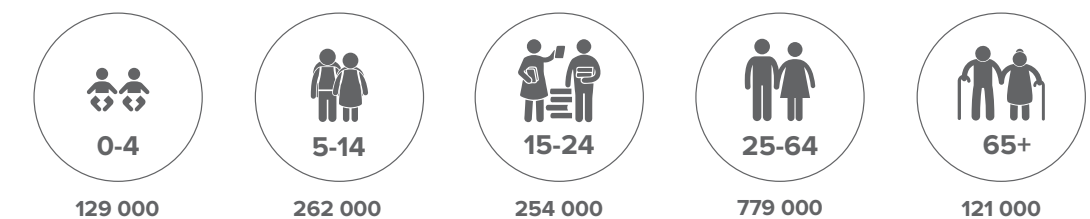


Figure 32 : Nombre total de personnes déplacées en Asie de l'Est et Pacifique fin 2020, par tranche d'âge

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.



Des résidents de Barangay Baybay, Malinao, dans la province d'Albay aux Philippines fouillent ce qu'il reste de leurs maisons détruites, une semaine après que le typhon Goni a détruit la plupart de leur village. © OCHA/Martin San Diego, novembre 2020.

Comme les années précédentes, la plupart des déplacements liés aux catastrophes enregistrés dans le monde en 2020 ont eu lieu en Asie de l'Est et Pacifique. 12,1 millions de nouveaux déplacements ont été provoqués par des typhons, des inondations, des séismes et des éruptions volcaniques en 2020. Ce chiffre est le plus élevé depuis 2016 et supérieur à la moyenne décennale de la région de 11,2 millions. Les fortes tempêtes et les inondations, auxquelles ont contribué des variations climatiques telles que La Niña, ont causé 94 pour cent de ces déplacements (voir la section En détail, page 49).

La Chine, les Philippines et le Viet Nam sont les pays qui ont été le plus touchés, enregistrant des chiffres parmi les plus élevés au monde, avec respectivement 5,1, 4,4 et 1,3 millions de nouveaux déplacements. Relatif à sa population, le Vanuatu a aussi été particulièrement affecté. Le cyclone Harold a causé environ 80 000 déplacements, soit près d'un quart de la population. L'activité volcanique a également forcé les gens à fuir leur domicile aux Philippines, en Indonésie et au Vanuatu. L'éruption du Mont Taal aux Philippines a causé 506 000 déplacements en janvier.

Les conflits et la violence ont provoqué des déplacements aux Philippines, au Myanmar, en Indonésie et pour la première fois sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie. Près de 186 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés dans la région, et à la fin de l'année environ 753 000 personnes vivaient en situation de déplacement interne en raison des conflits et de la violence.

Risque accru de catastrophe

L'exposition de la population ainsi que des aléas plus fréquents et plus intenses sont les deux principaux facteurs de risque de déplacement dans la région. Des millions de personnes vivent dans les deltas, sur les côtes et dans d'autres zones de faible altitude susceptibles d'être inondées par les fleuves et la mer et exposées à la salinisation et à l'érosion, phénomènes qui devraient s'aggraver avec le changement climatique et la dégradation de l'environnement.¹⁴⁸

Par ailleurs, le taux d'urbanisation en Asie de l'Est et Pacifique était de trois pour cent, supérieur à celui de toutes les autres régions.¹⁴⁹ L'urbanisation rapide et souvent non planifiée augmente le risque de déplacement lié aux catastrophes en raison de la concentration de personnes dans des zones exposées aux aléas.¹⁵⁰

En Australie, la saison sans précédent des feux de brousse entre juillet 2019 et février 2020 a causé 65 000 nouveaux déplacements, dont près des trois quarts au cours des deux premiers mois de la nouvelle année. Les incendies, qui ont brûlé environ 17 millions d'hectares de terre et détruit plus de 3 100 foyers, ont été alimentés par une sécheresse prolongée, une chaleur extrême et des vents puissants.¹⁵¹ Les États de Victoria et de la Nouvelle-Galles du Sud ont été les plus touchés. La plupart des déplacements ont eu lieu sous forme d'éva-

cuations préventives, les personnes ayant été prévenues qu'elles devaient quitter leurs domiciles par SMS ou appel téléphonique.¹⁵²

Les conditions arides au début de l'année ont ensuite fait place à un temps humide, intensifié par le phénomène de La Niña, qui s'est fortement manifesté. Cela a réduit l'impact des incendies mais augmenté le risque d'inondations, de glissements de terrain et d'érosion, en particulier sur les terres brûlées.¹⁵³ Les inondations ont causé d'autres déplacements dans les zones affectées par les incendies, en particulier pendant la seconde partie de l'année.

Tandis que l'Australie luttait contre les incendies, une partie de l'Asie de l'Est et du Sud-Est devait rapidement se retrouver sous l'eau. Les systèmes dépressionnaires de la mousson d'été ayant été particulièrement forts et lents, ils ont pu accumuler plus d'humidité dans les océans Indien et Pacifique, avant de la déverser sur les terres.¹⁵⁴ Les tempêtes ont causé plus de 5,8 millions de nouveaux déplacements lorsqu'elles ont touché des zones fortement peuplées en Chine, aux Philippines, au Japon, au Myanmar, en Indonésie et au Viet Nam.

Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des 5,1 millions de déplacements liés aux catastrophes enregistrées en Chine en 2020 ont eu lieu pendant la saison des inondations, un chiffre qui n'avait plus été atteint depuis 2016. Les inondations ont touché plus de 63 millions de personnes et causé la mort ou la disparition de plus de 200 autres, conduisant à des pertes économiques de près de 17 milliards de dollars, le chiffre de l'année le plus élevé au monde.¹⁵⁵

Le changement et la variabilité du climat contribuent à ces chiffres, mais l'utilisation non durable des terres, la construction en zones inondables et la destruction des écosystèmes jouent aussi un rôle critique. Les projets d'infrastructure à grande échelle, tels que les barrages, affectent également des bassins de rivière entiers et augmentent le risque d'inondation en amont et de sécheresse en aval. Les ruptures et débordements de barrages augmentent également le risque de déplacement en aval, comme cela a été le cas sur le fleuve Mékong, qui subit des changements rapides dans six pays, de la Chine au Viet Nam.¹⁵⁶

En Chine, de nombreux cours d'eau ont excédé leur niveau d'alerte en 2020 et 77 ont atteint des niveaux record.¹⁵⁷ Les autorités ont réagi en ouvrant les vannes des barrages, et au moins un barrage dans la province d'Anhui a été détruit pour réduire la pression.¹⁵⁸ De plus, l'âge moyen des 23 841 grands barrages de Chine est de 51 ans, ce qui signifie qu'ils ont déjà dépassé la durée de vie pour laquelle ils ont été conçus ou qu'ils en approchent.¹⁵⁹ S'ils ne sont pas rénovés ou entretenus de façon appropriée, ils pourraient constituer une menace pour la vie de millions de personnes au cours des années à venir.

Au cours de l'année, des pluies torrentielles au Viet Nam ont aussi causé le débordement de plusieurs barrages. Pour éviter que leurs

réservoirs n'exploient, les autorités ont fait s'écouler l'eau en aval, provoquant des inondations généralisées dans de nombreuses provinces, notamment Nghệ An et Quảng Ngãi¹⁶⁰

Les liens entre les conséquences des catastrophes, le développement d'infrastructures et les pratiques non durables sont aussi visibles en Indonésie. La zone métropolitaine de Djakarta, qui abrite plus de 30 millions de personnes et est la deuxième plus grande mégapole du monde, en est un bon exemple.¹⁶¹ Au début de l'année, plus de 397 000 personnes ont été évacuées de leur domicile en trois jours, en raison des inondations causées par des pluies torrentielles qui se sont abattues sur la région du Grand Djakarta.¹⁶²

Outre le fait que la ville était peu préparée à affronter le pire déluge depuis 2007, une autre série de fortes pluies a causé des inondations dans la capitale et ses environs en février, causant plus de 45 000 déplacements.¹⁶³ Construite sur un marais, Djakarta s'enfonce rapidement, surtout à cause de la montée du niveau de la mer, de constructions sur des terrains susceptibles de s'affaisser et du pompage illégal.¹⁶⁴ Le président de l'Indonésie, Joko Widodo, a annoncé en 2019 un plan de déplacement de la capitale à un endroit plus sûr. Ce déplacement, dont le coût est estimé à 33 milliards de dollars, a été suspendu en raison de la pandémie de la Covid-19.¹⁶⁵

Alertes précoces, évacuations et réinstallations

Si l'Asie de l'Est et Pacifique est exposée à tout un ensemble d'aléas naturels et est particulièrement vulnérable aux conséquences du changement climatique, les pays de cette région gèrent aussi activement le risque de catastrophe. Les évacuations sont une forme de déplacement, mais elles réduisent le nombre de personnes blessées et décédées quand une catastrophe survient.

L'éruption du volcan Taal aux Philippines début 2020 est un exemple de la façon dont les autorités locales et nationales ont pris des mesures proactives pour limiter les pertes humaines. L'Institut national de vulcanologie et de sismologie a lancé une alerte le 12 janvier concernant la possibilité d'une puissante éruption dans un délai de quelques heures ou jours.¹⁶⁶ Les autorités ont fait savoir que toutes les personnes se trouvant dans des zones à haut risque, soit à moins de 14 kilomètres du cratère, devaient être évacuées.

Près de 506 000 personnes ont ainsi été évacuées, soit l'évènement de déplacement le plus important causé par un aléa géophysique en 2020. Le gouvernement a enregistré 39 décès causés par l'éruption, dont certains ont été attribués au fait que des personnes aient décidé de rester ou de retourner dans des zones à risque.¹⁶⁷ Des évacuations similaires ont régulièrement eu lieu lors de la forte saison des typhons, pendant la seconde moitié de l'année, évitant davantage de blessures et de pertes de vie, mais ayant un impact

extrêmement perturbateur sur la vie et les moyens de subsistance des gens.

En 2017, aux Fidji, les autorités ont identifié 48 communautés ayant un besoin urgent d'être réinstallées ailleurs dans le pays avec le soutien du gouvernement.¹⁶⁸ En 2020, sept ont déjà été transférées à la suite de catastrophes, notamment les communautés du village de Narikoso à Kadavu, qui ont reçu les clés de leurs nouveaux domiciles, à plus haute altitude.¹⁶⁹ Cela fait partie d'un plan global destiné à assister et guider les efforts de réinstallation au niveau local. Le gouvernement a mis au point des directives de réinstallation planifiée en 2018, faisant des Fidji l'un des premiers pays à développer un tel cadre national.¹⁷⁰ Il a également mis en place un fond pour les réinstallations climatiques et les personnes déplacées destiné aux communautés et aux infrastructures en 2019.¹⁷¹

Avec l'émergence de nouveaux problèmes, les pays ont aussi adapté leurs protocoles de gestion et de réduction des risques de catastrophe. Pendant la saison des feux de brousse 2019-2020 en Australie, le gouvernement a eu recours à des ordres obligatoires d'évacuations préventives, plutôt que de conseiller aux citoyens de choisir entre "rester et défendre" leur maison ou de "partir tôt" comme il l'avait fait les années précédentes.¹⁷² Une commission a également été créée afin de revoir la politique nationale en termes de réponse aux catastrophes. La commission a insisté sur l'importance de mettre à jour les plans et itinéraires d'évacuation et d'améliorer les structures de refuge.¹⁷³

Le Japon se distingue également comme un exemple de bonnes pratiques et fournit un grand nombre de connaissances et d'enseignements en matière de gestion des catastrophes et des risques associés, en particulier pour les séismes, les tsunamis, les typhons et les inondations. Le pays est aussi adepte des évacuations préventives pour mettre les gens hors de danger. Avant que le typhon Haishen ne frappe le pays en septembre 2020, plus de 174 000 personnes ont été évacuées et mises à l'abri.

L'année dernière, le pays a aussi revu ses systèmes de gestion des catastrophes à la lumière de la pandémie de la Covid-19.¹⁷⁴ Les centres d'évacuation ont été adaptés pour permettre la distanciation sociale et éviter qu'ils ne soient bondés.¹⁷⁵ Il est toutefois possible que la peur d'être contaminé dans les refuges ait découragé les plus anciens résidents de quitter leur domicile, alors même qu'il était recommandé aux gens d'évacuer les lieux en raison du risque d'inondation. Bien que le Japon soit l'un des pays les mieux préparés aux catastrophes, certains centres d'évacuation se trouvaient également dans des zones inondables, ou n'ont pas résisté aux fortes pluies, ce qui les a rendus inutilisables.¹⁷⁶

D'autres pays ont également modifié leur approche de la gestion des catastrophes à la suite de la pandémie.¹⁷⁷ Quand le cyclone Harold a

frappé le Vanuatu, celui-ci a adapté sa réponse même si aucun cas de Covid-19 n'avait été enregistré à l'époque. Les mesures destinées à prévenir la propagation du virus ont entravé les interventions humanitaires et le personnel humanitaire international n'avait pas le droit d'entrer dans le pays. Cela a donné lieu à des moyens innovants de renforcer les capacités et les systèmes locaux. Les volontaires locaux ont été formés en ligne, et d'autres pays et agences internationales ont fourni un soutien à distance aux autorités.¹⁷⁸

Conflits et violence

Les tensions ethniques et religieuses ont alimenté les conflits et la violence, ce qui a forcé les gens à fuir leur domicile dans plusieurs pays et territoires en 2020. La plupart des déplacements ont eu lieu au Philippines, au Myanmar et en Indonésie, comme les années précédentes.

Près de 111 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés aux Philippines, dont la plupart à Mindanao, où les militaires, la Nouvelle Armée populaire (NPA) et le groupe Abu Sayyaf, affilié à l'EILL, se sont affrontés plusieurs fois au cours de l'année. La majorité des combats ont eu lieu dans le Nord de Cotabato. Hors de Mindanao, d'autres déplacements ont été rapportés dans les zones centrale, est et ouest des Visayas.¹⁷⁹

Plus de 70 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés au Myanmar. Le conflit armé entre le gouvernement et l'armée d'Arakan, un groupe armé ethnique nationaliste, en a causé environ 58 000 dans les États de Rakhine et de Chin. Les 12 000 restants ont été enregistrés dans les États de Shan et Karen, ainsi que dans la région de Mandalay, en raison d'affrontements entre les militaires et des groupes armés ethniques.

De nouveaux déplacements ont aussi eu lieu en Indonésie, mais les informations à ce sujet sont limitées. Plus de 4 600 ont été enregistrés, la plupart ayant été causés par les tensions constantes entre les forces de sécurité et les groupes rebelles, dans les régions de la Papouasie et de la Papouasie occidentale. Un groupe armé affilié à l'EILL a lancé une attaque contre la Régence Sigi, en Sulawesi central, causant d'autres déplacements.¹⁸⁰

Des déplacements internes associés à la violence ont été enregistrés pour la première fois sur le territoire de Nouvelle-Calédonie. Une semaine de tensions et d'instabilité lors de la nomination d'un nouveau pasteur dans la ville de Maré des îles Loyauté, a provoqué des affrontements entre clans qui ont causé environ 140 nouveaux déplacements. Les autorités ont réinstallé les personnes déplacées à proximité de la capitale, Nouméa, mais certaines se sont plaintes d'avoir été déracinées et avaient peur de regagner leur domicile à cause du risque de nouvelles violences.¹⁸¹

En détail - Une année de tempêtes incessantes en Asie de l’Est et Pacifique

Les tempêtes sont courantes dans la région de l'Asie de l'Est et Pacifique, et causent chaque année d'importants déplacements, mais la saison des typhons de 2020 a été particulièrement virulente. De puissants typhons et tempêtes ont frappé la région de janvier à décembre et affecté des zones très exposées, où vivent un grand nombre de personnes qui ont été contraintes de fuir avant ou après leurs impacts. Ils ont causé près de la moitié des 12,1 millions de nouveaux déplacements liés aux catastrophes enregistrés dans la région au cours de l'année, et de nombreuses personnes ont été contraintes de se déplacer plusieurs fois. Ces déplacements ont eu lieu à trois périodes différentes : de janvier à avril, de mars à août et de septembre à décembre.

Janvier à avril

Les tempêtes ont débuté dans le Pacifique sud en janvier, quand le cyclone Tino a provoqué 3 500 déplacements aux Fidji et à Tuvalu. Ses impacts ont été principalement ressentis aux Fidji où il est passé à l'est de l'archipel en tant que tempête de catégorie 3, déclenchant l'évacuation préventive d'une centaine de personnes.¹⁸² Alors que Tino se dirigeait vers Tuvalu, des centaines d'autres personnes ont été évacuées avant que des vents violents et d'importantes ondes de tempête ne causent des ravages.¹⁸³

Le cyclone Harold a ensuite frappé en avril, causant plus de 93 000 déplacements aux Fidji, dans les îles Salomon, aux Tonga et au Vanuatu. Ce dernier a été frappé par la tempête de catégorie 5, qui a déplacé environ un quart de la population du pays en deux jours, devenant ainsi la deuxième tempête la plus forte à toucher le Vanuatu après le cyclone Pam en 2015.¹⁸⁴ Certaines zones, comme l'île de Pentecôte, ont été dévastées.¹⁸⁵ De nombreuses habitations sont été endommagées ou détruites, plus de 19 000 personnes ont perdu leur domicile et la destruction des récoltes a augmenté l'insécurité alimentaire. Les dommages ont été estimés à environ 61 pour cent du PIB du Vanuatu.¹⁸⁶

Les Fidji ont ouvert 250 centres d'évacuation avant l'arrivée de Harold, procurant un refuge à plus de 6 200 personnes.¹⁸⁷ La tempête a causé des glissements de terrain et des inondations sur les îles principales de Viti Levu et Vanua Levu, et d'importants dommages aux réseaux de communication sur les îles les plus isolées. On estime

qu'environ 4 500 personnes vivaient en situation de déplacement prolongé parce que leur domicile avait été détruit.¹⁸⁸

Les restrictions liées à la Covid-19 ayant rendu les études d'impacts difficiles dans les zones rurales et isolées, tant aux Fidji qu'au Vanuatu, l'appréciation des dommages et des déplacements est probablement sous-estimée.¹⁸⁹

Mai à août

La saison des typhons a causé des inondations généralisées dans les pays d'Asie de l'Est et du Sud-est entre mai et août, causant environ 5,4 millions de nouveaux déplacements, la plupart aux Philippines et en Chine.

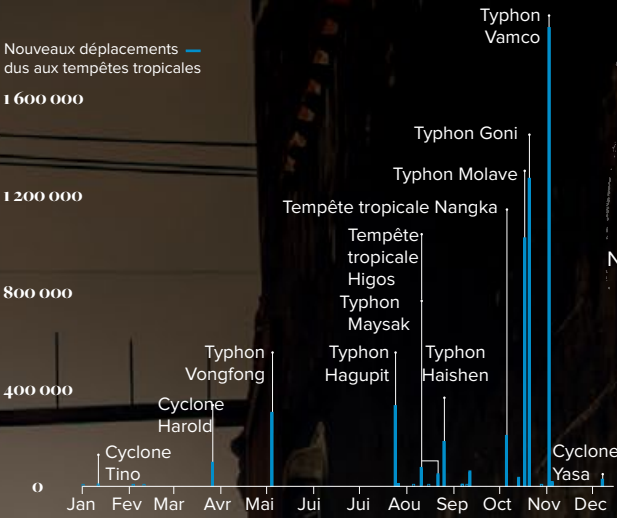
Le typhon Vongfong, aussi connu sous le nom d'Ambo, a été le premier cyclone tropical de l'année à frapper les Philippines, ses vents soutenus ayant atteint des vitesses maximales comprises entre 157 et 176 km/h.¹⁹⁰ Il a touché les côtes le 10 mai et a causé plus de 298 000 déplacements, souvent sous forme d'évacuations préventives. Les restrictions liées à la Covid-19 ont compliqué les efforts d'évacuation. La nécessité de maintenir une distanciation physique a réduit la capacité des refuges, requérant un plus grand besoin en ressources pour ouvrir des centres d'évacuation supplémentaires.¹⁹¹

Des tempêtes nombreuses et intenses ont touché la Chine pendant la saison des typhons, la plupart entre juin et septembre. En août seulement, le pays a été frappé par six d'entre elles. Le typhon Hagupit a donné lieu à environ 326 000 évacuations préventives dans des zones côtières vulnérables, dès le début du mois. Des pluies torrentielles ont affecté les provinces de Zhejiang, Jiangsu et Shanghai, perturbant les communications, le transport et le commerce.¹⁹²

Hagupit a été suivi par la tempête tropicale Higos et le typhon Maysak. Si la majorité des déplacements ont eu lieu en Chine, les tempêtes ont aussi donné lieu à des évacuations préventives et détruits des habitations en Corée du Nord, en Corée du Sud, en Thaïlande et au Viet Nam.

5,5 m

Nouveaux déplacements en 2020 dus aux tempêtes tropicales en Asie de l'Est et dans le Pacifique



Septembre à décembre

Les cyclones, les tempêtes et les inondations et glissements de terrains qui se sont ensuivis ont causé plus de 5,4 millions de déplacements à travers plusieurs pays en Asie de l'Est et du Sud-est entre septembre et décembre. La plupart ont eu lieu aux Philippines et au Viet Nam, mais en septembre le typhon Haishen a aussi touché la Chine, la Corée du Sud et le Japon. Il s'agissait de la deuxième forte tempête qui frappait la région en moins d'une semaine, après le typhon Maysak.

Le Viet Nam a enduré ces tempêtes, puis a été de nouveau frappé en octobre par la tempête tropicale Nangka et le typhon Molave. Le pays a subi la moitié des 1,2 millions de déplacements causés par ces deux tempêtes. Molave a été l'une des tempêtes les plus puissantes à avoir jamais frappé le Viet Nam, causant près de 430 millions de dollars de dommages.¹⁹³

Les typhons Goni et Vamco ont ensuite provoqué plus de trois millions de déplacements aux Philippines et au Viet Nam en octobre et novembre. Les pluies torrentielles et les vents violents de Goni ont causé des ondes de tempête et des coulées de boue autour de Luçon au nord des Philippines avant de se diriger vers le Viet Nam, laissant sur leur passage de graves dommages et destructions.¹⁹⁴ Moins de deux semaines plus tard, le typhon Vamco a causé 1,9 autres millions de déplacements, la plupart aux Philippines. Vamco a aussi détruit des refuges temporaires et des logements construits en réponse à Goni.¹⁹⁵



Les tempêtes ont continué à causer des déplacements jusqu'en décembre, surtout aux Philippines, et au milieu du mois, la saison des cyclones du Pacifique Sud a recommencé. Le cyclone Yasa a frappé les Fidji le 18 décembre en tant que cyclone de catégorie 5, causant plus de 23 000 déplacements dans l'archipel.¹⁹⁶

La plupart des plus puissants typhons et tempêtes de 2020 ont coïncidé avec les périodes d'inondations saisonnières, les moussons et les glissements de terrain associés, aggravés par le phénomène de La Niña qui s'est manifesté de manière modérée à forte, apportant une humidité supérieure à la normale dans la région.

La Niña est l'un des principaux facteurs naturels du système climatique de la Terre, mais survient maintenant dans un contexte impliquant un changement climatique causé par l'Homme, qui affecte également le cycle de l'eau et rend les phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et intenses.¹⁹⁷

Comprendre ces phénomènes saisonniers, les liens entre eux et leurs conséquences, permet de savoir quels efforts fournir pour les prévenir, comment s'y préparer et comment réagir face aux déplacements liés aux catastrophes dans la région.

Deux personnes avancent péniblement dans l'eau avec leurs affaires après que de fortes pluies ont causé des inondations à Hô Chi Minh-Ville, au Viet Nam. Jethuynh via Getty Images

Asie du Sud

Nouveaux déplacements en 2020

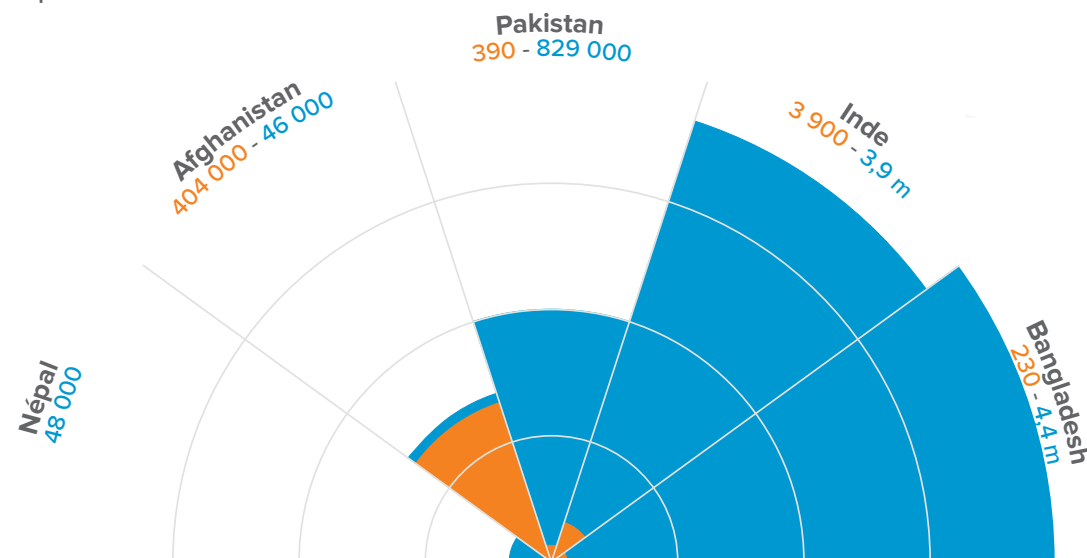
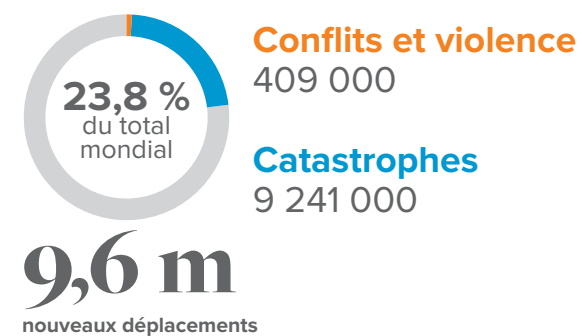


Figure 33 : Cinq pays comptant le plus de nouveaux déplacements en Asie du Sud en 2020

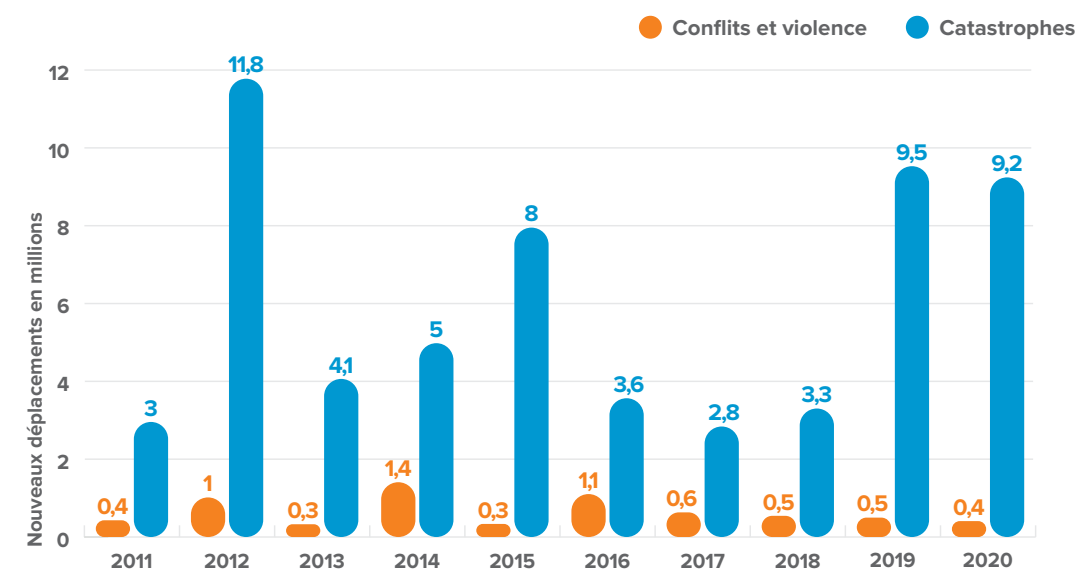


Figure 34 : Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes en Asie du Sud (2011-2020)

Les frontières et les noms indiqués, ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte, n'impliquent ni reconnaissance, ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.

Nombre total de personnes déplacées en 2020

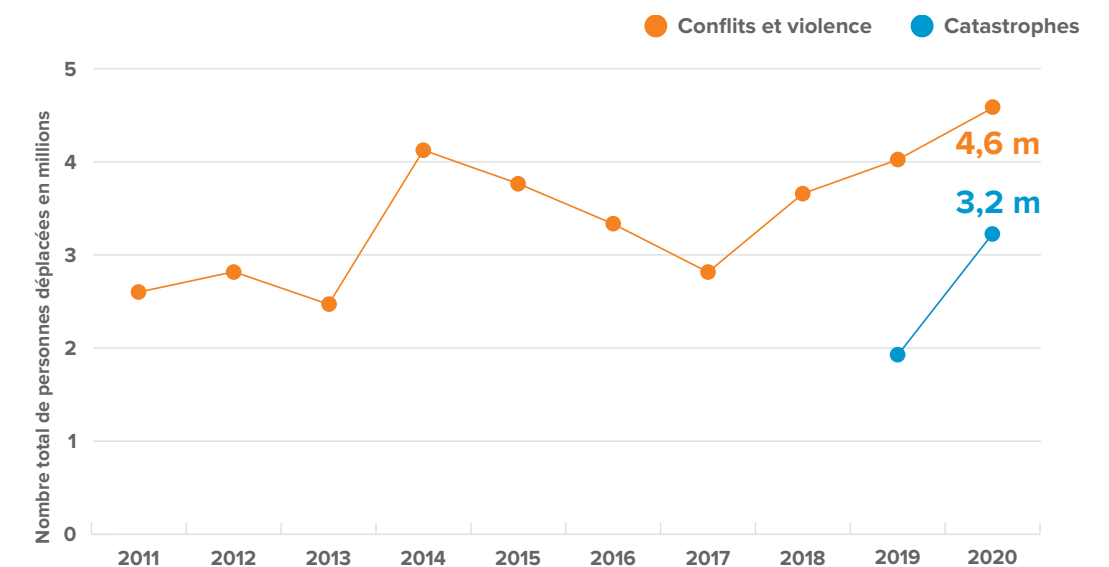


Figure 35 : Nombre total de personnes déplacées en Asie du Sud à la fin de l'année (2011-2020)

7,8 m
nombre total de personnes déplacées

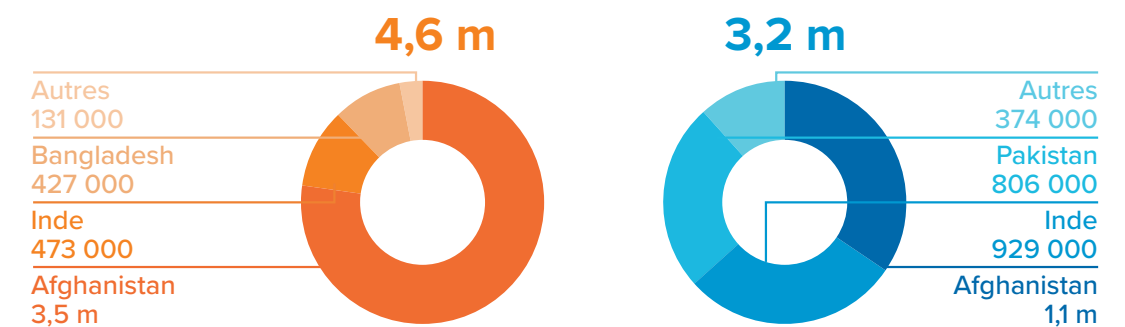


Figure 36 : Pays comptant le plus grand nombre de personnes déplacées en Asie du Sud fin 2020

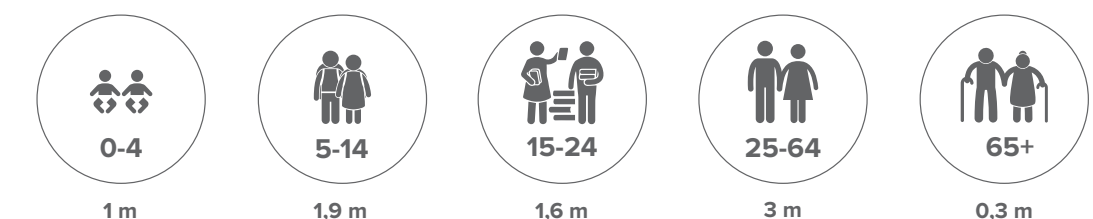


Figure 37 : Nombre total de personnes déplacées en Asie du Sud fin 2020, par tranche d'âge.

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.

L'Asie du Sud comptait près d'un tiers des nouveaux déplacements liés aux catastrophes au monde en 2020. Environ 9,2 millions ont été enregistrés, un chiffre supérieur à la moyenne pour la seconde année de suite. Le cyclone Amphan a causé presque cinq millions d'évacuations au Bangladesh, en Inde, au Myanmar et au Bhoutan en mai, en faisant la catastrophe ayant déplacé le plus de personnes à travers le monde en 2020.

Les pluies de mousson et les inondations ont affecté toute la région à partir de juin, en particulier au Bangladesh, où les chiffres du déplacement ont été les plus élevés depuis que des données sont disponibles, soit depuis 2008. Près de 3,2 millions de personnes dans la région vivaient en situation de déplacement interne à cause de catastrophes à la fin de l'année.

L'Asie du Sud abrite près d'un quart de la population mondiale. En dépit d'une croissance économique rapide, les inégalités sont fréquentes et de nombreuses personnes vivent encore dans la pauvreté, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux effets des catastrophes et du changement climatique.¹⁹⁸ Les pratiques de développement non durables, telles que l'expansion urbaine non régulée, la déforestation et la dégradation des terres entraînent aussi un risque de déplacement lié aux catastrophes.¹⁹⁹ La modélisation indique que les inondations pourraient causer le déplacement d'une moyenne de six millions de personnes chaque année en Asie du Sud, ce qui en fait la région la plus exposée aux déplacements liés aux inondations.²⁰⁰

Les déplacements associés aux conflits et à la violence restent préoccupants dans plusieurs pays. Plus de 404 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés en Afghanistan en dépit des cessez-le-feu et des négociations de paix. Le pays recensait également plus de 3,5 millions de personnes déplacées à cause du conflit fin 2020 (voir la section En détail, page 57). Des déplacements liés à des conflits ont aussi été enregistrés en Inde, et dans une moindre mesure au Bangladesh et au Pakistan.

Saisons des moussons et des cyclones

Les pluies de mousson estivales touchent chaque année les pays d'Asie du Sud, forçant les personnes à se déplacer de nouveau, parfois de manière répétée. Les variations saisonnières affectant la direction du vent et les températures de l'océan Indien, elles participent aussi à la formation de puissants cyclones et tempêtes, que le changement climatique a rendus plus fréquents et intenses. Cela, associé à la montée du niveau de la mer, cause également des ondes de tempête plus dévastatrices, qui inondent des zones toujours plus larges.²⁰¹

Cela a été le cas en mai 2020 quand le cyclone Amphan est arrivé sur les côtes de l'Inde et du Bangladesh en tant que cyclone de catégorie 5, incitant les gouvernements à faire évacuer cinq millions de personnes. La tempête a causé près de 2,5 millions de nouveaux déplacements au Bangladesh, la plupart sous la forme d'évacuations préventives. Elle a endommagé et détruit des habitations et d'autres infrastructures, laissant des centaines de milliers de personnes sans domicile.²⁰²

Amphan a aussi provoqué plus de 2,4 millions d'évacuations en Inde, en particulier dans les États du Bengale-Occidental et de l'Odisha, à l'est du pays. Seulement deux semaines plus tard, le cyclone Nisarga a causé 170 000 autres évacuations dans les états de Maharashtra et Gujarat, à l'ouest. Ces phénomènes météorologiques extrêmes ne sont plus exceptionnels, et on s'attend à ce que les cyclones soient de plus en plus dévastateurs et nombreux sur les côtes est et ouest du sous-continent indien.²⁰³

Les saisons de mousson prolongées deviennent également la norme. En 2020, la saison de mousson du sud-ouest ne s'est pas terminée avant fin octobre. Ces changements ont incité le Département indien de météorologie à prendre des mesures sans précédent pour revoir les dates de début et de retrait de la mousson. La date officielle à laquelle débute le retrait de la mousson a été déplacée du 1er au 17 septembre, prolongeant officiellement la mousson de plus de deux semaines.²⁰⁴ La mousson du sud-ouest de 2020 a affecté 22 États et territoires indiens, causant environ 763 000 déplacements entre début juin et fin octobre.

Au Bangladesh, la mousson a été la plus longue depuis 1988 et a causé les pires inondations en une décennie. Les images satellite ont montré qu'un quart du pays était déjà sous l'eau début juin.²⁰⁵ On estime que près de 5,4 millions de personnes avaient déjà été affectées quand les inondations ont atteint leur pic début août.²⁰⁶ La mousson a causé environ 1,9 millions de nouveaux déplacements dans l'ensemble du pays. Certaines personnes ont cherché refuge dans des abris gouvernementaux, tandis que d'autres se sont abritées en altitude, sur les bords des routes et les berges des cours d'eau.²⁰⁷

Les inondations ont coïncidé avec la pandémie de la Covid-19, perturbant le fonctionnement des marchés locaux, limitant les moyens de subsistance des personnes et leur résilience économique. Malgré ces difficultés, la réponse humanitaire a également connu quelques évolutions positives, comme le recours à des systèmes d'anticipation et de prévision des actions afin de fournir rapidement assistance aux zones touchées. Un service d'assistance téléphonique a aussi été mis en place pour les personnes qui avaient besoin d'aide.²⁰⁸



Des gens utilisent un bateau pour traverser une zone inondée dans le village de Pakahan, Bihar, en Inde, en octobre 2020.

© Bloomberg/Prashanth Vishwanathan via Getty Images, octobre 2020.



Homme debout à Hirat, Afghanistan.
NRC/Enayatullah Azad, avril 2021.

Au Pakistan, la mousson a duré trois mois et a affecté tout le pays, en particulier la province de Sindh au sud-est, entre mi-août et mi-septembre. La province de Sindh a enregistré la quasi-totalité des 810 000 nouveaux déplacements liés aux catastrophes dans le pays au cours de l'année. En septembre 2020, le gouvernement de la province a déclaré l'état d'urgence dans les districts concernés. Certaines des terres les plus fertiles de la province ont été inondées, perturbant en particulier les moyens de subsistance de communautés rurales pauvres.²⁰⁹ La perte de récoltes est aussi venue s'ajouter aux conséquences économiques de la pandémie de la Covid-19.²¹⁰ Ces dernières décennies, les communautés des côtes de la province ont été progressivement forcées de se déplacer vers l'intérieur des terres en raison de l'intrusion de l'eau de mer et de la salinisation, qui entravent leurs moyens de subsistance. L'augmentation des précipitations annuelles et une série de cyclones ont d'autant plus aggravé la situation.²¹¹

Au Népal, la mousson a causé 48 000 nouveaux déplacements entre juin et septembre, en deçà de la moyenne du pays sur toute la décennie. Cette baisse peut être expliquée par les restrictions liées à la Covid-19 qui auraient entravé la collecte de données plutôt que par une moindre intensité des inondations. Les écoles et autres endroits publics normalement utilisés comme abris pour les personnes déplacées ont aussi été utilisés comme lieux de quarantaine pour la Covid-19, ce qui a rendu difficile l'évacuation et la mise à l'abri des personnes touchées par les glissements de terrain et les inondations dus à la mousson.²¹²

Violences communautaires et conflits prolongés

Le conflit persistant en Afghanistan et les violences intercommunautaires localisées en Inde, au Pakistan et au Bangladesh ont causé des déplacements en 2020. Hormis pour l'Afghanistan, les sources de données pour ce type de déplacement dans la région sont limitées. Ces chiffres sont donc à considérer comme des sous-estimations. Toutefois, les données montrent que les tendances des deux dernières décennies se poursuivent dans les quatre pays.

La signature d'un accord entre les États-Unis et les Talibans en février quant au retrait de toutes les troupes étrangères et à l'instauration d'un cessez-le-feu global et permanent en Afghanistan a été suivie de pourparlers de paix internes qui ont débuté en septembre à Doha.²¹³ Malgré ces évolutions, 404 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés en 2020 (voir la section En détail, page 57).

Les tensions entre les communautés hindouistes et musulmanes en Inde sont croissantes depuis l'adoption de la Loi de modification sur la citoyenneté en 2019.²¹⁴ Celles-ci ont causé de violentes manifesta-

tions l'année dernière, notamment à Delhi en février, quand plus de 1 800 personnes ont été contraintes de se réfugier dans des camps.

Les tensions entre l'Inde et le Pakistan sur la région disputée de Jammu-et-Cachemire ont entraîné des bombardements transfrontaliers ces dernières années. Les restrictions d'accès ont empêché la collecte de données, mais il apparaît que des violations du cessez-le-feu par les deux parties ont causé une escalade des tensions ainsi que des déplacements.²¹⁵

Les données concernant les déplacements prolongés dans la région sont également limitées, mais on estime qu'à la fin de l'année 2020, environ 473 000 personnes en Inde, plus de 427 000 au Bangladesh et 104 000 au Pakistan vivaient en situation de déplacement interne en raison des conflits et de la violence.²¹⁶ Si l'on ajoute les chiffres de l'Afghanistan, l'Asie du Sud abrite 4,6 millions de personnes déplacées de long terme.

En détail - Afghanistan : Violences et déplacements se poursuivent malgré les pourparlers de paix

Après quatre décennies de conflit, au cours desquelles des millions de personnes ont été déplacées, 2020 pourrait bien marquer un tournant dans l'histoire de l'Afghanistan. Des initiatives pour mettre fin aux hostilités et parvenir à une solution politique ont été prises, redonnant l'espoir que l'une des plus longues crises au monde prenne fin.

Cependant, les violences n'ont pas faibli, causant plus de 404 000 nouveaux déplacements. À la fin de l'année, 3,5 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne en raison des conflits et de la violence, une augmentation de 18 pour cent par rapport à 2019 et le chiffre le plus élevé en plus de dix ans.

Les États-Unis ont signé un accord avec les Talibans en février, permettant une diminution des combats et une réduction considérable du nombre de déplacements en mars.²¹⁷ Toutefois, les violences ont repris en mai et juin, causant de nouveaux déplacements. Plus tard dans l'année, et pour la première fois depuis 2001, des représentants des Talibans et des responsables du Gouvernement afghan ont entamé des pourparlers internes officiels à Doha au mois de septembre.²¹⁸

Alors que les pourparlers commençaient, la situation sécuritaire a continué à se détériorer.²¹⁹ Près de 20 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés dans la province de Kunduz au nord à la suite d'affrontements entre les forces gouvernementales et les Talibans. Kunduz est un bastion taliban, stratégiquement relié à Kaboul par une autoroute.²²⁰

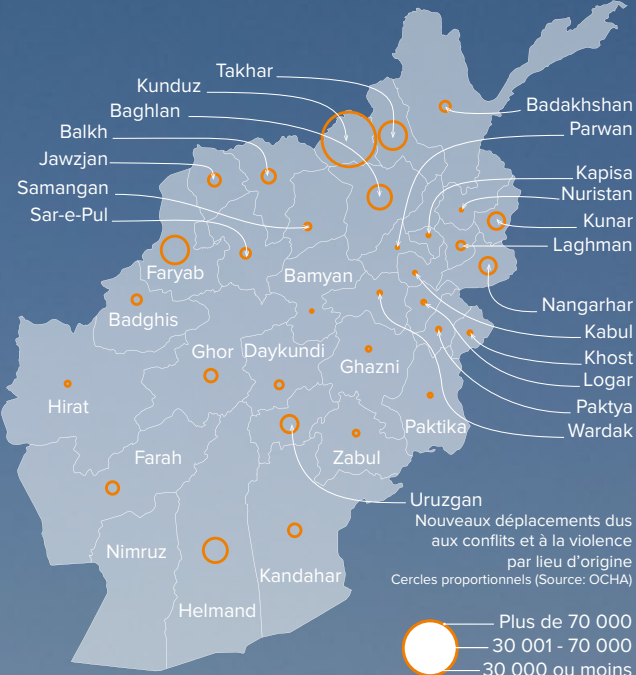
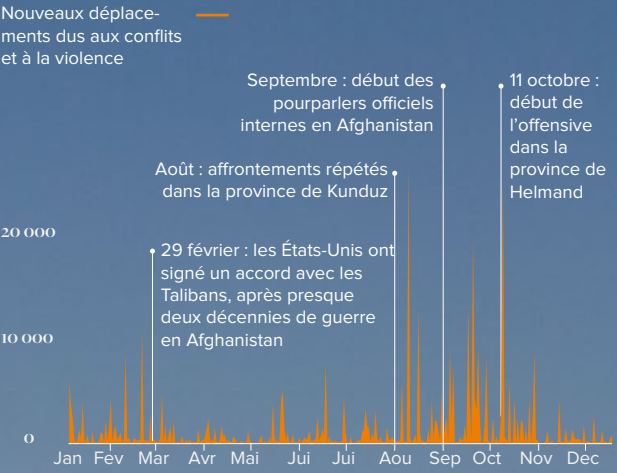
Les violences à travers le pays se sont poursuivies pendant les trois derniers mois de l'année. Même les provinces du sud ayant été encore récemment relativement épargnées par le conflit, ont été affectées.²²¹ Une attaque menée par des factions talibanes à Lashkargah, capitale de la province de Helmand, a provoqué plus de 20 000 nouveaux déplacements en un seul jour, au mois d'octobre.

Les hostilités se sont poursuivies dans la province de Helmand en novembre et décembre, forçant la fermeture de structures sanitaires et des routes principales vers Kaboul.²²² La violence a limité les déplacements des personnes, dont beaucoup sont restées piégées dans des zones de conflit, bien que certaines aient choisi de rester s'occuper de leurs terres et de leurs biens. Certaines personnes qui avaient fui sont aussi rapidement rentrées chez elles à cause du manque de moyens de subsistance et de sécurité d'occupation du foncier dans leurs lieux de destination.²²³

La pandémie de la Covid-19 a aggravé les difficultés économiques, la pénurie de nourriture et la sécurité d'occupation du foncier en Afghanistan. On estimait que près de la moitié de la population souffrait d'insécurité alimentaire grave fin 2020, soit une augmentation de 16 pour cent par rapport à l'année précédente.²²⁴ Environ 18,4 millions d'Afghans avaient besoin d'une assistance humanitaire début 2021, un chiffre deux fois plus important qu'un an auparavant.²²⁵

404 000

Nouveaux déplacements dus aux conflits et à la violence en 2020



Les personnes déplacées, les réfugiés retournés et les migrants sont particulièrement vulnérables. Leur dette moyenne a presque doublé ces deux dernières années.²²⁶ Ceux qui vivent dans des campements informels doivent aussi faire face aux expulsions, la raison la plus courante étant leur incapacité à payer leur loyer.²²⁷

Même si les négociations internes en Afghanistan sont une étape prometteuse en faveur de la fin du conflit, la place qu'auront les déplacements et les solutions durables dans ces négociations n'est pas encore claire. Alors que l'année prenait fin, aucun changement majeur n'a été observé sur le terrain. Début 2021, les États-Unis ont annoncé qu'ils retireraient toutes leurs troupes du pays le 11 septembre, après 20 ans d'opérations, alors que les efforts s'intensifient pour faire avancer les pourparlers de paix intra-afghans.²²⁸

Vue du camp de personnes déplacées Jamal Nika aux abords de Kandahar, Afghanistan, où près de 500 familles vivent après avoir fui les conflits et les combats autour de la ville. NRC/Enayatullah Azad, février 2021.

Les Amériques

Nouveaux déplacements en 2020

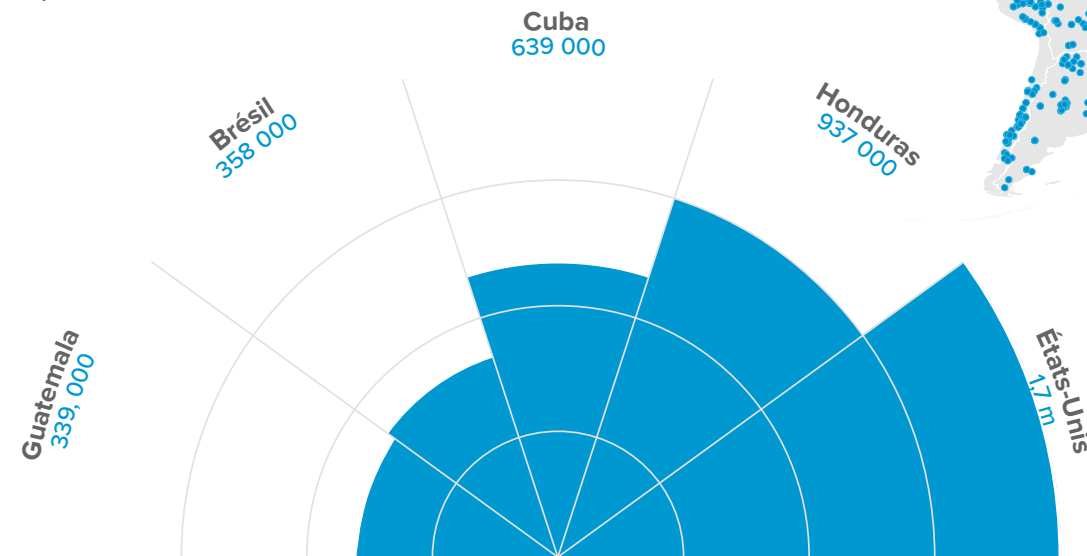
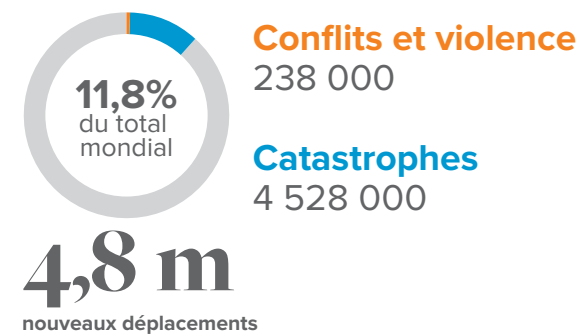


Figure 38 : Cinq pays comptant le plus de nouveaux déplacements aux Amériques en 2020

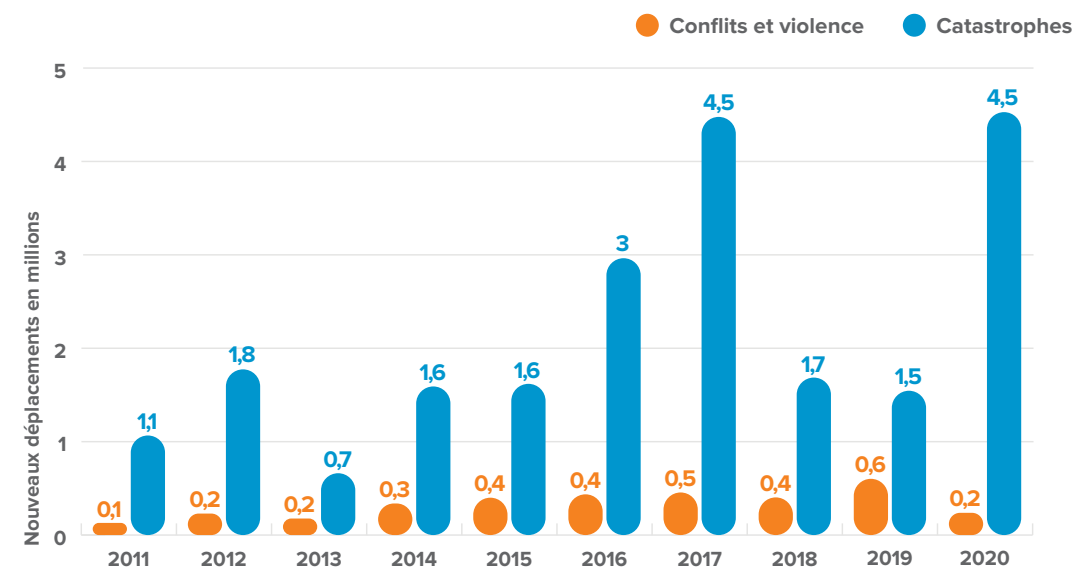


Figure 39 : Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes aux Amériques (2011-2020)

Les frontières et les noms indiqués, ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte, n'impliquent ni reconnaissance, ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.

Nombre total de personnes déplacées en 2020

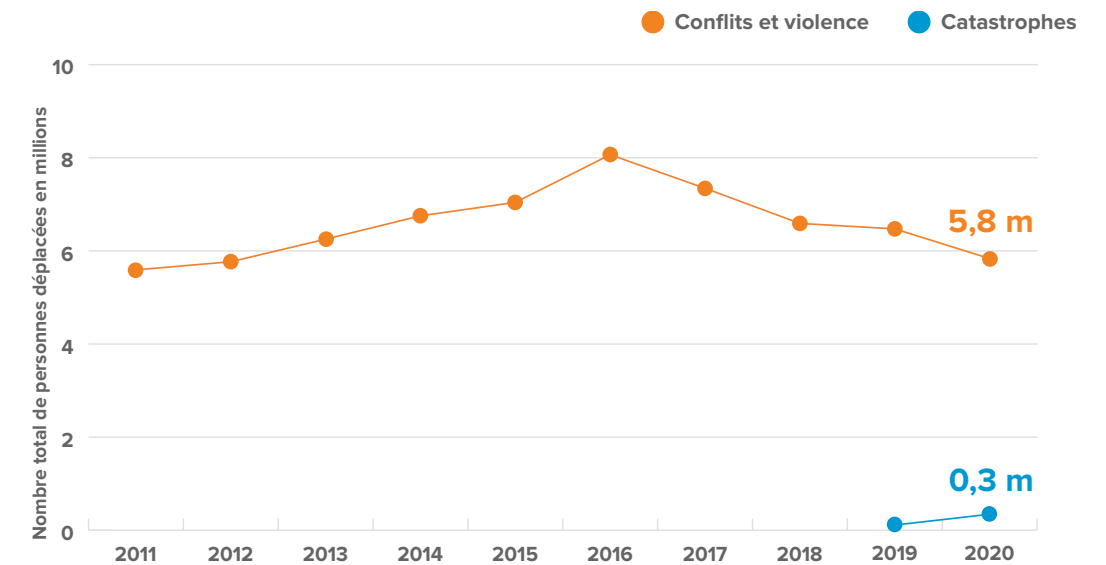


Figure 40 : Nombre total de personnes déplacées aux Amériques à la fin de l'année (2011-2020)

6,2 m

nombre total de personnes déplacées

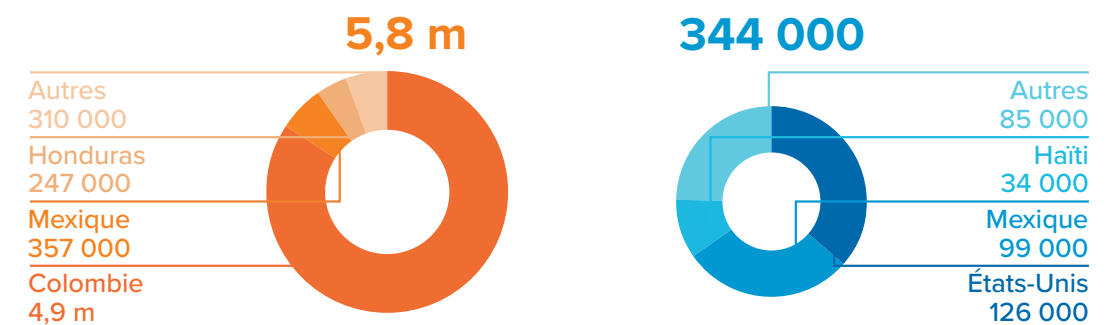


Figure 41 : Pays comptant le plus grand nombre de personnes déplacées aux Amériques fin 2020

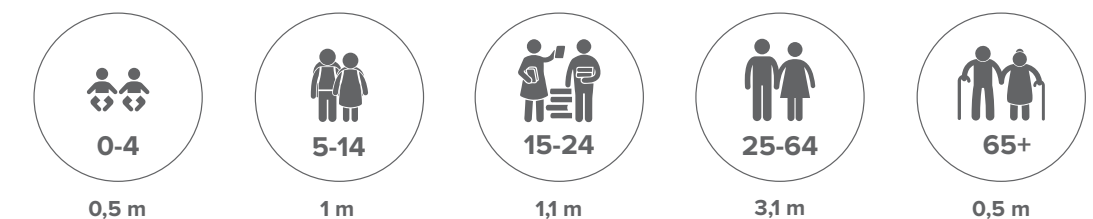


Figure 42 : Nombre total de personnes déplacées aux Amériques fin 2020, par tranche d'âge

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.

Incendies : une nouvelle normalité ?

Si les incendies ont causé environ 3,3 millions de déplacements dans le monde depuis la première compilation de données au niveau mondial en 2008, près de 90 pour cent ont eu lieu aux Amériques. Il s'agit de chiffres prudents mais préoccupants étant donné que le nombre d'incendie est en augmentation. Ceux-ci ont provoqué 1,2 millions de nouveaux déplacements dans le monde en 2020, dont plus d'un million aux États-Unis, le chiffre le plus élevé enregistré dans le pays.

Des feux importants, dont le développement rapide a été facilité par une chaleur et une sécheresse persistantes, ont touché les États de l'ouest, notamment la Californie, le Colorado, l'Oregon, l'Utah et l'État de Washington.²³⁸ Le nombre de feux signalés au cours de l'année était inférieur aux moyennes nationales sur cinq et dix ans, mais la quantité de territoire brûlé était bien supérieure, et représentait plus du double des chiffres de 2019.²³⁹

Cinq des 20 plus importants incendies enregistrés en Californie ont eu lieu en 2020, endommageant et détruisant 10 500 bâtiments et causant 31 décès.²⁴⁰ La plupart des déplacements ont eu lieu sous forme d'évacuations préventives, mais les personnes qui ont perdu leur domicile ont dû faire face à la perspective de bouleversements à long terme.

La fréquence et l'intensité des incendies en Amazonie semblent également en hausse. Le Brésil a enregistré 223 000 incendies en 2020, soit le chiffre le plus élevé de la décennie.²⁴¹ Les chiffres concernant les déplacements sont difficiles à obtenir, mais il apparaît que les communautés indigènes de plusieurs pays aient été touchées.²⁴²

Bien que les chiffres de la saison des incendies au Canada aient été inférieurs à la moyenne sur dix ans, celle-ci a tout de même causé 5 800 nouveaux déplacements. L'incendie le plus important s'est produit à Red Lake, en Ontario, causant 3 800 d'entre eux.²⁴³ Les incendies ont aussi causé plus de 2 000 déplacements au Mexique, la plupart sous forme d'évacuations préventives dans la municipalité de Nicolás Flores de l'État d'Hidalgo en avril, et 690 en Argentine en juillet et août. Alimenté par des vents forts après une période d'intense sécheresse, le feu a brûlé plus de 77 000 hectares dans la région centrale de Cordoba, soit le chiffre le plus élevé en 20 ans.²⁴⁴

L'urbanisation et l'expansion de l'agriculture impliquent que les humains sont de plus en plus en contact avec les milieux sauvages, ce qui augmente le risque et les conséquences des incendies. La déforestation et le recours à des pratiques agricoles sur brûlis augmentent également le risque de sécheresse et d'incendie, multipliant le nombre de menaces qui augmentent le risque de déplacement.²⁴⁵

de Marabá a déclaré l'état d'urgence après que les eaux de deux importants cours d'eau sont montées à 11 mètres au-dessus de leur niveau habituel, causant 18 000 déplacements.²³¹ À la fin de l'année, le pays entier avait enregistré son plus grand nombre de nouveaux déplacements depuis 2010 et environ 20 000 personnes étaient encore déplacées.

Au Mexique, les chiffres des déplacements liés aux catastrophes ont été multipliés par cinq en 2020, surtout en raison d'inondations et de tempêtes. En novembre, de fortes pluies dans l'État de Tabasco au sud, apportées par les restes de l'ouragan Eta, ont forcé les autorités à ouvrir certains barrages et à fermer les écluses d'autres afin d'empêcher le fleuve du Carrizal de déborder et d'inonder Villahermosa, capitale de l'Etat où vivent presque 700 000 personnes.²³² Dans cette zone, les déplacements ont été évités, mais les communautés rurales et indigènes d'une partie des municipalités de Jalpa, Nacajuca et Centla ont été fortement touchées.²³³

Les pluies ont aussi fait monter le niveau des eaux de certains des plus grands fleuves du pays, notamment l'Usumacinta, le Puxcatán et le Grijalva. Les inondations ont entraîné l'évacuation de plus de 3 600 personnes au Tabasco et de 740 dans le Chiapas. Les inondations ne sont pas un phénomène nouveau pour ces États. Ces mêmes zones sont fréquemment inondées et les autorités ont pris de nouvelles mesures afin de renforcer les mesures de réduction du risque de catastrophe.²³⁴ Le Chiapas dispose également d'une loi sur les déplacements internes qui inclut la fourniture de provisions afin de faire face à ceux causés par les catastrophes.²³⁵

Les catastrophes naturelles et les variations climatiques qui les rendent plus fréquentes et intenses ne sont pas les seuls facteurs derrière le grand nombre de déplacements liés aux catastrophes enregistré dans la région l'année dernière. Certaines actions humaines, telles que la déforestation, l'urbanisation non durable, ainsi que la construction et le manque de maintenance des infrastructures grises, augmentent aussi le risque de déplacement.

Aux États-Unis, de fortes chutes de pluie dans l'État du Michigan au mois de mai ont causé la rupture des barrages d'Edenville et Sanford, causant 12 000 évacuations, soit 70 pour cent des 17 000 déplacements liés aux inondations enregistrés dans le pays en 2020. Ces deux barrages font partie d'une liste d'au moins 170 barrages situés au Michigan que le Corps d'ingénieurs de l'Armée américaine a classé comme présentant un potentiel de danger élevé, impliquant qu'une rupture était susceptible de mettre la vie des personnes en danger.²³⁶ Les régulateurs fédéraux ont aussi suspendu la licence d'exploitation du barrage d'Edenville en 2018, au motif que le déversoir ne pourrait pas permettre l'écoulement de suffisamment d'eau pour éviter une rupture en cas d'inondation historique.²³⁷

En 2020, les catastrophes étaient responsables de la grande majorité des nouveaux déplacements aux Amériques, 4,5 millions ayant été enregistrés, soit le chiffre le plus élevé en dix ans. Les chiffres les plus élevés étaient ceux des États-Unis, et des déplacements sans précédent ont eu lieu au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua, très touchés par la saison des ouragans en Atlantique, la plus virulente jamais enregistrée (voir la section En détail, page 65). Les inondations et les incendies ont aussi provoqué un nombre important de déplacements dans la région.

Les conflits et la violence ont causé près de 238 000 déplacements, notamment au Salvador, en Colombie, au Mexique et en Haïti. La plupart étaient dus à des attaques, à des manœuvres d'intimidation et de persécution par des groupes armés non gouvernementaux, des paramilitaires et des gangs criminels tentant d'exercer un contrôle sur des économies illégales et des itinéraires liés au trafic de drogue. Le nombre de déplacements était plus faible que les années précédentes, probablement grâce à une baisse de la violence due aux restrictions liées à la Covid-19. Toutefois, cela pourrait également être attribuable à une collecte de données limitée pendant la pandémie.

Une année de tempêtes et d'inondations

Les aléas météorologiques ont déclenché la plupart des déplacements liés aux catastrophes de la région en 2020, comme les années précédentes. Les variations climatiques liées à La Niña ont causé des pluies inhabituellement fortes qui ont entraîné des inondations et des glissements de terrain, et beaucoup de pays ont rapporté une hausse des déplacements. Certains ont enregistré les chiffres les plus élevés depuis des années. Une forte saison des pluies au Brésil, en particulier de janvier à mars, a causé plus des trois quarts des 358 000 nouveaux déplacements liés aux catastrophes du pays.

Une tempête subtropicale inhabituelle, appelée Kurumí, s'est formée dans l'océan Atlantique à l'est de São Paulo en janvier, apportant des pluies torrentielles dans le sud-est du Brésil. Plus de 120 municipalités ont déclaré l'état d'urgence alors que les inondations causaient des évacuations et détruisaient des habitations.²²⁹ Plus de 112 000 déplacements ont été enregistrés la dernière semaine du mois. L'État de Minas Gerais a été le plus touché, sa capitale, Belo Horizonte, ayant enregistré 171 mm de pluie en 24 heures, le chiffre le plus élevé en plus d'un siècle. Des quartiers entiers ont été submergés et les glissements de terrain ont englouti des habitations.²³⁰

Des inondations sont de nouveau survenues en mars, Pará ayant été l'État le plus affecté. Plus de 51 000 déplacements ont été enregistrés quand plusieurs cours d'eau ont débordé. La municipalité

Au Honduras, un quartier inondé à cause des ouragans Eta et Iota, qui ont détruits habitations et récoltes et augmenté l'insécurité alimentaire. NRC/Christian Jepsen, décembre 2020.

Violence, déplacements et Covid-19 en Amérique latine

Les conflits, la violence et les déplacements qu'ils causent ont fortement diminué dans la région en 2020. Il est encore trop tôt pour mesurer l'étendue du rôle joué par la pandémie de la Covid-19, mais on sait que les restrictions liées aux confinements ont limité l'activité des gangs criminels et d'autres groupes armés dans certains pays, notamment leur recours à la violence.²⁴⁶

Peu de pays tiennent des registres complets des personnes déplacées, et dans les pays où les violences criminelles et celles dues aux gangs causent des déplacements, le manque d'information persiste.²⁴⁷ Par exemple, aucun chiffre précis n'a pu être obtenu pour le Guatemala et le Honduras. Ces deux pays ont respectivement enregistré une réduction de 24,7 et 14,7 pour cent des homicides en 2020, mais il était impossible de déterminer l'impact de ces tendances sur le déplacement.²⁴⁸

Environ 114 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés au Salvador en 2020, bien que ce chiffre soit très probablement sous-estimé. En février, le pays a aussi approuvé une loi sur le déplacement interne, une importante première mesure pour faire face à ce défi.²⁴⁹

En dépit de la pandémie, la violence s'est poursuivie sans relâche au Mexique.²⁵⁰ Des affrontements entre le Cartel Jalisco Nouvelle Génération (CJNG) et la Famille Michoacana dans la municipalité de Zirándaro de l'État de Guerrero ont causé environ 2 300 nouveaux déplacements en janvier et février, laissant des villages entiers dépeuplés. Cet événement de déplacement a été le plus important de l'année pour le pays.²⁵¹

La violence du CJNG ainsi que d'autres groupes criminels s'est aussi accrue lors du premier confinement du pays en mars, car ils ont tenté de profiter de la situation pour étendre leurs activités et contrôle territorial.²⁵² Les États les plus touchées étaient le Guerrero et le Chiapas, suivis par Oaxaca et Michoacán.

Tous les déplacements signalés par les médias et les organisations de la société civile ont eu lieu dans des zones rurales. De nombreux déplacements urbains passent inaperçus, mais les résultats du recensement de 2020 suggèrent qu'il s'agit des plus nombreux, en particulier dans l'État de Mexico et dans le District fédéral de Mexico, qui abritent un grand nombre de personnes déplacées.²⁵³ L'actuelle élaboration d'une loi fédérale sur le déplacement interne est un pas important vers une plus grande reconnaissance du phénomène et des actions destinées à le prévenir et à réduire ses conséquences.²⁵⁴

La violence s'est aussi poursuivie en Colombie malgré les restrictions liées à la Covid-19, et 106 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés pendant l'année. La plupart des combattants des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont été démobilisés et ont réintégré la société après l'accord de paix de 2016, mais depuis, des factions dissidentes sont apparues et des groupes paramilitaires continuent à exercer un contrôle important sur le territoire.²⁵⁵

Les affrontements entre les dissidents des FARC, l'Armée de libération nationale (ELN) et les paramilitaires ont eu lieu tout au long de l'année dans les départements de la côte pacifique de Chocó, Nariño et Cauca, ainsi que celui d'Antioquia et au nord de Santander. Ce sont ces mêmes départements qui ont enregistré le plus de déplacements internes.²⁵⁶ Les Afro-colombiens et la population indigène représentaient la majorité de ces nouveaux déplacements.

Le gouvernement a imposé des restrictions liées à la Covid-19 qui ont contribué à une diminution des combats et des déplacements dans certaines zones, mais dans d'autres, les affrontements armés se sont poursuivis. L'Unité des victimes du pays a enregistré 23 événements de déplacement et d'isolement forcé qui ont affecté 17 400 personnes pendant le confinement.²⁵⁷ Les groupes armés ont également appliqué leurs propres restrictions de déplacements dans les zones qui étaient sous leur contrôle, ce qui a empêché les organisations communautaires et le gouvernement d'implémenter les éléments de l'accord de 2016.²⁵⁸

En 2020, l'escalade de violence en Haïti a causé trois fois plus de nouveaux déplacements que l'année précédente, soit 7 900, le chiffre le plus élevé enregistré dans le pays. Les gangs criminels en ont causé environ 1 800 dans la capitale, Port-au-Prince.²⁵⁹ Les violences des gangs se sont aussi diffusées à Saint Louis du Nord, où deux groupes armés hostiles ont brûlé 1 500 habitations, provoquant 6 100 déplacements.²⁶⁰

La pandémie de la Covid-19 a aggravé le degré d'insécurité alimentaire du pays et le taux d'inflation. La forte hausse de violence et d'instabilité sociopolitique a incité les Nations Unies à formuler des préoccupations quant au fait que la situation devenait hors de contrôle.²⁶¹ À ce sujet, le Conseil de sécurité a également prolongé le mandat du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti afin de soutenir les efforts fournis en faveur de la stabilité politique et d'une bonne gouvernance.²⁶²



Incendies se propageant dans la Baie de San Francisco en Californie, États-Unis. © China New Service/Liu Guangan via Getty Images, août 2020.

En détail - La saison des ouragans dans l’Atlantique la plus virulente jamais enregistrée

Trente tempêtes nommées se sont formées en 2020 lors de la saison des ouragans dans l'Atlantique, et 13 se sont transformées en ouragans, ce qui fait de cette saison la plus virulente jamais enregistrée. Il s'agissait également de l'une des plus longues. Les tempêtes se sont formées plus tôt que la date moyenne habituelle et deux ouragans importants se sont formés jusqu'en novembre.²⁶³ Près de 2,8 millions de nouveaux déplacements ont été enregistrés dans 17 pays et territoires.

L'un des principaux facteurs de cette saison record a été un changement de température de la surface de l'océan Pacifique, causé par le phénomène de La Niña, qui s'est manifesté de façon modérée à forte en 2020.²⁶⁴ Ceci, associé à des températures de surface plus chaudes dans l'Atlantique, a favorisé la formation et l'accentuation de dépressions tropicales.²⁶⁵ Les ouragans Laura, Eta et Iota ont été particulièrement destructeurs.

Ouragan Laura

Laura a impacté le Bassin des Caraïbes fin août, atteignant au plus fort une puissance de catégorie 4.²⁶⁶ Cet ouragan a causé plus d'un million de nouveaux déplacements dans cinq pays et territoires, chiffre seulement dépassé par Iota. Laura est née dans le centre de l'Atlantique sous la forme d'une faible tempête tropicale qui est passée sur Porto Rico avant de frapper la République dominicaine, Haïti, Cuba et les États-Unis. L'ouragan a causé 60 évacuations à Porto Rico, abattu des arbres et coupé des lignes électriques, laissant environ 33 000 personnes sans électricité. Le réseau électrique de l'île était encore fragile en raison des tempêtes et séismes précédents.²⁶⁷

En traversant La Hispaniola, Laura a causé plus de 15 200 évacuations préventives en République dominicaine et détruit les habitations de près de 960 personnes en Haïti.²⁶⁸ Alors que l'ouragan approchait de Cuba, un état d'alerte a été déclaré dans neuf provinces, provoquant 418 000 évacuations, l'un des chiffres record du pays. Santiago de Cuba a été la province la plus touchée, avec 106 000 déplacements.²⁶⁹

L'ouragan s'est ensuite rapidement intensifié, se dirigeant vers les États-Unis et terminant son parcours dans le sud-ouest de la Louisiane le 27 août, avec une puissance de catégorie 4.²⁷⁰ Des vents

jusqu'à 240km/h et une onde de tempête de plus de quatre mètres ont causé de graves dommages sur la côte mais aussi à l'intérieur des terres jusqu'à la ville de Lake Charles. Si l'on s'en tient à la vitesse maximale de ses vents en fin de trajectoire, Laura est l'ouragan le plus puissant à avoir frappé l'État depuis 1856.²⁷¹

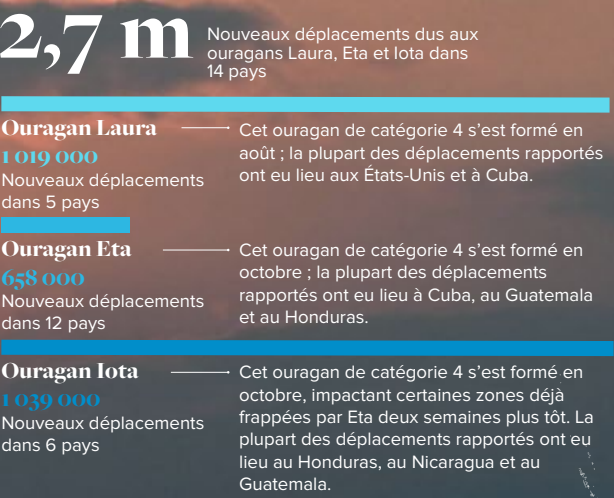
Plus de 585 000 personnes ont reçu un ordre d'évacuation en Louisiane et au Texas, et au moins 22 000 se trouvaient dans des abris temporaires lors du pic de l'ouragan.²⁷² En 2020, Laura a été la catastrophe la plus coûteuse aux États-Unis, avec des dommages atteignant 19 milliards de dollars.²⁷³ Les dommages causés au parc immobilier ont fortement réduit les solutions de logement alternatives pour les ménages dont les habitations étaient devenues inhabitables.²⁷⁴ En janvier 2021, beaucoup de personnes déplacées étaient toujours hébergées dans des refuges temporaires, notamment des hôtels et des dortoirs.²⁷⁵

Ouragans Eta et Iota

Les ouragans Eta et Iota ont fait des ravages dans de nombreux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, causant 1,7 millions de déplacements au total. La région avait déjà été fortement touchée par les ouragans et les tempêtes de l'été qui avaient causé des inondations généralisées et déplacé des dizaines de milliers de personnes.

Eta s'est formé dans l'est des Caraïbes le 1er novembre et a gagné en force à mesure qu'il se déplaçait vers l'ouest, avant de terminer sa trajectoire au Nicaragua en tant qu'ouragan de catégorie quatre. Les communautés des provinces de l'est ont été isolées car les cours d'eau ont débordé, des arbres ont été abattus et des lignes d'électricité ont été coupées. Les 156 habitations de la communauté indigène de Wawa Bar ont été détruits, et un total de plus de 71 000 déplacements ont été enregistrés dans le pays.²⁷⁶

La tempête a ensuite ralenti en traversant le Honduras, apportant des pluies torrentielles qui ont causé des inondations généralisées et générées environ 175 000 déplacements, soit plus qu'au cours des 12 précédentes années réunies. Les provinces de Cortés et Yoro au nord ont été les plus touchées.²⁷⁷ Le Salvador a déclaré l'alerte rouge et mis en place des abris pour héberger 200 000 personnes mais a échappé aux pires dégâts causés par Eta.²⁷⁸ Les fortes pluies ont donné lieu à près de 2 300 évacuations.



Dans les provinces du nord du Guatemala, les pluies et les inondations ont causé plus de 184 000 déplacements.²⁷⁹

Deux semaines plus tard, la tempête tropicale Iota est passée au nord de la côte caribéenne de la Colombie, causant des inondations dans la ville de Cartagène et dans d'autres communes. Lorsqu'elle a atteint l'archipel de San Andrés et Providencia, elle s'était transformée en ouragan de force 5, le premier à frapper la Colombie, avec des vents jusqu'à 259 km/h. La tempête a dévasté Providencia, touchant l'intégralité de sa population et 98 pour cent de ses infrastructures. Environ 1 200 habitations ont été détruites et toutes les communications ont été coupées. Elle a aussi privé les gens de leurs moyens de subsistance en détruisant les récoltes, les bateaux de pêche et les réserves de nourriture.²⁸⁰

Iota a ensuite frappé la côte du Nicaragua le 16 novembre, à seulement 25 kilomètres de l'endroit où Eta avait terminé sa course, là où des milliers de personnes se trouvaient encore dans des refuges. Les vents causés par l'ouragan ont soufflé à 250 km/h avec des pluies torrentielles sur la Région autonome de la Côte caribéenne nord, qui s'est retrouvée isolée et sans moyens de communication ni eau potable. La communauté indigène de Haulover a aussi été dévastée.²⁸¹ Des cours d'eau tels que le Wawa, déjà en crue à cause d'Eta, ont causé des inondations sur plusieurs kilomètres.²⁸²

La tempête a aussi gravement perturbé la pêche et l'agriculture locales, dont la subsistance de la population de la région dépend. Les terres agricoles et les récoltes ont été détruites par les inondations et l'intrusion de l'eau de mer.²⁸³ À eux deux, Eta et Iota ont provoqué près de 160 000 évacuations au Nicaragua.²⁸⁴

Les autorités de gestion des catastrophes du Honduras ont ordonné des évacuations dans 10 des 18 départements du pays lors de l'arrivée de Iota.²⁸⁵ La terre était encore saturée en eau après Eta, ce qui a augmenté le risque d'inondation et de glissements de terrain.

Pour la première fois en 10 ans, de l'eau a également été déversée du plus grand barrage du pays.²⁸⁶ Alors que 45 000 personnes vivaient encore dans des refuges après Eta, la tempête tropicale Iota a causé 743 000 évacuations en traversant le pays.²⁸⁷ Elle a aussi provoqué 126 000 déplacements au Guatemala.

Que réserve le futur ?

Les saisons des ouragans causent de plus en plus de déplacements dans la région. Bien qu'il soit trop tôt pour établir des liens clairs entre changement climatique, catastrophes et déplacements, les relations entre les caractéristiques des tempêtes et le changement climatique induit par les humains sont de mieux en mieux comprises. On s'attend à ce que les tempêtes soient de plus en plus fréquentes et intenses, ce qui implique davantage d'ouragans de catégories 4 et 5 à chaque saison. À mesure que le niveau de la mer monte, il est probable que les inondations côtières associées aux cyclones tropicaux augmentent également.²⁸⁸

Au-delà de la gravité du danger, l'exposition et la vulnérabilité des gens sont des éléments importants des risques, et y répondre doit être une priorité. Comme le montre la saison des ouragans 2020, il faut faire plus pour limiter le risque de catastrophe, en particulier dans les pays à faibles et moyens revenus qui sont davantage vulnérables aux conséquences du changement climatique, et au risque de déplacement lié aux catastrophes.

Vue du lac Jucutuma à San Pedro Sula, au Honduras, qui s'était asséché lors d'une forte sécheresse en octobre mais s'était de nouveau rempli après le passage de l'ouragan Eta en novembre 2020. © AFP/Orlando Sierra via Getty Images, novembre 2020.

Europe et Asie centrale

Nouveaux déplacements en 2020

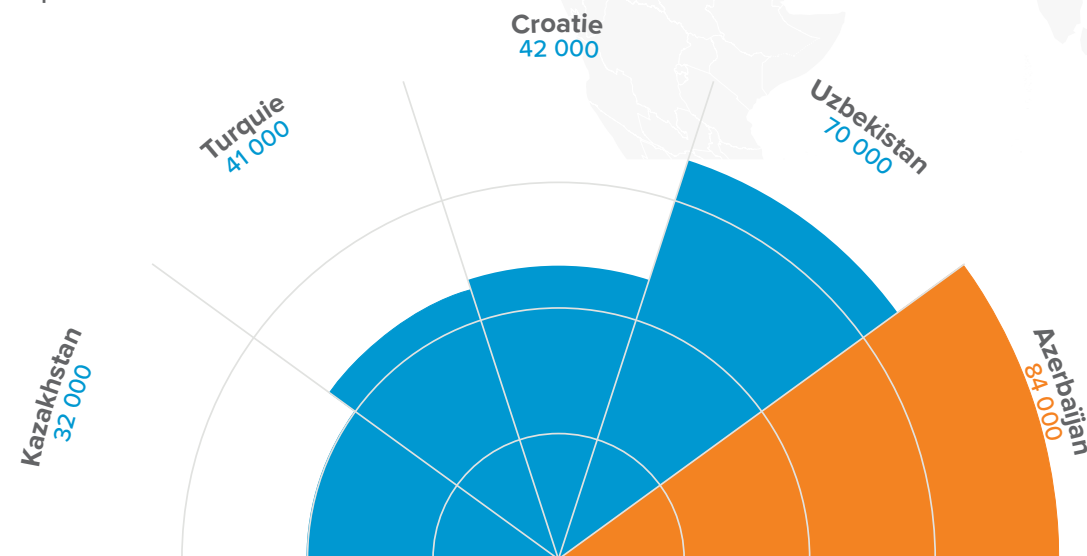
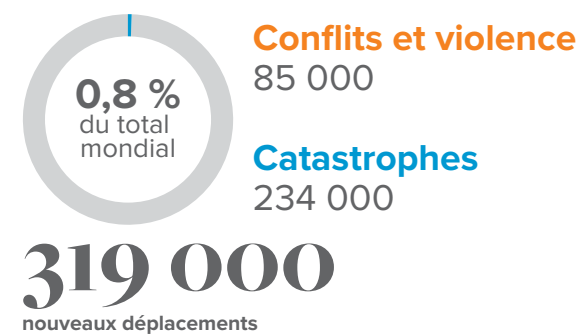


Figure 43 : Cinq pays comptant le plus de nouveaux déplacements en Europe et en Asie centrale en 2020

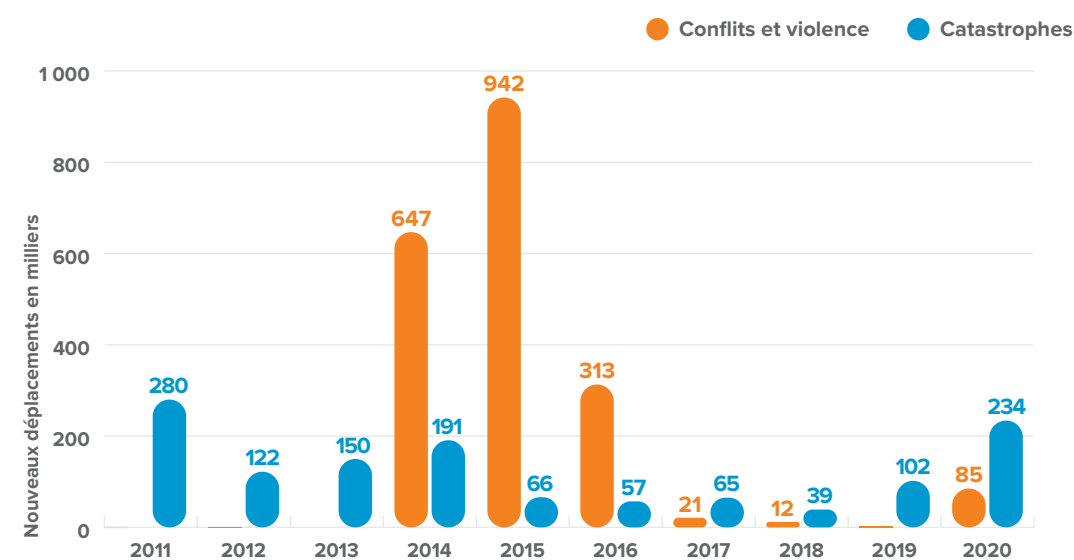


Figure 44 : Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes en Europe et en Asie centrale (2011-2020)

Les frontières et les noms indiqués, ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte, n'impliquent ni reconnaissance, ni acceptation officielle de la part de l'IDMC.

Nombre total de personnes déplacées en 2020

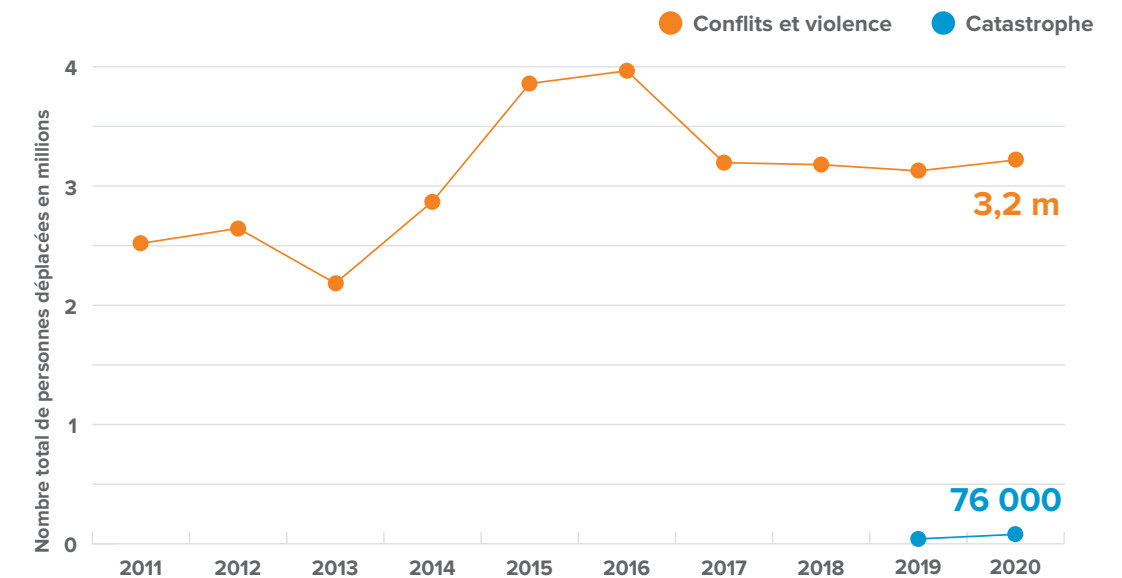


Figure 45 : Nombre total de personnes déplacées en Europe et en Asie centrale à la fin de l'année (2011-2020)

3,3 m
nombre total de personnes déplacées

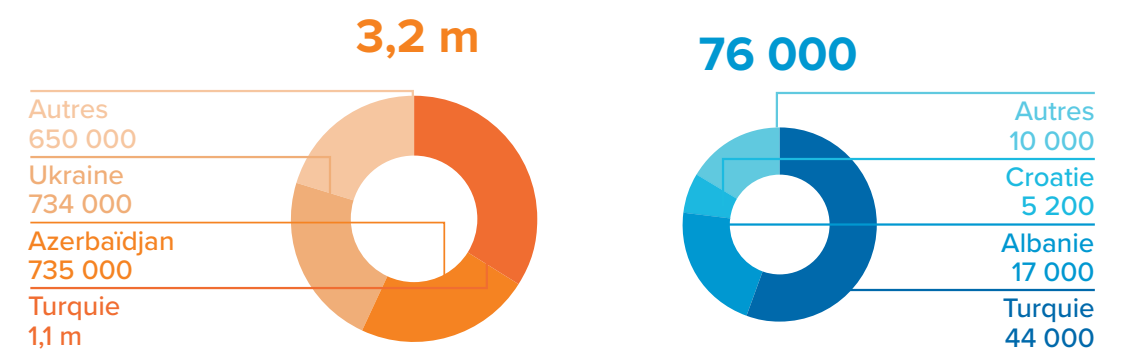


Figure 46 : Pays comptant le plus grand nombre de personnes déplacées en Europe et en Asie centrale fin 2020

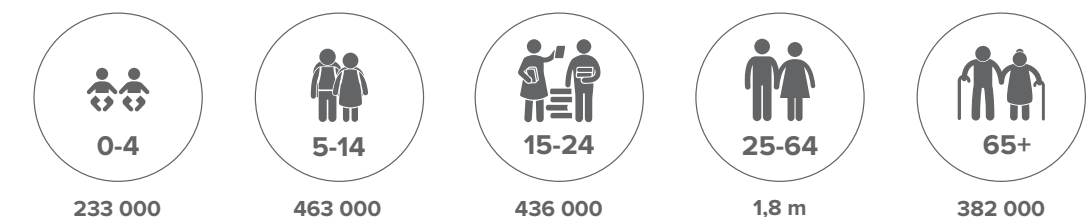


Figure 47 : Nombre total de personnes déplacées en Europe et en Asie centrale en 2020, par tranche d'âge

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.

Les catastrophes ont causé 234 000 nouveaux déplacements en Europe et en Asie centrale en 2020, soit le plus haut chiffre enregistré dans la région. Les séismes en Croatie, en Grèce et en Turquie, les inondations au Kazakhstan et en Ouzbékistan, ainsi que les fortes tempêtes en Europe de l'ouest comptent parmi les événements les plus marquants de l'année.

De nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont aussi été enregistrés dans la région, en grande partie à cause des combats qui ont éclaté entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabagh et dans les zones environnantes en septembre.

Catastrophes au cours de l'année la plus chaude jamais enregistrée

Les tempêtes et les inondations ont causé un peu plus de la moitié des nouveaux déplacements liés aux catastrophes enregistrés dans la région. Les inondations ont causé 120 000 nouveaux déplacements, un nombre record, et 15 fortes tempêtes en ont provoqué 6 200 à travers neuf pays, le double de la moyenne annuelle pour la dernière décennie.

Le phénomène le plus important signalé dans la région a été la tempête Gloria, qui a causé plus de 2 200 déplacements dans le sud-ouest de la France et l'est de l'Espagne en janvier. L'équivalent de quatre à cinq mois de pluies est tombé en 72 heures dans les départements français de l'Aude, des Pyrénées-Orientales et du Roussillon.²⁸⁹ Gloria a aussi tué 14 personnes en Espagne et une onde de tempête a remonté le delta de l'Èbre sur trois kilomètres au sud de Barcelone.²⁹⁰ Ces phénomènes ont eu lieu alors que l'Europe vivait la seconde année consécutive la plus chaude jamais enregistrée, avec une température moyenne supérieure de 0,4 °C à celle de 2019.²⁹¹

Le mois de février 2020 a été le plus chaud et le cinquième plus humide enregistré au Royaume-Uni, où des pluies torrentielles ont causé environ 1 100 déplacements. La tempête Dennis, qualifiée de « bombe météorologique » en raison de ses caractéristiques atmosphériques, a été l'une des tempêtes hivernales les plus intenses survenues dans l'Atlantique Nord et a causé environ un quart des déplacements enregistrés dans le pays.²⁹² Plus de 3 400 propriétés ont été inondées, avec des pertes estimées à près de 415 millions de dollars.²⁹³ De nombreuses régions touchées par Dennis ne s'étaient pas encore en remises de la tempête Ciara qui avait frappé une semaine auparavant.²⁹⁴

Au début du mois de mai, l'évènement de déplacement le plus important de la région s'est produit en Ouzbékistan et au Kazakhstan. De fortes pluies ont causé l'effondrement du barrage de Sardoba du côté ouzbek du fleuve Syr-Daria, provoquant d'importantes inon-

dations dans les deux pays.²⁹⁵ Ces inondations ont causé plus de 70 000 nouveaux déplacements dans 22 villages ouzbeks et près de 32 000 dans la région kazakhe de Turkestan, dont un tiers était sous l'eau.²⁹⁶

Pendant les mois d'été, des pluies torrentielles ont continué à se déverser en Europe et en Asie centrale. En août, environ 4 800 déplacements ont été enregistrés dans la région d'Eubée à l'est de la Grèce, et Ianos, un cyclone méditerranéen, phénomène rare, a frappé le pays en septembre, causant plus de 600 évacuations. Les îles de Céphalonie, Zante et Ithaque ont été particulièrement touchées.²⁹⁷

Des températures plus élevées en été ont aussi conduit à une augmentation du risque d'incendie, qui ont causé 23 000 nouveaux déplacements, surtout en Espagne, en Grèce et en France. Des déplacements liés aux catastrophes ont aussi été signalés pour la première fois aux Pays-Bas, quand le village de 4 000 habitants de Herkenbosch a été évacué, en raison d'un risque de fumées causé par un incendie.²⁹⁸

L'Ukraine a également été touchée par des incendies fin septembre, qui ont provoqué environ 1 000 évacuations et endommagé 400 habitations à Louhansk. Les autorités ont peiné à contenir le feu qui s'est étendu le long de la ligne de contact, détonant des munitions non explosées. Les explosions ont facilité la propagation des incendies.²⁹⁹ Des incendies se sont aussi produits en avril près de la zone d'exclusion de Tchernobyl, augmentant les niveaux de radiation et causant ainsi environ 200 déplacements.³⁰⁰

Des inondations ont encore une fois frappé le sud-ouest de la France en septembre et octobre, provoquant 4 800 déplacements, en particulier dans la région Occitanie. La tempête Alex a également touché la Bretagne début octobre, avant de se diriger vers le sud et de causer des inondations et des glissements de terrain dans d'autres endroits en France, ainsi qu'en Italie et en Suisse. Dans les Alpes françaises, les vallées de la Vésubie et de la Roya ont été les plus gravement touchées.³⁰¹ L'impact d'Alex a causé 940 évacuations et détruit près de 100 habitations, laissant 230 personnes face à la perspective d'un déplacement à long terme.

Alors que l'année se terminait, en décembre, la tempête Bella a frappé le Nord de la France et le Royaume-Uni, en particulier l'ouest de l'Écosse, le Pays de Galles et le sud de l'Angleterre.³⁰² Elle a provoqué près de 3 100 nouveaux déplacements pendant la période de Noël et environ 34 000 habitations dans l'est et le centre de la France se sont retrouvées dans électricité.³⁰³ En Norvège, de fortes pluies survenues en fin d'année ont causé un grave glissement de terrain, provoquant plus de 1 000 évacuations.³⁰⁴

Le plus grand nombre de déplacements lié à des séismes depuis des années.

En 2020, des tremblements de terre ont provoqué 82 000 nouveaux déplacements en Turquie, en Croatie et en Grèce, soit le deuxième chiffre le plus élevé enregistré pour ce type d'aléa dans la région après le séisme Van, survenu en Turquie en 2011.

Au mois de mars, un séisme de magnitude 5,4 a touché Zagreb en Croatie, causant plus de 1 600 nouveaux déplacements. Cela a eu lieu pendant la première vague de la Covid-19 du pays, alors que des restrictions gouvernementales destinées à contenir le virus étaient en place.³⁰⁵ Les autorités locales ont dû faire face à d'importantes difficultés pour réagir aux deux crises, la pandémie ayant entraîné une diminution des ressources disponibles pour répondre à la catastrophe.³⁰⁶ L'économie croate étant fortement tributaire du tourisme, elle risque de subir une récession importante, qui pourrait également entraver les efforts de rétablissement et de reconstruction.³⁰⁷

Neuf mois plus tard, le pays a de nouveau été frappé par un séisme de magnitude 6,4, le plus puissant jamais enregistré, près de Petrinja à environ 50 kilomètres au sud-est de Zagreb.³⁰⁸ Celui-ci a rendu près de 13 000 foyers inhabitables, suggérant qu'environ 40 000 personnes avaient besoin d'un nouveau logement à long terme. Les ménages déplacés ont d'abord été hébergés dans des centres d'évacuation, des abris collectifs, chez des familles d'accueil ou dans de nouveaux camps construits avec des containers à proximité de leurs habitations endommagées.³⁰⁹

La Turquie est aussi fortement exposée aux séismes.³¹⁰ Un tremblement de terre d'une magnitude de 6,8 a endommagé près de 7 000 maisons dans les régions centrales de Elazığ et Malatya en janvier, et causé pas moins de 25 000 nouveaux déplacements.³¹¹ Un autre séisme a frappé sa frontière avec l'Iran un mois plus tard, tandis qu'un troisième a touché la province centrale de Bingöl en juin.³¹² Un séisme de magnitude 7,0 a affecté la Turquie et la Grèce en octobre, causant environ 11 000 nouveaux déplacements dans la ville turque d'Izmir et la ville grecque de Samos.³¹³

Conflits et violence

Après plusieurs mois de hausse des tensions et de violations du cessez-le-feu entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie dans le contexte du conflit du Haut-Karabagh, des combats ont éclaté en septembre 2020. Il s'agit de la plus grande recrudescence du conflit depuis la trêve conclue entre les parties en 1994.³¹⁴ Le conflit s'est rapidement intensifié et a duré 44 jours, jusqu'à ce qu'un arrêt des hostilités soit convenu en novembre.³¹⁵

Le Haut-Karabagh et les zones environnantes ont été affectés par les combats. Les tirs d'artillerie et les frappes aériennes ont tué et blessé des civils et endommagé des maisons et des infrastructures, dont des hôpitaux et des écoles.³¹⁶ Des violations aux droits humains et l'utilisation d'armes à sous-munitions interdites ont aussi été signalées.³¹⁷ Les emplois et les moyens de subsistance ont été durement touchés.³¹⁸

Les premiers chiffres suggèrent que les combats ont causé 84 000 nouveaux déplacements internes en Azerbaïdjan entre septembre et novembre.³¹⁹ Par ailleurs, il a été signalé que 90 000 personnes ont fui le Haut-Karabagh et ont été hébergées dans plus de 100 abris collectifs à travers les provinces arméniennes de Kotayk et Syunik, ainsi que dans le district de la capitale, Erevan.³²⁰ Les combats ont aussi causé environ 800 nouveaux déplacements dans les provinces arméniennes de Syunik et de Gegharkunik pendant la même période.³²¹

L'arrêt des hostilités offre l'opportunité d'améliorer l'accès humanitaire pour les zones touchées par le conflit, avec notamment des opérations de déminage, et de répondre aux besoins des personnes déplacées internes et d'autres communautés déplacées.³²²

Les affrontements dans l'est de l'Ukraine ont diminué pour la deuxième année consécutive, grâce en partie, à de nouvelles mesures de mise en œuvre d'un cessez-le-feu, convenu en juillet 2020.³²³ Toutefois, trente-deux habitations ont été détruites lors de nouveaux combats, causant 74 nouveaux déplacements entre janvier et juin.³²⁴ Le Parlement ukrainien a adopté des lois et présenté un projet de loi qui pourraient jouer un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie des personnes déplacées internes et le soutien de leurs efforts pour parvenir à des solutions durables. Les résolutions adoptées en septembre prévoient une indemnisation aux personnes qui ont perdu leur maison ou d'autres biens à Louhansk et Donetsk.³²⁵ Une autre résolution adoptée en juin garantit le droit de vote des personnes déplacées internes lors de toutes les élections.³²⁶ Cependant, la situation sur le terrain reste fragile, les combats et les tensions s'étant de nouveau accrus dans l'est de l'Ukraine en mars et avril 2021.

Environ 3,2 millions de personnes vivaient encore en situation de déplacement interne à la fin de l'année dans la région, la plupart en Turquie, Azerbaïdjan et Ukraine. Beaucoup d'entre elles sont déplacées depuis des années, voire des décennies.

Conséquences de la Covid-19 sur les déplacements internes

La pandémie de la Covid-19 a augmenté les besoins des personnes déplacées internes et généré de nouveaux risques en 2020, tout en causant d'importantes difficultés opérationnelles et financières pour les gouvernements et leurs partenaires humanitaires.

Deux jeunes filles déplacées à Mopti, au Mali, utilisent une radio solaire reçue pour assurer leur éducation pendant la fermeture des écoles due aux mesures de lutte contre la Covid-19. NORCAP/Alassane Guindo, juillet 2020.

Besoins accrus et nouveaux risques

Les confinements et la récession économique survenus à cause de la diffusion de la Covid-19 ont aggravé les difficultés financières auxquelles de nombreuses personnes déplacées faisaient déjà face. Dans l'incapacité de payer leur loyer et menacées d'expulsion, de nombreuses personnes déplacées et rapatriées en Irak ont eu recours à des stratégies d'adaptation négatives, telles que la poursuite du travail en bravant les restrictions gouvernementales, le travail des enfants, la vente de biens et l'endettement.³²⁷ Il y a eu des préoccupations similaires en Afghanistan, où l'augmentation de la pauvreté a forcé davantage de personnes déplacées internes à se marier plus précocement et de manière forcée, les enfants à travailler et à mendier, les exposant davantage au risque de violence et d'abus.³²⁸

La fermeture des écoles a rendu l'éducation des enfants déplacés encore plus difficile, lesquels ont moins de chances d'avoir accès à des méthodes d'apprentissage alternatives que le reste de la population.³²⁹ La suspension temporaire des classes et des espaces créés pour les enfants dans des pays tels que le Myanmar a aussi réduit la capacité des acteurs humanitaires à interagir avec les enfants déplacés et à comprendre leurs besoins en termes de protection.³³⁰

La récession économique ainsi que la plus faible disponibilité des marchandises et leur prix accru ont aggravé l'insécurité alimentaire. En mai 2020, les acteurs humanitaires en Colombie s'attendaient déjà à un doublement du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire, notamment des personnes déplacées.³³¹ En juillet, les acteurs humanitaires au Cameroun ont fait savoir que l'insécurité alimentaire due aux perturbations du marché entraînerait une hausse des taux de mortalité, de morbidité et de malnutrition chez les personnes les plus vulnérables, notamment les personnes déplacées.³³²

On craint également qu'au niveau mondial les personnes déplacées doivent lutter pour être vaccinées contre la Covid-19 étant donné leur accès limité aux structures sanitaires et, dans certains cas, au manque de documents légaux.³³³ Ceci en dépit des preuves de plus en plus nombreuses selon lesquelles les troubles de santé sous-jacents, le surpeuplement et le manque d'hygiène et d'assainissement dans les zones où vivent généralement les personnes déplacées les rendent plus vulnérables aux maladies que le reste de la population.

Quarante-cinq pour cent des personnes déplacées interrogées au Yémen en novembre ont déclaré qu'elles-mêmes ou un membre de leur foyer avaient eu des symptômes de la Covid-19, contre 30 pour cent chez les personnes non déplacées.³³⁴ L'incapacité de s'éloigner physiquement des autres est le défi le plus souvent cité par les personnes déplacées pour tenter de limiter d'attraper ou de propager le virus.

Difficultés opérationnelles et financières

Les contraintes liées aux voyages, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les mesures prises pour limiter la diffusion du virus ont fortement entravé l'action des organisations humanitaires qui soutiennent les personnes déplacées.³³⁵ Quand le cyclone Harold a frappé les îles du Pacifique en avril, les restrictions de vols ont retardé la fourniture d'aide aux déplacés et causé des pénuries d'eau salubre à un moment où se laver les mains était fondamental.³³⁶

Les confinements, couvre-feux et restrictions de déplacement ont aussi empêché l'accès aux populations touchées, lequel était déjà difficile en raison d'obstacles liés à la sécurité et à la logistique. Le nombre de districts en Irak soumis à d'importantes restrictions d'accès a quadruplé entre novembre 2019 et avril 2020, et en juillet les acteurs humanitaires étaient dans l'incapacité d'entrer en contact avec 30 pour cent des personnes déplacées internes qu'ils aidaient auparavant dans des campements informels.³³⁷ Certains travailleurs humanitaires au Nigeria, au Soudan du Sud et dans d'autres pays ont été exposés à des violences lorsqu'on les percevait comme potentiellement porteurs du virus.³³⁸

Les mesures liées à la Covid-19 ont entravé la collecte de données essentielles sur les personnes déplacées, rendant plus difficiles le suivi de leurs mouvements et l'évaluation de leurs besoins. La suppression de la collecte de données dans les camps et les campements informels en Irak à cause de la distanciation physique et des restrictions de déplacement a généré des manques quant à notre compréhension des conditions de vie des personnes déplacées et des risques auxquels elles font face, ainsi qu'au niveau des services fournis.³³⁹

La pandémie a aussi eu des répercussions financières sur l'assistance humanitaire. Un plan d'intervention humanitaire mondial contre la Covid-19, publié en mars 2020 par les Nations Unies, demandait 2 milliards de dollars pour répondre aux besoins urgents dans 54 pays.³⁴⁰ Ce montant est passé à 9,5 milliards de dollars pour 63 pays quelques mois plus tard.³⁴¹

Les plans d'intervention humanitaire nationaux ont aussi été revus afin d'inclure les coûts des mesures sanitaires, du suivi épidémiologique, de la communication, de la prévention, des tests, des analyses et des traitements médicaux. Par exemple, tous les budgets initiaux de la RDC ont été augmentés de sept pour cent et le coût de la réponse à la Covid-19 a été estimé à 166,82 dollars par bénéficiaire.³⁴²

Si la pandémie a accru les besoins de financements, la récession économique qu'elle a provoquée a poussé les gouvernements donateurs à donner la priorité à leurs besoins nationaux.³⁴³ En février 2021, le plan de réponse humanitaire à la Covid-19 n'était financé qu'à hauteur de 39 pour cent.³⁴⁴ Le manque de financement affecte directement les réponses apportées au déplacement, dans l'immédiat comme à long terme. Par exemple, des organisations au Soudan du Sud devront revoir à la baisse leurs activités axées sur les solutions durables afin de réorienter les financements à des interventions destinées à sauver la vie des personnes nouvellement déplacées.³⁴⁵



Des travailleurs d'Asha et des bénéficiaires de soins prénataux respectent la distanciation sociale avant d'entrer dans un centre de santé primaire au Gujarat, en Inde. © UNICEF/UNI338928/Panjwani, juin 2020.



Deux hommes déplacés discutent à l'école Alta Gracia Sanchez de San Pedro Sula, au Honduras, où ils se sont réfugiés après que leurs domiciles ont été inondés lors du passage des ouragans Eta et Iota. NRC/Christian Jepsen, décembre 2020.

Des points positifs ?

Face à ces obstacles, les organisations humanitaires se sont adaptées en adoptant des méthodes susceptibles d'améliorer, à l'avenir, les réponses au déplacement. Au Japon, les autorités de gestion des catastrophes ont publié des directives pratiques sur les évacuations et ont élargi l'utilisation de structures privées, comme les hôtels ou les centres commerciaux, pour en faire des refuges supplémentaires et ainsi permettre la distanciation physique.³⁴⁶ Bien que les interdictions de voyager aient empêché l'aide extérieure d'atteindre les personnes déplacées par les cyclones au Vanuatu, en Inde et au Bangladesh, elles ont aussi contribué au développement de structures de gestion des catastrophes plus localisées et de réponses communautaires.³⁴⁷

Le nombre de bénéficiaires ciblés pour les abris semi-permanents au Burundi a été augmenté afin d'éviter le surpeuplement dans les camps, promouvant ainsi l'émergence de solutions d'hébergement plus durables.³⁴⁸ En Irak, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le groupe de coordination et de gestion des camps ont mis au point un moyen d'évaluer le nombre de personnes dans les camps et d'identifier celles fortement susceptibles de transmettre la Covid-19. Ce même outil pourrait être utilisé pour d'autres maladies à l'avenir.³⁴⁹

Il ne fait aucun doute que les conséquences de la Covid-19 sur le déplacement interne sont immenses et continueront d'affecter les personnes déplacées et les réponses au phénomène pendant des années. Mais la période de reprise post-covid sera une opportunité pour « reconstruire en mieux », favoriser des méthodes de travail plus durables et inclusives, et augmenter la résilience des personnes déplacées. L'ampleur sans précédent des besoins a clairement montré que, malgré les milliards investis dans l'aide chaque année, l'approche actuelle n'est pas viable. Des investissements à plus long terme et une meilleure coordination sont nécessaires.

Partie 2: Déplacement interne et changement climatique

Une jeune fille court au crépuscule en dehors du village de Ngop, dans l'État d'Unité, au Soudan du Sud. Le NRC a distribué de la nourriture à plus de 7 100 personnes à Ngop afin de réduire le risque élevé de famine. NRC/Albert Gonzalez Farran, mars 2017.

Catastrophes et déplacements : fausses idées et réalité

Vue aérienne d'habitations submergées par les eaux dans la ville de Campur, San Pedro Carchá, Alta Verapaz, au Guatemala, après les passages consécutifs des ouragans Eta et Iota en novembre 2020, aux conséquences dévastatrices. © UNICEF/UN0377627/Billy/AFP-Services, décembre 2020.

Les déplacements liés aux catastrophes sont une réalité mondiale et un phénomène quotidien. L'IDMC a enregistré une moyenne de 24,5 millions de nouveaux déplacements par an depuis 2008, soit l'équivalent de 67 000 déplacements par jour. Au fil des années, il est devenu clair qu'il existe de nombreuses *fausses idées persistantes* à propos de ce phénomène qui ont des répercussions sérieuses et souvent négatives, sur les gens, les politiques et les réponses apportées. Celles-ci incluent :

- *Les déplacements liés aux catastrophes durent peu de temps.* En réalité, il y a de plus en plus de preuves du fait qu'ils peuvent facilement se prolonger, avec d'importants impacts socioéconomiques.
- *Ils ont les mêmes effets pour tous.* En réalité, chaque groupe subit des conséquences différentes.
- *Les phénomènes à petite échelle sont peu préoccupants.* En fait, ils ont un impact relatif important sur les individus et menacent les acquis du développement local.
- *Les déplacements liés aux catastrophes peuvent être compris et gérés de façon cloisonnée, chronologiquement et par secteur.* Les facteurs convergents et les phénomènes combinés impliquent que ce type de réponse peut générer de nouveaux risques.
- *Seules les personnes forcées de quitter leur domicile souffrent des conséquences négatives du déplacement.* En réalité, celles qui restent sur place peuvent être tout autant affectées, et mêmes considérées comme déplacées dans certaines situations.

Les déplacements liés aux catastrophes peuvent être prolongés, avec des conséquences significatives

L'idée fausse la plus répandue est que les déplacements liés aux catastrophes durent peu de temps et qu'après avoir eu la vie sauve grâce aux évacuations, les gens retournent habituellement vite chez eux pour reconstruire leur foyer et moyens de subsistance. Le fait que peu de données soient collectées après la phase de crise liée à une catastrophe contribue à nourrir ce préjugé. Les personnes évacuées ne font l'objet d'aucun suivi pour savoir si elles ont été en mesure de retourner chez elles.

Cela signifie que dans le pire des cas, les politiques et mécanismes de réponse nationaux peuvent ne pas reconnaître un déplacement lié à une catastrophe et que dans le meilleur des cas, sa portée est

sous-estimée. Par conséquent, il n'existe que peu de programmes, voire aucun, destinés à apporter des réponses aux déplacements à long terme. Cela implique également une aide et des services aux personnes déplacées fortement limités et un manque de responsabilité de la part des agences locales et nationales.

Cependant, les rares éléments dont nous disposons suggèrent que de nombreuses personnes qui fuient se trouvent dans l'impossibilité de retourner rapidement chez elles. Nous estimons que fin 2020, près de sept millions de personnes dans le monde vivaient en situation de déplacement à cause de catastrophes, et les exemples de l'année dernière suggèrent que ce chiffre ne correspond qu'à la partie émergée de l'iceberg.

Par exemple, les données indiquent que le cyclone Amphan a endommagé plus de 2,8 millions de foyers dans l'État indien du Bengale-Occidental et que près de 300 000 personnes sont encore déplacées à ce jour au Bangladesh (voir encadré 1). De façon similaire, les communautés côtières déplacées au cours des dernières décennies de zones submergées par la mer dans la région de Sindh au Pakistan vivent toujours sur des terres exposées, où elles risquent de perdre leurs moyens de subsistance et d'être de nouveau déplacées.³⁵⁰

Les chiffres de la première partie de ce rapport montrent que les coûts socioéconomiques du déplacement peuvent atteindre des milliards. Chaque fois qu'une personne est déplacée, même quelques jours seulement, le transport, le logement, la fourniture de nourriture et d'objets ont un coût, de même que la perte de revenus. Toutefois, à cause du manque de données il est difficile d'évaluer correctement ces conséquences de façon plus systématique. Le Cadre de Sendai ne comprend pas d'indicateur lié à cet aspect. Plaider pour la mise en place d'indicateurs de ce type et le développement de nouvelles méthodes de mesure des conséquences financières du déplacement est une étape essentielle en vue d'un suivi, d'une prévention et de réponses aux catastrophes plus complètes.

Les données existantes indiquent l'énormité potentielle du coût des déplacements liés aux catastrophes dans le monde. Au cours du triste été 2019-2020 où l'Australie a fait face à de nombreux feux de brousse, la baisse de production économique due à l'absence pendant un jour de travail d'une personne -en raison de son déplacement- a été estimée à environ 510 \$.³⁵¹ Lors d'un sondage dans deux régions touchées, 55 pour cent des 1 058 personnes interrogées qui avaient été déplacées plus d'une nuit ont déclaré que cela les avait empêchées de travailler normalement.³⁵² Si chaque personne manquait ne serait-ce que deux jours de travail, la perte s'élèverait à plus de 500 000 \$, démontrant à quel point les coûts se multiplient rapidement lorsqu'une catastrophe détruit de nombreux logements, retardant le retour des personnes déplacées chez elles et au travail.

Il a été estimé que couvrir pendant un an les besoins temporaires en termes de logement des personnes ayant perdu leur domicile lors de l'été 2019-2020 représentait un coût de 52 millions de dollars.³⁵³ Les efforts de relèvement fournis par le passé après des feux de brousse indiquent que les personnes peuvent avoir besoin de un à quatre ans pour reconstruire leur foyer.³⁵⁴

Les déplacements liés aux catastrophes ont des impacts différents selon les personnes

Il est également important de comprendre que les déplacements ont des impacts différents selon des caractéristiques telles que la tranche d'âge, le sexe ou le handicap.³⁵⁵ Les nourrissons peuvent avoir besoin de vaccins et de compléments nutritionnels, les enfants en âge d'aller à l'école de soutien scolaire et les jeunes de formations professionnelles. Savoir de quelle manière le déplacement affecte l'éducation est particulièrement important car il y a des répercussions à long terme (voir encadré 2).

Les personnes handicapées sont particulièrement vulnérables aux conséquences du déplacement (voir section En détail, page 81). Elles peuvent avoir plus de difficultés d'accès aux refuges ou à l'aide humanitaire, et être plus exposées à de la négligence, des abus et de la violence. Savoir combien de personnes déplacées internes souffrent de handicaps et connaître la nature de leurs problèmes est essentiel pour mettre au point des politiques et des programmes qui les incluent, mais ce type d'informations est encore plus rare que celles concernant le sexe et l'âge des personnes déplacées.

La collecte de données tend par ailleurs à négliger d'autres facteurs susceptibles d'affecter l'expérience d'une personne déplacée, notamment le fait qu'elle appartienne ou non à une minorité sexuelle ou ethnique, à un groupe indigène ou à une famille aux revenus faibles. Cela renforce le besoin d'une approche intersectionnelle de la collecte et l'analyse de données, dans le but de comprendre comment l'identité et les caractéristiques des personnes devraient influencer les réponses.³⁵⁶ De meilleures données permettraient aussi de favoriser la participation de divers groupes lors de la planification et la conception de programmes de soutien aux personnes déplacées.

Encadré 1 : Déracinés par Amphan et toujours déplacés³⁵⁷

Les habitants de la côte ouest du Bangladesh sont habitués à vivre au rythme des catastrophes, mais le cyclone Amphan, qui a causé environ 2,5 millions de déplacements dans ce pays seulement, pourrait représenter un point de non-retour pour beaucoup. La tempête n'a pas seulement détruit des habitations, des routes et autres infrastructures. Elle a aussi aggravé des aléas à évolution lente tels que l'érosion fluviale. Les dommages qu'elle a causés aux berges ont provoqué l'inondation de maisons, de fermes et de champs qui sont toujours sous l'eau depuis. Les déplacés ont trouvé refuge à proximité, à des endroits où ils restent dangereusement exposés à de futurs dangers.

Les secours et le soutien gouvernemental ont été bien accueillis mais n'ont pas été suffisants pour redévelopper la zone de façon durable, ni améliorer la résilience de ses habitants. Toutes les personnes interrogées lors d'un sondage effectué sept mois après le passage de Amphan avaient réduit leur consommation de nourriture et leurs frais médicaux à cause des difficultés engendrées par la catastrophe, et près

de 70 pour cent avaient eu recours à la mendicité, à des emprunts ou à la vente de leurs biens domestiques pour survivre.

Amphan n'était cependant pas le seul responsable de leur détresse. Le cyclone Sidr en 2008, Isla en 2009 et Fani et Bulbul en 2019 ont tous frappé cette même zone. Un homme déplacé a déclaré : « J'affronte des cataclysmes depuis 1988. Ça n'en finit plus. La misère revient avec chaque catastrophe. J'essaie de retrouver une vie normale en quelques années. Puis, une nouvelle catastrophe survient. Ainsi va la vie. Si les berges étaient résistantes, nous n'aurions pas ce problème. »

L'expérience de cet homme et celles de dizaines de milliers comme lui mettent en évidence le lien entre les aléas, l'exposition des gens et leur vulnérabilité face à ceux-ci. Le besoin de mesures plus inclusives et proactives, développant la résilience des personnes régulièrement exposées à ce type d'aléa, est également clair.



*Une famille se réfugie dans sa maison inondée à cause des pluies, après que le cours du fleuve Wawa a monté lors du passage de l'ouragan Iota à Bilwi, au Nicaragua.
© UNICEF/UN0372378/Ocon/AFP-Services, novembre 2020.*

Encadré 2 : Inclure les enfants déplacés dans les systèmes éducatifs locaux et nationaux³⁵⁸

L'éducation est un domaine particulièrement vulnérable aux conséquences des catastrophes et du déplacement. Elle est souvent la première victime lors des périodes difficiles, et tend à être négligée à la suite d'un déplacement. L'éducation n'a reçu que 2,6 pour cent des financements humanitaires en 2019 et est régulièrement le secteur le moins financé lors des appels pour faire face aux crises.

Les familles déplacées fuient parfois jusqu'à des endroits tout simplement trop éloignés des écoles pour que les enfants continuent à apprendre, tandis que ceux qui en ont à proximité peuvent les trouver endommagées, détruites ou utilisées comme des refuges. Les écoles en mesure de fonctionner manquent souvent de professeurs et ne peuvent pas accueillir de nouveaux élèves. Cependant, ces problèmes ne sont généralement pas pris en compte dans les processus de planification. De nouvelles preuves commencent à montrer à quel point le déplacement perturbe l'éducation. On estime que l'éducation de plus de 4,4 millions d'enfants déplacés, de cinq à 14 ans, risque d'être affectée en Afrique subsaharienne. Il s'agit probablement d'un chiffre prudent, étant donné qu'à travers le monde, 127 millions d'enfants en âge d'aller à l'école et de jeunes ne reçoivent aucune éducation dans les pays touchés par des crises humanitaires.

Le changement climatique rend les catastrophes plus fréquentes et intenses, ce qui signifie que les systèmes d'éducation doivent être adaptés et rendus plus résilients, pour s'assurer que la scolarisation se poursuive pendant les crises. Cela exige d'établir un cadre institutionnel des financements et des politiques afin de faciliter la planification, le financement et la coordination. Il existe des exemples d'approches

prometteuses, telles que la planification sensible aux crises (CSP pour ses initiales en anglais) et l'inclusion d'évaluations des vulnérabilités et des risques climatiques aux analyses, programmes et politiques du secteur de l'éducation.

La CSP comprend l'analyse des risques que les conflits, les aléas naturels et le changement climatique impliquent pour l'éducation, ainsi que l'identification de mesures permettant de réduire leur fréquence et leur impact. Par exemple, les projections relatives au changement climatique doivent être prises en compte lors du choix de sites pour de nouvelles écoles, afin de s'assurer qu'elles ne soient pas construites dans des zones susceptibles d'être affectées par la montée du niveau de la mer, les inondations ou les tempêtes. Les infrastructures d'éducation temporaires ou mobiles sont un moyen efficace de permettre la scolarisation à la suite d'une catastrophe. Les pratiques existantes qui tiennent compte des déplacements réguliers de population comme de ceux des familles nomades peuvent fournir des éclairages utiles en termes d'opportunités et de difficultés à venir.

L'intégration d'évaluations des risques climatiques et des vulnérabilités permet d'obtenir de meilleures informations concernant les populations vulnérables et exposées au déplacement. Les politiques d'éducation et les plans relatifs au secteur doivent proposer des stratégies détaillées aux niveaux scolaire, communautaire et systémique afin de prévenir les crises, de s'y préparer et de limiter leur impact. Cela peut inclure la mise en place de plans d'urgence et de programmes de sécurité complets pour les écoles. L'éducation a un rôle important à jouer dans la réduction des inégalités sociales, même dans les situations d'urgence, si les réponses au déplacement vont au-delà d'un simple rétablissement de la situation « normale » antérieure. Elle peut aussi contribuer à guérir les traumatismes psychosociaux liés au déplacement.

En détail - Catastrophes, déplacements et handicap

Environ un milliard de personnes, soit 15 pour cent de la population mondiale, sont handicapées.³⁵⁹ Des taux de pauvreté plus élevés chez les personnes handicapées et des logements inadéquats peuvent accroître leur exposition et vulnérabilité aux aléas, et augmenter leur risque de déplacement.³⁶⁰ De nouvelles blessures causées pendant une catastrophe et des difficultés à accéder aux soins de santé et aux services essentiels pendant un déplacement peuvent aussi contribuer à un taux de handicap élevé chez les personnes déplacées.³⁶¹

Les personnes handicapées font face à des difficultés particulières quand une catastrophe survient.³⁶² Après que le cyclone Pam a frappé le Vanuatu en 2015, une étude a établi qu'elles risquaient deux fois plus de subir des blessures liées à la tempête que les personnes sans handicap.³⁶³ La connaissance limitée des processus d'évacuation, le manque de refuges disponibles lors des évacuations et le temps nécessaire pour fuir en raison d'handicaps fonctionnels ont été cités comme facteurs déterminants.³⁶⁴ Les personnes handicapées peuvent être séparées de leurs soignants et de leurs appareils d'assistance quand elles fuient.³⁶⁵

Certaines peuvent se trouver dans l'impossibilité totale de quitter leur communauté.³⁶⁶ Par conséquent, elles peuvent ne pas survivre à la catastrophe ou être forcées de vivre dans un lieu abandonné, endommagé ou détruit.³⁶⁷ Parmi les personnes décédées pendant l'incendie Camp Fire de 2018 en Californie, beaucoup étaient des personnes âgées et des personnes handicapées laissées sur place alors que les autres pouvaient évacuer.³⁶⁸

La discrimination, le manque d'information et les obstacles physiques et financiers peuvent rendre l'accès au logement, aux moyens de subsistance, aux soins de santé et à l'éducation difficile pour les personnes déplacées. Une étude menée trois ans après l'ouragan Katrina aux États-Unis a montré que beaucoup devaient encore faire face à ces types de problème,³⁶⁹ ainsi qu'à d'importants risques en termes de protection.³⁷⁰ Les jeunes femmes handicapées qui vivaient dans des camps de déplacement et autres campements collectifs après le séisme de 2015 au Népal étaient particulièrement vulnérables au trafic et aux abus sexuels.³⁷¹

Le Cadre de Sendai requiert l'intégration de la problématique du handicap dans la gestion des catastrophes, et, des approches plus inclusives apparaissent progressivement.³⁷² Dans un village des Philippines, un système d'alerte précoce comprend des signaux sonores et visuels afin d'améliorer l'accessibilité.³⁷³ Des agences humanitaires et gouvernementales au Népal ont suivi des formations sur les abris d'évacuation adaptés au handicap, et en Indonésie, un bureau local de gestion des risques liés aux catastrophes a mis en place une unité dédiée à l'inclusion des personnes handicapées.³⁷⁴

Des programmes ont aussi été mis au point pour augmenter la résilience des personnes handicapées, contribuant à réduire leur risque de déplacement. Les moyens de subsistance ciblés fournis dans les zones inondables du Nord du Bangladesh leur ont permis d'acheter du matériel pour surélever leurs maisons et protéger leurs réserves d'eau.³⁷⁵ Au Niger, un projet vise à améliorer leur sécurité alimentaire dans des zones touchées par la sécheresse en leur fournissant les moyens de rester dans leurs communautés.³⁷⁶

Des données plus précises sont nécessaires pour améliorer ces efforts et éclairer comment des facteurs transversaux, comme l'âge et le sexe, affectent l'expérience des personnes déplacées.³⁷⁷ Des outils et des directives permettant d'améliorer la collecte de données existent déjà.³⁷⁸ La matrice de suivi des déplacements de l'OIM en Éthiopie, au Soudan du Sud et au Soudan inclut le statut des personnes handicapées.³⁷⁹ Les personnes déplacées handicapées étant les mieux placées pour déterminer leurs propres besoins et l'aide qu'il leur faut, garantir leur participation à la planification, à la gestion des risques et à la collecte de données est essentiel pour favoriser des approches plus inclusives.



Deux femmes déplacées à cause de graves inondations s'aident mutuellement à travers une haie dans un centre de distribution de nourriture à Afgoye, Somalie, où 5 000 personnes déplacées en ont reçu.

© OCHA/AMISOM/Tobin Jones, août 2013.

Les crises de déplacements à petite échelle ne doivent pas être ignorées.

Plus de la moitié des nouveaux déplacements liés aux catastrophes que nous avons enregistrés à travers le monde en 2020 ont été causés par dix catastrophes seulement. Toutefois, cela ne signifie pas que les déplacements moins importants et plus localisés doivent être ignorés, car eux aussi peuvent nuire aux progrès de développement et miner le bien-être et le potentiel des personnes et des communautés.

Ces phénomènes sont beaucoup plus courants que les catastrophes de grande ampleur, mais souvent peu signalés. L'investissement de l'IDMC dans leur comptabilisation systématique au cours des trois dernières années a montré à quel point ils sont importants en termes d'échelle et de portée géographique. Près de la moitié des phénomènes que nous avons identifiés en 2020 ont causé moins de 100 déplacements (voir figure 48).

Les facteurs et les conséquences de ces nombreux déplacements à petite échelle sont davantage liés aux vulnérabilités et à l'exposition qu'aux

aléas eux-mêmes. Les inondations du printemps de l'année dernière au Royaume-Uni en sont un bon exemple. Parmi les 40 personnes évacuées dans le comté du Kent en mars, certaines fuyaient les inondations pour la deuxième fois en quatre mois. Certaines avaient déjà été évacuées deux fois auparavant, à Noël 2019 et pendant la tempête Dennis mi-février 2020. Les déplacements récurrents montrent à quel point ces ménages sont exposés.³⁸⁰

Toutefois, l'intensité des aléas jouant un moindre rôle dans ces événements, leur ampleur et leurs conséquences peuvent être significativement réduites en améliorant les réglementations d'utilisation des terres, la protection sociale et les couvertures d'assurance, qui permettent de limiter l'exposition et la vulnérabilité des personnes.³⁸¹

Les facteurs convergents et les événements combinés génèrent de nouveaux risques

La capacité des personnes à se déplacer est un élément clé de leur résilience, qui leur permet de se mettre hors de danger, de continuer

à accéder aux ressources dont elles ont besoin et de se remettre des catastrophes. Cependant, en se déplaçant elles laissent derrière elles leurs biens, leur sécurité et leurs liens communautaires, tout en s'exposant à de nouveaux risques lors du déplacement. En effet, leur fuite est un compromis qui leur permet de passer d'un « cadre de risques » connu à un autre, moins familier.

De nombreuses personnes déplacées ont peu d'autres choix que celui de se déplacer vers des zones périphériques fortement exposées aux aléas. Ces camps ont souvent été mal planifiés, avec des logements de qualité insuffisante, peu de services essentiels et peu d'attention accordée à la réduction des risques. Ces facteurs mettent en évidence leur vulnérabilité et le risque de déplacement ultérieur.

En Colombie, par exemple, où les déplacements liés aux conflits ont entraîné l'apparition de quartiers urbains informels dans des zones fortement exposées aux aléas, des glissements de terrain ont provoqué des déplacements secondaires dans le département de Putumayo en mars 2017.³⁸² De même, les personnes déplacées à cause du séisme de 2010 en Haïti sont confrontées à des inondations et des glissements de terrain récurrents dans au moins 157 sites de déplacement, notamment au sein de certains camps formels planifiés.³⁸³ Environ 34 800 personnes vivaient encore en situation de déplacement à ces endroits en janvier 2019.³⁸⁴

En 2020, de nombreux exemples de nouvelles catastrophes ont forcé des personnes déjà déplacées lors d'une précédente à fuir une nouvelle fois. En Somalie, les inondations ont causé environ 250 000 déplacements

secondaires dans des camps surpeuplés. Au Yémen, de nombreuses personnes ayant fui les pluies torrentielles et les inondations soudaines avaient auparavant été déplacées par le conflit ou la sécheresse.³⁸⁵ Les pluies ont aussi causé la rupture du barrage de Al-Roone et le déversement a inondé des sites hébergeant des milliers de personnes déplacées à Al-Tahseen et Souq al-Lill.³⁸⁶

De nombreuses situations impliquant des risques et des impacts combinés, comme les déplacements secondaires, sont dues à un déplacement antérieur qui n'a pas encore été entièrement résolu. Une étude menée au Mozambique en octobre 2020 a identifié plus de 81 000 personnes encore déplacées après le cyclone Idai en avril 2019 et 12 000 à cause des inondations plus tôt en 2020.³⁸⁷ Beaucoup vivaient dans des sites de réinstallation, la plupart en dehors des zones inondables, et donc considérés comme plus adaptés au logement.³⁸⁸ Cependant, ces sites ont été durement frappés par les pluies dès décembre 2019, puis de nouveau en 2020.³⁸⁹ Ils ont aussi été touchés par la tempête tropicale Chalane en décembre 2020 et le cyclone Éloïse en janvier 2021.³⁹⁰ À chaque fois, les personnes déplacées ont perdu leurs refuges et leurs biens, et Éloïse a provoqué des déplacements secondaires.

Le choix de destination des personnes déplacées peut augmenter leur risque de déplacement de plusieurs manières. Mogadiscio est la destination la plus courante pour les personnes qui fuient la sécheresse et les conflits ruraux en Somalie, mais leur arrivée ajoute un poids à des infrastructures et services déjà trop sollicités, attisant ainsi les tensions entre clans, causant de nouveaux déplacements.³⁹¹

Encadré 3 : Comprendre et gérer le risque de déplacement urbain

De nombreuses villes importantes en expansion sont situées dans des zones exposées aux aléas, telles que les deltas, les estuaires, les côtes et les zones sismiques.³⁹² Par conséquent, le risque de déplacement associé aux catastrophes et au changement climatique est souvent concentré dans les zones urbaines.³⁹³ Les personnes qui fuient vers ces villes se retrouvent souvent à vivre dans des logements de qualité insuffisante dans des zones périphériques exposées aux aléas.³⁹⁴

Il y a de plus en plus de préoccupations aux niveaux national et international sur la manière de gérer ces problèmes, et en particulier, d'adapter les approches de réduction des risques et d'adaptation pour mieux correspondre aux villes aux ressources limitées et aux larges populations marginalisées, exposées aux aléas naturels et aux impacts potentiels du changement climatique. Mieux comprendre et évaluer le risque de déplacement propre à une ville est une première étape importante.

Les dangers et le changement climatique étant vécus localement, les gouvernements locaux et provinciaux sont les mieux placés pour réduire le risque en alignant les politiques d'adaptation au changement climatique avec les investissements en termes de développement urbain. Ils sont aussi les mieux placés pour coordonner les réponses intersectorielles aux catastrophes.

Toutefois, un consensus doit encore être établi quant à l'importance du risque de déplacement urbain et comment le gérer en termes de réponse aux catastrophes et de programmation de la résilience. Par ailleurs, les gouvernements locaux n'ont pas toujours la capacité administrative ni les ressources financières nécessaires pour évaluer les risques actuels et futurs, et investir en vue de les réduire.³⁹⁵

Les évaluations de risque au niveau des districts ou des municipalités, telles que celle mise au point en 2020 par l'IDMC, permettent aux gouvernements nationaux et locaux, aux autorités urbaines, aux fournisseurs d'aide et aux agences de développement d'établir une connaissance commune sur la notion de risque de déplacement local. Elles servent aussi d'outil de rassemblement pour coordonner les efforts de différents départements et comme première étape de mobilisation des ressources nécessaires.³⁹⁶

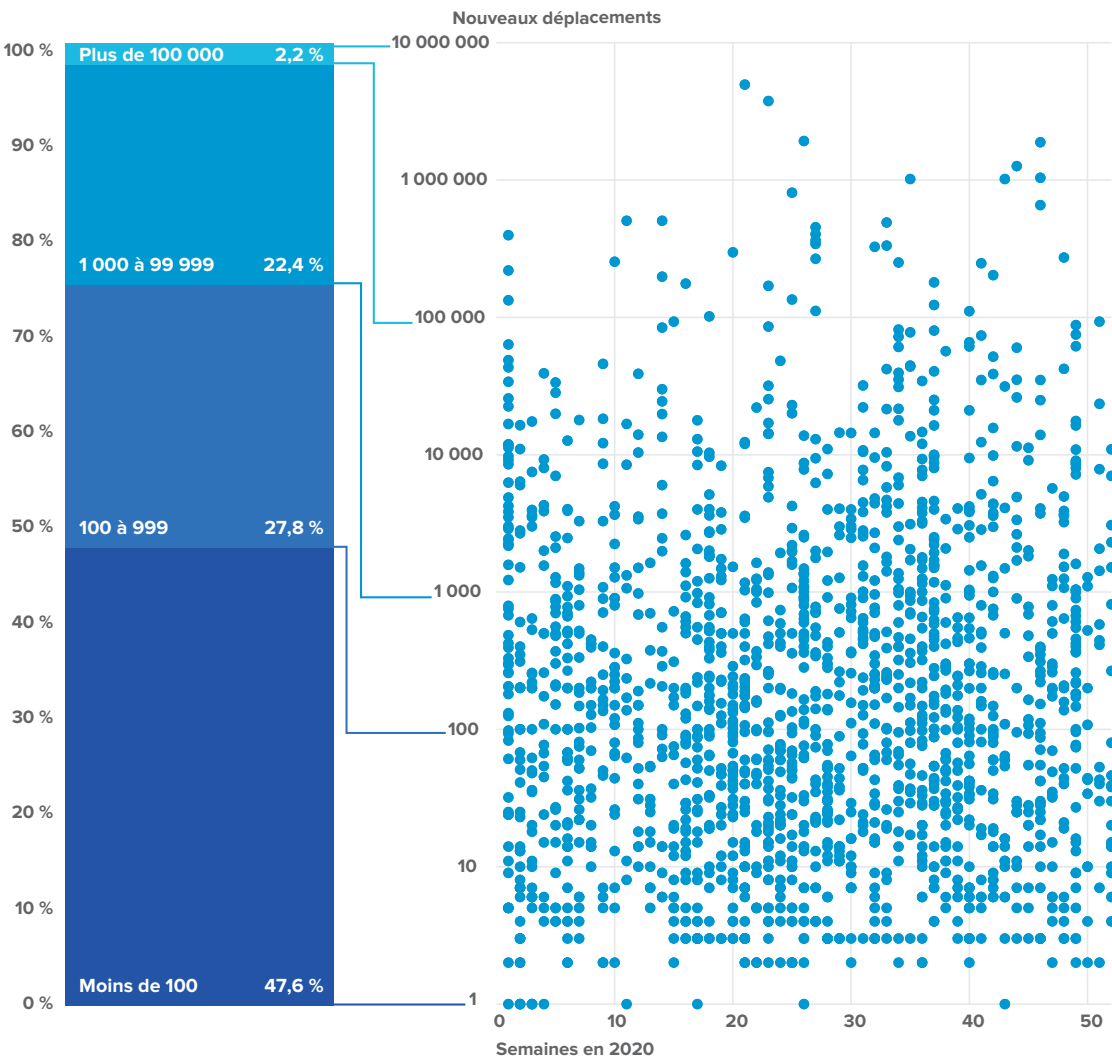


Figure 48 : Nombre d'événements de déplacement enregistrés dans la base de données mondiale sur les déplacements de l'IDMC (GIDD) en 2020

Le déplacement dans toutes ses formes est essentiellement une question de gestion des risques. Qu'il s'agisse de personnes évacuées se mettant à l'abri d'un cyclone, de personnes déplacées internes fuyant un conflit, de pasteurs pratiquant la transhumance, de migrants cherchant des sources de revenus alternatives ou même de membres de communautés réinstallés hors de zones à risque, par leur déplacement les personnes tentent de limiter les conséquences réelles et potentielles des dangers dans leurs zones d'origine.³⁹⁷ Leur réussite dépend dans une large mesure du fait que la stratégie de gestion des risques soit véritablement informée des risques.

L'immobilité peut être une contrainte ou un choix

Quand une catastrophe survient, tous les membres de la communauté ne fuient pas nécessairement. Certains peuvent être dans l'incapacité de se déplacer même si leurs moyens de subsistance sont interrompus et si leur domicile est endommagé ou détruit. Un « déplacement in situ » peut survenir pour différentes raisons, notamment la pauvreté, le handicap, la perception du risque, ainsi que divers facteurs culturels et préférences individuelles.³⁹⁸

Il existe aussi de nombreuses situations d'immobilité « consentante ».³⁹⁹ Elles ne sont souvent pas prises en compte lors de la planification de l'adaptation, par les systèmes de gestion des catastrophes ou les projections démographiques futures. Des insulaires du Pacifique confrontés à la menace de perdre du territoire à cause de la montée du niveau de la mer et le risque accru de catastrophes peuvent néanmoins choisir de rester.⁴⁰⁰ Des personnes considérées comme bloquées après des catastrophes au Japon pourraient en fait avoir choisi de ne pas répondre aux alertes précoces et aux recommandations d'évacuation.⁴⁰¹ Comprendre les facteurs qui influent sur la décision des personnes de rester ou partir, et sur leur choix en termes de temps et d'endroit, est essentiel et consiste à voir les individus comme des acteurs de leur propre destin.⁴⁰²

Dans la région Somali en Éthiopie, des déplacements ont lieu parmi les pasteurs et les agro-pasteurs qui ne peuvent ou ne veulent pas continuer ou retourner à une vie nomade ou semi-nomade. Une recherche menée après la dernière sécheresse importante dans la Corne de l'Afrique en 2017 montre que lorsque ces communautés perdent leurs moyens de subsistance, principalement le bétail et les zones de pâturage, elles n'ont plus la possibilité de se déplacer.⁴⁰³ Aux Philippines, le manque de ressources financières et des réseaux sociaux limités ont empêché des personnes de quitter des régions fortement exposées aux aléas, les laissant vulnérables au

risque de déplacement. Dans ce cas, le déplacement devient une mobilité contrainte. Au lieu d'être obligés de se déplacer, les gens sont dans l'incapacité de se déplacer de nouveau librement après un déplacement.⁴⁰⁴

Dans le monde entier, des exemples montrent qu'un ensemble de points de bascule sociaux et environnementaux doivent être atteints avant que les gens décident de migrer ou soient forcés de fuir.⁴⁰⁵ La perception du risque, les préférences individuelles et culturelles, l'attachement à une communauté et à un endroit, les aspirations et attentes quant aux lieux de destination, tout cela joue un rôle. Une meilleure compréhension de ces facteurs et des décisions qu'ils orientent est requise pour mieux aider les personnes forcées de fuir, ainsi que celles contraintes de rester sur place.⁴⁰⁶



Le Pount, en Somalie, est une zone de destination pour de nombreuses personnes déplacées qui fuient le conflit et la violence du sud du pays. La région a été touchée par de fortes pluies et inondations en avril/mai 2020, causant le déplacement secondaire de nombreuses personnes déplacées. NRC/Muhktar Nuur, avril 2020.

Déplacements liés aux catastrophes et rôle du changement climatique

Classe endommagée dans une école de la communauté
El Tenedor, Guatemala, après les inondations et le
débordement du fleuve Motagua causés par les ouragans
Eta et Iota.
© UNICEF/UN0403886/Billy/AFP-Services, janvier 2021.

Malgré des décennies de collecte de preuves pour démontrer le contraire, il est encore communément admis que les catastrophes sont naturelles et que l'on peut s'y préparer mais pas les empêcher. On accorde souvent trop peu d'attention au fait qu'il est vital de remédier à l'exposition et à la vulnérabilité des personnes et de leurs biens, les approches se concentrant souvent sur des mesures d'atténuation structurelles et sur la réponse aux aléas.⁴⁰⁷

Le rôle du changement climatique sur les déplacements liés aux catastrophes est souvent vu comme direct, mais en réalité aucune preuve ne soutient cette hypothèse. Il est établi que le changement climatique rend certains aléas plus fréquents et plus intenses dans certaines régions. Les événements météorologiques extrêmes, tels que les inondations, les tempêtes et les sécheresses sont responsables de plus de 89 pour cent de tous les déplacements liés aux catastrophes (voir figure 49).⁴⁰⁸ Cependant, toutes les catastrophes d'origine météorologique et les déplacements associés ne sont pas directement liés au changement climatique, et les événements non considérés comme extrêmes peuvent aussi provoquer des catastrophes et des déplacements.⁴⁰⁹ Bien qu'il soit tout à fait plausible que le climat soit un facteur aggravant des déplacements, son impact de ce point de vue n'a pas encore été quantifié de façon convaincante.

Il existe un large consensus parmi les scientifiques sur le fait que le changement climatique associé à d'autres facteurs contribuera probablement à l'augmentation du nombre de déplacements futurs.⁴¹⁰ Des recherches montrent que même si la population mondiale demeurerait à son niveau actuel, le risque de déplacement lié aux inondations augmenterait de plus de 50 pour cent par degré de réchauffement de la planète (voir figure 50).⁴¹¹

D'autres études suggèrent que des phénomènes météorologiques extrêmes, échappant aux prédictions des modèles, pourraient avoir des conséquences encore jamais vues ni prévues à ce jour.⁴¹² Il est important de noter non seulement que tous ces modèles sont hautement incertains, mais aussi qu'ils sont susceptibles de fournir des sous-estimations. Un déplacement lié à une catastrophe est le résultat d'un processus complexe aux multiples facteurs. Une multitude d'éléments démographiques, historiques, politiques et socioéconomiques déterminent si les personnes peuvent résister aux conséquences d'un aléa ou si elles sont forcées de quitter leur domicile. Le changement climatique a un impact sur chacun de ces éléments. Sans nécessairement causer directement des déplacements, il agit comme facteur de stress supplémentaire lorsque les ressources naturelles et sociales et les capacités des humains et des systèmes en place sont déjà excessivement sollicitées.

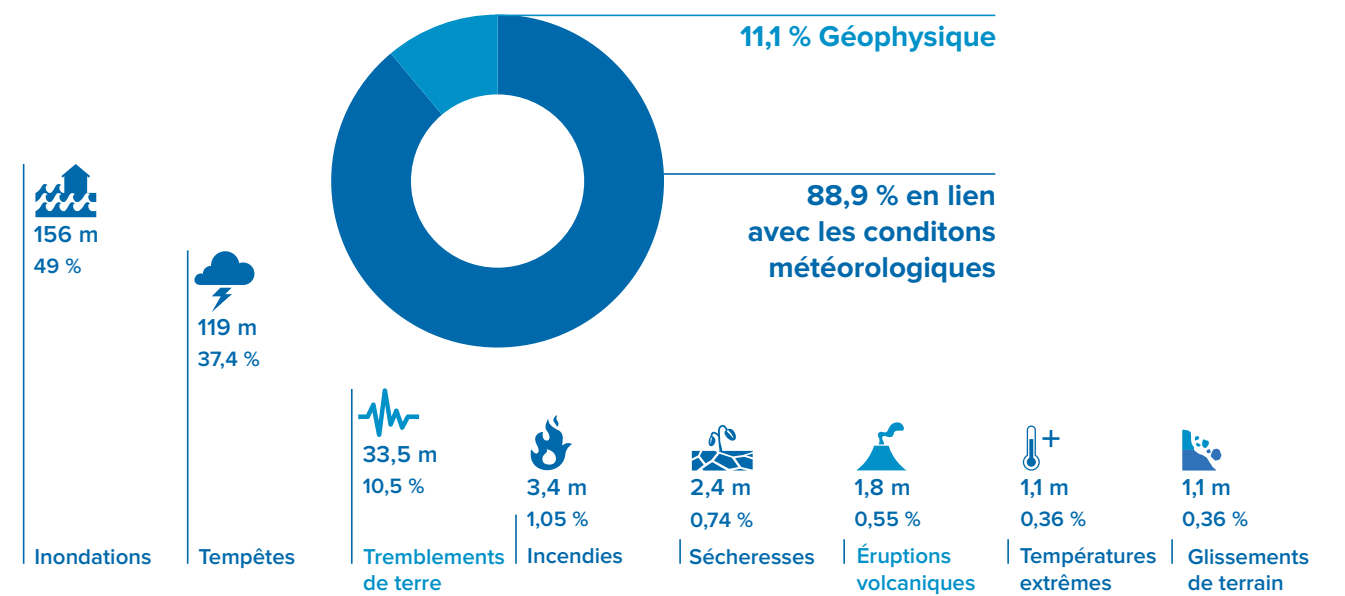
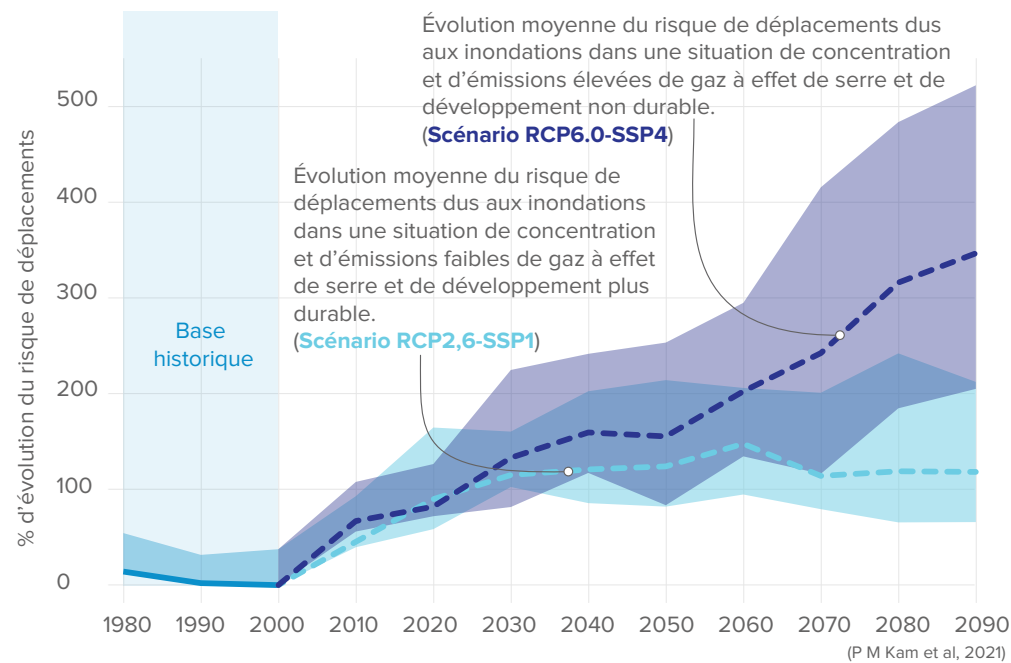


Figure 49 : Nouveaux déplacements liés aux catastrophes : répartition par aléas (2008-2020)



Que montre ce graphe ?

Ce graphe montre les évolutions du risque de déplacements liés aux inondations en comparaison avec les données de la base historique. Les zones grisées indiquent les différents scénarios de risque de déplacements liés aux inondations en réponse aux variations de concentration des gaz à effet de serre, aux systèmes hydrologiques mondiaux et aux voies de développement économique et social. Les lignes en pointillés indiquent les valeurs moyennes.

Définitions clés :

Base historique : les modèles sont testés en simulant la base historique calculée avec la fréquence et l'intensité des inondations de 1976 à 2005 et les données démographiques de 2000.

Voies de concentration représentatives (RCP) : décrivent les voies empruntées au 21^e siècle en termes d'émissions de gaz à effet de serre et de concentrations atmosphériques, d'autres émissions polluantes pour l'air et de l'évolution de l'utilisation des terres, conformément à l'IPCC.

Voies socioéconomiques partagées (SSP) : décrivent les scénarios en termes de conditions démographiques et socioéconomiques futures.

Scénario RCP6,0-SSP4 : prévoit un taux d'émissions de gaz à effet de serre élevé, avec une voie de développement très inégale.

Scénario RCP2,6-SSP1 : prévoit des efforts de limitation des gaz à effet de serre plus importants et un monde s'engageant sur une voie de développement plus durable. Ce scénario vise à maintenir le réchauffement climatique au-dessous de 2 °C au-dessus des températures pré-industrielles.

Figure 50 : Changement du risque de déplacement lié aux inondations selon différents scénarios de développement et climats

Dix-neuf des années les plus chaudes jamais enregistrées ont eu lieu au cours des deux dernières décennies. Cela a coïncidé avec une augmentation des dommages et des pertes causés par les événements météorologiques, mais pas avec le plus grand nombre de déplacements qu'ils déclenchent. Actuellement, il n'est pas possible d'établir un lien entre le changement climatique et les déplacements, en particulier parce que les données concernant les déplacements liés aux catastrophes ne sont disponibles que depuis un peu plus de dix ans.

Le climat évoluant d'année en année, les climatologues utilisent des moyennes de températures, précipitations, humidité et vitesse des vents sur 30 ans. On appelle cela les « normales climatiques ». ⁴¹³ Il peut également être utile de penser aux anomalies climatiques et de les étudier en parallèle des données de déplacement disponibles. En 2020, plusieurs anomalies telles que le cyclone Gati en Somalie et la vague de chaleur en Australie ont causé d'importants déplacements, mais cela n'a pas été le cas de tous les événements extrêmes (voir figure 51).

Le changement climatique peut être vu comme un déclencheur de déplacement à lui seul quand les côtes sont submergées à cause de la montée du niveau de la mer et de l'érosion côtière, comme un facteur aggravant visible lorsque les moyens de subsistance s'effondrent à cause de la dégradation des sols et de la perte des services rendus par l'écosystème, et comme un facteur aggravant invisible qui augmente la force des tempêtes et modifie les précipitations, entraînant des inondations. Il peut également accentuer les conséquences négatives du déplacement.

Une compréhension approfondie et partagée de la nature interdépendante et multidimensionnelle des risques auxquels les personnes sont confrontées et de la façon dont le changement climatique agit sur les modèles de déplacement est nécessaire. Nous devons nous appuyer sur la reconnaissance croissante de l'existence de bonnes pratiques pour créer un éventail plus large de choix pour les personnes menacées de déplacement ou qui le sont déjà, les partager et les diffuser.

- 1 **Niveaux de précipitations les plus élevées en 40 ans en Afrique de l'Est (mars-mai) :** Plus d'1 m de déplacements dus aux inondations dans 8 pays.
- 2 **Saison des ouragans dans l'Atlantique particulièrement virulente (juin-nov) :** les ouragans Hanna, Isaias, Laura, Sally, Eta et Iota ont causé 2,7 m de déplacements.
- 3 **Saison des cyclones dans le Nord de l'Inde (mai-déc) :** le cyclone Amphan a causé 5 m de déplacements. Le cyclone tropical Gati a été le plus puissant cyclone enregistré à frapper la Somalie, causant 42 000 déplacements.
- 4 **Saison des cyclones dans le Pacifique sud (nov-déc) :** le cyclone Harold a été le deuxième plus puissant cyclone tropical à frapper le Vanuatu ; 93 000 déplacements ont été enregistrés à travers 4 pays.
- 5 **Quatrième année la plus chaude jamais enregistrée en Australie (jan-déc) :** les incendies ont provoqué 47 000 déplacements.

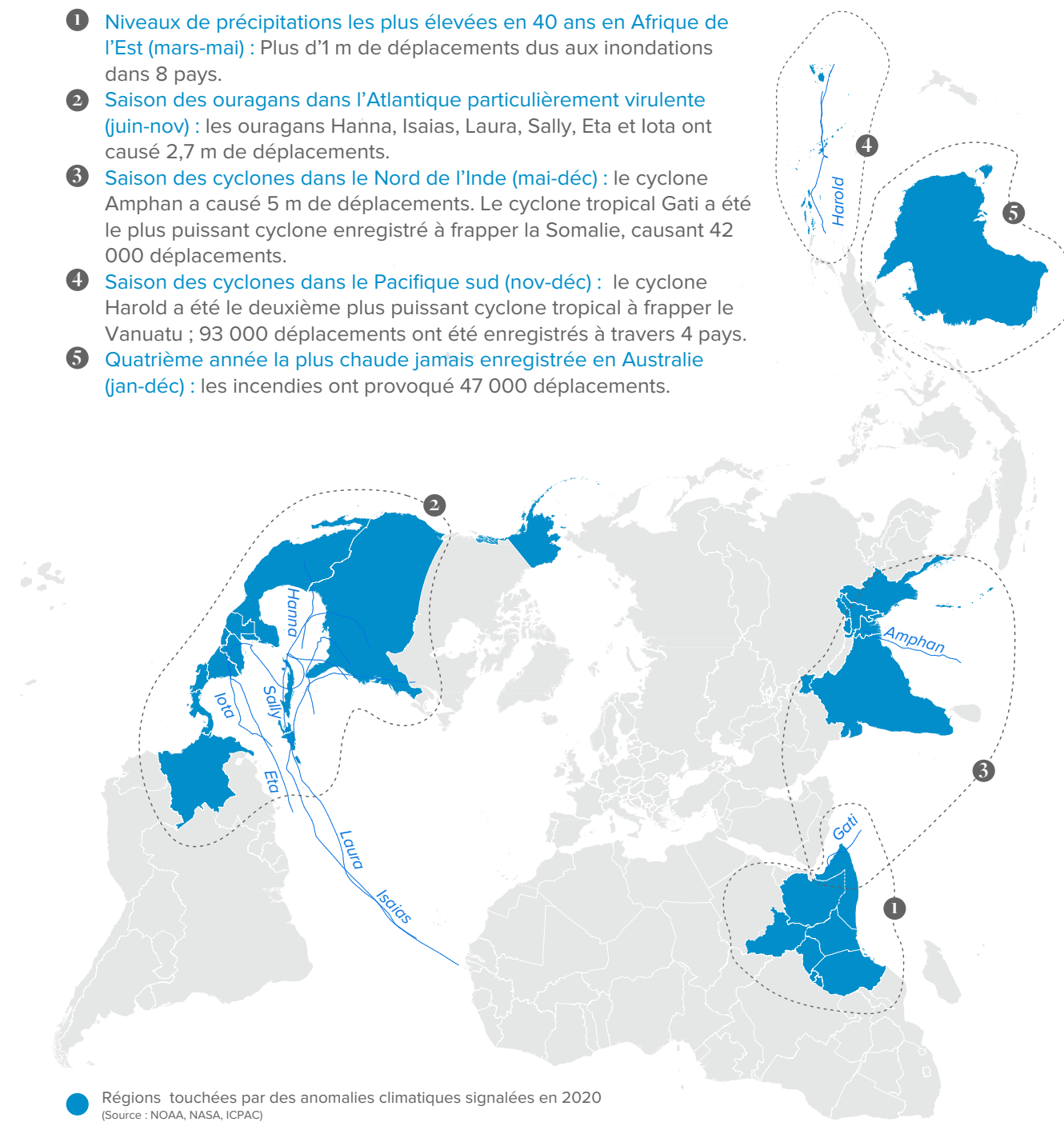


Figure 51 : Événements importants de déplacement en 2020 et anomalies climatiques

Aléas à évolution lente et déplacements internes

Vue aérienne de terres affectées par la sécheresse en Somalie. Depuis 2017, le pays a été touché par plusieurs saisons de sécheresse consécutives, la récolte du milieu de l'année 2019 ayant été la pire depuis 1995. NRC/Ingrid Préstetun, septembre 2019.

Les effets à évolution lente du changement climatique, tels que la désertification, le recul des glaces, l'augmentation des températures, la dégradation des sols, la perte de biodiversité, l'acidification des océans, la salinisation et la montée du niveau de la mer sont chaque année de plus en plus visibles.⁴¹⁴

Ils ont aussi causé des déplacements, mais l'échelle du phénomène est inconnue, car son suivi est très difficile.⁴¹⁵ Les processus à évolution lente combinés à des facteurs socioéconomiques et de gouvernance créent des situations spécifiques propices aux déplacements. Il s'agit notamment de la perte de terres, de moyens de subsistance, de nourriture ou d'eau, et des conséquences de catastrophes à évolution rapide rendues plus fréquentes et plus intenses par le changement climatique.⁴¹⁶

Des éléments commencent toutefois à apparaître, qui confirment que le problème est de plus en plus préoccupant et indiquent des moyens d'y remédier.⁴¹⁷ Le niveau moyen des océans augmente dans le monde entier et on s'attend à ce qu'il cause une salinisation des sols, des infiltrations d'eau salée dans les aquifères d'eau douce, des dommages aux infrastructures côtières, notamment les routes et les ports, et des pertes de territoire.⁴¹⁸ La dégradation des écosystèmes côtiers réduit également la protection contre les tempêtes, les tsunamis et autres aléas à évolution rapide, les personnes se retrouvant davantage exposées et vulnérables, avec un risque de déplacement plus élevé.

Ce problème frappe encore plus les petits États insulaires en développement étant donné leur faible altitude, leur territoire limité et leur dépendance en termes de ressources naturelles et d'agriculture pour leur subsistance. Comme l'intrusion d'eau salée menace la sécurité alimentaire et hydrique, et que les inondations régulières et l'intrusion de la mer affectent les villes et les villages, des communautés entières peuvent être amenées à envisager de se réinstaller de manière permanente sur des terrains plus élevés ou des îles plus grandes.⁴¹⁹

La dégradation des sols et l'augmentation de la température, qui réduisent l'humidité, entraînent érosion et perte de nutriments, détruisent les moyens de subsistance des fermiers et des pasteurs.⁴²⁰ Les communautés nomades de pasteurs et agro-pasteurs sont de plus en plus déplacées de leurs lieux de vie traditionnels, jusqu'à de petites villes et des zones péri-urbaines proches.⁴²¹ Quand ces facteurs s'associent à la sécheresse, la perte des moyens de subsistance peut devenir irréversible.⁴²²

L'intrusion de l'eau de mer et la salinisation inhibent la germination des graines et la croissance des plantes, ce qui réduit le rendement des cultures côtières et peut rendre les terres arables non productives. Les sources d'eau potable sont également contaminées, ce qui nuit à la sécurité alimentaire et hydrique, et augmente le risque de déplacement.⁴²³ Le recul et la fonte des glaces, la perte de biodiversité et la dégradation des sols et des forêts affaiblissent les écosystèmes et la fourniture de services essentiels à la survie des êtres humains, poussant les personnes à se déplacer jusqu'à des endroits où ceux-ci sont disponibles.⁴²⁴ La plupart de ces aléas à évolution lente contribuent également aux effets des aléas à évolution rapide en influant sur leur fréquence et leur gravité, ou sur l'impact qu'ils ont sur les terres, les ressources et les personnes.⁴²⁵

Toutefois, à mesure que les aléas à évolution lente se produisent, leurs impacts et leurs conséquences ne sont pas seulement déterminés par les aléas eux-mêmes. Ils sont en grande partie conditionnés par la vulnérabilité des personnes et l'efficacité des investissements en termes de réduction des risques de catastrophe, d'adaptation au changement climatique et de développement durable. Par exemple, les mangroves et les zones humides saines peuvent réduire la perte de terre et l'impact des ondes de tempête sur les côtes exposées aux aléas, protégeant ainsi les habitations et réduisant le risque de déplacement.⁴²⁶ Elles offrent une sécurité quant à l'eau et la nourriture, augmentant la résilience des communautés côtières. En outre, des réponses aux crises et des reconstructions efficaces peuvent réduire de manière significative la durée des déplacements liés aux catastrophes et leurs impacts négatifs associés sur les moyens de subsistance, la santé et l'éducation.

Bien souvent, les aléas à évolution lente sont associés à d'autres déclencheurs climatiques ou à un ensemble de facteurs socioéconomiques, ce qui génère des seuils critiques en termes de déplacement. Comparer les différents pays et contextes permet de tirer de précieuses leçons concernant ces seuils, ainsi que sur les processus de prise de décisions complexes liés au déplacement (voir section En détail page 93).

En détail - Seuils critiques pour les déplacements liés aux catastrophes en Inde, au Pérou et en Tanzanie

Les changements climatiques et environnementaux nuisent aux moyens de subsistance des personnes en Inde, au Pérou et en Tanzanie.⁴²⁷ Bien que les contextes soient très différents, il existe des similitudes dans la façon dont les interactions entre facteurs sociaux et environnementaux déterminent les déplacements et mettent en avant des interventions possibles.

L'impact climatique épuise les ressources nécessaires à la production agricole et aux conditions minimales de vie dans les endroits où les moyens de subsistance sont peu variés. Au fil du temps, cela conduit à des seuils critiques à partir desquels les personnes deviennent déplacées ou immobiles de force. Par conséquent, les communautés se fragmentent et leur tissu socioculturel s'érode. La gravité des aléas, leur vitesse d'évolution, la dépendance des ménages à l'égard de l'agriculture et leur manque d'options locales d'adaptation sont les principaux facteurs qui déterminent les dynamiques des déplacements climatiques.

Des précipitations erratiques dans l'État de l'Uttarakhand perturbent l'agriculture traditionnelle. Lorsque ces perturbations s'aggravent trop, elles provoquent des déplacements. La fonte des glaciers a causé des pénuries d'eau au Pérou, forçant les personnes à se déplacer des zones rurales vers des zones urbaines. Cependant, l'eau se raréfie également dans les villes des Andes et sur les côtes. Les chocs successifs qu'ont été les périodes de sécheresse et les inondations ont nui aux moyens de subsistance des personnes en Tanzanie, forçant certaines à se déplacer et d'autres à rester immobiles.

Dans ces trois cas, l'augmentation du stress environnemental s'est associée aux inégalités structurelles, causant des situations où les individus ou les ménages estiment qu'ils n'ont pas d'autre choix que de se déplacer pour garantir leur survie, celle de leurs familles, et sauver leurs biens. Sans des mesures d'adaptation appropriées, notamment pour faciliter la migration interne, la dégradation du climat et ses conséquences rendront ces situations plus probables.

Une grande quantité de personnes qui décident de se déplacer peut ensuite inciter de plus grands groupes à lui emboîter le pas à mesure que les structures sociales et communautaires s'effondrent.⁴²⁸ Les seuils de déplacement sont étroitement liés au concept d'inhabitabilité, à la fois en termes de capacité de support environnemental d'un endroit ainsi qu'à la perception de l'habitabilité par les populations.⁴²⁹ Comprendre les limites de l'adaptation est vital. Dans les trois cas ci-dessus, un scénario impliquant les émissions habituelles conduirait à des crises humanitaires en cascade, entraînant ainsi des déplacements de masse de zones inhabitables, laissant de nombreuses autres personnes exposées aux chocs et dans l'impossibilité de se déplacer.

Vue du désert devant le ciel du crépuscule à Shillong, Inde. EyeEm/Rajan Dutta via Getty Images.

Quand conflits et catastrophes se rencontrent



Une zone inondée du camp pour personnes déplacées de Kafr Losin au nord-ouest de la Syrie, après une des tempêtes hivernales les plus violentes de la saison. Les pluies ont inondé les tentes et coupé les routes menant aux camps. © UNICEF/UN0405685/Akacha, janvier 2021.

Nombre des crises d'aujourd'hui prennent forme à cause d'un mélange complexe de changements climatiques et environnementaux, de risque de catastrophe, de conflits, de fragilité et de déplacements. Près de 80 pour cent des personnes en Afrique subsaharienne vivent dans des situations précaires selon l'OCDE.⁴³⁰ Quatre-vingt-quinze pour cent des nouveaux déplacements liés aux conflits enregistrés à travers le monde ont eu lieu dans des pays vulnérables, voire très vulnérables, aux conséquences du changement climatique (voir figure 52).

Les liens entre ces facteurs sont compliqués et leurs trajectoires diverses (voir figure 53). Le changement climatique et la surexploitation des ressources naturelles risquent d'aggraver l'instabilité et les conflits, pouvant à leur tour provoquer des déplacements. Les conflits peuvent empêcher les personnes de se déplacer. Les changements climatiques peuvent augmenter la fréquence et l'intensité des événements météorologiques extrêmes, forçant les personnes à se déplacer ce qui peut réduire la pression sur les ressources existantes mais aussi accroître les tensions avec les communautés d'accueil. Les déplacements causés par les conflits et les catastrophes peuvent également augmenter le risque de catastrophe dans les zones de destination.

Des études mettent en lumière certaines de ces connexions et de ces trajectoires, comme par exemple les liens entre les processus à évolution lente, tels que la sécheresse, et le risque de conflit.⁴³¹ Cependant, les preuves apportées ne soutiennent pas formellement une causalité directe entre les conséquences du changement climatique, les catastrophes, les déplacements et le risque de conflits.⁴³² De fait, les analyses effectuées en Afrique de l'Est montrent que la

sécheresse ne polarise pas automatiquement les différents groupes et ne réduit pas forcément la cohésion sociale.⁴³³ Cependant, il convient de faire davantage attention aux facteurs tels que la dépendance aux ressources naturelles et la composition démographique, qui peuvent accentuer ou limiter les impacts des aléas climatiques sur les sociétés.⁴³⁴

Dans des situations où la résilience des personnes aux chocs est déjà faible, les aléas à évolution rapide risquent d'accroître la pauvreté. Ils sont aussi susceptibles d'augmenter les inégalités et de réduire la disponibilité de ressources déjà rares.⁴³⁵ Au Soudan, des communautés rurales ont été gravement affectées par la sécheresse, les inondations et les invasions de sauterelles, qui ont réduit les pâturages à disposition des éleveurs. Lorsqu'ils se sont rapprochés de zones agricoles à la recherche de pâturages, les tensions avec les fermiers se sont accrues, provoquant conflits et déplacements.⁴³⁶

Il est très important de nuancer ces analyses. La guerre civile en Syrie a été analysée comme liée aux conséquences du changement climatique et plus particulièrement en ce qui concerne la disponibilité de l'eau et la sécheresse dans la région. Mais en réalité, elle est causée par tout un ensemble de facteurs complexes : religieux, sociaux, tensions politiques, ainsi que griefs et conditions économiques qui se dégradent, surtout parmi les jeunes.⁴³⁷ Il semble également que le changement climatique ait un impact sur les dynamiques de conflit de la région du Lac Tchad. Il ne s'agit pas de la seule cause, ni de la principale, mais son impact doit être compris et adressé dans le cadre des efforts fournis en vue d'une stabilisation et de la construction de la paix.⁴³⁸

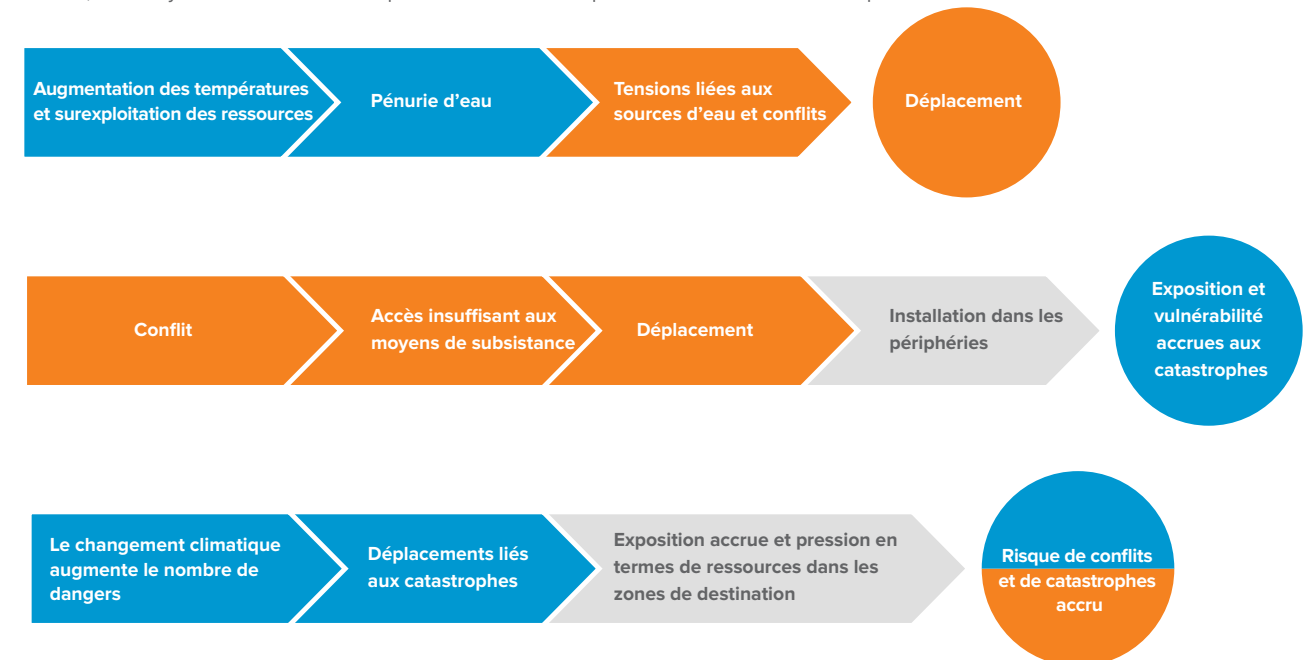


Figure 52 : Exemples de schémas relationnels entre changement climatique, catastrophes, conflits et déplacements

95 % des nouveaux déplacements liés à des conflits en 2020 ont eu lieu dans des pays très vulnérables, voire extrêmement vulnérables, au changement climatique selon l'Index ND-GAIN de 2019.

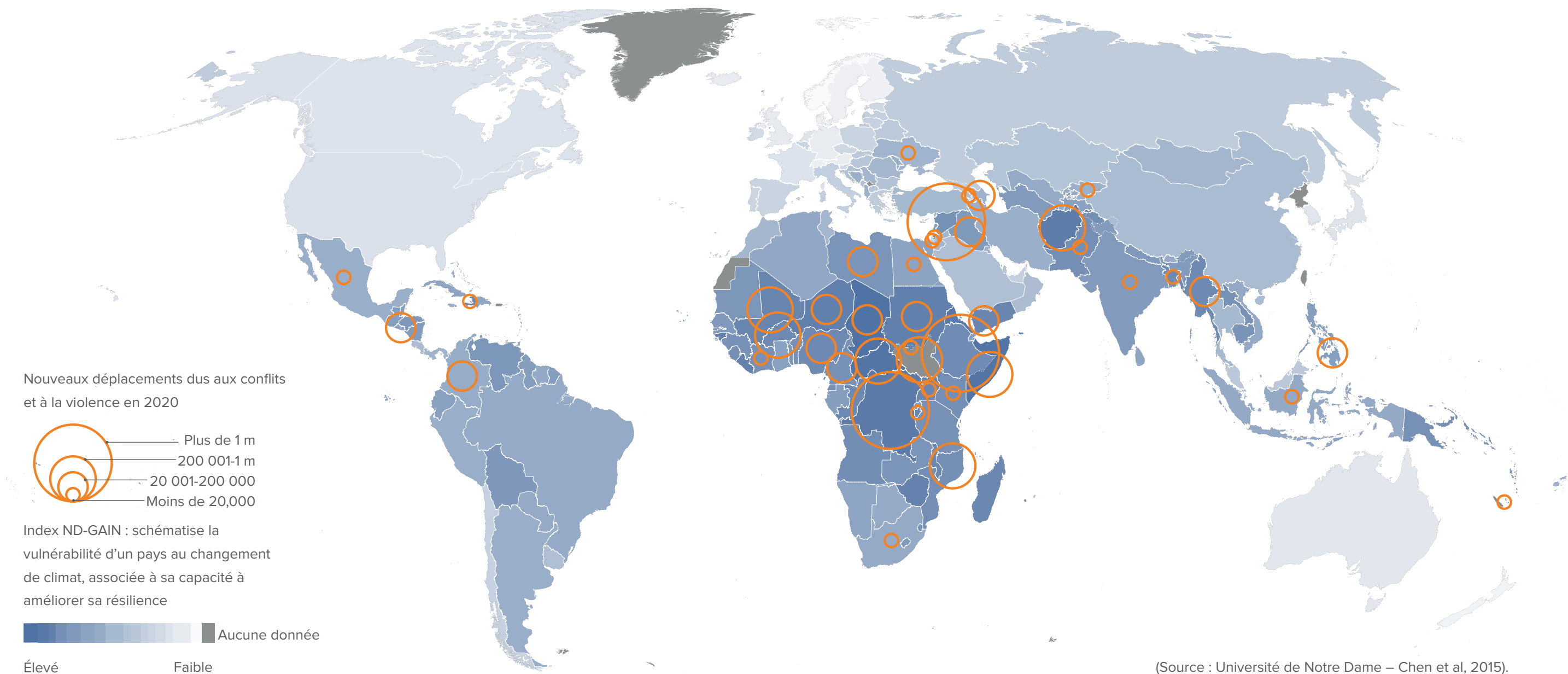


Figure 53 : Nombre de nouveaux déplacements liés aux conflits et vulnérabilité des pays selon l'indice GAIN

Lorsque les catastrophes frappent les camps et les campements urbains informels, les personnes déplacées internes et les réfugiés sont souvent déplacés une nouvelle fois, ceci pouvant les enfermer dans une spirale qui les rend de plus en plus vulnérables et exposés à des risques.⁴³⁹ Les inondations, plus qu'aucun autre aléa, causent ce type de déplacement, souvent dans des situations déjà prolongées. En Syrie, dans le gouvernorat d'Idlib au nord, les tentes des personnes déplacées ont été inondées de nombreuses fois

ces dernières années, les forçant à fuir pour la deuxième et parfois même pour la troisième ou quatrième fois. Cette situation s'est produite plus récemment en janvier 2021.⁴⁴⁰

Les récents événements survenus dans le gouvernorat de Marib au Yémen ont mis en lumière la concomitance entre déplacements liés aux conflits et risque d'inondation. Globalement épargné par les conflits jusqu'à récemment, Marib abritait environ 770 000

personnes déplacées en mars 2019.⁴⁴¹ Cependant, début 2020 les hostilités ont éclaté dans ce gouvernorat. Celles-ci ont causé des déplacements nouveaux et secondaires, ont aggravé les conditions de vie des personnes déplacées et augmenté les risques auxquels elles font face. Les personnes déplacées ont aussi dû endurer les inondations de mars, avril et juillet.⁴⁴²

Gestion des déplacements liés aux catastrophes : progrès et enseignements tirés

Parcelles de terres cultivées sur les collines de la région de Djugu, province d'Ituri, en République démocratique du Congo. Les déplacements ont exacerbé les litiges quant aux frontières terrestres, source de conflits entre communautés. NRC/Tom Peyre-Costa, novembre 2020.

Les catastrophes ne provoquent pas nécessairement des déplacements de personnes à grande échelle.⁴⁴³ Tout comme l'idée -souvent présente dans les médias, les sondages sur les risques mondiaux et certaines études- selon laquelle le changement climatique entraînera des déplacements de masse et de nouveaux flux migratoires internationaux importants, qui n'est pas non plus corroborée par la science.⁴⁴⁴ Malgré le manque de preuves, les politiques migratoires et les approches du déplacement ont tendance à se concentrer sur la dissuasion de la mobilité humaine. Toutefois, plusieurs cadres mondiaux et régionaux considèrent le développement durable, la construction de la paix et la réduction des risques de catastrophes comme des moyens plus efficaces de limiter le déplacement et les risques. De récents développements à tous les niveaux, du local au global, plaident en faveur de davantage d'investissement dans le développement d'une résilience à long terme et une meilleure union des réponses humanitaires et des efforts de développement.

La mobilité humaine face aux changements environnementaux est une stratégie d'adaptation vieille comme le monde et a toujours fait partie du développement humain et socioéconomique.⁴⁴⁵ Les migrations doivent donc être acceptées et considérées comme faisant partie de la planification d'adaptation pour favoriser le développement durable et le bien-être, et limiter les déplacements futurs.

La coopération et les processus liés aux politiques internationales progressent lentement mais dans la bonne direction

Les déplacements liés aux catastrophes ont récemment suscité une attention considérable, alors que le problème était particulièrement absent des discours politiques et publics jusqu'au passage à l'an 2000. Reconnu pour la première fois par les Principes directeurs sur le déplacement interne de 1998, puis au niveau régional par la Convention de Kampala en 2009, le phénomène figure depuis dans de nombreux processus de politique internationale et cadres et consultations régionaux (voir figure 54, page 102).⁴⁴⁶ Ceux-ci ont permis le développement d'un discours plus ambitieux sur la réduction du risque de déplacement et l'assurance d'un soutien et d'une protection aux personnes déplacées.

Les liens entre changement climatique et déplacement ont été formellement reconnus pour la première fois au niveau mondial lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP16) en 2010. Le Cadre de l'adaptation de Cancun appelle les parties à prendre des mesures « concernant les déplacements causés par le changement climatique ».⁴⁴⁷ L'Initiative Nansen, conduite par des États, et son successeur, la Plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes, ont permis d'augmenter la visibilité du problème dans les processus de politiques internationales.⁴⁴⁸

Le Cadre de Sendai ne reconnaît pas entièrement le rôle du changement climatique comme facteur de déplacements liés aux catastrophes mais inclut des dispositions pouvant servir de base à des actions concrètes si la volonté des États et de leurs partenaires va en ce sens.⁴⁴⁹ Les recommandations du Groupe de travail sur le déplacement de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC), établies lors du suivi des négociations de l'Accord de Paris et celles du Pacte mondial sur les migrations (GCM) incluent également des dispositions de grande envergure sur le déplacement climatique, notamment en termes de prévention et de solutions durables.⁴⁵⁰

Le GCM en particulier constitue une grande opportunité de renforcer des idées déjà suggérées mais encore non énoncées clairement sur le rôle du changement climatique en matière de déplacements liés aux catastrophes, et de combler les manques du Cadre de Sendai, de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris.⁴⁵¹ Contrairement au Pacte mondial sur les réfugiés, qui exclut explicitement le changement climatique comme facteur de déplacement des réfugiés, le GCM inclut d'importantes dispositions quant aux déplacements liés aux catastrophes. Dans son préambule, il est déclaré que le pacte repose entre autres sur l'UNFCCC, l'Accord de Paris et le Cadre de Sendai.⁴⁵²

La mise en place du Groupe de haut niveau sur les déplacements internes du Secrétaire général des Nations Unies est une autre mesure en faveur du renforcement de différents cadres et processus. Son mandat charge le Groupe d'élaborer des recommandations pour faire progresser "la collaboration entre les acteurs de l'aide humanitaire, du développement et, le cas échéant, de l'adaptation au changement climatique, de la réduction des risques de catastrophe et de la paix pour traiter et réduire le déplacement interne".⁴⁵³ Le Groupe doit présenter son rapport au Secrétaire général en septembre et devrait mettre l'accent sur la question de la prévention, afin d'offrir une nouvelle opportunité de plaider pour une approche intégrée de réduction des risques de catastrophe, de l'adaptation au changement climatique et des migrations.

Tous ces cadres étant souples d'un point de vue légal, et au vu de leur adoption récente, leur implémentation n'a pas encore eu lieu. Il y a toutefois des raisons d'espérer dans l'évolution des politiques liées à la mobilité humaine au niveau régional. (voir section En détail, page 103).



Une femme puise de l'eau dans la rivière à Uvira, province du Sud-Kivu, en République démocratique du Congo. En avril 2020, les pluies torrentielles ont fait déborder le fleuve Mulongwe dans la ville d'Uvira, causant des inondations et des déplacements de masse. © UNICEF/ UN0402424/Brown, novembre 2020.

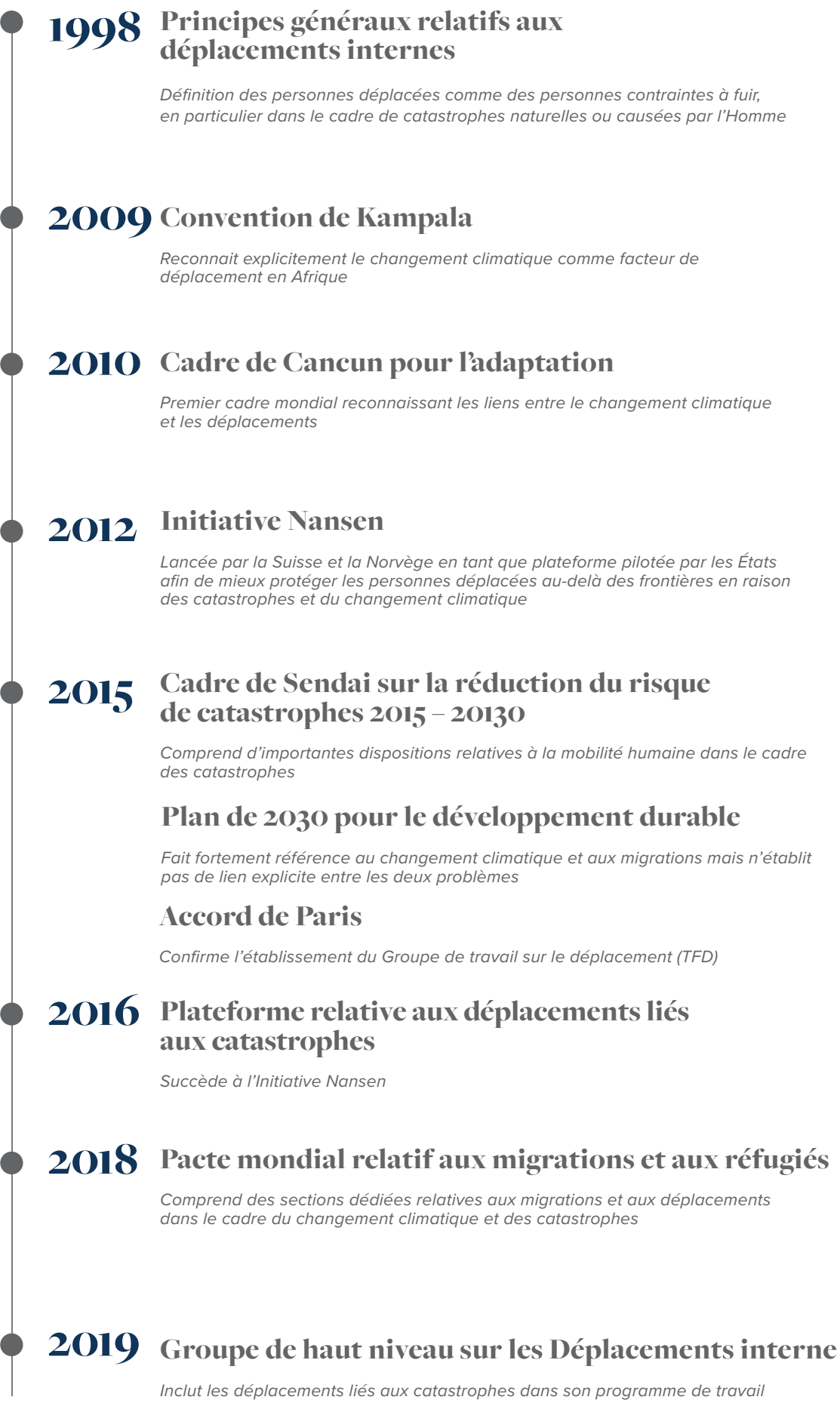


Figure 54 : Échéancier des étapes clés et cadres internationaux pour la gestion des déplacements liés aux catastrophes et de la mobilité humaine associée au changement climatique

En détail - Enseignements tirés de la coopération régionale

Gérer la mobilité humaine liée au climat de façon appropriée exige un engagement politique soutenu, ainsi que des ressources et capacités adéquates à différents niveaux.⁴⁵⁴ Des exemples issus de trois régions, le Pacifique, les Caraïbes et la Corne de l'Afrique, montrent à quel point les cadres politiques régionaux et les protocoles migratoires peuvent améliorer la gestion du phénomène.⁴⁵⁵

Les exemples dont il est question ici montrent qu'il n'existe pas de schéma quant à la manière de progresser sur la question de la mobilité humaine liée au climat. En revanche, des collaborations adaptées sont nécessaires entre des entités nationales désireuses de montrer la voie et des organisations régionales offrant une plateforme d'échange d'idées et de développement de politiques communes. Dans les trois régions, celles qui sont impliquées reconnaissent la valeur de la coopération entre institutions et l'échange entre secteurs par le biais de groupes de travail dédiés.

Le Pacifique

Les organismes régionaux et États membres du Forum des îles du Pacifique (FIP) ont développé le Cadre de développement résilient dans le Pacifique 2017 – 2030 qui aborde le changement climatique et la gestion du risque de catastrophe de manière intégrée.⁴⁵⁶ Il incite les États membres du FIP à protéger les personnes exposées à un risque de déplacement lié au climat et à développer des stratégies nationales sur les réinstallations liées aux catastrophes et au changement climatique. Son implémentation est prise en charge par un groupe de travail technique sur la mobilité humaine qui réunit organisations régionales, gouvernements, partenaires de développement et société civile dans un forum destiné à l'échange de nouvelles recherches, initiatives et opportunités de coopération.

Les cadres régionaux fournissent une orientation stratégique mais dépendent de leur mise en œuvre au niveau national. L'approche systématique des Fidji quant aux réinstallations ailleurs dans le pays pour des raisons climatiques est un bon exemple. Étant donné son exposition aux aléas tels que la montée du niveau de

la mer, les inondations et les cyclones, le pays étudie le transfert d'infrastructures et de communautés entières. Des évaluations officielles indiquent que la population de plus de 80 villages pourrait devoir être réinstallée.⁴⁵⁷

Les Caraïbes

L'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) a adopté le Traité révisé de Basseterre en 2011, permettant aux citoyens des États membres de se déplacer, de résider et de travailler librement dans la région. Après le passage dévastateur de l'ouragan Maria en 2017, le traité a permis aux Dominicains de se rendre dans des îles voisines sans obstacle bureaucratique. Cependant, le passage de Maria a aussi mis en lumière certains défis. L'absence d'enregistrement officiel a donné lieu à une insuffisance des données concernant le nombre de personnes à s'être déplacées et les endroits où elles s'étaient rendues. Le nombre exact de personnes ayant migré à cause de Maria reste inconnu.

Afin de gérer la mobilité humaine liée au climat de façon structurée, la Commission de l'OECS a introduit un plan stratégique pour 2020-2023 qui définit les zones de priorité et des activités concrètes.⁴⁵⁸ Des consultations locales avec trois communautés touchées et quatre ateliers imaginant des scénarios ont servi de point de départ pour développer des idées pour le plan. Ce processus est un exemple de la manière dont une institution régionale peut aborder les liens entre le changement climatique et la mobilité/l'immobilité humaine de façon systématique. Cependant, une coopération étroite avec les États membres est nécessaire puisqu'ils sont responsables de la mise en œuvre.

La Corne de l'Afrique

L'Autorité intergouvernementale de développement (IGAD) a approuvé un protocole de circulation libre en 2020, après des années de négociations.⁴⁵⁹ L'article 16 appelle les États membres à autoriser les personnes déplacées à cause de catastrophes à se réfugier dans les territoires des uns et des autres, à faciliter leur séjour et à garantir l'exercice de leurs droits. Le protocole inclut aussi les personnes exposées à un risque de déplacement, leur permettant de partir de façon préventive afin d'éviter ou de limiter les conséquences d'une catastrophe.

L'IGAD a aussi mis au point une feuille de route en termes d'implémentation, appelant les États membres à développer, réviser et harmoniser les lois, politiques et procédures pour faciliter la circulation des personnes déplacées par des catastrophes, conformément à l'article 16.⁴⁶⁰ Dans les zones frontalières considérées comme des « points sensibles » en termes de déplacements liés aux catastrophes, les arrangements bilatéraux pourraient permettre de développer la coopération entre États membres à l'avenir.

Identifier ces points sensibles et anticiper, prévenir et répondre aux déplacements liés aux catastrophes requiert des données solides.⁴⁶¹ Le Centre d'applications et de prédictions climatiques de l'IGAD (ICPAC), qui fournit des informations sur le climat et des services d'alerte précoce, vise à fournir de meilleures données sur la mobilité humaine liée au climat, afin de faciliter les prises de décisions politiques et opérationnelles. Cette initiative inclut des méthodologies de suivi des déplacements liés aux catastrophes dans la région de façon cohérente, et de modélisation des risques d'aléas à évolution lente et rapide.⁴⁶²

Vue aérienne d'une bande de terre entre l'océan Pacifique et un lagon à Funafuti, Tuvalu. Cette nation insulaire située à faible altitude a été classée comme extrêmement vulnérable aux conséquences du changement climatique par l'UNDP. Getty Images/Mario Tama, novembre 2019.

Étape suivante : évaluation des progrès quant à l'implémentation des politiques nationales

Des leçons du monde entier émergent sur la manière dont les pays et les communautés investissent dans la réduction du risque de déplacement lié aux catastrophes et la recherche de solutions aux déplacements liés au climat. Des lois, politiques, stratégies et plans nationaux compréhensifs sont un indicateur clé de l'engagement d'un gouvernement en matière de déplacement interne.⁴⁶³

Un nombre croissant de pays reconnaît les catastrophes comme des déclencheurs de déplacement. Trente des 46 pays de l'Index de déplacement interne 2020 (IDI) de l'IDMC ont mis en place des politiques qui le stipulent.⁴⁶⁴ Toutefois, les dispositions visant à gérer le problème sont très variables. Certaines politiques ne font que mentionner les déplacements liés aux catastrophes, tandis que d'autres incluent des plans compréhensifs pour les prévenir et y répondre.

Encadré 4 : Nouvelles réponses politiques aux liens entre catastrophes et conflits

Alors que la concurrence pour les ressources naturelles en voie de raréfaction s'intensifie, les pays ont constaté une escalade des conflits entre les communautés confrontées aux effets du changement climatique. En Afrique, plusieurs d'entre eux ont reconnu le déplacement comme une cause et une conséquence des interactions entre catastrophes et conflits.⁴⁷⁰ Récemment, l'Union africaine a également mis en avant l'importance de mieux comprendre le phénomène et a appelé à implémenter plus rapidement la cible E du Cadre de Sendai, en mettant l'accent sur les solutions durables.⁴⁷¹

Le plan d'adaptation du Soudan du Sud reconnaît que les personnes déplacées à cause de conflits font partie des plus vulnérables aux conséquences du changement climatique et que la convergence de phénomènes météorologiques extrêmes et des conflits implique que les projets d'adaptation au climat doivent promouvoir la prévention et la construction de la paix.⁴⁷²

Une évolution similaire est en cours au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.⁴⁷³ La stratégie arabe de réduction des risques de catastrophe, adoptée en 2010 et mise à jour en 2018, recon-

L'Ouganda a été l'un des premiers pays à adopter une politique nationale sur les personnes déplacées en 2004.⁴⁶⁵ Celle-ci concerne les déplacements liés aux conflits et aux catastrophes, et la politique nationale sur les catastrophes de 2013 inclut la fourniture de services et d'aide aux personnes déplacées et touchées par les catastrophes.⁴⁶⁶ L'Inde a révisé son plan de gestion national des catastrophes en 2019 et a reconnu pour la première fois le déplacement lié aux catastrophes, prenant ainsi un tournant potentiel.⁴⁶⁷

L'Afghanistan dispose de l'un des cadres légaux les plus complets concernant le déplacement interne, notamment une politique nationale relative aux personnes déplacées internes adoptée en 2013, ainsi que le Cadre stratégique relatif aux personnes rapatriées et déplacées de 2017.⁴⁶⁸ Ensemble, ils comprennent à la fois les déplacements liés aux conflits et aux catastrophes, mais au vu des immenses problèmes auxquels le pays fait face, leur implémentation est restée très limitée. Cela vaut également pour le Yémen, qui a adopté une stratégie nationale sur le déplacement interne en 2013, couvrant les conflits et les catastrophes.⁴⁶⁹

nait le déplacement lié aux catastrophes comme un risque important dans la région. Elle met également en avant la nécessité de prendre en compte les liens entre catastrophes et conflits dans le cadre du développement de stratégies de réduction des risques de catastrophe locales et nationales.⁴⁷⁴

Le Plan d'action national sur le changement climatique des Philippines rappelle : « la possibilité d'un conflit concernant les ressources naturelles, les déplacements de population et migrations dus à la montée du niveau de la mer ou d'autres bouleversements biophysiques, écologiques ou sociaux à grande échelle, ainsi que la perspective de catastrophes humanitaires toujours plus fréquentes dues à des événements extrêmes ». ⁴⁷⁵ Il s'agit également du début d'un processus à long terme de recensement des communautés vulnérables, de développement de plans de réinstallation en consultation avec elles et d'implémentation de programmes de protection sociale et de moyens subsistances durables.

Des problèmes demeurent toutefois, surtout lorsqu'il s'agit de comprendre la nature complexe des facteurs de déplacement convergents et d'identifier les mécanismes institutionnels pour les éviter et y répondre.⁴⁷⁶

Bien que les déplacements soient de plus en plus reconnus dans le cadre des efforts de réduction des risques de catastrophes, nombre de pays doivent encore trouver des solutions adéquates à ce phénomène via leurs plans d'adaptation et leurs politiques nationales relatives au changement climatique.⁴⁷⁷ Il y a toutefois des exceptions, et les solutions durables se sont fait une place dans les plans d'adaptation au climat.

La plupart des 46 pays de l'IDI 2020 reconnaissent les déplacements associés aux aléas à évolution rapide et disposent de politiques climatiques ou de plans d'adaptation nationaux. En revanche, seuls 27 reconnaissent les déplacements associés aux effets à évolution lente du changement climatique.⁴⁷⁸ Près de 60 pour cent des politiques qui reconnaissent les déplacements incluent des mesures destinées à les empêcher, mais moins d'un tiers incluent des mesures destinées à limiter leurs répercussions sur les communautés d'accueil. Seuls 15 pour cent traitent des solutions durables.

Encadré 5 : Le genre comme question transversale

Plusieurs pays abordent les impacts différenciés des déplacements liés au climat. En Somalie, le plan d'action et d'adaptation national reconnaît l'insécurité à laquelle font face les femmes déplacées, avec en particulier un risque de violence accru dans les camps de déplacement surpeuplés. Il identifie également le manque d'inclusion des femmes dans les systèmes claniques utilisés pour gérer la plupart des problèmes associés aux ressources naturelles et aux catastrophes, qui les empêche de s'exprimer sur ces sujets.⁴⁸¹

Le plan d'action du Bangladesh sur le changement climatique et le genre de 2013 reconnaît les impacts spécifiques sur les femmes du déplacement lié au climat.⁴⁸²

Il existe cependant quelques bons exemples. Le Bangladesh a mis au point un cadre stratégique complet sur le déplacement interne associé aux catastrophes et au changement climatique en 2015. Sa stratégie nationale adopte une approche intégrée et inclut des dispositions sur le retour, l'intégration locale et la réinstallation. Elle comprend des activités et exigences politiques pour chaque solution durable, avec des aides envisagées pour le logement, les moyens de subsistance, les infrastructures communautaires et les efforts pour limiter les conflits potentiels avec les communautés d'accueil.

Le Ghana dispose d'une politique migratoire nationale qui couvre explicitement les migrations internes et sa politique nationale de 2013 relative au changement climatique fait référence aux déplacements internes associés au changement climatique. Elle inclut également des dispositions pour protéger les personnes déplacées et limiter les conséquences pour les communautés d'accueil.⁴⁷⁹ Le Pérou dispose d'une loi sur le changement climatique qui reconnaît les facteurs environnementaux du risque de déplacement.⁴⁸⁰ Elle nécessite un plan d'action afin de prévenir et gérer les migrations forcées associées et limiter leurs impacts sur les communautés d'accueil.

Les Philippines spécifient une série de dispositions et d'actions tenant compte de la dimension de genre, notamment l'évaluation des risques en fonction du genre et la prise en compte de sa dimension dans la gestion des risques de catastrophe et les plans d'adaptation au changement climatique, la sensibilisation à la réduction des risques liés au climat et aux catastrophes en tenant compte du genre, et une sensibilisation spécifique dans la prévention des conflits dans le cas des "réfugiés climatiques" réinstallés. Ces politiques incluent également des dispositions quant à la réinstallation après une catastrophe et des conseils pour les familles et communautés déplacées.⁴⁸³

Ces exemples marquent un progrès quant à la reconnaissance de conséquences différenciées mais ne tiennent compte que de deux genres, sans prendre en compte les identités alternatives.

Les efforts de réinstallation planifiée à travers le monde constituent de précieux enseignements pour l’avenir.

Quand les risques ou les conséquences des catastrophes rendent des endroits inhabitables ou dangereux, les gouvernements et les communautés peuvent décider de réinstaller les personnes ailleurs dans le pays de façon permanente pour les mettre en sécurité. Les réinstallations planifiées gagnent du terrain comme mesure d’adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophes.⁴⁸⁴ La majorité des exemples les plus significatifs proviennent de la région du Pacifique, tels que les projets et politiques de réinstallation planifié des Fidji et du Vanuatu.⁴⁸⁵ De nombreuses initiatives sont concentrées en Asie, la zone qui chaque année enregistre invariablement le plus de déplacements liés aux catastrophes, bien que des efforts soient fournis sur tous les continents (voir figure 55).

Les réinstallations sont souvent dues aux conséquences ou risques combinés de plusieurs aléas au fil du temps. Shishmaref, un village de personnes autochtones d’Alaska aux États-Unis, se prépare à un transfert après des années d’inondations et d’érosion côtière, afin d’anticiper la fonte du permafrost et la montée du niveau de la mer.⁴⁸⁶ Les habitants de l’île Kandholhudhoo dans les Maldives avaient subi des inondations ainsi qu’une dégradation de leurs terres et savaient que la montée du niveau de la mer augmenterait les risques auxquels ils faisaient face avant même que le tsunami de 2004 dans l’océan Indien ne les frappe. Cependant, les conséquences du tsunami ont finalement donné lieu à des plans pour leur réinstallation permanente sur l’île auparavant inhabitée de Dhuvaafaru.⁴⁸⁷

308 Cas identifiés de réinstallation planifiée en un contexte d’aléas, catastrophes et changement climatique dans 60 pays.

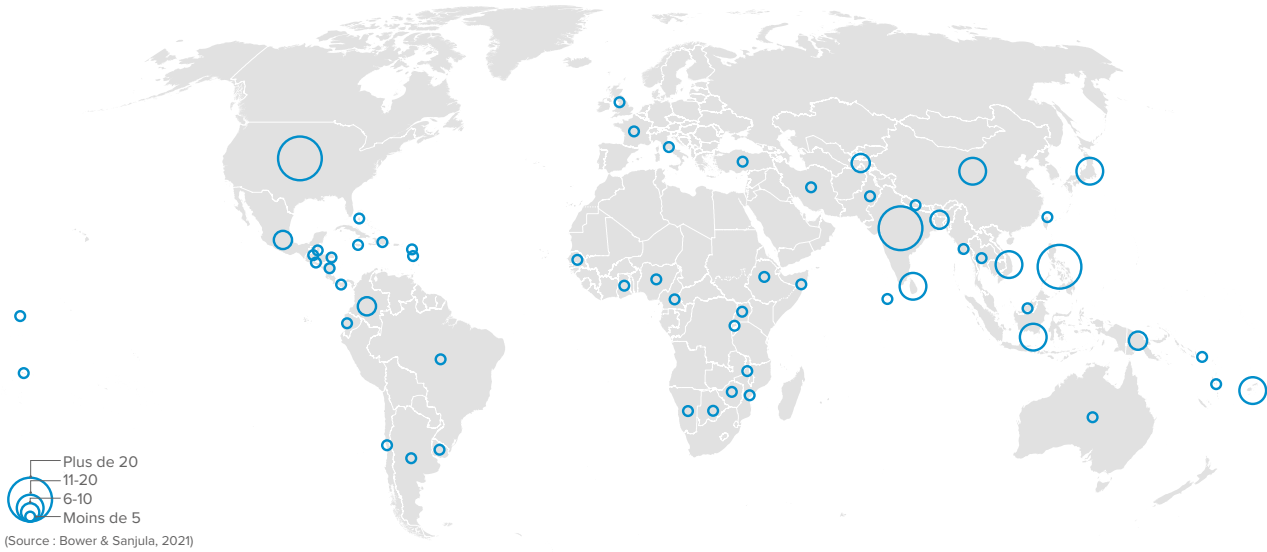


Figure 55 : Efforts de réinstallations planifiées à travers le monde

La décision de rester ou de se réinstaller ailleurs implique également la prise en compte d’aspects économiques, de l’attachement affectif, de caractéristiques incluant l’âge et le handicap, de la perception des risques et opportunités, ainsi que des réseaux sociaux. Les temporalités pourraient donc jouer un rôle, de même que les niveaux et les perceptions préexistants de bien-être. Une réinstallation planifiée doit prendre en compte non seulement les aspects logistiques et économiques, mais aussi une plus large gouvernance des risques, les ressources personnelles et les dynamiques communautaires. Elle doit être conçue et implémentée avec l’engagement profond des communautés concernées.⁴⁸⁸

Des moments déclencheurs tels que des phénomènes extrêmes ou la perte de vies et de ressources peuvent déclencher un débat à propos d’une réinstallation. Toutefois, la décision de partir est généralement plus longue à prendre, et le processus de transfert en lui-même tarde souvent encore davantage.⁴⁸⁹ Les membres de la communauté de l’île de Gardi Sugdub au Panama ont entamé un processus de réinstallation en 2010 mais ne se sont pas encore déplacés. Un site a été trouvé sur le continent, mais le manque de financement et de matériaux de construction a retardé le processus.⁴⁹⁰ À Taholah, dans l’État américain de Washington, les membres de la tribu Quinault ont entamé un processus de transfert en 2012, mais eux non plus ne se sont pas encore déplacés.⁴⁹¹

Dans tous ces exemples, l’engagement mutuel profond pris par les gouvernements locaux et les communautés a mis en avant le rôle vital de la gouvernance dans la conception, la gestion et l’implémentation des réinstallations planifiées. L’expérience des communautés issues des zones inondables proche du Danube en Autriche montre aussi que les processus de prise de décision, de planification et d’implémentation impliquent un ensemble de réglementations, de mécanismes de financement et d’orientations politiques qui s’opposent.⁴⁹² Cela implique souvent différents niveaux administratifs et peut opposer les gouvernements locaux aux organismes nationaux. Ce type de problème doit être pris en compte dès le début.

Pour beaucoup, l’intégration locale peut être la solution la plus souhaitable, laquelle demande une forte gouvernance locale

De nombreuses personnes déplacées à cause d’aléas à évolution lente et rapide s’aperçoivent que les perspectives de retour sont impossibles. L’intégration locale devient leur première solution, en particulier quand les perspectives en termes de services et de travail sont meilleures que dans leur région d’origine. Des études menées dans la Corne de l’Afrique montrent que beaucoup de pasteurs et d’agro-pasteurs déplacés pendant la sécheresse de 2017 souhaitent s’intégrer localement malgré des difficultés à satisfaire leurs besoins essentiels et à établir des moyens de subsistance.⁴⁹³ Leur forte envie de le faire est liée à des considérations en matière de sécurité, de réseaux sociaux, de meilleures conditions de vie, d’opportunités économiques et de services publics.

Les organismes régionaux et les gouvernements nationaux, les agences de l’ONU et les ONG sont en train de parvenir à un consensus concernant les exigences à satisfaire afin de régler les défis d’intégration locale. Une compréhension commune trouve lentement sa place dans la pratique sous forme de coalitions plus larges sur la résolution du déplacement, comme les initiatives et plateformes de solutions durables (DSI) dans des pays tels que l’Éthiopie, la Somalie et la Syrie.⁴⁹⁴

L’intégration locale exige souvent des efforts d’adaptation importants de la part des personnes déplacées de zones rurales vers des zones urbaines. Les personnes déplacées de zones rurales ont besoin de temps pour adapter leur mode de vie et acquérir de nouvelles aptitudes qui leur seront utiles dans leur nouvel environnement urbain.⁴⁹⁵ Il existe donc un réel besoin de décentralisation des efforts pour parvenir à des solutions durables et permettre aux municipalités d’investir dans des aides appropriées en fonction des différents groupes de personnes déplacées. Rediriger les efforts fournis au niveau fédéral jusqu’au niveau municipal peut également signifier un plus grand soutien à l’intégration locale, au-delà des zones où

la présence internationale est forte. En Somalie, des programmes tels que Midnimo, dont le nom signifie « unité », et Danwadaag, qui signifie « amour », prennent l’approche tournée vers la localisation au sérieux et se concentrent sur le renforcement du leadership des gouvernements d’États et de districts, et sur la capacité à mettre en place des solutions durables.⁴⁹⁶

Cependant, pour que l’intégration locale puisse être durable, il faudra également trouver des solutions aux graves déficits de développement auxquels font face les populations rurales de pays tels que l’Éthiopie et la Somalie. Un accès amélioré aux services et à des moyens de subsistance dans les zones rurales est essentiel pour éviter de nouveaux déplacements.⁴⁹⁷ La nécessité de créer des moyens de subsistance alternatifs pour les personnes déplacées et les communautés d’accueil est largement reconnue. Plusieurs initiatives ont déjà bien fonctionné, notamment la formation des femmes à la tête de foyers à la création d’activité, l’octroi de subventions de démarrage, la mise en place d’ateliers de formation professionnelle, la création de fermes collectives pour que les agro-pasteurs puissent planter des cultures commerciales et la fourniture de bétail pour aider les pasteurs à rétablir leurs moyens de subsistance traditionnels.⁴⁹⁸

Comme pour les autres solutions durables, les personnes déplacées doivent être au cœur du processus de prise de décisions. Les principes qui émergent ne sont pas nouveaux : localiser les réponses, garantir que l’agence et les ressources des communautés soient respectées et soutenues, améliorer la collecte de données, inclure les perspectives et priorités des personnes particulièrement vulnérables et soutenir l’adaptation et la diversification des moyens de subsistance au niveau local.⁴⁹⁹

Bien que ces aspects aient été fréquemment reconnus, de nombreux facteurs sociaux, politiques et économiques empêchent d’agir. Il faut faire davantage dans les années à venir pour comprendre pourquoi les acteurs nationaux et internationaux n’adoptent pas cette approche de façon plus totale, et comprendre de quelle manière les y inciter.

Un financement plus facilement accessible et prévisible est nécessaire

La nécessité de davantage de financements afin d’empêcher et de remédier aux déplacements est très claire, comme le fait que ceux-ci devraient être prévisibles et pluriannuels pour permettre une plus grande flexibilité et une planification à long terme.⁵⁰⁰ Comme dans d’autres domaines qui touchent différents secteurs et dimensions de développement, comme le genre et la réduction des risques de

catastrophes, il n'est pas aisé de savoir si ces financements doivent être directs et destinés au déplacement ou s'ils doivent intégrer les budgets de la réponse humanitaire ou d'un secteur clé.

S'agissant de la prévention, de la réduction des risques et de la préparation, les outils financiers incluant le risque de déplacement dans la gestion de l'ensemble des risques et le développement de cadres de financement peuvent être plus appropriés. Il existe également un consensus de plus en plus important quant au fait que les financements nécessaires doivent être utilisés pour des approches tournées vers l'avenir et des investissements tenant davantage compte des risques.⁵⁰¹ La pandémie de la Covid-19 et ses conséquences sur les réponses aux déplacements liés aux catastrophes dans le monde ont rendu ces aspects d'autant plus impérieux.

Les budgets et plans de gestion nationaux des catastrophes prennent habituellement des dispositions financières pour les évacuations et les refuges.⁵⁰² Certains peuvent être assez conséquents. Le Fonds central de subvention chinois pour les moyens de subsistance en cas de catastrophe naturelle fournit une assistance à 80 millions de « victimes » de catastrophes chaque année. Plusieurs pays ont tenté de rendre ces outils plus flexibles afin d'accroître les investissements pour la préparation. Par exemple, les Philippines ont revu leur Fonds national de gestion et de réduction des risques de catastrophes pour qu'il puisse être utilisé pour la construction des centres d'évacuation.⁵⁰³

Cependant, la plupart des financements de ce type ne peuvent pas être utilisés pour prévenir les déplacements ou en limiter l'impact.⁵⁰⁴ De nouveaux types de fonds nationaux apparaissent également. En 2019, les Fidji ont mis en place le Fonds fiduciaire pour personnes déplacées et réinstallées pour des motifs climatiques afin de mobiliser une aide financière.⁵⁰⁵ Il associe des financements nationaux, par le biais de diverses mesures telles qu'une taxe environnementale sur les sacs plastiques, aux contributions de donateurs internationaux.

Alors que le besoin de joindre les efforts de développement, de construction de la paix et d'aide humanitaire se fait de plus en plus pressant, créer de nouveaux mécanismes et outils de financement pour résoudre le déplacement pourrait encourager la collaboration entre des domaines et institutions qui tendent à être cloisonnés.⁵⁰⁶ En leur absence, trouver des points d'entrée dans les instruments de financement climatique existants pourrait être une première étape pragmatique. Un grand nombre de ces mécanismes ont été développés au cours des deux dernières décennies, mais ils comprennent peu de dispositions, voire aucune, en termes de déplacement.⁵⁰⁷

L'accès à ces financements tend également à être difficile pour les pays considérés comme fragiles, car les critères d'éligibilité incluent souvent des capacités administratives et une gouvernance fortes. En d'autres termes, les pays ayant le plus besoin d'aide, comme ceux qui font face à des déplacements causés à la fois par les conflits et les catastrophes, sont les derniers à pouvoir recevoir cette aide. Le Fonds d'adaptation et le Fonds pour les pays les moins développés mis en place grâce à l'UNFCCC sont des exceptions louables.⁵⁰⁸

Le financement du développement et les budgets humanitaires existants pourraient être rendus plus flexibles et réactifs aux crises et risques de déplacement. Cela peut impliquer de rendre les programmes de protection sociale plus adaptables pour mieux gérer les déplacements saisonniers ou prolongés, de mettre des micro-assurances et des prêts à taux faibles à disposition des communautés exposées au déplacement et de préalimenter les budgets de développement pour aider les gouvernements locaux à faire face aux déplacements liés aux catastrophes.⁵⁰⁹

Cependant, cela implique tout d'abord de reconnaître le phénomène qu'est le déplacement lié aux catastrophes, au-delà de la simple évacuation. Cela permettrait de faciliter l'émergence de mécanismes de financement plus spécialisés, tels que des outils de financement locaux et nationaux fondés sur des prévisions ou des fonds fiduciaires à donateurs multiples, au niveau régional et même mondial.⁵¹⁰ Cela poserait également les bases pour que le secteur des assurances et les marchés de capitaux jouent un rôle plus important dans le financement des réponses et l'encouragement de la réduction des risques sous forme d'assurances indexées, d'obligations catastrophe et de dérivés climatiques incluant le risque de déplacement.⁵¹¹



Le cyclone Amphan a semé la destruction sur son passage à Satkhira, au Bangladesh. Ce cyclone a provoqué près de 5 millions d'évacuations au Bangladesh, en Inde, au Myanmar et au Bhoutan en mai, soit l'évènement de déplacement lié à une catastrophe le plus important au monde en 2020. © NurPhoto/Kazi Salahuddin via Getty Images, août 2020.

Comptabiliser les déplacements liés aux catastrophes

Une réfugiée du Soudan du Sud marche sur un terrain plat et désolé aux abords de Khartoum, au Soudan, où elle vit avec des milliers d'autres réfugiés en attente de retourner au Soudan du Sud. NRC/Ingebjørg Kårstad, décembre 2020.

En dépit d'avancées considérables ayant permis de mettre l'accent sur les déplacements liés aux catastrophes dans les agendas politiques nationaux et internationaux, les progrès quant au suivi du phénomène restent modestes. Peu de pays ont une approche exhaustive, ce qui empêche l'établissement d'une base mondiale solide permettant de faire des comparaisons et que les pays apprennent les uns des autres.

Les déplacements liés aux catastrophes sont un fort marqueur centré sur les personnes de la nécessité de solutions durables et de meilleures politiques et actions de réduction des risques.⁵¹² Il est aussi crucial de combler les manques de données concernant ce phénomène si nous voulons comprendre en quoi il entrave l'agenda de développement durable. Cependant, cela ne peut pas se faire uniquement au niveau mondial. Les conséquences climatiques et celles des catastrophes étant des phénomènes essentiellement locaux, les autorités locales et les gouvernements nationaux ont un rôle clé à jouer.

Le rôle central des gouvernements nationaux en termes de génération et d'utilisation de données fiables sur les déplacements a été reconnu par la communauté internationale, avec comme point culminant les efforts du Groupe d'expertise sur les statistiques relatives aux personnes déplacées internes et aux réfugiés (EGRIS) et la publication des Recommandations internationales concernant les statistiques relatives aux personnes déplacées internes (IRIS).⁵¹³ Les recomman-

dations concernent les données et statistiques sur le déplacement lié aux catastrophes, et avec 45 pays et territoires et 20 organisations internationales et régionales impliqués dans leur développement et implémentation, elles témoignent d'un fort engagement collectif en faveur de la gestion des déplacements sous toutes leurs formes.

Dans le cadre des statistiques officielles et au-delà, le nombre de personnes déplacées, leurs situations, besoins et aspirations, la durée et la gravité de leur déplacement et le risque d'un déplacement futur doivent tous être mieux évalués. Les déplacements liés aux catastrophes doivent être analysés dans toutes leurs dimensions : temporelle, géographique et sociale.

Que mesurer ?

Les catastrophes ou leur éventualité causent des déplacements de nombreux types : évacuations préventives, réinstallations planifiées, fuite en réaction à des aléas à évolution rapide ou déplacement graduel des personnes hors de zones affectées par des phénomènes à évolution lente tels que la sécheresse.⁵¹⁴ Chaque forme de déplacement requiert l'identification et le suivi d'indicateurs spécifiques, ce qui implique que la collecte de données doit être intégrée aux systèmes de préparation, de réponse et de reconstruction et relèvement face aux catastrophes (voir figure 56).

Phases principales	Préparation et alerte précoce	Urgence	Récupération et reconstruction
			
Indicateurs principaux	# Nombre de personnes évacuées de façon préventive	# Nombre de personnes déplacées dans les abris (y compris les abris informels), écoles, centres communautaires, etc. # Nombre de personnes vivant dans des familles d'accueil # Nombre de bénéficiaires de subventions de location # Nombre de maisons détruites ou rendues inhabitables	# Nombre de personnes déplacées dans les abris temporaires, écoles, centres communautaires, etc. # Nombre de bénéficiaires de programmes de reconstruction # Nombre de bénéficiaires de programmes de logement post-catastrophe
Période	Jours, heures ou minutes avant une catastrophe	Immédiatement après une catastrophe et jusqu'à un an après	De plusieurs mois à un an

 **Recommandations :**
Des efforts concertés doivent être fournis pour collecter des données désagrégées par sexe, âge et autres caractéristiques, notamment le statut socioéconomique, le handicap et d'autres vulnérabilités.

Outre le décompte des personnes déplacées à différents intervalles, les données doivent être collectées concernant tous les flux pertinents, notamment les nouveaux déplacements internes et transfrontaliers, les retours, l'intégration locale et la réinstallation. Les données doivent également être collectées suffisamment souvent pour illustrer précisément ce qui se passe sur le terrain. Cela implique de respecter l'échéancier suivant :

Evacuations préventives : toutes les heures ou quotidiennement
Premiers 10 jours après le phénomène : quotidiennement
Du jour 10 au jour 30 : tous les deux à trois jours
Jour 30 à 90 : tous les 10 jours
+ de 90 jours après le phénomène : une fois par mois

Figure 56 : Mesurer les déplacements liés aux catastrophes dans leur dimension temporelle

Cela dit, les déplacements ont aussi des impacts sur les économies et les sociétés, au-delà des phases de préparation, d'urgence et de reconstruction. Des conséquences et risques systémiques affectent l'ensemble du spectre de développement des pays et communautés avant, pendant et après les catastrophes, soulignant la nécessité de surveiller les phénomènes sur de longues périodes de temps. Cela permettrait d'établir une base plus solide afin d'informer les développements politiques en termes de résilience et de solutions durables.

Suivi du risque de déplacement

Pour prévenir le déplacement lié aux catastrophes et planifier de meilleures réponses, il est important d'évaluer le nombre de personnes risquant d'être déplacées. Toutefois, du niveau national au mondial, la plupart des évaluations des risques de catastrophes fournissent une estimation des pertes économiques probables mais négligent les implications humaines, notamment le risque de déplacement.

Le Mexique, le Rwanda et les États-Unis sont de bons exemples de pays ayant mis au point des atlas, des indices et des évaluations des risques de catastrophes au niveau national. Ils permettent de connaître les niveaux de risque de différents aléas ainsi que les scénarios en termes d'exposition et de vulnérabilité, mais la notion de déplacement manque.⁵¹⁵ Au niveau mondial, le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR) coordonne une analyse annuelle rigoureuse des risques économiques que posent les catastrophes, qu'il présente lors de ses Rapports d'évaluation mondiaux (GAR) depuis 2011.⁵¹⁶ Mais là encore, les déplacements ne sont pas pris en compte.

Pour pallier ce manque, et en se basant sur l'approche de l'UNDRR, l'IDMC a entamé en 2017 un exercice de modélisation probabiliste.⁵¹⁷ Notre modèle de risque de déplacement lié aux catastrophes au niveau mondial couvre un grand nombre d'aléas, tels que les séismes, les tsunamis, les inondations, les vents cycloniques et les ondes de tempête. Il prend en compte leur probabilité et leur capacité potentielle à rendre les logements inhabitables comme indicateur du déplacement. Il fournit des résultats au niveau national, identifiant les points sensibles et permettant la prise de décisions tenant compte des risques, pouvant faciliter la prévention et la réduction des risques de déplacement.⁵¹⁸

Le degré de vulnérabilité et d'exposition aux aléas des personnes étant particulièrement déterminant quant à la gravité de leurs impacts, il est important d'évaluer comment ces aspects évolueront dans le temps et selon les endroits, et de mettre en lumière les facteurs économiques, sociaux, environnementaux et de gouvernance qui affectent les risques de catastrophe.⁵¹⁹ C'est pourquoi

nous collaborons étroitement avec nos partenaires, afin d'augmenter la résolution de la couche d'exposition de notre modèle pour permettre une évaluation plus précise, et de repenser notre appréciation de la vulnérabilité dans le cadre de l'équation du risque de déplacement. Les « cadres de risques » évoluent constamment et nous devons comprendre les tendances démographiques et socioéconomiques, ainsi que les fluctuations concernant la fréquence et l'intensité des aléas liés au changement climatique.

L'évaluation du risque de déplacement permettra aux gouvernements de déterminer comment allouer les ressources en vue de la réduction des risques et des réponses, et comment établir les priorités. Bien qu'il faille travailler davantage dans ce domaine, certaines initiatives existent déjà. Le département de statistiques de l'Université d'Oxford a utilisé des données en accès libre pour établir un modèle de risque de déplacement lié aux catastrophes, de façon à définir la probabilité et la portée des déplacements futurs : l'Échantillonneur intégré de populations soumises à des déplacements internes (Integrated Internal Displacement Population Sampler ou IIDIPUS pour ses initiales en anglais).⁵²⁰

Ce modèle est aussi l'un des rares à prendre en considération la vulnérabilité au-delà de la probabilité d'un effondrement structurel. Il utilise des indicateurs sub-nationaux, tels que la disparité de revenus, démontrant à quel point les catastrophes risquent d'affecter les ménages les plus pauvres exposés à un risque de déplacement.

Suivi des évacuations lors des phases de préparation et d'alerte précoce

La cible G-6 du Cadre de Sendai appelle à mesurer le pourcentage de personnes exposées à des catastrophes ou risquant de l'être qui sont protégées grâce à des alertes précoces et des évacuations préventives. Elle encourage les États membres en mesure de le faire à fournir des informations concernant le nombre de personnes évacuées.⁵²¹ Le faire avec des données désagrégées par sexe et par âge permettrait aux pays de mesurer l'efficacité de leurs protocoles d'alerte précoce et d'évacuation.

Il est difficile de déterminer combien des déplacements liés aux catastrophes enregistrés dans le monde sont des évacuations préventives. Les Philippines sont l'un des rares pays à collecter systématiquement des données relatives aux déplacements liés aux catastrophes et constituent un bon exemple de forte appropriation par le gouvernement. Le Centre d'information et de suivi des opérations de réponse aux catastrophes (DROMIC) collecte au fil du temps des données concernant le nombre de personnes évacuées et le nombre de gens abrités dans des refuges ou avec des proches, et désagrége ensuite ces informations.⁵²²

Le Viet Nam dispose également d'un système d'évaluation complet des besoins et dommages liés aux catastrophes, qui décompte le nombre d'évacuations préventives. Son modèle de collecte de données a été amélioré au fil des années et contribue à son système historique de comptage des pertes liées aux catastrophes, aligné avec la méthodologie DesInventar.⁵²³ Ce système aide non seulement à se faire une idée plus précise des déplacements dans le pays mais soutient aussi les efforts de gestion des risques liés aux catastrophes.⁵²⁴

Suivi des déplacements en phase d'urgence

La plupart des pays collectent uniquement des données sur les déplacements causés par des catastrophes immédiatement après leur passage. Ils tendent également à déclarer le nombre de personnes « affectées » par les catastrophes, d'où un manque important lorsqu'il s'agit de comprendre combien ont été réellement déplacées (voir encadré 6).

Le Cadre de Sendai ne fournit aucun indicateur permettant de mesurer le nombre de personnes déplacées, mais il est essentiel de comprendre la portée du phénomène ainsi que les conséquences pour les personnes contraintes à fuir. En revanche, le cadre appelle les pays à développer leurs propres indicateurs personnalisés. Déterminer le nombre de personnes déplacées pendant et après les catastrophes leur permettrait de mieux savoir où elles se trouvent, quelles ont été les conséquences pour elles et quels sont leurs besoins. Idéalement, les données doivent être désagrégées par sexe, âge et autres caractéristiques en ligne avec les Objectifs de développement durable (ODD).

Encadré 6 : Combien de personnes touchées par des catastrophes sont déplacées ?

Le Cadre de Sendai inclut implicitement les personnes déplacées parmi celles touchées par des catastrophes, mais il reste un manque important. Il donne la définition suivante : « Les personnes touchées, directement ou indirectement, par un événement dangereux. Les personnes directement touchées sont celles ayant subi des blessures, des maladies ou d'autres effets sur leur santé; qui ont été **évacuées, déplacées, transférées** ou ont subi des dommages directs sur leurs moyens de subsistance ou sur leurs ressources économiques, physiques, sociales, culturelles et environnementales. Les personnes indirectement touchées sont celles ayant subi des conséquences autres que les effets directs ou en plus de ceux-ci au fil du temps, en raison de perturbations ou de changements relatifs à l'économie, aux infrastructures essentielles, aux services de

De nombreux pays ont beaucoup progressé quant à la mise en place de bases de données relatives aux pertes et dommages liés aux catastrophes. Le Sri Lanka a commencé à le faire en 2005 et a depuis amélioré ses capacités de suivi, grâce à des communiqués quotidiens qui mesurent les conséquences des catastrophes beaucoup plus précisément.⁵²⁵ L'Indonésie et la Mongolie ont défini leurs propres indicateurs, traduit leurs plateformes dans leurs langues locales et documenté les points à améliorer.⁵²⁶ Ces exemples montrent qu'avec l'engagement des institutions, les systèmes de suivi existants peuvent être adaptés et facilement intégrer les déplacements.

En l'absence d'indicateurs de déplacement spécifiques, les États pourraient rendre compte d'autres cibles du Cadre de Sendai. B-4 appelle au suivi du « nombre de personnes dont la destruction du logement a été attribuée à des catastrophes. » Ce type d'informations est un indicateur important des déplacements liés aux catastrophes. L'IDMC collecte des données sur les logements détruits au niveau mondial depuis 2017, non seulement comme indicateurs mais aussi pour la triangulation.

Nous avons analysé plus de 2 000 rapports mentionnant des logements détruits pour produire nos estimations de 2020. Pour transposer ces informations en une mesure du déplacement, nous avons multiplié le nombre de logements détruits par la taille moyenne nationale d'un ménage (AHHS). D'autres extrapolations et données indirectes, telles que la pénétration des assurances, les taux de reconstruction et le nombre de personnes recevant des aides à la location pourraient aussi être utilisées, mais aucune ne serait aussi précise que le fait de mesurer le nombre réel de personnes déplacées.

base, au commerce ou au travail, ou des conséquences au niveau social, psychologique ou sur la santé ». ⁵²⁷

Le problème est que si les pays se contentent de suivre et signaler les personnes affectées, il n'y a aucun moyen de savoir combien d'entre elles sont déplacées. Il est crucial que ce manque soit comblé, car les personnes déplacées ont des besoins spécifiques et leur situation est généralement pire que celle des personnes qui ne sont pas contraintes à fuir. A mesure que les pays implémentent et améliorent leurs bases de données sur les pertes liées aux catastrophes afin de suivre leurs progrès par rapport au Cadre de Sendai, ils devraient également commencer à suivre le nombre de personnes déplacées afin que des politiques et programmes appropriés puissent être conçus et implémentés pour ce groupe particulièrement vulnérable.

Continuer pendant la phase de relèvement et de reconstruction

La Priorité 4 du Cadre de Sendai souligne la nécessité de « mieux reconstruire » pendant la phase de relèvement et de reconstruction, mais ne comprend pas d'indicateurs concrets permettant de mesurer le succès de ces processus. De ce fait, il est difficile de suivre la façon dont les personnes déplacées parviennent à mettre fin à leur déplacement au fil du temps.

Lorsque des informations sont disponibles, elles soulignent la nature potentiellement à long terme des déplacements liés aux catastrophes. La Californie a subi les incendies les plus destructeurs de son histoire en 2018. L'Agence fédérale de gestion des situations d'urgence a passé près de 18 mois à nettoyer la ville de Paradise et à aider la communauté à reconstruire.⁵²⁸ Toutefois, en avril 2021, plus de deux ans après les incendies, seuls 728 des 9 000 habitations détruites avaient été reconstruites. La ville de Paradise elle-même estime qu'il pourrait lui falloir jusqu'à 10 ans pour se relever complètement.⁵²⁹

Le cyclone Amphan a causé près de 2,5 millions d'évacuations préventives au Bangladesh l'année dernière. De nombreuses personnes évacuées ont pu retrouver leur domicile assez rapi-

dement, mais les données sur les logements détruits suggèrent qu'un grand nombre de personnes risquent d'être déplacées plus longtemps. Le cyclone a détruit plus de 55 000 habitations, ce qui suggère qu'environ 10 pour cent des personnes évacuées sont restées sans domicile.⁵³⁰

Ces exemples montrent qu'on ne peut s'attendre à ce que les personnes déplacées rentrent rapidement chez elles après une catastrophe sans un suivi complet de la durée du déplacement. On sait que certaines personnes sont déplacées pendant des mois, voire des années ; malgré tout, notre appréciation de l'ampleur des déplacements prolongés liés aux catastrophes reste limité.

La principale raison de cette lacune est que les déplacements ne font généralement l'objet d'un suivi que pendant quelques jours ou semaines après une catastrophe. Lorsque les opérations d'aide humanitaire prennent fin, la collecte de données s'arrête également. Collecter des données précises dans des zones parfois peu sûres et difficiles d'accès, où le manque de transports et de communications peut être un obstacle, requiert par ailleurs des ressources considérables. Cependant, dans certains cas des informations alternatives, telles que les données de téléphones mobiles et de réseaux sociaux peuvent être utilisées (voir encadré 7).

Des sondages effectués après l'été des feux de brousse ravageur en Australie ont amené à des conclusions intéressantes concernant la phase de récupération et de reconstruction à Green Wattle Creek dans l'Est de la Nouvelle-Galles du Sud et à Cudlee Creek dans la zone de Adelaide Hills. Il a été demandé aux personnes interrogées pourquoi elles n'étaient pas définitivement rentrées chez elles. Cinquante-huit pour cent ont dit que c'était « dangereux », tandis que 22 pour cent ont cité « de nouvelles opportunités » comme raison principale.⁵³³

Cette nouvelle source de données sur le déplacement nous a permis de compléter notre propre analyse, et aux chercheurs, aux personnes interrogées et aux planificateurs de mieux comprendre comment de nombreuses personnes ont été déplacées, de quel endroit à quel autre et pendant combien de temps. Par exemple, les résultats de sondages menés en Australie ont fourni aux responsables des situations d'urgence de précieux retours pour leurs campagnes d'information publiques et pour planifier de futurs évènements.⁵³⁴

Le fait de ne pas disposer d'informations précises sur la durée des déplacements a des implications importantes lorsqu'il s'agit de fournir protection et assistance aux personnes déplacées pendant de longues périodes après les catastrophes. Dix ans après le séisme et le tsunami de 2011 au Japon, près de 48 000 personnes sont toujours déplacées et ont besoin de soutien. À Mexico, près de 91 000 personnes sont aujourd'hui encore déplacées à la suite du séisme de 2017.

Sans ces informations, il n'est pas non plus possible de fournir des estimations complètes de fin d'année sur le nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne à cause de catastrophes. Cela implique que les décideurs politiques et les spécialistes ne sont

pas en mesure de procéder à un suivi de leurs efforts de relèvement et de reconstruction.

Pour combler ce manque, les collecteurs de données doivent ajouter une dimension temporelle à leurs évaluations. Il est essentiel de surveiller et signaler la durée des déplacements en comptant régulièrement le nombre de personnes déplacées à différents moments, afin de rendre précisément compte de ce qui se passe sur le terrain.

Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir avant de pouvoir dresser un tableau complet de la durée des déplacements liés aux catastrophes, mais des progrès ont été faits ces dernières années (voir encadré 8).

Il y a d'importantes réserves et limitations concernant la méthodologie que nous utilisons pour mettre au point nos estimations de fin d'année, mais elle commence à combler ce qui a été une lacune persistante et permet une sensibilisation au manque de données sur la durée des déplacements. Comme le montre la version simplifiée de la méthodologie, nous avons appliqué une série de scénarios pour obtenir nos chiffres (voir figure 58). Cependant, afin de ne plus utiliser de données de substitution pour indiquer le déplacement, il est essentiel que les collecteurs de données améliorent leur capacité à collecter et partager des données chronologiques sur les déplacements liés aux catastrophes.

Comment nous avons estimé les stocks liés aux catastrophes pour 2020

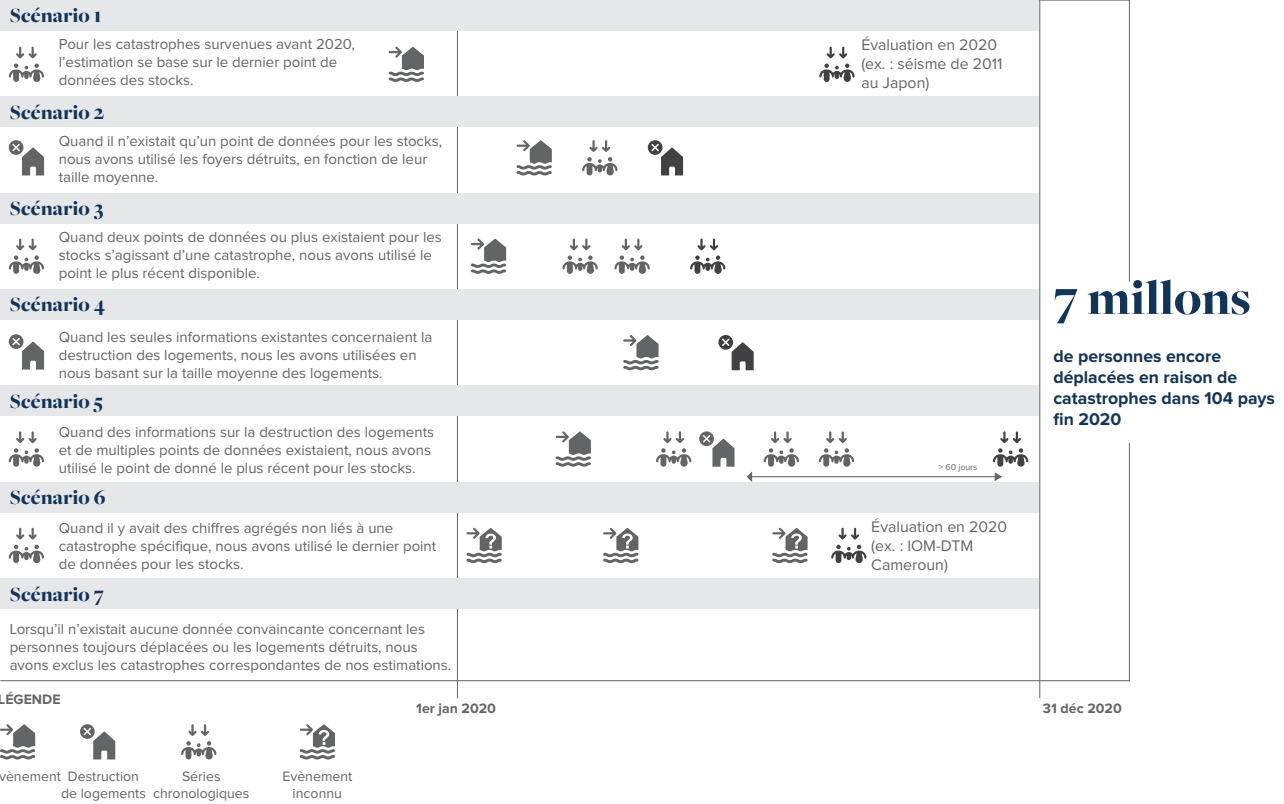


Figure 57 : Méthodologie d'estimation des déplacements en fonction des logements détruits

Des données plus précises sur les déplacements à long terme sont également nécessaires pour comprendre leurs impacts économiques les plus significatifs pour les individus et les économies. Si elles ne sont pas enregistrées, il est possible que les familles déplacées ne reçoivent aucun soutien de la part des autorités, les répercussions pouvant durer des années. Comprendre les conséquences économiques de chaque nouveau déplacement aiderait les gouvernements à planifier un soutien plus efficace, permettant une réduction des coûts et des pertes pour tous (voir encadré 9).

Comme pour les autres phases du cycle de gestion des risques de catastrophe, il n'est pas nécessaire de générer de nouveaux systèmes pour surveiller la durée des déplacements lors des phases de relèvement et de reconstruction. Les collecteurs de données doivent simplement mener leurs évaluations sur des périodes plus longues et adapter leurs systèmes existants pour capturer les déplacements. Un tel répertoire pourrait être analysé par rapport aux données sur la pénétration de l'assurance ou les coûts de reconstruction des logements, ce qui permettrait aux décideurs politiques d'identifier les bonnes pratiques applicables à d'autres situations.

Encadré 9 : Mesurer les conséquences économiques des nouveaux déplacements

La méthodologie que l'IDMC a développée en 2018 pour mesurer les conséquences économiques des déplacements repose en grande partie sur les plans de réponse humanitaire (HRP) pour les indicateurs de substitution sur les pertes et coûts financiers. Les HRP ne sont disponibles qu'en cas de crises suffisamment graves pour les susciter et se concentrent sur les situations de déplacement prolongé.

Cependant, la plupart des déplacements sont causés par des événements à petite échelle qui ne déclenchent pas de HRP, et leur durée est habituellement mesurable en mois, semaines ou même en jours plutôt qu'en années. Les répercussions sur les vies des personnes déplacées et l'économie peuvent ainsi être moins graves, mais leur fréquence implique qu'elles représentent une charge significative au niveau mondial.

Les chiffres que nous avons présentés jusqu'à présent sur les conséquences économiques du déplacement n'ont pas tenu compte de cette charge. Ils se concentrent aussi uniquement

Suivi des déplacements dans le cadre d'aléas à évolution lente

Il est difficile de rendre compte de façon exhaustive des déplacements internes associés aux aléas à évolution lente et au changement climatique à cause du grand nombre de phénomènes, impacts et facteurs associés aux aléas, au type de mouvement qu'ils causent et aux situations dans les régions qu'ils touchent. L'un des principaux problèmes est qu'on ne s'aperçoit souvent de la gravité d'un aléa à évolution lente que lorsqu'un point de crise est atteint.⁵³⁵

Les principales lacunes en matière de connaissances sur l'ampleur de ce type de déplacement concernent le nombre de personnes susceptibles d'être déplacées, le nombre de nouveaux déplacements que ces phénomènes provoquent, le nombre de personnes vivant en situation de déplacement à la suite de ces événements et le nombre de personnes déplacées susceptibles de rester dans leur pays.

sur les besoins les plus immédiats des personnes déjà déplacées, ce qui signifie que la période entre l'évènement ayant causé le déplacement et l'arrivée dans la zone de refuge n'est pas prise en compte. Cette période implique aussi des coûts, notamment pour le transport, le logement, les autres besoins essentiels et la perte de revenus. Nos évaluations préliminaires montrent que les coûts les plus élevés proviennent des impacts sur le logement, et les pertes les plus importantes de la perturbation des activités génératrices de revenus habituelles des personnes déplacées. Les conséquences sur la santé, l'éducation et la sécurité ne deviennent généralement visibles qu'à long terme.

Déterminer les coûts et les pertes associés à la période de transition des personnes déplacées serait particulièrement utile pour évaluer les conséquences des déplacements liés aux catastrophes. Les informations sur leur durée étant rarement disponibles et la plupart des HRP se concentrant sur des situations de conflit, leurs impacts économiques restent pratiquement inconnus. Être en mesure de les évaluer, au moins pour les périodes d'évacuation connues, serait un premier pas pour combler le manque de connaissances.

Bien que les données soient rares, nous avons pu enregistrer des cas de déplacements liés à la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et au Brésil.⁵³⁶ Les progrès de la technologie de l'information associés aux micro données sur les personnes déplacées offrent la perspective de mieux cerner l'ampleur des aléas à évolution lente et des catastrophes composées, et leur évolution dans le temps.

L'imagerie satellite, les applications pour téléphones mobiles et surtout un meilleur accès aux informations obtenues grâce à l'observation de la Terre et aux modèles climatiques mettent à disposition de grands volumes de données permettant d'évaluer et de prédire les conséquences des catastrophes. Les données ne permettent pas seulement d'améliorer notre compréhension des crises actuelles. Elles pourraient également servir au développement de modèles destinés à mieux comprendre les déplacements liés aux catastrophes à l'avenir et à s'y préparer. L'inclusion de questions dans les recensements nationaux et autres sondages contribuerait également à augmenter les données et informations concernant les aléas à évolution lente.

Plus on disposera de données concernant ces phénomènes et leurs conséquences pour les sociétés, plus nos scénarios et modèles seront précis. La collecte de données relatives aux personnes déplacées par la sécheresse, la désertification ou la montée du niveau de la mer, associée à des analyses contextuelles qualitatives et des récits personnels, améliorera notre compréhension des facteurs et déclencheurs de ce type de déplacements. Par ailleurs, les modèles sont de plus en plus sophistiqués, incluant des modes de pensée systémiques et des approches holistiques pour comprendre la prise de décisions.⁵³⁷

Vers une meilleure coordination et collaboration

Pallier le manque de données sur le déplacement lié aux catastrophes et améliorer notre capacité de suivi du phénomène est possible. Pour y parvenir, nous devons nous assurer que les efforts fournis en termes de collecte de données se complètent au lieu de se chevaucher et que les collecteurs utilisent des termes et critères communs, afin que leurs données soientinteropérables.⁵³⁸ La collecte de données doit aussi se conformer aux directives de protection des données, afin de respecter la vie privée des personnes et de garantir leur sécurité.

Les personnes déplacées ont besoin d'interventions adaptées à leur situation, en fonction du lieu, de leur âge, sexe, origine ethnique, de la situation socioéconomique et d'autres caractéristiques encore. Il est essentiel que les données soient désagrégées afin de garantir que le profilage des personnes les plus vulnérables soit précis, que leurs besoins soient satisfaits de façon appropriée et que personne ne soit oublié.

L'intégration des risques et conséquences des déplacements aux mesures et politiques de réduction des risques de catastrophes permet de promouvoir la cohérence entre les missions de plusieurs ministères et agences, en prenant en compte à la fois les actions urgentes et celles à plus long terme nécessaires pour réduire ou éviter les risques, et mettre en œuvre des solutions durables. Elle favorise également des résultats qui se renforcent mutuellement et une efficacité en termes de collecte de données et de rapports dans le cadre des programmes politiques mondiaux reconnaissant les déplacements comme un problème important.

Alors que nous entamons le compte à rebours jusqu'à 2030 date à laquelle les progrès réalisés au regard des principaux accords mondiaux seront évalués, il est encore temps de développer et d'améliorer les bases de données sur les dommages et les pertes liés aux catastrophes et de suivre le déplacement lié aux catastrophes.

Conclusion

L'année 2020 a été la troisième plus chaude jamais enregistrée, confirmant la tendance d'une augmentation mondiale des températures moyennes depuis 2015. Les saisons des moussons durent également plus longtemps et les précipitations annuelles totales ont augmenté dans certains endroits du monde. Le niveau de la mer dans le monde continue à augmenter, de même que la température des océans, favorisant la formation de cyclones tropicaux plus puissants. Les périodes de sécheresse sont de plus en plus longues et dévastatrices.⁵³⁹ Les données restent limitées mais montrent que les catastrophes sont de plus en plus graves et fréquentes, indiquant une nouvelle « normalité » préoccupante.⁵⁴⁰

En 2020, les catastrophes ont eu lieu lors d'une saison des cyclones inhabituellement forte aux Amériques et en Asie, d'une saison des pluies plus longue qui a provoqué des inondations généralisées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et d'incendies sans précédents aux États-Unis et en Australie. La pandémie de la Covid-19 a rendu ces crises encore plus complexes, avec des conséquences dévastatrices sur les vies et moyens de subsistance des personnes déplacées.

Nous sommes entrés dans l'âge de l'Anthropocène, période de déséquilibres sociaux et planétaires encore jamais connus, qui interagissent et génèrent de nouveaux risques, notamment celui du déplacement.⁵⁴¹ Les schémas de mobilité seront modelés par ces déséquilibres, de façon complexe et parfois imprévisible. Davantage de données fiables sont nécessaires pour recentrer nos actions et efforts visant à gérer les déplacements dans le contexte du changement climatique. En comprenant qui risque d'être déplacé, à quel endroit, pendant combien de temps les personnes déjà déplacées sont susceptibles de le rester et dans quelles conditions, les gouvernements et la communauté internationale auront davantage de moyens pour prévenir de futurs déplacements et satisfaire les besoins des personnes déplacées.

Nous avons aussi besoin de données plus précises sur les déplacements associés aux aléas à évolution lente, notamment la sécheresse, l'érosion des côtes, la montée du niveau de la mer, la salinisation, le retrait des glaces et la fonte du permafrost, et pour comprendre comment ces phénomènes interagissent avec les aléas à évolution soudaine et causent des déplacements. Au-delà des événements importants qui causent des déplacements de masse, nous devons évaluer les conséquences des catastrophes plus localisées qui, bien qu'à une échelle plus réduite, mettent en péril des années, voire des décennies de progression en termes de développement.

Pour résumé, les faits et les données sont le prisme qui nous permettra d'apprendre et de réussir. Sachant qu'il nous reste moins de dix ans pour réaliser les Objectifs de développement durable, affiner nos outils de compréhension des déplacements liés aux catastrophes et du rôle du changement climatique doit être une priorité. Plutôt que d'adhérer à des contenus à sensation concernant les « migrations climatiques de masse », nous devons fournir des informations solides quant à l'ampleur, aux schémas et aux conséquences de la mobilité humaine dont il est question. Nous devons nous concentrer sur la réduction des risques et aider les personnes déplacées, quels que soient les obstacles qu'elles affrontent, et nous opposer à l'idée que les catastrophes sont « naturelles ». Nous devons reconnaître notre responsabilité en termes de création des risques et les réduire grâce au développement durable.

Évaluer les risques de déplacement locaux, nationaux et régionaux nécessitera des partenariats à tous les niveaux. Un grand nombre d'initiatives de modélisation des risques ont fait leur apparition ces dernières années, et il est maintenant temps de faire le point sur les progrès et de garantir la collaboration et la coordination. Nous devons également intégrer les conséquences du changement climatique à ces modèles et faire davantage pour évaluer la vulnérabilité et l'exposition à l'avenir. L'augmentation rapide de la population affecte ces deux facteurs à tel point que les modèles devront être actualisés plus régulièrement pour pouvoir servir efficacement les systèmes d'alerte précoce et les mesures de réduction des risques.

Si nous voulons comprendre ce qui fonctionne, nous devons procéder à un suivi systématique des déplacements liés aux catastrophes, du risque de déplacement et des mesures à prendre pour les réduire progressivement dans le monde entier. Les informations obtenues, associées à l'échange de bonnes pratiques parmi les pays confrontés aux déplacements internes, permettraient des financements plus fiables et plus accessibles, ce qui créerait un terrain fertile en vue d'un changement réel et de progrès durables.

*Coucher de soleil sur la plage à Cox's Bazar, Bangladesh.
© UNOCHA/Vincent Tremeau, mars 2018.*

120

1 IDMC, “Unveiling the cost of internal displacement: 2021 report”.

2 See e.g. Wirtz, Andrea, Pham, Kiemanh, et al, “Gender-based violence in conflict and displacement: qualitative findings from displaced women in Colombia”, 2014; Women’s Commission for Refugee Women and Children, “Displaced Women and Girls At Risk: Risk Factors, Protection Solutions and Resource Tools”, February 2006; Neumayer, Eric and Plümper, Thomas, “The Gendered Nature of Natural Disasters: The Impact of Catastrophic Events on the Gender Gap in Life Expectancy, 1981–2002”, 2007; Bradshaw, Sarah and Fordham, Maureen, “Women, Girls and Disasters, a review for DFID”, August 2013; Murillo, Marshal Q. and Tan, Shukui, “Discovering the differential and gendered consequences of natural disasters on the gender gap in life expectancy in Southeast Asia”, October 2017.

3 Crisis Group, “Clashes over Ethiopia’s Tigray Region: Getting to a Ceasefire and National Dialogue” 5 November 2020; OCHA, “Ethiopia: Tigray Region Humanitarian Update Situation Report No. 1” 7 November 2020.

4 Analysis of IOM DTM data.

5 OCHA, “Somalia: Flash Update No.1 on displacement in Gedo region, Jubaland as of 05/03/2020” 5 March 2020; Crisis Group, “Ending the Dangerous Standoff in Southern Somalia” 14 July 2020.

6 Crisis Group, “A Last Chance to End Somalia’s Dangerous Election Impasse” 25 February 2021.

7 Crisis Group, “Managing Election Tensions in the Central African Republic” 10 December 2020; Crisis Group, “Saving the Central African Republic’s elections and averting another cycle of violence” 22 December 2020.

8 UNHCR, “Le HCR est préoccupé par le déplacement de milliers de Centrafricains après les élections - Democratic Republic of the Congo” 8 January 2021.

9 UN Security Council, “République Centrafricaine: face aux assauts de la coalition CPC, le Conseil de sécurité examine une demande d’aménagement du mandat de la Mission” 21 January 2021; MINUSCA, “Déclaration du porte-parole du représentant special du Secrétaire Général des Nations Unies en République Centrafricaine et chef de la MINUSCA” 11 January 2021.

10 RFI, “Cameroun: à un jour du vote, des habitants fuient le regain des violences” 8 February 2020; UN News, “Guterres “deeply concerned” over deadly assault in north-west Cameroon” 18 February 2020.

11 Höglund, Kristine, “Electoral Violence in Conflict-Ridden Societies: Concepts, Causes, and Consequences” 29 June 2009.

12 Human Rights Watch, “Ballots to Bullets, Organized Political Violence and Kenya’s Crisis of Governance” 16 March 2008; OCHA, “Frequently Asked Questions on IDPs, Kenya” 4 December 2008.

13 IDMC, “Measuring the costs of internal displacement on IDPs and hosts: Case studies in Eswatini, Ethiopia, Kenya and Somalia” January 2020.

14 UN News, “Côte d’Ivoire: human rights-based solutions key to resolving displacement – UN” 31 July 2012.

15 IOM-DTM, “Evaluation Rapide - Mouvements de Populations, Côte d’Ivoire” 30 October 2020; Al Jazeera News, “Ivory Coast Constitutional Council confirms Ouattara re-election” 9 November 2020.

16 EU Emergency Trust Fund for Africa, “Sudan celebrates peace agreement to end decades of war” 13 October 2020, available at: https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/all-news-and-stories/sudan-celebrates-peace-agreement-end-decades-war_en, accessed: 23 April 2021.

17 Crisis Group, “A Major Step Toward Ending South Sudan’s Civil War” 25 February 2020.

18 UN Security Council, “Despite Ceasefire Agreement in South Sudan, Intercommunal Conflicts Increase, Humanitarian Needs Grow, Civil Society Representative Tells Security Council” 16 September 2020.

19 OCHA, “Humanitarian needs overview, South Sudan, 2021” January 2021.

20 OHCHR, “South Sudan: Bachelet calls for accountability as hundreds reported killed in intercommunal violence” 22 May 2020; OHCHR, “Renewed violence and delayed implementation of the peace agreement severely threaten peace and stability in South Sudan, UN experts note” 14 August 2020.

21 REACH, “Situation Overview: Jonglei State, South Sudan” March 2020; FAO, WFP, “South Sudan violence threatens over 60,000 people in Bor and Pibor with hunger” 23 July 2020.

22 Crisis Group, “Stopping Nigeria’s Spiralling Farmer-Herder Violence” 26 July 2018.

23 IOM-DTM, “Nigeria — North Central and North West Zones Displacement Report 3 (December 2019)” 20 January 2020; IOM-DTM, “Nigeria — North Central And North West Zones Displacement Report 5 (January 2021)” 8 March 2021.

24 The New Humanitarian, “Conflict spikes in Congo’s Ituri” 5 May 2020; OHCHR, “Press briefing note on DRC” 17 April 2020; Crisis Group, “DR Congo: Ending the Cycle of Violence in Ituri” 15 July 2020.

25 UNCHR, “Surging violence uproots thousands of people in eastern Congo” 8 May 2020; Human Rights Watch, “Unrelenting Killings in Congo’s Ituri Province” 22 June 2020.

26 OCHA, “Aperçu des besoins humanitaires, République Démocratique du Congo, 2021” December 2020.

27 Fewes Net, “Mozambique Key Message Update: Drought and conflict drive an atypically early start of the lean season, September 2020” 30 September 2020; RPCA, Sahel and West Africa Club Secretariat, OECD, “Food and Nutrition Crisis 2020, Analyses and Responses” November 2020; Le Monde, “« J’ai vu la crise se répandre comme une pieuvre dans la région » : des villages au Mali rasés par la violence et la famine” 24 January 2021.

28 OCHA, “Aperçu des besoins humanitaires, Mali, 2020” January 2020; Al Jazeera News, ““Kill the men, free the girls”: A family abducted in Burkina Faso” 21 April 2020; Save the Children, “Millions of out-of-school children at increased risk of violence” 19 October 2020; OHCHR, “Mozambique: Bachelet appalled by escalating conflict in Cabo Delgado province” 13 November 2020.

29 UNHCR, “West and Central Africa Update, August - October” 31 October 2020.

30 IOM-DTM, “Mali Rapport de Déplacement (Octobre 2020)” 27 November 2020.

31 World Bank Blogs, “How much did Boko Haram forbid education in Nigeria?” 23 May 2019; Bina, Florence, Mbaya, Paul, et al., “Effect of Insecurity on the Livelihood of Communities in Maiduguri Metropolis” 2020.

32 The Liptako Gourma region between Burkina Faso, Mali and Niger has suffered prolonged periods of drought in recent years, and land and water scarcity have aggravated grievances between farmers and pastoralists.

33 GRET, FAO, “Conflict over Access to Land & Water Resources within Sub-Saharan Dry Lands” September 2006; Sipri, “The impact of armed groups on the populations of central and northern Mali” October 2019; The Jamestown Foundation, “Burkina Faso: Jihadists’ Ethnic Strategy and the Koglweogo Problem” 17 December 2019; Crisis Group, “Reversing Central Mali’s Descent into Communal Violence” 9 November 2020; Global Centre for the Responsibility to Protect, “Central Sahel, Burkina Faso” 15 March 2021.

34 From IOM, DNDS and CMP assessments, October 2020; The New Humanitarian/IRIN, “The Sahel in flames” 31 May 2019.

35 UNHCR, “North-East Situation Update” August 2020; OCHA, “Humanitarian Response Plan, Nigeria 2021” February 2021.

36 MAGYC, “Policy paper, Nigeria: returning migrants at risk of internal displacement” 2021.

37 Crisis Group, “Ending the Dangerous Standoff in Southern Somalia” 14 July 2020; Crisis Group, “Political Turmoil ahead of Somalia’s Elections” 1 October 2020; Crisis Group, “Blunting Al-Shabaab’s Impact on Somalia’s Elections” 31 December 2020.

38 Human Rights Watch, “World Report 2021: Rights Trends in Somalia” 23 December 2020.

39 UNHCR, “Massive floods in DRC’s South Kivu impact 80,000 people, kill dozens” 21 April 2020; OCHA, “République Démocratique du Congo, Inondations à Uvira : Rapport de situation #2” 7 May 2020; CONASUR, OCHA, “Burkina Faso - Inondations 2020 Rapport de situation N°01” 11 September 2020; UN News, “Flooding leaves South Sudan facing threat of “catastrophic” hunger levels” 29 September 2020; IFRC, “Emergency Plan of Action (EPoA) Cameroon / Floods in Far North Region” 8 October 2020.

40 FEWS Net, “East Africa Seasonal Monitor” 5 May 2020.

41 UN News, “Flooding leaves South Sudan facing threat of “catastrophic” hunger levels” 29 September 2020; Earth Observatory, NASA, “Record Flooding in Sudan” 17 September 2020.

42 OCHA, “Floods in Sudan - Situation Report” 9 October 2020, available at: <https://reports.unocha.org/en/country/sudan/card/5DXwQdEV0j/>, accessed: 23 April 2021.

43 UN News, “Flooding leaves South Sudan facing threat of “catastrophic” hunger levels” 29 September 2020; OCHA, “Humanitarian needs overview, South Sudan, 2021” January 2021.

44 IFRC, “Locust upsurge in East and Horn of Africa - Operation Update Report n° MDR60005” 22 December 2020.

45 OCHA, “Hunger is Rising, COVID-19 Will Make it Worse, Global Humanitarian Overview” December 2020.

46 IDMC’s analysis of the PRMN dataset.

47 IDMC, “Disasters meet political unrest, displacing millions in East Africa” July 2020; OCHA, “Somalia floods, Dashboard” 26 October 2020, available at: <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrJoiY2FiNmExZjgtYWVzNS00YzIxLWJiZWQTYTU-zODg1M2JlZmE1liwidCI6IjBmOWUzNWRiLTUONGYtNGY2M-C1iZGNjLTViYTQxNmU2ZGM3MCIslmMiOjh9>, accessed: 23 April 2021.

48 NRC, “Locust plague spells catastrophe for millions living in underfunded East Africa” 27 February 2020.

49 OCHA, “Niger floods: Prevention is better than cure” 15 December 2017; Voice of America, “Des fortes pluies ont fait 9 morts et 20 000 sinistrés depuis juin au Niger” 21 July 2020.

50 OCHA, “Bilan des inondations au 07 septembre 2020 au Niger – Flash Update #2” September 2020.

51 IOM-DTM, “Chad — Emergency Tracking Tool Report 71 (23 August 2020)” 25 August 2020.

52 Nebie, Elisabeth Kago, West, Colin Thor, “Migration and Land-Use and Land-Cover Change in Burkina Faso: a comparative case study” 25 November 2019.

53 International Crisis Group, “Burkina Faso: Stopping the Spiral of Violence” 24 February 2020.

54 International Crisis Group, “Africa Report N°254 - The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso’s North - Burkina Faso” 12 October 2017.

55 Human Rights Watch, “Burkina Faso: New Massacres by Islamist Armed Groups” 23 April 2020; Bøås, Morten, Cissé, Abdoul Wakhab, et al., “Explaining Violence in Tillabéri: Insurgent Appropriation of Local Grievances?” 1 October 2020.

56 Tapsoba, Alexandra Tebkiet, Combes Motel, Pascale, et al., “Youth resentment and violence: evidence from Burkina Faso” July 2020; Noria Research, “Les racines locales de la violence dans l’Est du Burkina Faso: La concurrence pour les ressources, l’État et les armes” 28 January 2020.

57 UNHCR, “UNHCR condemns killing of 25 internally displaced people in Burkina Faso” 7 October 2020.

58 ACAPS, “COVID-19: Insecurity and education in Burkina Faso” October 2020; UNHCR, “West and Central Africa Update, August - October” 31 October 2020; UN News, “Malian refugees return to Burkina Faso camp nine months after violent attacks” 21 December 2020.

59 CONASUR, OCHA, “Burkina Faso - Inondations 2020 Rapport de situation N°01” 11 September 2020. It should be noted however that these figures are underestimates and that situation reports shared with IDMC in 2021 confirmed that over 100,000 people had been displaced.

60 *Ibid.*

61 OCHA, “West and Central Africa: Weekly Regional Humanitarian Snapshot” 8 June 2020.

62 ACAPS, “Burkina Faso: Escalation of armed violence” 1 November 2019.

63 FAO, WFP, “FAO-WFP early warning analysis of acute food insecurity hotspots” October 2020.

64 IOM, “Burkina Faso Records One Million Internally Displaced, Its Most Ever, as Violence Rages Amid COVID-19” 25 August 2020; Burkina Faso Nutrition Cluster, “Situation des personnes déplacées internes (PDI) du Burkina Faso” 31 January 2021.

65 UN News, “Escalating Burkina Faso violence brings wider Sahel displacement emergency into focus” 21 February 2020; NRC, Global Protection Cluster, “Breaking the glass ceiling: A smarter approach to protection financing” November 2020.

66 OCHA, “Burkina Faso: Insecurity is making humanitarian access more difficult” 2 June 2020.

67 WFP, “How the contagion of conflict in the Sahel could spread across West Africa” 3 April 2020; Global Centre for the Responsibility to Protect, “Central Sahel, Burkina Faso” 15 March 2021.

68 International Crisis Group, “A Course Correction for the Sahel Stabilisation Strategy” 1 February 2021.

69 UNISS, “Ambassadorial-Level Meeting of the Peacebuilding Commission on the Sahel region and the United Nations Integrated Strategy for the Sahel (UNISS), Chair’s Summary” 14 October 2020; OCHA, “High-Level Humanitarian Event on the Central Sahel” 27 August 2020, available at: <https://www.unocha.org/centralsahel2020>, accessed: 8 April 2021.

70 World Bank Group, ““Strong but not Broadly Shared Growth” Mozambique —Poverty Assessment—” April 2018; OCHA, “Rapid Response Plan Cabo Delgado Province, Mozambique. May-December 2020” June 2020; International Crisis Group, “Understanding the New U.S. Terrorism Designations in Africa” 18 March 2021.

71 Institute for Defense Analyses, “Crisis in Cabo Delgado and Lessons for Combating Violent Extremism in Africa” 1 December 2020; MSF, “Northern Mozambique: Invisible conflict, very real consequences - Mozambique” 13 February 2020, available at: <https://reliefweb.int/report/mozambique/northern-mozambique-invisible-conflict-very-real-consequences>, accessed: 8 April 2021.

72 Institute for Security Studies, “The genesis of insurgency in northern Mozambique” October 2019; CMI, “War in resource-rich northern Mozambique — Six scenarios, CMI Insight” May 2020; CSIS, “The Secret to the Northern Mozambique Insurgency’s Success” 2 November 2020.

73 IOM DTM, “Baseline Assessment Round 9” December 2020.

74 OCHA, “Rapid Response Plan Cabo Delgado Province, Mozambique. May-December 2020” June 2020.

75 IOM DTM, “Baseline Assessment Round 9” December 2020.

76 CSIS, “Trajectory of Violence in Northern Mozambique Points to Long-term Security Challenge” 16 November 2020.

77 OCHA, “Situation Report Last updated: 30 October 2020, Mozambique” 4 November 2020.

78 IOM DTM, “Baseline Assessment Round 9” December 2020.

79 UNHCR, “As attacks surge in northern Mozambique, families flee multiple times” 18 September 2020; OCHA, “Situation Report, Mozambique” 31 December 2020, available at: <https://reports.unocha.org/en/country/mozambique/>, accessed: 8 April 2021.

80 OCHA, “Southern Africa: Tropical Cyclone Kenneth Flash Update No. 4” 28 April 2019; IDMC, “Sub-Saharan Africa Regional Overview, GRID2020” May 2020.

81 UNICEF, “Mozambique: Children living in storm-affected areas face worsening food insecurity and nutrition crisis six months after Cyclone Idai” 14 September 2019; OCHA, “2018-2020 Humanitarian Response Plan, Mozambique, revised” August 2019; Anthropocene Intel, “Mozambique: A Cyclonic Insurgency?” 9 January 2021.

82 IPC, “IPC Acute Food Insecurity Analysis, Mozambique, October 2020 - September\$ 2021” January 2021.

83 Fews Net, “Mozambique Food Security Outlook Update: Poorly distributed rainfall through December limits planting in southern Mozambique” December 2020.

84 UNICEF, “Mozambique, Humanitarian Situation Report No. 2” November 2020; OCHA, “Humanitarian Response Plan, Mozambique, Abridged Version” December 2020.

85 OCHA, “Rapid Response Plan Cabo Delgado Province, Mozambique. May-December 2020” June 2020.

86 Insecurity Insight, “Mozambique Alert: Palma” 26 March 2021; UN Special Representative of the Secretary-General on Violence Against Children, “Mozambique: UN Officials Alarmed at Escalating Violence against Civilians, Including Women and Children, Call to increase Protection & Assistance” 31 March 2021; OCHA, “Mozambique – Attacks In Palma District, Flash Update No.4 (Last updated: (2 Apr 2021) - Mozambique” 2 April 2021.

87 IDMC, “A decade of displacement in the Middle East and North Africa” January 2021.

88 OCHA, “Breakdown of data on demolition and displacement in the West Bank”, available at: <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjojMmJkZGRhYWQtO-Dk0MS00MWJkLWI2NTktMDg1NGJIMGNiY2Y3liwidCI6IjB-mOWUzNWRiLTU0NGYtNGY2MC1iZGNjLTVIYTQxNmU2ZG-M3MCIslmMiOjh9>, accessed: 30 April 2021.

89 IOM-DTM, “Yemen - Baseline Assessment Round 37” 12 March 2019; Protection Cluster Yemen, “Yemen Protection Brief” January 2021; IOM, “Yemen: IOM Warns Disaster Looms in Marib, as Escalating Fighting Drives up Humanitarian Needs” 6 October 2020.

90 OCHA, “Al Jawf and Marib Flash Update No.1” 3 March 2020.

91 OCHA, “Humanitarian Needs Overview 2021, Yemen” February 2021.

92 IDMC’s analysis of the IOM DTM data; Fikra Forum, Washington Institute, “Turkey’s Intervention in Libya Disrupts the UAE but Opens the Door for Russia” 1 June 2020; OCHA, “Situation Report, Libya” 25 November 2020.

93 United Nations, “Unlawful Demolitions in the West Bank Spike During COVID-19 - Statement by Humanitarian Coordinator Jamie McGoldrick” 10 September 2020; OCHA, “Breakdown of data on demolition and displacement in the West Bank”, available at: <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjojMmJkZGRhYWQtO-Dk0MS00MWJkLWI2NTktMDg1NGJIMGNiY2Y3liwidCI6IjB-mOWUzNWRiLTU0NGYtNGY2MC1iZGNjLTVIYTQxNmU2ZG-M3MCIslmMiOjh9>, accessed: 30 April 2021.

94 OCHA, “West Bank witnesses largest demolition in years” 4 November 2020.

95 Dukuim, Negev Coexistence Forum for Civil Equality, “House Demolitions”, available at: <https://www.dukium.org/articles-reports/house-demolitions-and-destruction-of-crops/house-demolitions/>, accessed: 30 April 2021.

96 OCHA, “Syria Humanitarian Impact of Wildfires in Coastal Areas Flash Update No.1” 11 October; OCHA, “Syria I Global Humanitarian Overview 2021”, available at: <https://gho.unocha.org/syria>, accessed: 30 April 2021.

97 Crisis Group, “U.S. Sanctions on Syria: What Comes Next?” 13 July 2020.

98 OCHA, “Recent Developments in Northwest Syria Situation Report No. 17” 13 July 2020.

99 HNAP, “IDP Report Series 2020, Governorate Profiles” December 2020.

100 IDMC, “A decade of displacement in the Middle East and North Africa” January 2021.

101 OCHA, “Situation Report, Libya” 25 November 2020; IOM-DTM, “Libya — IDP And Returnee Report 34 (November - December 2020)” 18 February 2021.

102 UNSMIL, “UNSMIL Statement on the resumption of intra-Libyan political and military talks” 10 October 2020; UN News, “UN salutes new Libya ceasefire agreement that points to “a better, safer, and more peaceful future”” 23 October 2020.

103 UNSMIL, Government of National Accord, Libyan National Army, “Agreement for a Complete and Permanent Ceasefire in Libya, Unofficial translation” 23 October 2020.

104 UN News, “Libya: “Historic moment” as UN-led forum selects new interim leadership” 5 February 2021.

105 Atlantic Council, “Idlib ceasefire is holding and could open door to long-term Syria solution, US envoy says” 30 April 2020.

106 IOM-DTM, “Master List Report 119, November-December 2020” 28 January 2021.

107 Iraq Recovery, “Returns Working Group”, available at: <http://iraqrecovery.org/RWG>, accessed: 26 November 2020.

108 IOM, “Access to Durable Solutions Among IDPs in Iraq: Three Years in Displacement” 2019; IOM, “Access to Durable Solutions Among IDPs in Iraq: Experiences Applying to Compensation” 16 January 2020; IOM, “Families Internally Displaced by ISIL Conflict Safely Return Home Through Government of Iraq, IOM Project” 20 July 2020; NRC, “Iraq’s camp closures leave 100,000 people in limbo” 9 November 2020.

109 IDMC, “MENA, Regional Overview, GRID 2020” April 2020; Global Protection Cluster, “Property Compensation Guidelines, Based on Iraqi Law 20, 2009, Law 57, 2015 (First Amendment) and Law 2 of 2020 (Second Amendment)” March 2020.

110 IOM-DTM, “Return Index - Iraq”, available at: <http://iraqdtm.iom.int/ReturnIndex>, accessed: 30 April 2021.

111 HNAP, “Community of Return Profiling, Syria, Edition 6” December 2020.

112 UN News, “As north-west Syria violence reaches “horrific” new level, UN relief chief says ceasefire is only option” 17 February 2020.

113 Crisis Group, “The Eleventh Hour for Idlib, Syria’s Last Rebel Bastion” 6 February 2020; OCHA, “Syrian Arab Republic, Recent Developments in Northwest Syria, Situation Report No. 10” 12 March 2020; REACH, “Northwest Syria - Situation Overview” 16 March 2020; IDMC, “A decade of displacement in the Middle East and North Africa” January 2021.

114 Atlantic Council, “Consequences of the HTS take-over in northwest Syria” 30 January 2019; Deutsche Welle, “Idlib: Syria’s last remaining rebel stronghold” 5 February 2020;

Crisis Group, “Silencing the Guns in Syria’s Idlib” 14 May 2020.

115 HNAP, “MNM Dataset”, December 2020.

116 HNAP, “IDP Report Series 2020, Governorate Profiles” December 2020.

117 OCHA, “Syrian Arab Republic, Recent Developments in Northwest Syria Flash Update” 5 March 2020; REACH, “Press release: New Situation Overview from northwest Syria shows that living conditions of new arrivals remain dire” 17 March 2020; REACH, “Northwest Syria - Situation Overview” 16 March 2020.

118 OHCHR, “Press briefing note on Syria – Idlib violations and abuses” 20 November 2020.

119 Trócaire, “Humanitarian catastrophe in Idlib in Northern Syria” 10 January 2020.

120 WFP, “Fleeing Idlib: “One of the most dangerous trips a person could make”” 10 February 2020.

121 Amnesty International, ““Nowhere is safe for us”, Unlawful attacks and mass displacement in North-West Syria” 2020.

122 OCHA, “Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs and Emergency Relief Coordinator, Mark Lowcock, Statement on Northwest Syria” 17 February 2020.

123 Deutsche Welle, “Idlib: Syria’s last remaining rebel stronghold” 5 February 2020; Islamic Relief, “Health care at brink of collapse in Idlib as hospitals lack medicine to save lives as coronavirus fears loom large, warns Islamic Relief” 13 March 2020.

124 OCHA, “Syrian Arab Republic, Recent Developments in Northwest Syria Flash Update” 5 March 2020.

125 OHCHR, “Press briefing note on Syria – Idlib violations and abuses” 20 November 2020.

126 HNAP, “Post-offensive arrivals tracking in northwest Syria”, 24 April 2020; OCHA, “Syrian Arab Republic, Recent Developments in Northwest Syria, Situation Report No. 10” 12 March 2020; OCHA, “Syrian Arab Republic, Recent Developments in Northwest Syria Situation Report No. 18” 25 July 2020.

127 OHCHR, “Press briefing note on Syria – Idlib violations and abuses” 20 November 2020.

128 Crisis Group, “Syria’s Frozen Conflict” 28 January 2021; Mehchy, Zaki, Haid, Haid, et al., “Assessing control and power dynamics in Syria” November 2020.

129 UN News, “Incredibly hard” winter beckons for Syrians, more assistance urgently needed” 25 November 2020.

130 IOM, “Yemen Covid-19 response update (26 July-08 August)”, 14 August 2020; Shelter Cluster, “Second Flash Update: Flooding in Yemen” 10 August 2020; Al Jazeera News, “At least 172 killed in Yemen flash floods this month” 12 August 2020; ICRC, “Yemen: Torrential floods” , available at: <https://www.icrc.org/en/document/yemen-torrential-floods-wreak-havoc-war-stricken-country>, accessed: 13 April 2021.

131 Shelter Cluster, “Flood Tracking Matrix 2020”, December 2020; OCHA, “Yemen: Flash Floods in southern governorates, Flash Update No. 1” 31 March 2020.

132 OCHA, “Situation Report, Yemen” 3 June 2020.

133 Shelter Cluster, “Impact Monitoring Report for the Shelter Cluster Programs, Yemen 2019” July 2019; IOM, “Shelter NFI Winterization Activities, December 2019-February 2020” 13 April 2020; Shelter Cluster, “Yemen Shelter Typologies” October 2020.

134 IFRC, “Yemen: Floods - Emergency Plan of Action (EPoA) DREF n° MDRYE009” 6 May 2020.

135 OCHA, “Yemen flash floods flash update no 2”, 24 April 2020; NRC, “Yemen nowhere to shelter”, 30 April 2020.

136 *Ibid.*

137 Arab News, “Flash floods in southern Yemen kill five, displace hundreds”, 5 June 2020; USAID, “Yemen Complex Emergency Fact Sheet #12.” 30 September 2020.

138 OCHA, “Yemen: Flash Floods, Flash Update No. 4” 11 August 2020.

139 *Ibid.*

140 Shelter Cluster, “Flood Tracking Matrix 2020”, December 2020; Protection Cluster, “Yemen Protection Brief, October 2020” 4 November 2020.

141 UN Habitat, “Informal Settlements in the Arab Region” February 2020; Sana’a Center For Strategic Studies, “Yemen Environment Bulletin: How Weak Urban Planning, Climate Change and War are Magnifying Floods and Natural Disasters” 14 July 2020.

142 Protection Cluster Yemen, “Heavy rains and flooding: Protection Impact and Response”, September 2020.

143 Protection Cluster, “Yemen Protection Brief, October 2020” 4 November 2020; UNHCR, “Yemen Operational Update” 13 August 2020; Arab News, “Yemen downpours kill 20” 4 August 2020; Interactive map of Yemen war, “Hababah Dam in the district of Thula, northern Yemen’s Amran, has collapsed today due to heavy rains. It is one of the biggest dams in the province and expected to flood tens of houses Huth”, available at: <https://yemen.liveuamap.com/en/2020/3-august-hababah-dam-in-the-district-of-thula-northern-yemens>, accessed: 13 April 2021.

144 UN News, “Battle “not yet over” against locust invasions in East Africa and Yemen” 11 May 2020, available at: <https://news.un.org/en/story/2020/05/1063672>, accessed: 13 April 2021; FAO, “Locust: the voracious pest is still a threat in East Africa” 29 October 2020.

145 OCHA, “Humanitarian Needs Overview 2021, Yemen” February 2021.

146 World Bank, “Yemen’s Economic Update — October 2020” 19 October 2020.

147 OCHA, “Yemen, Situation Report as of 3 April 2021”, available at: <https://reports.unocha.org/en/country/yemen/>, accessed: 13 April 2021.

148 UNDRR, “Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction” 2019.

149 World Bank, “East Asia and Pacific Cities: Expanding Opportunities for the Urban Poor” 19 July 2017.

150 Asian Development Bank, “Urban Poverty in Asia” 2014; IDMC, “East Asia Pacific, Regional Overview, GRID 2019” May 2019; UN-Habitat, “Asia and the Pacific Region,

Overview”, available at: <https://unhabitat.org/asia-and-the-pacific-region>, accessed: 19 April 2021.

151 Australian Red Cross, “Register. Find. Reunite Registration Data”, received by IDMC via email 17 March 2020; Parliament of Australia, “2019–20 Australian bushfires— frequently asked questions: a quick guide”, 12 March 2020; IDMC, “The 2019-2020 Australian Bushfires: From Temporary Evacuation to Longer-Term Displacement” September 2020.

152 ABC News, “SMS alerts urge north-east Victoria residents to evacuate” 2 January 2020; Government of Australia, “National Emergency Alert Warning System”, available at: <https://www.emergencyalert.gov.au/>, accessed: 19 April 2021.

153 Australian Government, Bureau of Meteorology, “Climate Driver Update archive” 13 October 2020.

154 Earth Observatory, NASA, “Excessive Monsoon Rains Flood Asia, June 1- July 20, 2020” 22 July 2020, available at: <https://earthobservatory.nasa.gov/images/147006/excessive-monsoon-rains-flood-asia>, accessed: 19 April 2021.

155 Munich Re, “Record hurricane season and major wildfires – The natural disaster figures for 2020” 7 January 2021; CGTN, “How China deals worse floods with less loss?” 6 September 2020.

156 IDMC, “Case Study Series - Dam Displacement” April 2017; Mekong River Commission for Sustainable Development, “Understanding Mekong River’s hydrological conditions” August 2020.

157 Global Times, “China experiences 21 large-scale floods in 2020, setting historical record” 23 September 2020; China Daily, “Cost of flood repairs to water conservancy projects put at 84b yuan” 24 September 2020.

158 SHINE News, “Anhui dam blown up to release floodwaters” 20 July 2020; The Standard, “China dam blown to free surging waters” 20 July 2020.

159 United Nations University, “Ageing Water Storage Infrastructure: An Emerging Global Risk” 2021.

160 VnExpress, “Heavy rains, dam discharge could trigger fresh flooding in central Vietnam” 29 October 2020;

Government of Viet Nam, “Flash Report on Natural Disaster Risk Management on November 4, 2020” 6 November 2020; IFRC, “Operation Update Report, Vietnam: Floods” 1 December 2020.

161 Martinez, Rafael, Masron, Irna Nurlina, “Jakarta: A city of cities” 1 November 2020.

162 BNPB, “Jakarta, Banten and West Java Flood Infographics”, 3 January 2020; The Jakarta Post, ““Not ordinary rain”: Worst rainfall in over decade causes massive floods in Jakarta” 1 January 2020; Kontan, “BMKG sebut hujan ekstrem sebabkan banjir Jakarta dan sekitarnya (BMKG said the extreme rain caused flooding in Jakarta and its surroundings)” 1 January 2020.

163 BNPB, “Current Impacts of the Greater Jakarta Flood and Surrounding Areas”, 27 February 2020.

164 IPCC, “Chapter 4: Sea Level Rise and Implications for Low-Lying Islands, Coasts and Communities, Special Report on the Ocean and Cryosphere in a Changing Climate” 2019; Summer Warren, “An Evaluation of Jakarta’s Climate Change Adaptation and Disaster Risk Reduction Plans, Waterloo Journal of Environmental Studies” 21 December 2020.

165 The Jakarta Post, “BREAKING: Jokowi announces East Kalimantan as site of new capital” 26 August 2019; Reuters, “Indonesia puts \$33 billion move of capital city on hold to tackle pandemic” 19 August 2020.

166 DROMIC, “Taal Volcano Eruption” 13 January 2020.

167 Manila Bulletin, “39 deaths recorded during Taal Volcano’s eruption” 1 February 2020.

168 Government of Fiji, “5-Year and 20-Year National Development Plan” November 2017.

169 Government of Fiji, “Prime Minister Voreqe Bainimarama’s Speech at the Commissioning of the Relocation of Narikoso Village” 19 November 2020.

170 Government of Fiji, “Planned Relocation Guidelines - A framework to undertake climate change related relocation” 2018.

171 Government of Fiji, “Official launch of Fiji’s Climate Relocation and Displaced Peoples Trust Fund for Communities and Infrastructure” 25 September 2019.

172 Paveglio, et al., “Wildfire Evacuation and its alternatives in a post-Black Saturday landscape: Catchy slogans and cautionary tales, Environmental Hazards”, 12 January 2012; Dowdy et al., “Future changes in extreme weather and pyroconvection risk factors for Australian wildfires”, 11 July 2019; Climate Council, “This is Not Normal’: Climate change and escalating bushfire risk: Briefing Paper”, 12 November 2019; The Guardian, “Australian fires: Victorians urged to leave amid fears ‘heat spike’ will cause bushfires to merge”, 9 January 2020; IDMC, “The 2019-2020 Australian Bushfires: From Temporary Evacuation to Longer-Term Displacement” September 2020.

173 Government of Australia, “Royal Commission into National Natural Disaster Arrangements Report” 28 October 2020.

174 The Japan Times, “Japan’s disaster management minister vows to improve preparedness” 5 October 2020.

175 The Mainichi, “Coronavirus presents new challenges for evacuation centers in rain-hit SW Japan” 11 July 2020; IDMC, “Mid-Year Updates 2020” September 2020.

176 The Japan Times, “14 evacuation centers became unusable amid Japan rain disaster” 13 July 2020.

177 UNDRR, “Review of COVID-19 disaster risk governance in Asia-Pacific: Towards multi-hazard and multi-sectoral disaster risk reduction” 2020; UNDRR, “UNDRR Asia-Pacific COVID-19 Brief: Combating the dual challenges of climate-related disasters and COVID-19” 2020.

178 IFRC, “Pacific National Societies respond to Cyclone Harold in the time of COVID-19” 29 April 2020; Devex, “First came the coronavirus. And then the cyclone hit” 21 May 2020; IDMC, “COVID-19 and internal displacement in the Asia-Pacific: Towards local, rapid and inclusive disasters responses, Expert opinion” November 2020.

179 Information on displacement in Mindanao is based on UNHCR data, and outside of Mindanao is based on DROMIC.

180 Benar News, “Police Hunt for MIT Suspects in Deadly Attack on Central Sulawesi Village” 28 November 2020.

181 France Info la 1ère, “Réfugiés de Maré : des habitants relogés mais déracinés” December 2020; Le Monde, “En Nouvelle-Calédonie, les membres d’une tribu « bannis » de l’île de Maré, après une expédition punitive” 16 November 2020.

182 Cyclone Oi, “L’archipel des Tonga directement impacté par le cyclone Tino” 18 January 2020; RNZ, “Cyclone Tino now a Category two storm” 17 January 2020.

183 Fijivillage, “TC Tino intensifies into a Category 3 cyclone and is expected to move out of Fiji Waters later today” 18 January 2020; RNZ, ““It swept right over”: Tuvalu inundated by waves whipped up by Cyclone Tino” 18 January 2020.

184 Scientific American, “First Category 5 Tropical Cyclone of 2020, Harold, Pounds Vanuatu” 6 April 2020.

185 IIFRC, “Final Report Vanuatu: Tropical Cyclone Harold” 29 January 2021; RNZ, ““As if it was bombed”: Vanuatu’s Pentecost devastated by Cyclone Harold” 15 April 2020; Isaiah Rucker, “Land Cover Change, Disasters, and Livelihoods” December 2020.

186 WFP, “Macro Analysis of Covid-19 Threats to Food Security and Livelihoods in Asia and the Pacific” June 2020; Government of Vanuatu, “Post-disaster needs assessment, TC Harold, & COVID-19” October 2020.

187 IFRC, “Final Report Fiji: Tropical Cyclone Harold” 26 January 2021.

188 Pacific Humanitarian Team, “Tropical Cyclone Harold, Situation Report #9” 21 April 2020.

189 IFRC, “Final Report Vanuatu: Tropical Cyclone Harold” 29 January 2021; Government of Vanuatu, “Post-disaster needs assessment, TC Harold, & COVID-19” October 2020.

190 UNOSAT, “Tropical Cyclone VONGFONG-20 Population Exposure Analysis in Philippines” 15 May 2020.

191 UN News, “Philippines typhoon recovery, complicated by coronavirus concerns” 15 May 2020.

192 China Daily, “Normalcy returning to South as Typhoon Hagupit moves on” 6 August 2020.

193 VnExpress International, “Storm Molave drains central Vietnam of \$430 mln” 2 November 2020.

194 Yale Climate Connections, “Super Typhoon Goni slams into Philippines as strongest landfalling tropical cyclone on record »” 1 November 2020; OCHA, “Philippines: Super Typhoon Goni (Rolly) and Typhoon Vamco (Ulysses) Humanitarian Needs and Priorities (Nov 2020 - April 2021)” 26 November 2020.

195 OCHA, “Philippines: Typhoon Vamco (Ulysses): Cagayan Valley Region Impact and Response” 24 November 2020; ACAPS, “Typhoon Goni (Rolly) and Typhoon Vamco (Ulysses)”, available at: <https://www.acaps.org/country/philippines/crisis/typhoon-goni-rolly-and-typhoon-vamco-ulysses>, accessed: 12 April 2021.

196 Fiji NDMO, “#TCYasa Brief Update” 18 December 2020, available at: <https://twitter.com/FijiNDMO/status/1339677420559847424>, accessed: 12 April 2021; OCHA, “Fiji: Severe Tropical Cyclone Yasa Situation Report No. 04” 24 December 2020.

197 Mei, Wei, Xie, Shang-Ping, “Intensification of landfalling typhoons over the northwest Pacific since the late 1970s” October 2016; Takahashi, Hiroshi G., Kamizawa, Nozomi, et al., “Response of the Asian Summer Monsoon Precipitation to Global Warming in a High-Resolution Global Nonhydrostatic Model” 15 September 2020; World Meteorological Organization, “La Niña has developed, El Niño/La Niña update” 29 October 2020.

198 World Bank, “Population, total - South Asia, World”, available at: <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=8S-1W>, accessed: 21 April 2021; Asian Development Bank, “Climate Change in South Asia, Strong Responses for Building a Sustainable Future”.

199 IDMC, “The risk of disaster-induced displacement in South Asia” April 2015; United Nations Bangladesh, “HCTT Response Plan, Monsoon Floods, Coordinated Appeal, July 2020-March 2021” 4 August 2020.

200 IDMC, “Flood Displacement Risk, An Urban Perspective, Spotlight, GRID2019” May 2019.

201 Kirtman, Ben, Power, Scott B, et al., “Near-term Climate Change: Projections and Predictability, AR5 Climate Change 2013: The Physical Science Basis” 2013; “Climate change 2014: impacts, adaptation, and vulnerability: Working Group II contribution to the fifth assessment report of the Intergovernmental Panel on Climate Change” 2014; Sarkar, Soumya, “Cyclones rise as climate change heats up Indian Ocean” 5 June 2020; National Geographic, “Monsoon”available at: <https://www.nationalgeographic.org/encyclopedia/monsoon/print/>, accessed: 21 April 2021.

202 UN Resident Coordinator, “Flash Update #2, Bangladesh I 2020 Very Severe Cyclonic Storm “Amphan”” 22 May 2020.

203 Sarkar, Soumya, “Cyclones rise as climate change heats up Indian Ocean” 5 June 2020; India Meteorological Department, “Statement on Climate of India during 2020” 5 January 2021.

204 India Meteorological Department, “New Normal Dates of Onset/Progress and Withdrawal of Southwest Monsoon over India” 2020; India Meteorological Department, “Statement on Climate of India during 2020” 5 January 2021.

205 Earth Observatory, NASA, “Intense Flooding in Bangladesh” 1 August 2020.

206 United Nations Bangladesh, “HCTT Response Plan, Monsoon Floods, Coordinated Appeal, July 2020-March 2021” 4 August 2020.

207 IFRC, “Bangladesh: Floods, Emergency Appeal DREF Operation n° MDRBD025” 6 August 2020.

208 The Daily Star, “Jobless in Covid-19 pandemic, homeless in flood” 6 July 2020; United Nations Bangladesh, “HCTT Response Plan, Monsoon Floods, Coordinated Appeal, July 2020-March 2021” 4 August 2020.

209 UNITAR-UNOSAT, “I. R. of Pakistan, Balochistan, Punjab and Sindh Provinces, 27 Sept-01 Oct 2020” 2 October 2020.

210 Dawn, “Ignored minority peasants crushed by poverty after Sindh floods” 2 October 2020.

211 Braam, Dorien, Kumar, Love, “Adapting on the move, Climate change displacement and local solutions in coastal communities in Sindh, Pakistan, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021.

212 IFRC, “Nepal: Monsoon Floods and Landslides Operation Update Report DREF Operation n° MDRNP010” 17 November 2020.

213 Government of the United States, “Agreement for Bringing Peace to Afghanistan between the Islamic Emirate of Afghanistan which is not recognized by the United States as a state and is known as the Taliban and the United States of America” 29 February 2020.

214 Freedom House, “Can Indian Democracy Survive Modi’s Hindu Nationalist Agenda?” 8 January 2020.

215 Crisis Group, “Raising the Stakes in Jammu and Kashmir” 5 August 2020.

216 Figures compiled by IDMC from different governmental, national and local NGOs and media reports.

217 Government of the United States, “Agreement for Bringing Peace to Afghanistan between the Islamic Emirate of Afghanistan which is not recognized by the United States as a state and is known as the Taliban and the United States of America” 29 February 2020.

218 UN News, “Historic Afghan talks present “major opportunity” for peace: UN Secretary-General” 12 September 2020.

219 UNAMA, “Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Third Quarter Report: 1 January to 30 September 2020” 27 October 2020.

220 EASO, “Country guidance: Afghanistan, common analysis and guidance note” December 2020.

221 UN News, “Thousands displaced by fighting in southern Afghanistan” 14 October 2020.

222 USAID, “Afghanistan Complex Emergency Fact Sheet #1” 12 January 2021.

223 OCHA, “Flash Update 3 – Fighting, displacement and civilian casualties in Southern Afghanistan” 18 October 2020; Amnesty International, “Afghanistan: Trapped civilians

must be allowed out of Laskhkar Gah amid heavy fighting” 14 October 2020.

224 IPC Global Platform, “Afghanistan: Acute Food Insecurity Situation August - October 2020 and Projection for November 2020 - March 2021”, available at: <http://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1152907/?iso3=AFG>, accessed: 30 April 2021.

225 OCHA, “Humanitarian Response Plan, Afghanistan, 2018-2021” January 2021.

226 REACH, OCHA, “Whole of Afghanistan Assessment (WoAA) 2020 Multisectoral and Sectoral Factsheet Booklet, August-September 2020” April 2021; IOM-DTM, “Afghanistan — Community-Based Needs Assessment: Summary Results, Round 1 (May — June 2018)” 11 June 2019; IOM-DTM, “Afghanistan — Community-Based Needs Assessment: Summary Results, Round 10 (January—June 2020)” 1 October 2020; Fewes Net, “Afghanistan, Food Security Outlook, October 2020 to May 2021” 31 October 2020.

227 REACH, “Afghanistan: Informal settlement assessment - Factsheet booklet of multi-cluster & COVID-19 analysis, Round 1 (May-June 2020)” 23 September 2020

228 VOA, “Afghan President Offers Three-Step Peace Plan” 30 March 2021; UN News, “UN and partners announce Afghan peace summit will convene in Turkey this month” 13 April 2021; Government of the United States, “Biden Announces Full U.S. Troop Withdrawal from Afghanistan by Sept. 11” 14 April 2021.

229 R7, “MG tem 45 mortes por chuva e mais de 120 cidades em emergência” 27 January 2020, Deutsche Welle, “Deadly flooding, landslides strike Brazil” 26 January 2020; G1, “Minas tem 50 mortes por causa das chuvas dos últimos dias, diz Defesa Civil” 28 January 2020.

230 The Guardian, “Scores dead as heavy rains bring landslides and evacuations in Brazil” 27 January 2020; FloodList, “Brazil – Deadly Floods and Landslides in Minas Gerais” 25 January 2020.

231 Prefeitura de Marabá, “Nota oficial: Em razão de enchentes, Prefeitura decreta situação de emergência no município” 17 March 2020.

232 Government of Mexico, “Panorama Sociodemográfico

del Municipio de Villahermosa, Del Estado de Tabasco y Nacional” 2015; La Jornada, “Cierran compuerta El Macayo para evitar desfogue de presa en Tabasco” 7 November 2020.

233 Animal Político, “Cierre de compuerta afectó a los más pobres, pero salvó a Villahermosa: AMLO” 15 November 2020.

234 Perevochtchikova, María, Lezama de la Torre, José Luis, “Causas de un desastre: Inundaciones del 2007 en Tabasco, México. Journal of Latin American Geography, 9 (2)” 2010; Gobierno Municipal Centro, Tabasco, “Atlas De Riesgos para el Municipio de Centro, Tabasco” 2015; UNDP, “Revisión del Marco Legal Vigente en Tabasco en Relación con la Gestión Integral de Riesgos de Desastre” 2015; OCHA, “México: Tormenta Eta/Frente Frio 11, Flash Update No.01” 13 November 2020; El Heraldo de Tabasco, “Tabasco y sus inundaciones: lo que parece novedad, es historia” 5 October 2020; El Economista, “¿Por qué Tabasco es un desastre en prevención de inundaciones?” 15 November 2020.

235 Gobierno del Estado de Chiapas, “Ley para la Prevención y Atención del Desplazamiento Interno en el Estado de Chiapas” 22 February 2012.

236 Association of State Dam Safety Officials, “Dam Safety Performance Report, Michigan” 2015; The New York Times, “Two Dams That Failed Were Rated “High Hazard.” A Third of Michigan’s Dams Hold a Similar Risk.” 20 May 2020; “National Inventory of Dams (NID) - Home”, available at: <https://nid.sec.usace.army.mil/ords/f?p=105>, accessed: 22 April 2021.

237 Federal Energy Regulatory Commission, “Sanford, Secord and Smallwood Dams” 6 August 2020, available at: <https://www.ferc.gov/industries-data/hydropower/dam-safety-and-inspections/sanford-secord-and-smallwood-dams> accessed: 22 April 2021.

238 National Interagency Fire Center (US), Natural Resources Canada, Servicio Meteorológico Nacional (México), “North American Seasonal Fire Assessment and Outlook, Outlook Period April through June 2021” 13 April 2021.

239 National Interagency Coordination Center, “Wildland Fire Summary and Statistics Annual Report 2020”.

240 Congressional Research Service, “Wildfire Statistics” 4 January 2021; State of California, “Welcome to Stats & Events”, available at: <https://www.fire.ca.gov/stats-events>, accessed: 22 April 2021; Insurance Information Institute, “Facts + Statistics: Wildfires”, available at: <https://www.iii.org/fact-statistic/facts-statistics-wildfires>, accessed: 22 April 2021.

241 INPE, “Monitoramento dos Focos Ativos por País - Programa Queimadas”, available at: https://queimadas.dgi.inpe.br/queimadas/portal-static/estatisticas_paises/, accessed: 22 April 2021; INPE, “BDQueimadas - Programa Queimadas”, available at: <http://queimadas.dgi.inpe.br/queimadas/bdqueimadas/>, accessed: 22 April 2021.

242 Reuters, ““It burned everything”: Fires surge on indigenous land in Brazil” 1 October 2020; [Phys.org](https://www.phys.org), “Brazil wildfires surge again in 2020” 3 January 2021.

243 Government of Canada, Natural Resources Canada, “National Wildland Fire Situation Report”, available at: <https://cwfis.cfs.nrcan.gc.ca/report>, accessed: 22 April 2021; CBC News, “Residents from Red Lake Ont., no longer have access to the town as crews battle a forest fire nearby” 14 August 2020.

244 Government of Argentina, “Incendios Cordoba 2020”, 2020; Infobae, “Incendios forestales en Córdoba: ya son más de 190 mil las hectáreas afectadas” 5 October 2020.

245 Forbes, “How Urbanization Makes Wildfires And Hurricanes Worse” 21 November 2018; Michigan State University, “Researching link between Amazon deforestation and fires”, 6 January 2020; Climate News Network, “Amazon rainforest faces double jeopardy” 6 May 2017.

246 InSight Crime, “InSight Crime’s 2020 Homicide Round-Up” 29 January 2021.

247 IDMC, “Painting the full picture: Persistent data gaps on internal displacement associated with violence in El Salvador, Guatemala and Honduras” November 2019.

248 UNDP, “Análisis sobre la situación de la violencia y seguridad ciudadana en Honduras (1er semestre 2020)”, 29 September 2020; Deutsche Welle, “Honduras registró menos homicidios en 2020, según la Policía” 3 January 2021;

Infobae, “Guatemala reporta baja en muertes por violencia criminal en 2020” 5 January 2021.

249 National Assembly, El Salvador, “El Salvador: Ley especial para la atención y protección integral de personas en condición de desplazamiento forzado interno” 23 January 2020.

250 Government of Mexico, “Informe Seguridad”, available at: <http://www.informeseguridad.cns.gob.mx/>, accessed: 22 April 2021.

251 Data from the Comisión Mexicana para la Defensa y Promoción de los Derechos Humanos; InSight Crime, “Violencia de carteles en centro de México asedia a Jerez” 10 March 2021; Excelsior, “Pueblos de Zirándaro se vuelven fantasma; suman ya más de 3 mil desplazados” 17 February 2020; La Jornada, “Combate entre “narcos” desplaza a otros 1,200 habitantes de Zirándaro” 15 February 2020.

252 Infobae, “Narcos aprovechan coronavirus en México para repartir despensas y pelear territorio” 20 April 2020; SwissInfo, “Violencia de cárteles de la droga aumenta a medida que México se enfoca en atender coronavirus” 18 June 2020; Infobae, “La infame estrategia del CJNG: aprovecha la emergencia por coronavirus para incrementar su violencia” 18 June 2020; Crisis Group, “Violencia a prueba de virus: crimen y COVID-19 en México y el Triángulo Norte”, 13 November 2020.

253 INEGI, “Censo Población y Vivienda 2020”, available at: <https://www.inegi.org.mx/programas/ccpv/2020/#Tabulados>, accessed: 22 April 2021.

254 CMDPDH, “Desplazamiento interno forzado en México, Marco normativo”, available at: <http://cmdpdh.org/temas/desplazamiento/marco-normativo>, accessed: 22 April 2021.

255 Crisis Group, “Colombia: Peace Withers amid the Pandemic” 30 September 2020.

256 OCHA, “Colombia, Impacto humanitario y tendencias entre enero y junio de 2020” 22 June 2020.

257 Unidad para las Víctimas, Government of Colombia, “Emergencias humanitarias en cuatro departamentos han sido atendidas por la Unidad en los últimos días” 3 August 2020.

258 Crisis Group, “Colombia: Peace Withers amid the Pandemic” 30 September 2020.

259 UN Security Council, “United Nations Integrated Office in Haiti Report of the Secretary-General, S/2020/537” 15 June 2020; UN Security Council, “United Nations Integrated Office in Haiti Report of the Secretary-General, S/2020/944” 25 September 2020; OCHA, “Aperçu des besoins humanitaires, Haïti, 2021” March 2021.

260 Haiti Press Network, “Haïti-incidents : Têtes coupées, morts par balles et maisons incendiées, la guerre des gangs fait rage dans le pays” 8 October 2020.

261 OCHA, “Haiti: Displacement and insecurity in Tabarre Issa (Port-au-Prince) Information Note n.1” 31 March 2021; The New Humanitarian, “In crisis-hit Haiti, rampant distrust of government is driving vaccine hesitancy” 16 March 2021.

262 UN Security Council, “Resolution 2547 (2020) Adopted by the Security Council at its 8768th meeting” 15 October 2020.

263 WMO, “Record-breaking Atlantic hurricane season ends” 1 December 2020.

264 NOAA, “Busy Atlantic hurricane season predicted for 2020” 21 May 2020.

265 Trenberth, Kevin E, Jones, Philip D, et al., “Observations: Surface and Atmospheric Climate Change, In: Climate Change 2007: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change” 2007; NOAA, “Record-breaking Atlantic hurricane season draws to an end” 24 November 2020.

266 NOAA/NWS National Hurricane Center, “Hurricane Laura’s Storm Surge” 19 April 2021, available at: <https://storymaps.arcgis.com/stories/5aeb5edfec4c4f21afdf9f3a7d3a203f>, accessed: 27 April 2021.

267 The weekly journal, “Tropical Storm Laura Has Minimal Impact on Puerto Rico”, 24 August 2020.

268 Gouvernement of Dominican Republic, Centro de Operaciones de Emergencia, “Informe de Situación No.6 - Tormenta Tropical Laura” 26 August 2020; OCHA, “Haiti: Tropical Storm Laura - Situation Report No. 4” 28 August 2020.

269 Telesur, “Tormenta tropical Laura azota Cuba” agosto 2020; Granma, “Centro de Laura se relocaliza en tierra, al este de Santiago de Cuba” 24 August 2020.

270 NASA, “Laura 2020 – Hurricane and Typhoon Updates” 1 September 2020, available at: <https://blogs.nasa.gov/hurricanes/tag/laura-2020/>, accessed: 23 April 2021.

271 NOAA, “Billion-Dollar Weather and Climate Disasters: Events”, available at: <https://www.ncdc.noaa.gov/billions/events/US/2020>, accessed: 23 April 2021; NOAA/NWS National Hurricane Center, “Hurricane Laura’s Storm Surge” 19 April 2021, available at: <https://storymaps.arcgis.com/stories/5aeb5edfec4c4f21afdf9f3a7d3a203f>, accessed: 27 April 2021.

272 FEMA, “FEMA Daily Ops Briefing” 4 September 2020.

273 NOAA, “Billion-Dollar Weather and Climate Disasters: Events”, available at: <https://www.ncdc.noaa.gov/billions/events/US/2020>, accessed: 23 April 2021.

274 FEMA, “Louisiana Hurricane Laura (DR-4559-LA)”, available at: <https://www.fema.gov/disaster/4559>, accessed: 23 April 2021.

275 FEMA, “Federal Assistance After Hurricanes Delta and Laura Tops \$1 Billion” 25 January 2021.

276 ECHO, “Emergency Response Coordination Centre (ERCC) – DG ECHO Daily Map I Tropical Cyclone ETA” 12 November 2020; CEPREDENAC, SICA, “Informe de Situación Tormenta Tropical Eta” 14 November 2020.

277 United Nations Honduras, “Honduras: Tormenta Tropical ETA Informe de Situación No. 03” 14 November 2020.

278 Government of El Salvador, “Alerta Roja a nivel nacional por huracán ETA” 3 November 2020; OCHA, “El Salvador: Emergencia Tormenta Tropical Eta Informe de Situación No. 01” 9 November 2020; OCHA, “El Salvador: Emergencia Tormenta Tropical Eta Informe de Situación No. 01” 9 November 2020.

279 Guatemala Humanitarian Country Team, “Informe evaluación multi-sectorial de necesidades humanitarias -

Tormenta Tropical Eta, noviembre 2020, Guatemala” 22 November 2020.

280 IFRC, “DREF Plan of Action, Colombia: Hurricane Iota” 20 November 2020; El Tiempo, “Providencia en ruinas: la historia no contada del paso del huracán” 21 November 2020; Acción contra el Hambre, “Respuesta Humanitaria, Ola invernal, Noviembre 2020” 27 November 2020.

281 WHO, “Hurricane Eta & Iota, Situation Report No. 8” November 24; Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility, “Tropical Cyclone Iota (AL312020), Final Event Briefing” 25 November 2020; La Prensa, “Haulover, el paraíso partido en dos. Aquí tocó tierra el huracán Iota” 24 November 2020.

282 La Prensa, “Bilwi continuará incomunicado al menos cuatro días por crecida del Río Wawa” 23 November 2020.

283 IFRC, “Operation Update No. 2 Hurricanes Eta & Iota: Nicaragua” 20 January 2021.

284 Government of Nicaragua, “Presentación Preliminar Cuantificación de Daños, Pérdidas y Necesidades Post Huracanes en Nicaragua” November 2020.

285 Government of Honduras, COPECO, “Alerta Roja Ante posible impacto se mantiene Alerta Roja en toda Honduras” 15 November 2020.

286 El Heraldo, “Iota traerá vientos potencialmente catastróficos: Centro Nacional de Huracanes” 15 November 2020.

287 United Nations Honduras, “Honduras: Tormenta Tropical ETA Informe de Situación No. 03” 14 November 2020; OCHA, “Honduras: Tormentas Tropicales Eta e Iota. Informe de Situación No. 06” 18 December 2020.

288 Elsner, James B., “Evidence in support of the climate change–Atlantic hurricane hypothesis” 2006; NOAA, “Global Warming and Hurricanes, An Overview of Current Research Results” 29 March 2021, available at: <https://www.gfdl.noaa.gov/global-warming-and-hurricanes/>, accessed: 23 April 2021.

289 FloodList, “Spain and France – Flooding Prompts Evacuations After Torrential Rain from storm Gloria” 25 January 2020.

290 Copernicus Emergency Management Service, “Floods in Girona and Mediterranean coast, Spain, EMS Information Bulleting Nr.422” 30 January 2020.

291 Copernicus Emergency Management Service, “Copernicus: 2020 warmest year on record for Europe; globally, 2020 ties with 2016 for warmest year recorded” 8 January 2021.

292 The New York Times, “Britain Battered as Storm Dennis Brings Landslides and Travel Chaos” 16 February 2020.

293 Copernicus Emergency Management Service, European Flood Awareness System, “UK and Ireland floods, February 2020” 16 April 2020.

294 Met Office, “Storm Dennis”, available at: <https://www.metoffice.gov.uk/weather/warnings-and-advice/uk-storm-centre/storm-dennis>, accessed: 30 April 2021.

295 IFRC, “Kazakhstan - Floods - Emergency Plan of Action (EPoA) DREF Operation n° MDRKZ009” 14 May 2020.

296 CABAR, “Residents of Kazakh Flooded Villages Are Waiting for Reparations from Uzbekistan” 6 May 2020.

297 Euronews, “Cyclone Ianos: Two dead and one missing after rare storm hits Greece” 17 September 2020; NOAA, “Weekly Weather and Crop Bulletin, Europe” 22 September 2020.

298 A. B. C. News, “Dutch village evacuated as precaution due to wildfire smoke” 22 April 2020.

299 Protection Cluster Ukraine, “Ukraine” September 2020; The New York Times, “Battling Wildfire and Pandemic, Ukraine Faces a New Foe: Landmines” 3 October 2020.

300 Euronews, “Ukraine: Village evacuated as forest fires burn on in Chernobyl region” 10 April 2020; Government of France, IRSN, “Fires in Ukraine in the exclusion zone around the Chernobyl power plant: Situation as of April 17,2020” 20 April 2020.

301 Keraunos, Observatoire Français des Tornades et Orages Violents, “500 mm en 24h dans l’arrière pays niçois, vallées dévastées par un épisode méditerranéen exceptionnel le 2 octobre”, available at: <https://www.keraunos.org/>, accessed: 30 April 2021.

302 Met Office, “Storm Bella 26 to 27 December 2020” December 2020.

303 France 24, “Storm Bella batters France, tens of thousands left without electricity” 27 December 2020.

304 BBC News, “Norway landslide: Body found as rescuers search Gjerdrum landslide” 1 January 2021.

305 IFRC, “Croatia: Red Cross shelters hundreds of homeless after 5.4 magnitude earthquake” 22 March 2020.

306 The Guardian, “Zagreb hit by earthquake while in coronavirus lockdown” 22 March 2020.

307 IFRC, “EPoA Croatia earthquake”, 7 April 2020; World Bank Group, “Fighting COVID-19 Europe and Central Asia Economic Update”, 8 April 2020.

308 USGS, “Magnitude 6.4 Earthquake in Croatia” 29 December 2020.

309 IFRC, “Operation Update Report Croatia: Petrinja Earthquake Response”, 22 March 2021.

310 Korkmaz, Kasim, “Earthquake disaster risk assessment and evaluation for Turkey” 1 March 2009.

311 STL, “STL Situation Report v.3 - Elazığ and Malatya provinces, Eastern Turkey” 7 February 2020.

312 BBC News, “Earthquake kills at least 9 in Turkey, injures many in Iran” 23 February 2020; Hurriyet, “Son dakika haberi: Bingöl’de 5.7 büyüklüğünde deprem! Erzurum, Muş ve Erzin-can’dan da hissedildi...” 14 June 2020; IFRC, “Turkey-Bingöl: Earthquake 21/06/2020” 24 June 2020, available at: <https://go.ifrc.org/reports/12910>, accessed: 30 April 2021.

313 Government of Turkey, “Izmir Turkey Earthquake Report” 6 November 2020; The National Herald, "A Total of 300 Buildings Deemed Temporarily Unsafe on Samos" 2 November 2020.

314 IOM Azerbaijan, “Nagorno-Karabakh conflict, Situation Update” 8 October 2020; EASO, “COI Chronology, The course of the Nagorno-Karabakh armed conflict and its impact on the civilian population” 10 November 2020.

315 EEAS, “Nagorno Karabakh: Statement by the High Representative/Vice-President Josep Borrell on the cessation of hostilities” 10 November 2020; ACT Alliance, “Rapid Response Fund (RRF), Armed conflict in Nagorno Karabakh: massive arrival of displaced people” 1 December 2020.

316 Minister of Foreign Affairs of Armenia to the UN Human Rights Council on 22 February 2021; ECHO, “Nagorno Karabakh - Conflict, Daily Flash” 28 October 2020; ACAPS, “Azerbaijan and Armenia, Conflict in Nagorno-Karabakh” 20 November 2020; ICRC, “Nagorno-Karabakh conflict: Operational Update December 2020” 15 December 2020; UNSC, “Letter dated 18 December 2020 from the Permanent Representative of Azerbaijan to the United Nations addressed to the Secretary-General” 22 December 2020; The Guardian, “Nagorno-Karabakh: Armenia and Azerbaijan agree to ceasefire” 10 October 2020; Al Jazeera News, “Armenia, Azerbaijan agree new Nagorno-Karabakh truce: Live” 17 October 2020.

317 OHCHR, “Nagorno-Karabakh conflict: Bachelet warns of possible war crimes as attacks continue in populated areas” 2 November 2020; UN News, “Alert over growing use of cluster munitions, despite stockpile reductions” 25 November 2020.

318 ICRC, “Nagorno-Karabakh conflict: Operational Update December 2020” 15 December 2020.

319 Letter from the Permanent Mission of the Republic of Azerbaijan to the UN Office and other international organizations in Geneva, received by IDMC on 12 February 2021.

320 Letter from the Permanent Mission of Armenia to IDMC, received on 26 February 2021; UNHCR, “Coordination Steering Group Armenia: Spontaneous arrivals from NK and identified collective centres, as of 10 Dec 2020” 10 December 2020; United Nations, “Armenia, Interagency Operational Update #2” 10 December 2020.

321 Letter from the Permanent Mission of Armenia to IDMC, received on 26 February 2021.

322 OSCE, “Joint Statement by the Heads of Delegation of the OSCE Minsk Group Co-Chair Countries” 3 December 2020; Government of Azerbaijan, “Ilham Aliyev addressed the nation” 10 November 2020.

323 OSCE, “OSCE SMM Chief Monitor briefs the Permanent Council” 4 February 2021; United Nations Ukraine, “This World Humanitarian Day, the Humanitarian Coordinator in Ukraine commends the recently agreed upon ceasefire” 19 August 2020.

324 Shelter Cluster Ukraine, “Mid-year report 2020” 2 October 2020.

325 UNHCR, “Ukraine Legislative Updates, Thematic Updates” September 2020.

326 UNHCR, “New resolution on voting rights in Ukraine a key step towards guaranteeing the rights of displaced persons” 17 June 2020; OCHA, “Ukraine Humanitarian Needs Overview 2021” February 2021.

327 OCHA, “COVID-19 Addendum to the Humanitarian Response Plan 2020, Iraq” July 2020.

328 OCHA, “Humanitarian Response Plan, Afghanistan, 2018-2021, 2020 Mid-Year Revision” June 2020.

329 World Vision, “Covid-19 & Disruptions to education”, May 2020.

330 OCHA, “COVID-19 Addendum to the 2020 Myanmar Humanitarian Response Plan, April-December 2020” July 2020.

331 OCHA, “COVID-19 Response Plan - Summary, Colombia, May-December 2020” July 2020.

332 OCHA, “Humanitarian Response Plan, Cameroon, 2020 revised” July 2020.

333 UNHCR, “Global COVID-19 emergency response”, 17 February 2021.

334 IDMC, “New survey shows how COVID-19 exacerbates the critical needs of IDPs”, February 2021.

335 See e.g. OCHA, “Humanitarian Response Plan, Yemen, June-December 2020” June 2020; OCHA, “Humanitarian Response Plan, Afghanistan, 2018-2021, 2020 Mid-Year Revision” June 2020; OCHA, “Humanitarian Response Plan, Somalia, HRP Revision – COVID-19” July 2020.

336 BBC News, “Cyclone Harold and coronavirus Pacific islands face battle on two fronts”, 15 April 2020; IDMC, “Tropical Cyclone Harold And Covid-19: A Double Blow To The Pacific Islands”, April 2020.

337 OCHA, “COVID-19 Addendum to the Humanitarian Response Plan 2020, Iraq” July 2020.

338 NRC, “Access Brief”, May 2020.

339 OCHA, “COVID-19 Addendum to the Humanitarian Response Plan 2020, Iraq” July 2020.

340 OCHA, “Global Humanitarian Response Plan Covid-19: Final Progress Report”, 22 February 2021.

341 *Ibid.*

342 OCHA, “Plan de réponse humanitaire révisé: République Démocratique du Congo”, June 2020.

343 Development Initiatives, “Global Humanitarian Assistance Report”, July 2020.

344 OCHA, “Global Humanitarian Response Plan Covid-19: Final Progress Report”, 22 February 2021.

345 UNHCR, “Consequences of underfunding in 2020”, September 2020.

346 Government of Japan, “Key points for evacuation shelter management in consideration of measures against new coronavirus infection”, 2020; UNDRR, “Private sector experience in Japan: Supporting disaster preparedness for evacuations under COVID-19”, 18 August 2020.

347 IDMC, “Covid-19 and internal displacement in Asia-Pacific: Towards local, rapid and inclusive disaster response”, November 2020.

348 OCHA, “Addendum au plan de réponse humanitaire 2020, Burundi” July 2020.

349 CCCM Cluster, OCHA, “Iraq, COVID-19 Camp Vulnerability Index”, 16 April 2020.

350 Braam, Dorien, Kumar, Love, “Adapting on the move, Climate change displacement and local solutions in coastal communities in Sindh, Pakistan, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021.

351 IDMC, “The 2019-2020 Australian Bushfires: From Temporary Evacuation to Longer-Term Displacement” September 2020.

352 Maas, Paige, Almquist, Zack, et al., “Using social media to measure demographic responses to natural disaster: Insights from a large-scale Facebook survey following the 2019 Australia Bushfires” 11 August 2020.

353 IDMC, “The 2019-2020 Australian Bushfires: From Temporary Evacuation to Longer-Term Displacement” September 2020.

354 Australian Red Cross, “Australian Bushfires Report: 1 January – 15 April 2020” April 2020.

355 United Nations, Department of Economic and Social Affairs, “Leaving no one behind: the imperative of inclusive development” 2016.

356 Data4SDGs, “The questions we all should be asking on intersectionality and data” 5 March 2021.

357 Rafiqul Islam Montu, “Natural disasters bring us down to zero. Our life starts again from zero” 28 March 2021; Smith, Megan Denisa, Henly-Shepard, Sarah, “Disasters and Displacement in Bangladesh: Re-conceptualising Strategies of Risk Reduction and Resilience, Backgroundpaper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021.

358 Based on Pye, Luke, Seeger, Anna, et al., “Understanding the climate change-displacement-education nexus for building resilient and equitable education systems, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021. See paper for original sources and references.

359 WHO, “World Report on Disability” 2011.

360 Stough, Laura, Kang, Donghyun, “The Sendai Framework for Disaster Risk Reduction and Persons with

Disabilities, International Journal of Disaster Reduction and Persons with Disabilities” June 2015.

361 UNHRC, “People with disabilities in the context of internal displacement: Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced people” 14 May 2020; UNHCR, “Working with persons with disabilities in forced displacement” 2019; Handicap International, “Disability in Humanitarian Context” 2015.

362 IDMC, “Disability, disasters and displacement” March 2021; IDMC, UNHCR, “Disability, Displacement and Climate Change” April 2021.

363 CBM-Nossal Institute Partnership for Disability Inclusive Development, Oxfam, VSPD, et al. “Disability Inclusion in Disaster Risk Reduction” 2017.

364 *Ibid.*

365 Shivji, Aleema, “Disability in displacement, Forced Migration Review 35”, July 2010; Stough, Laura, Kang, Donghyun, “The Sendai Framework for Disaster Risk Reduction and Persons with Disabilities, International Journal of Disaster Reduction and Persons with Disabilities” June 2015; UNISDR, “Living with Disability and Disaster” 2014.

366 UNHRC, “Analytical study on the promotion and protection of the rights of persons with disabilities in the context of climate change: Report of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights” 22 April 2020.

367 CBM, “Climate Change: This Century’s Defining Issue” 2020; Blocher, Julia, Bergmann, Jonas, et al., “Hot, wet, and deserted: Climate Change and Internal Displacement in India, Peru, and Tanzania, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021.

368 NFPA Journal, “Old & In Harm’s Way” February 2019; Centre for American Progress, “After the Fire: Vulnerable Communities Respond and Rebuild” 25 July 2019.

369 Stough, Laura, Ducey, Elizabeth McAdams, Holt, Judith, “Changes in the social relationships of individuals with disabilities displaced by disaster, International Journal of Disaster Risk Reduction” 2017

370 UNHRC, “People with disabilities in the context of internal displacement: Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced people” 14 May 2020.

371 Lord, Austin, Sijapati, Bandita, et al., “Disability, Disability & Difference: A Study of the Challenges Faced by Persons with Disabilities in Post-Earthquake Nepal” May 2016.

372 UNDRR, “Sendai Framework for Disaster Risk Reduction” 2015; UNHRC, “People with disabilities in the context of internal displacement: Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced people” 14 May 2020; UNHCR, “Working with persons with disabilities in forced displacement” 2019; Handicap International, “Disability in Humanitarian Context” 2015.

373 Handicap International, “Empowerment and participation: Good practices from South & South-East Asia in disability inclusive disaster risk management” 2014

374 IFRC, “All Under One Roof: Disability-inclusive shelter and settlements in emergencies” 2015; GFDRR & World Bank Group, “Disability Inclusion in Disaster Risk Management” 2017.

375 CBM, “Saving Lives and Leaving No One Behind: The Gaibandha Model for disability-inclusive disaster risk reduction” 2018; CBM, Humanity & Inclusion, & IDA, “Inclusion of persons with disabilities in humanitarian action” 2019.

376 CBM, “Technical brief for the post-2015 consultation process. Disability, sustainable development and climate change” 2012.

377 See e.g. HelpAge International, CBM International, NDRC Nepal, “Assessing the Impact of Nepal’s 2015 Earthquake on Older People and Persons with Disabilities and How Gender and Ethnicity Factor into That Impact” March 2016; CBM, PDF, “Disability Inclusion Policy Brief: Gap analysis on disability-inclusive humanitarian action in the Pacific” 2017.

378 See e.g. CBM, IDA, Stakeholder Group of Persons with Disabilities for Sustainable Development, “Disability Data Advocacy Toolkit” October 2019; IASC, “Guidelines

for Inclusion of People with Disabilities in Humanitarian Action” November 2019; EGRIS, “Technical Report on Statistics of Internally Displaced Persons” March 2018; Leonard Cheshire & Humanity & Inclusion, “Disability Data Collection: A summary Review of the use of the Washington Group Questions by development and humanitarian actors” October 2018; Sloman, Annie, Margaretha, Melina, “The Washington Group Short Set of Questions on Disability in Disaster Risk Reduction and humanitarian action: Lessons from practice International Journal of Disaster Risk Reduction” 2018.

379 See e.g. IOM DTM and Humanity & Inclusion, “Disability & Inclusion Survey” 31 October 2019.

380 Kent Online, “Caravan park evacuated for second time in three weeks” 6 March 2020.

381 United Nations, “Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction” 2015.

382 Reuters, “Displaced by fighting then by mudslides, Colombians struggle to rebuild” 9 May 2019; ODI, “‘Doble afectación’: living with disasters and conflict in Colombia” September 2019.

383 JRC “Haiti flood and landslide risk for IDP camps” 2010.

384 IOM, “Displacement Tracking Matrix (DTM) - Earthquake 2010 Haiti” 12 January 2020.

385 IDMC, “Disasters meet political unrest, displacing millions in East Africa, Expert Opinion” June 2020.

386 UNHCR, “300,000 people lose homes, incomes, food supplies and belongings due to catastrophic flooding in Yemen” 21 August 2020.

387 IDMC, IOM, “Eight months after Idai: Chronology of displacement, humanitarian needs and challenges - going forward in Mozambique” December 2019; IOM, “Mozambique – COVID-19 Preparedness Assessment in Resettlement Sites Report 12” November 2020.

388 IOM, “Mozambique – Flash Report Rain Damages to Resettlement Sites” 13 December 2019.

389 IOM, “Mozambique – Flash Report 11 Rain Damages to Resettlement Sites, (07 - 15 December 2020)” January 2021.

390 IOM, “Mozambique – Flash Report 12 Tropical Storm Chalane” January 2021; IOM, “Mozambique – Flash Report 16 Tropical Cyclone Eloise” January 2021.

391 IDMC, “City of flight, New and secondary displacements in Mogadishu, Somalia” November 2018.

392 UNISDR, “Making development sustainable: the future of disaster risk management, Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction” 2015.

393 IDMC, “Flood Displacement Risk, An Urban Perspective, Spotlight, GRID2019” May 2019.

394 UN Habitat, Cardiff University, “Enhancing productivity in the urban informal economy” 2016; IDMC, “Global Report on Internal Displacement (GRID) 2019” May 2019.

395 UNDRR, “Revealing Risk, Redefining development, Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction” 2011; IIED, JIPS, et al., “IDPs in towns and cities – working with the realities of internal displacement in an urban world, Submission to the UN Secretary-General’s High-Level Panel on Internal Displacement” May 2020.

396 IDMC, “Assessing Urban Disaster Displacement Risk” February 2021.

397 Guadagno, Lorenzo, “Moving from one risk to another, Dynamics of hazard exposure and disaster vulnerability for displaced persons, migrants and other people on the move, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021.

398 Lubkemann, Stephen C., “Involuntary Immobility: On a Theoretical Invisibility in Forced Migration Studies” 1 December 2008; European Union, IOM, “Migration, Environment and Climate Change: Evidence for Policy (MECLEP), Glossary” 2014; Oakes, Robert, “Culture, climate change and mobility decisions in Pacific Small Island Developing States” 1 June 2019; IDMC, “Yemen: the implications of forced immobility, Policy Paper” June 2020.

399 de Haas, Hein, “Migration theory – quo vadis? International Migration Institute Working Papers 100” November 2014.

400 Migration Policy Institute, “No Retreat: Climate Change and Voluntary Immobility in the Pacific Islands” 11 June 2018.

401 IDMC, “Japan, Spotlight, GRID 2019” May 2019.

402 Migration Policy Institute, “No Retreat: Climate Change and Voluntary Immobility in the Pacific Islands” 11 June 2018.

403 IDMC, “Reducing displacement risk in the Greater Horn of Africa” September 2017.

404 Ayeb-Karlsson, Sonja, Uy, Noralene, “Island Stories. Mapping the (im)mobility trends of slow-onset environmental processes in three island groups of the Philippines, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021.

405 The Hugo Observatory (University of Liège), “HABITABLE: Linking Climate Change, Habitability and Social Tipping Points”, available at: https://www.hugo.uliege.be/cms/c_5751651/en/habitable-linking-climate-change-habitability-and-social-tipping-points, accessed: 5 May 2021.

406 de Haas, Hein, “A theory of migration: the aspirations-capabilities framework” December 2021.

407 Intergovernmental Panel on Climate Change, “Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation Special Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change” 2012.

408 IPCC, “Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change” 2014; Earth Observatory, NASA, “The Impact of Climate Change on Natural Disasters” 30 March 2005; IPCC, “The IPCC Special Report on Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation” 2012; WMO, “(Un)Natural Disasters: Communicating Linkages Between Extreme Events and Climate Change” 1 November 2016.

409 IPCC, “The IPCC Special Report on Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation” 2012.

410 IPCC, “Climate Change 2014. Synthesis Report, Summary for Policymakers” 2014; Government of the UK, Government Office for Science, “Migration and global environmental change: future challenges and opportunities” 2011.

411 ETH Zurich, “Climate change significantly increases population displacement risk” 26 March 2021.

412 Diffenbaugh, Noah S., “Verification of extreme event attribution: Using out-of-sample observations to assess changes in probabilities of unprecedented events” 1 March 2020.

413 WMO, “New Two-Tier approach on “climate normals” 1 June 2015.

414 IPCC, “Climate Change 2014. Synthesis Report, Summary for Policymakers” 2014.

415 IOM-DTM, “Human Mobility in the context of Environmental and Climate Change. Assessing current and recommended practices for analysis within DTM” March 2020.

416 IDMC, “Synthesizing the state of knowledge to better understand displacement related to slow onset events, Task force on Displacement, The Warsaw Mechanism” August 2018.

417 The Warsaw Mechanism for loss and damage, “Task Force on Displacement, First Phase of Implementation June 2017 – April 2019” 2019.

418 IPCC, “Climate Change 2014. Synthesis Report, Summary for Policymakers” 2014; United Nations Framework convention on Climate Change, “Slow onset events, Technical paper, FCCC/TP/2012/7” 26 November 2012.

419 Thomas, Adelle, and Benjamin, Lisa, “Policies and mechanisms to address climate-induced migration and displacement in Pacific and Caribbean small island developing states” 2018.

420 See e.g. IDMC, “Fiji: Disaster displacement risk profile”, October 2020.

421 IDMC, "Assessing drought displacement risk for Kenyan, Ethiopian and Somali pastoralists" 2014; IDMC, "On the margin: Kenya's pastoralists. From displacement to solutions, a conceptual study on the internal displacement of pastoralists" 2014.

422 IDMC, "Nothing to put in your mouth. Durable solutions to drought displacement in Ethiopia" 2019; IDMC, "No land, no water, no pasture. The urbanisation of droughtdisplacement in Somalia" 2020.

423 IOM, “The Atlas of Environmental Migration” 2017.

424 UNEP, “Loss and Damage: The role of Ecosystem Services” 2016.

425 Intergovernmental Panel on Climate Change, “Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation Special Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change” 2012.

426 Wetlands International and The Nature Conservancy, “Mangroves for coastal defence Guidelines for coastal managers & policy makers” 2014.

427 Blocher, Julia, Bergmann, Jonas, et al., “Hot, wet, and deserted: Climate Change and Internal Displacement in India, Peru, and Tanzania, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021; Potsdam Institute for Climate Impact Research, “Risk Reports on Climate Change and Migration”, available at: <https://www.pik-potsdam.de/en/institute/departments/activities/epicc/activities/risk-reports-on-climate-change-and-migration-1/risk-reports-on-climate-change-and-migration>, accessed: 5 May 2021; Bergmann, Jonas et al., “Assessing the Evidence: Climate Change and Migration in Peru” 2021; Upadhyay, Himani, et al., “Locked Houses, Fallow Lands: Climate Change and Migration in Uttarakhand, India” 2021; Blocher, Julia et al. “Assessing the Evidence: Climate Change and Migration in the United Republic of Tanzania” 2021.

428 McLeman, Robert, "Thresholds in climate migration, Population and Environment 39" 2018; McAdam, Jane, "The concept of crisis migration, Forced migration review 45" 2014; Meze-Hausken, Elisabeth "Migration caused by climate change: how vulnerable are people inn dryland areas? Miti-

gation and Adaptation Strategies for GlobalChange 5" 2000.

429 Vinke, K., Bo, C., et al. "The Freedom to Move in Response to Uninhabitability: Enabling Climate Migration by a Nansen-Type Passport" forthcoming; De Longueville, Florence, Ozer, Pierre, et al., “Comparing climate change perceptions and meteorological data in rural West Africa to improve the understanding of household decisions to migrate” May 2020.

430 Desai Harsh, Forsberg, Erik, “Multidimensional fragility in 2020, OECD Development Co-operation Working Papers, No 79” 2020; REACH, “Pushed To The Brink? The impact of COVID-19 on environmental migration in the Sahel” January 2021.

431 van Baalen, Sebastian, Mobjörk, Malin, “Climate Change and Violent Conflict in East Africa: Integrating Qualitative and Quantitative Research to Probe the Mechanisms, International Studies Review”, 2017; German Environment Agency, “Migration, environment and climate change: Impacts” November 2019; Ide, Tobias, Lopez, Miguel Rodriguez, et al., “Pathways to water conflict during drought in the MENA region” 2 July 2020; Buhaug, Halvard, von Uexkull, Nina, “Climate-conflict research: A decade of scientific progress” 5 March 2021.

432 Ide, Tobias, “Climate War in the Middle East? Drought, the Syrian Civil War and the State of Climate-Conflict Research” 1 December 2018; van Weezel, Stijn, “On climate and conflict: Precipitation decline and communal conflict in Ethiopia and Kenya” 1 July 2019.

433 McGuirk, Eoin F., Nunn, Nathan, “Transhumant Pastoralism, Climate Change, and Conflict in Africa” 21 December 2020; De Juan, Alexander, Hänze, Niklas, “Climate and cohesion: The effects of droughts on intra-ethnic and inter-ethnic trust” 1 January 2021.

434 Vesco, Paola, Kovacic, Matija, et al., “Climate variability, crop and conflict: Exploring the impacts of spatial concentration in agricultural production” 1 January 2021; Ide, Tobias, Kristensen, Anders, et al., “First comes the river, then comes the conflict? A qualitative comparative analysis of flood-related political unrest” 1 January 2021.

435 Hallegatte, Stéphane, Vogt-Schilb, Adrien, et al., “From Poverty to Disaster and Back: a Review of the Literature” 1 April 2020.

436 Radio Dabanga, “North Darfur: 10,000 families newly displaced this week” 20 February 2020.

437 The Center for Climate and Security, “Syria: Climate Change, Drought and Social Unrest” 29 February 2012; Kelley, Colin P., Mohtadi, Shahrzad, et al., “Climate change in the Fertile Crescent and implications of the recent Syrian drought” 17 March 2015; The Guardian, “Is climate change really to blame for Syria's civil war?” 29 November 2015; Daoudy, Marwa, “The Origins of the Syrian Conflict: Climate Change and Human Security” 2020; IDMC, “A decade of displacement in the Middle East and North Africa” January 2021; German Environment Agency, “Migration, environment and climate change: Impacts” November 2019; Ide, Tobias, Lopez, Miguel Rodriguez, et al., “Pathways to water conflict during drought in the MENA region” 2 July 2020.

438 Adelphi, “Shoring up stability: Addressing Climate & Fragility Risks in the Lake Chad Region” 15 May 2019.

439 IDMC, “Multidimensional impacts of internal displacement, The ripple effect: economic impacts of internal displacement” October 2018

440 Care International, “Nearly 10 Years into Conflict: Tens of Thousands of Syrians On the Run Due to Floods” 25 January 2021.

441 IOM-DTM, “Yemen - Baseline Assessment Round 37” 12 March 2019.

442 UNITAR-UNOSAT, “Yeman, Marib Governorate, Imagery analysis” 17 August 2020; OCHA, “Yemen: Flash Floods, Flash Update No. 4” 11 August 2020

443 Boas, Ingrid, Farbotko, Carol, et al., “Climate migration myths” December 2019.

444 de Haas, Hein, “Climate refugees: The fabrication of a migration threat” 31 January 2020.

445 Barnett, Jon, Webber, Michael, “Accommodating Migration to Promote Adaptation to Climate Change” 1 January 2010.

446 United Nations, “Guiding Principles on Internal Displacement” 1998; African Union, “Kampala Convention” 2009.

447 UNFCCC, “Cancun Adaptation Framework” 2010.

448 The Nansen Initiative, “Agenda for the Protection of Cross-Border Displaced Persons in the Context of Disasters and Climate Change” 2015; McAdam, Jane, “From the Nansen Initiative to the Platform on Disaster Displacement: Shaping International Approaches to Climate Change, Disasters and Displacement” 2016.

449 UNDRR, “Sendai Framework for Disaster Risk Reduction” 2015.

450 UNFCCC, “Report of the Conference of the Parties on its twenty-fourth session, held in Katowice from 2 to 15 December 2018” March 2019; UNFCCC, “Paris Agreement” 2015; IOM, “The Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration (GCM)” 2018.

451 United Nations General Assembly, “Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development” 2015.

452 United Nations General Assembly, “Global Compact on Refugees” 2018.

453 United Nations, “Terms of Reference. High-LevelPanel on Internal Displacement” 2019.

454 Based on Lennartz, Thomas, Remlinger, Jasmin, et al., “Generating Political Commitment to Address Human Mobility in the Context of Climate Change on the Regional and National Level, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021.

455 The examples are linked to the Global Programme Human Mobility in the Context of Climate Change (GP HMCCC) implemented by the Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) on behalf of the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ). Further information is available here: <https://www.giz.de/en/worldwide/67177.html>.

456 Pacific Community (SPC), “Framework for Resilient Development in the Pacific: An Integrated Approach to Address Climate Change and Disaster Risk Management (FRDP) 2017-2030” 2016.

457 Republic of Fiji, “Second National Communication to the United Nations Framework Convention on Climate Change. Suva” 2016.

458 OECS, “OECS Strategic Plan on Human Mobility in the Context of Climate Change” 2020.

459 IGAD, “Protocol on Free Movement of Persons in the IGAD Region” 2020.

460 IGAD, “The Roadmap for Implementation of the Protocol on Free Movement of Persons in the IGAD Region” 2020.

461 PDD, “The Role of Free Movement of Persons Agreements in Addressing Disaster Displacement. A study in Africa” May 2019.

462 Lennartz, Thomas, Remlinger, Jasmin, et al., “Generating Political Commitment to Address Human Mobility in the Context of Climate Change on the Regional and National Level, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021.

463 Global Protection Cluster, UNHCR, IOM, “Bridging A Divide: Internal Displacement, Disaster Risk Reduction and Other Laws, Policies, Institutions and Coordination in Afghanistan, Colombia, Niger, the Philippines and Somalia” Forthcoming.

464 IDMC, “Internal Displacement Index 2020 Report” 23 September 2020.

465 Government of Uganda, “The National Policy for Internally Displaced Persons” August 2004.

466 Government of Uganda, “Uganda National Climate Change Policy” April 2015.

467 Government of India, “National Disaster Management Plan” November 2019.

468 Government of Afghanistan, “The National Policy of the Islamic Republic of Afghanistan on Internal Displacement” June 2013; Government of Afghanistan, “Policy Framework for Returnees and IDPs” March 2017.

469 Government of Yemen, “National Policy for Addressing Internal Displacement in Republic of Yemen” 2013.

470 IDMC, “Africa Report on Internal Displacement” December 2019.

471 African Union, “Africa Common Position to the 2019 Global Platform for Disaster Risk Reduction, 13-17 May, Geneva, Switzerland” 13 May 2019.

472 Government of South Sudan, “Republic of South Sudan’s National Adaptation Programme of Actions (NAPA) to climate change” 2017.

473 United Nations Economic and Social Commission for Western Asia, “Trends and Impacts in Conflict Settings, No. 6: Developing a Risk-Assessment Framework for the Arab Region” 2020.

474 League of Arab States, “Arab Strategy for Disaster Risk Reduction 2030” 15 April 2018.

475 Government of the Philippines, “National Climate Change Action Plan 2011-2028” 2012.

476 IDMC, “Understanding the root causes of displacement: towards a comprehensive approach to prevention and solutions, Briefing Paper” 8 December 2015; IDMC, “Africa Report on Internal Displacement 2017” 2017; IDMC, “Contexts of displacement”, available at: <http://www.internal-displacement.org/internal-displacement/contexts-of-displacement>, accessed: 11 October 2019.

477 IOM, “Internal displacement in the context of the slow-onset adverse effects of climate change. Submission by the International organization for migration to the Special rapporteur on the Human rights of Internally displaced persons” 2020.

478 IDMC, “Internal Displacement Index 2020 Report” 23 September 2020.

479 Government of Ghana, “Ghana National Climate Change Policy” 2013; IOM, “Ghana Launches National Migration Policy” 8 April 2016.

480 Government of Peru, “Ley Marco sobre Cambio Climático N.º 30754” 17 April 2018.

481 Government of Somalia, “National Adaptation Programme Of Action On Climate Change (NAPA)” April 2013.

482 Government of Bangladesh, “Climate Change and Gender Action Plan” November 2013.

483 Government of the Philippines, “National Climate Change Action Plan 2011-2028” 2012.

484 PDD contribution to GRID based on Bower, Erika, Weerasinghe, Sanjula “Leaving Place, Restoring Home” 2021.

485 Piggott-McKellar, Annah E., McNamara, Karen E., et al., “Moving People in a Changing Climate: Lessons from Two Case Studies in Fiji” May 2019; Tabe, Tammy, “Climate Change Migration and Displacement: Learning from Past Relocations in the Pacific” July 2019.

486 Albert, Simon, Bronen, Robin, et al. "Heading for the hills: climate-driven community relocations in the Solomon Islands and Alaska provide insight for a 1.5 C future, Regional environmental change 18.8" 2018.

487 Simonelli, Andrea, “Good Fishing in Rising Seas: Kandholhudhoo, Dhuvaafaru, and the Need for a Development-Based Migration Policy in the Maldives. In Migration, Risk Management and Climate Change: Evidence and Policy Responses” November 2016.

488 Correa, Elena, Ramirez Fernando, Sanahuja, Haris, “Populations at Risk of Disaster: A Resettlement Guide” 2011; UNHCR, “Planned Relocation, disasters and climate change: Consolidating good practices and preparing for the future” 2014; Schindelegger, Arthur, Seebauer, Sebastian, et al., “Planned relocation from Danube floodplains in Austria, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021.

489 Schindelegger, Arthur, Seebauer, Sebastian, et al., “Planned relocation from Danube floodplains in Austria, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021; Bower, Erika, Weerasinghe, Sanjula “Leaving Place, Restoring Home” 2021.

490 Oliver-Smith, A., Arenas, C., “One Step at a Time: The Relocation Process of the Gardi Sugdub Community in Gunayala, Panama, Mission Report. Displacement Solutions” August 2015.

491 Quinault Indian Nation Community Development and Planning Department, “The Taholah village Relocation Master Plan” June 2017.

492 Schindelegger, Arthur, Seebauer, Sebastian, et al., “Planned relocation from Danube floodplains in Austria, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021.

493 IDMC, "Nothing to put in your mouth. Durable solutions to drought displacement in Ethiopia" 2019; IDMC, "No land, no water, no pasture. The urbanisation of drought displacement in Somalia" 2020.

494 Government of Ethiopia, “Nation Launches Durable Solutions Initiative to Support IDPs” 6 December 2019; United Nations Somalia, “Somalia Durable Solutions Initiative, Factsheet” January 2019; Durable Solutions Platform, “Home”, available at: <https://dsp-syria.org/>, accessed: 6 May 2021.

495 IOM, “Early solutions: enhancing the enabling environment for durable solutions in Somalia” 2018; UN Habitat “Towards Sustainable Urban Development in Somalia and IDP Durable Solutions at Scale” 2019

496 IDMC, "No land, no water, no pasture. The urbanisation of drought displacement in Somalia" 2020.

497 World Bank, “Informing Durable Solutions for Internal Displacement in Nigeria, Somalia, South Sudan, and Sudan” 2019.

498 IDMC, “Nothing to put in your mouth”, Seeking durable solutions to drought displacement in Ethiopia” December 2019.

499 Smith, Megan Denisa, Henly-Shepard, Sarah, “Disasters and Displacement in Bangladesh: Re-conceptualising Strategies of Risk Reduction and Resilience, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021; Braam, Dorien, Kumar, Love, “Adapting on the move, Climate change displacement and local solutions in coastal communities in Sindh, Pakistan, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021.

500 IDMC, “Global Report on Internal Displacement (GRID) 2020” April 2020; Ala Al-Mahaidi, “Innovative Financing Solutions for Addressing Internal Displacement: Building on Current Thinking and Practice, Research Briefing Paper UNSG High Level Panel on Internal Displacement” August 2020; Al-Mahaidi, Ala, “Financing Opportunities for Durable

Solutions to Internal Displacement: Building on Current Thinking and Practice” 1 December 2020.

501 United Nations, “Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction” 2015.

502 OECD, “Disaster Risk Financing: A global survey of practices and challenges” 4 November 2015.

503 *Ibid.*

504 ADB, “Addressing Climate Change and Migration in Asia and the Pacific” 2012.

505 Government of Fiji, “An Act to Establish a Trust Fund for the Planned Relocation of Communities in Fiji that are Adversely Affected by Climate Change” 2019.

506 Ala Al-Mahaidi, “Innovative Financing Solutions for Addressing Internal Displacement: Building on Current Thinking and Practice, Research Briefing Paper UNSG High Level Panel on Internal Displacement” August 2020.

507 ADB, “Addressing Climate Change and Migration in Asia and the Pacific” 2012; Act Alliance, “A Resource Guide to Climate Finance An orientation to sources of funds for climate change programmes and action” 2018.

508 Peters, Katie, Mayhew, Leigh, et al., “The humanitarian implications of intersecting climate and conflict risk” March 2019.

509 PDD, “Internal Displacement in The Context of Disasters and the Adverse Effects of Climate Change Submission to the High-Level Panel on Internal Displacement by the Envoy of the Chair of the Platform on Disaster Displacement” May 2020.

510 PDD, “Internal Displacement in The Context of Disasters and the Adverse Effects of Climate Change Submission to the High-Level Panel on Internal Displacement by the Envoy of the Chair of the Platform on Disaster Displacement” May 2020; IFRC, “Forecast-Based Financing and Disaster Displacement: Acting Early to Reduce the Humanitarian Impacts of Displacement” August 2020.

511 ADB, “Addressing Climate Change and Migration in Asia and the Pacific” 2012.

512 IDMC, “Positioned for action: Displacement in the Sendai Framework for disaster risk reduction” 16 February 2017.

513 European Commission, Statistical Office of the European Union, United Nations, “International Recommendations on Internally displaced persons Statistics (IRIS): March 2020.” 2020; JIPS, “Official IDP & Refugee Statistics”, available at: <https://www.jips.org/tools-and-guidance/idp-refugee-statistics/>, accessed: 6 May 2021.

514 Essig, Barbara, Moretti, Sebastien, “Preventing and preparing for disaster displacement , Forced Migration Review” November 2020.

515 Government of Rwanda, “The National Risk Atlas of Rwanda” 2015; Government of the United States, FEMA, “The National Risk Index”, available at: <https://hazards.geoplatform.gov/portal/apps/MapSeries/index.html?ap-pid=ddf915a24fb24dc8863eed96bc3345f8>, accessed: 5 May 2021; Government of Mexico, “Atlas Nacional de Riesgos”, available at: <http://www.atlasnacionalderiesgos.gob.mx/>, accessed: 5 May 2021.

516 UNDRR, “Revealing risk, Redefining Development, GAR” 2011.

517 IDMC, “Global Disaster Displacement Risk, A Baseline for Future Work” 2017.

518 See for instance, IDMC, “Fiji: Disaster displacement risk profile”, October 2020.

519 IPCC, “Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation (SREX)” 2012.

520 IDMC, “Global Disaster Displacement Risk, A Baseline for Future Work” 2017; Patten, Hamish, “Rethinking Predictive Analytics for Disaster Resource Allocation, Background paper to the 2021 Global Report on Internal Displacement” May 2021.

521 UNISDR, “Technical Guidance for Monitoring and Reporting on Progress in Achieving the Global Targets of the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction” December 2017; UNDRR, “Sendai Framework Indicators”, available at: <https://www.preventionweb.net/sendai-framework/sendai-framework-monitor/indicators>, accessed: 5 May 2021.

522 Government of the Philippines, DROMIC, “DROMIC reporting guidelines” 2019.

523 UNDP, “A preliminary analysis pf disaster and poverty data in Quang Bin Province” March 2012.

524 Government of Viet Nam, “Disaster Risk Reduction in Viet Nam, Status Report” 2020.

525 Government of Sri Lanka, “Towards a safer Sri Lanka: a road map for disaster risk management” 2005.

526 UNDRR, “DesInventar - Mongolia” , available at: <https://www.desinventar.net/DesInventar/profiletab.jsp?countrycode=mng&continue=y&lang=MN>, accessed: 6 May 2021.

527 UN General Assembly, “Report of the open-ended intergovernmental expert working group on indicators and terminology relating to disaster risk reduction.” 1 December 2016.

528 NPR, “Rethinking Disaster Recovery after a California Town is levelled by Wildfire”, 2019

529 Town of Paradise, CA, “Recovery”, available at: <https://www.townofparadise.com/recovery>, accessed: 6 May 2021.

530 IFRC, “Bangladesh: Cyclone Amphan, Operation Update Report” 23 May 2020.

531 Facebook Data for Good, “Displacement Maps”, available at: <https://dataforgood.fb.com/docs/displacement-maps/>, accessed: 13 April 2020; Eugenia Giraudy, Paige Maas, Shankar Iyer, Zack Almquist, JW Schneider, Alex Dow, “Measuring Long-Term Displacement using Facebook Data, Background paper to the 2020 Global Report on Internal Displacement” April 2020.

532 IDMC, IMPACT, Plan International, “Women and Girls in internal displacement, Thematic series: Hidden in plain sight” March 2020.

533 IDMC, “The 2019-2020 Australian Bushfires: From Temporary Evacuation to Longer-Term Displacement” September 2020.

534 Facebook, “Facebook Disaster Maps Help Those Affected by Australia’s Bushfires” 15 January 2020.

535 WMO, Global Climate Observing System, “Systematic Observations and the Paris Agreement Report of the Task Team on the Paris Agreement” 2018.

536 IDMC, “Global Internal Displacement Database”, available at: <http://www.internal-displacement.org/database/displacement-data>, accessed: 31 March 2021.

537 UNDRR, “Assessing and analysing systemic risks: mapping the topology of risk through time, GAR” 2019.

538 IDMC, “Global Report on Internal Displacement (GRID) 2019” May 2019.

539 WHO, “The State of the World’s Climate” 2021; Smithsonian, “Hurricanes, Typhoons, And Cyclones” April 2018.

540 FAO, “The impact of disasters and crises on agriculture and food security” 2017.

541 UNDP, “Human Development Report 2020, The next frontier, Human development and the Anthropocene” 2020.

Tableau 1 : Résumé des chiffres clés

Pays	Nouveaux déplacements en 2020 (conflits et violence)	Nouveaux déplacements en 2020 (catastrophes)	Nombre total de personnes déplacées à la fin de l'année 2020 (conflits et violence)	Nombre total de personnes déplacées à la fin de l'année 2020 (catastrophes)
Afghanistan	404 000	46 000	3 547 000	1 117 000
Afrique du Sud	5 000	370	5 000	14
Albanie				17 000
Algérie		9 600		23
Allemagne		2		
Angola		25 000		790
Arabie saoudite		610		
Argentine		3 700		16
Arménie	800		800	2 700
Australie		51 000		5 100
Azerbaïdjan	84 000		735 000	
Bahamas				250
Bangladesh	230	4 443 000	427 000	345 000
Belize		6 300		
Bénin		7 000	3 500	2 500
Bermudes		50		
Bhoutan		120		
Bolivie		13 000		13 000
Bosnie-Herzégovine		910	99 000	
Botswana		780		780
Brésil		358 000		20 000
Burkina Faso	515 000	20 000	1 075 000	20 000
Burundi	310	51 000	22 000	76 000
Cambodge		66 000		260
Cameroun	123 000	116 000	1 003 000	30 000
Canada		26 000		18
Cap vert		750		
Chili		3 400		210
Chine		5 074 000		158 000
Chypre			228 000	
Colombie	106 000	64 000	4 922 000	21 000
Congo			134 000	107 000
Corée		19 000		300
Costa Rica		4 200		530

Pays	Nouveaux déplacements en 2020 (conflits et violence)	Nouveaux déplacements en 2020 (catastrophes)	Nombre total de personnes déplacées fin 2020 (conflits et violence)	Nombre total de personnes déplacées fin 2020 (catastrophes)
Côte d'Ivoire	15 000	1 900	308 000	70
Croatie		42 000		5 200
Cuba		639 000		3
Djibouti		11		11
Égypte	1 000	8 400	3 200	8 400
Émirats arabes unis		610		
Équateur		1 200		490
Espagne		7 800		
États-Unis		1 714 000		126 000
Éthiopie	1 692 000	664 000	2 060 000	633 000
Fidji		37 000		14 000
France		10 000		230
Gabon		2		2
Gambie		17 000		1 600
Géorgie		160	304 000	10
Ghana		2 000		550
Grèce		13 000		4 800
Guatemala		339 000	242 000	
Guinée		2 400		2 600
Guyane française		140		
Haiti	7 900	13 000	7 900	34 000
Honduras		937 000	247 000	
Hong Kong, Chine		160		
Hongrie		14		
Îles Salomon		320		310
Inde	3 900	3 856 000	473 000	929 000
Indonésie	4 600	705 000	40 000	161 000
Iran		52 000		79
Irak	67 000	1 200	1 224 000	
Irlande		51		
Islande		590		
Israël	3 000	10 000		70
Italie		2 000		22
Jamaïque		2		
Japon		186 000		61 000
Jordanie		140		
Kazakhstan		32 000		1 800
Kenya	3 900	335 000	190 000	204 000
Kirghizstan	250		770	
Kosovo			16 000	
Liban			7 000	

Pays	Nouveaux déplacements en 2020 (conflits et violence)	Nouveaux déplacements en 2020 (catastrophes)	Nombre total de personnes déplacées fin 2020 (conflits et violence)	Nombre total de personnes déplacées fin 2020 (catastrophes)
Liberia		3 700		1 200
Libye	39 000		278 000	
Luxembourg		2		
Macao, Chine		2 800		
Macédoine du Nord			140	
Madagascar		23 000	1 500	100
Malaisie		24 000		8
Mali	277 000	7 400	326 000	6 700
Malawi		29 000		
Maroc		340		340
Maurice		110		
Mauritanie		1 600		1 600
Mexique	9 700	101 000	357 000	99 000
Mongolie		4 200		3 500
Mozambique	592 000	25 000	676 000	93 000
Myanmar	70 000	50 000	505 000	4 600
Namibie		200		
Népal		48 000		28 000
Nicaragua		232 000		9 100
Niger	136 000	276 000	257 000	267 000
Nigeria	169 000	279 000	2 730 000	143 000
Norvège		1 000		84
Nouvelle-Calédonie	140	31	140	
Nouvelle-Zélande		4 900		370
Oman		120		
Ouganda	79	40 000	1 000	33 000
Ouzbékistan		70 000		
Palestine	1 000	110	131 000	10
Panama		3 700		
Pakistan	390	829 000	104 000	806 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée		3 900	14 000	2 700
Paraguay		5		5
Pays-Bas		4 000		
Pérou		8 000	60 000	6 800
Philippines	111 000	4 449 000	153 000	145 000
Pologne		420		22
Polynésie française		27		
Porto Rico		11 000		8 200
Portugal		28		
Région d' Abyei	4 700		19 000	
République centrafricaine	318 000	15 000	682 000	4 200
République démocratique populaire lao		12 000		2 000

Pays	Nouveaux déplacements en 2020 (conflits et violence)	Nouveaux déplacements en 2020 (catastrophes)	Nombre total de personnes déplacées fin 2020 (conflits et violence)	Nombre total de personnes déplacées fin 2020 (catastrophes)
République dominicaine		31 000		3 700
République tchèque		43		
Rép. dém. du Congo	2 209 000	279 000	5 268 000	64 000
Rép. populaire dém. de Corée		5 300		5 300
Roumanie		290		
Royaume-Uni		4 900		200
Russie		250	1 100	130
Rwanda		6 000		4 600
Salvador	114 000	17 000		62
Samoa		55		
Samoa américaines		390		11
Sénégal		3 300	8 400	2 000
Serbie		880		
Sierra Leone			5 500	
Slovaquie		60		
Somalie	293 000	1 037 000	2 968 000	
Soudan	79 000	454 000	2 276 000	454 000
Soudan du Sud	271 000	443 000	1 436 000	106 000
Sri Lanka		19 000	27 000	1 400
Suisse		13		
Syrie	1 822 000	25 000	6 568 000	
Tadjikistan		1 500		
Tanzanie		57 000		38 000
Taiwan, Chine		3 500		
Tchad	79 000	71 000	342 000	680
Thaïlande		13 000	41 000	320
Timor Oriental		1 100		1 100
Tonga		2 700		93
Trinité-et-Tobago		33		6
Tunisie		10 000		
Turquie		41 000	1 099 000	44 000
Tuvalu		400		
Ukraine	74	2 000	734 000	240
Uruguay		370		
Vanuatu		80 000		64 000
Venezuela		2 400		2 300
Viet Nam		1 267 000		162 000
Yémen	143 000	223 000	3 635 000	223 000
Zambie		6 000		1 000
Zimbabwe		380		21 000

Tableau 2 : Plus importants évènements de déplacement liés à des catastrophes par région en 2020

Région	Catastrophe	Type d'aléa	Mois où la catastrophe a commencé	Pays et territoires	Nouveaux déplacements en 2020
Amériques	Ouragan Iota	Tempête (cyclone)	Novembre	6 pays	1039000
				Honduras	743426
				Nicaragua	160000
				Guatemala	126261
				Colombie	8329
				Salvador	880
				Belize	288
	Ouragan Laura	Tempête (cyclone)	Août	5 pays	1019000
				États-Unis	585000
				Cuba	417664
				République dominicaine	15210
				Haïti	957
				Porto Rico	61
	Ouragan Eta	Tempête (cyclone)	Octobre	12 pays	658000
				Cuba	187872
				Guatemala	184011
				Honduras	175000
				Nicaragua	71145
				Mexique	15238
				Colombie	8000
				République dominicaine	6725
				Panama	3551
				Salvador	2264
				Costa Rica	2056
				Belize	1900
				États-Unis	94
Afrique subsaharienne	Pluies « Gu »	Inondation	Mars	Somalie	505000
	Saison des pluies	Inondation	Juillet	Soudan	454000
	Saison des pluies	Inondation	Juillet	Soudan du Sud	404000
Asie du Sud	Cyclone Amphan	Tempête (cyclone)	Mai	4 pays	4950000
				Bangladesh	2508819
				Inde	2441213
				Bhoutan	84
				Myanmar	78
	Inondations de mousson	Inondation	Juin	Bangladesh	1921000
	Inondations de mousson	Inondation	Juin	Pakistan	810000
Asie de l'Est et Pacifique	Saison estivale des moussons	Inondation	Juin	Chine	3760000
	Typhon Vamco (Ulysse)	Tempête (typhon)	Novembre	2 pays	1885000
				Philippines	1559972
	Typhon Goni (Rolly)	Tempête (typhon)	Octobre	Viet Nam	324780
				2 pays	1263000
				Philippines	1250133
				Viet Nam	13167

Europe et Asie centrale	Inondation - Rupture de barrage	Inondation	Mai	2 pays Kazakhstan Ouzbékistan	102000 31606 70000
	Séisme - Petrinja	Séisme	Décembre	Croatie	40000
	Séisme - Elaziğ et Malatya	Séisme	Janvier	Turquie	25000
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Saison des pluies	Inondation	Février	Yémen	223000
	Incendies	Incendie	Octobre	3 pays Syrie Israël Palestine	35000 25000 10000 30
	Inondations soudaines	Inondation	Janvier	Iran	16000

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des différents chiffres.

Island Stories

Mapping the (im)mobility trends of slow-onset environmental processes in three island groups of the Philippines

Dr Sonja Ayeb-Karlsson, UNU-EHS
Dr Noralene Uy, Université Ateneo de Manila

Il existe un manque de preuves empiriques concernant la manière dont les aléas à évolution lente influent sur la mobilité/l’immobilité humaine à travers le monde. Il s’agit d’une lacune importante en termes de connaissances, qui rend difficile la protection des personnes vulnérables, qu’elles soient déplacées ou restées sur place. Cette étude s’intéresse aux tendances de mobilité/d’immobilité dues aux aléas à évolution lente au Philippines, grâce à la participation d’environ 500-550 femmes et hommes, lors de 48 séances de recherche en groupe basées sur le récit. Les douze sites d’étude sélectionnés étaient répartis dans six provinces, sur les trois groupes d’îles principaux : Luçon, les Visayas et Mindanao. Les participants à la recherche ont modélisé leurs expériences de mobilité/d’immobilité personnelle ainsi que les tendances de mobilité/d’immobilité au sein de leurs foyers. Ils ont décrit la manière dont les aléas à évolution lente contribuaient à leur (im)mobilité, nuisant souvent au bien-être individuel et perturbant les moyens de subsistance, et comment les politiques pouvaient être améliorées afin de soutenir les personnes affectées.

Hot, wet, and deserted: Climate Change and Internal Displacement in India, Peru, and Tanzania

Insights from the EPICC project

Julia M. Blocher, Jonas Bergmann,
Himani Upadhyay, Kira Vinke
Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK)

Ce document de référence résume les recherches issues du Pérou, d’Inde et de Tanzanie, montrant que les dangers climatiques affectent de multiples facteurs de déplacement interconnectés. Il démontre que la gravité, la fréquence et la vitesse d’évolution des aléas influent sur les réactions des gens, avec comme facteurs de médiation les inégalités structurelles, les moyens de subsistance, les vulnérabilités et les attributs des foyers et des individus. Les déplacements peuvent se produire en réponse à des aléas à évolution rapide écrasants, ou lorsque les conséquences cumulées dépassent des seuils critiques subjectifs quant aux moyens de subsistance agricoles, avec des alternatives de diversification limitées. Quand un très grand nombre de personnes fuient, les impacts cumulés peuvent rapidement en conduire d’autre à le faire également. Sans des mesures d’adaptation climatique et de réduction des gaz à effet de serre appropriées, l’aggravation des conséquences pourrait rendre de plus en plus d’endroits inhabitables et augmenter la probabilité que ce type de situation se produise. Ces conclusions soulignent la nécessité de comprendre les limites de l’adaptation aux risques liés à l’immobilité forcée. Ces recherches font partie du projet pluriannuel East Africa Peru India Climate Capacities (EPICC).

Adapting on the move

Climate change displacement and local solutions in coastal communities in Sindh, Pakistan

Dorien Braam, Université de Cambridge / Praxis Labs
Love Kumar, Université de Floride

Les communautés côtières sont de plus en plus exposées aux conséquences négatives du changement climatique, notamment aux tempêtes et inondations, à l’érosion des côtes et l’intrusion de la mer, toujours plus intenses. Les déplacements liés au changement climatique dans la zone côtière de Sindh sont un processus graduel complexe, mélangeant migrations temporaires et permanentes, forcées et volontaires. Les facteurs socioéconomiques et politiques rendent les personnes vulnérables aux dangers, avec des catastrophes causant d’importantes pertes en termes de terres et de moyens de subsistance, impliquant ainsi des déplacements. Ce document présente certaines conclusions d’une étude menée en 2019-2020 afin de mieux comprendre les vulnérabilités, les actions et les réponses des personnes au changement climatique et aux risques de catastrophe et de déplacement. Nous discutons des principaux éléments déterminants et parcours menant aux déplacements liés au changement climatique des communautés côtières et introduisons des réponses adaptatives destinées à renforcer les possibilités d’action des personnes déplacées face aux menaces. Avec des ressources suffisantes et des cadres institutionnels et politiques améliorés, les organisations communautaires peuvent jouer un rôle important en termes de solutions durables, en améliorant les capacités d’adaptation locales et en soutenant la poursuite d’une migration sécurisée.

Disasters and Displacement in Bangladesh : Re-conceptualising Strategies of Risk Reduction and Resilience

Megan Denise Smith, IOM Bangladesh
Sarah Henly-Shepard, MPH, Mercy Corps

Ayant enregistré l’un des niveaux de déplacements internes liés aux catastrophes les plus élevés au monde, le Bangladesh est aussi l’un des pays les plus vulnérables sur le plan climatique et abrite actuellement le plus grand camp de réfugiés au monde, avec près d’un million de Rohingyas exposés aux effets du changement climatique. Avec un regard orienté vers la résilience des systèmes socio-écologiques, ce document de référence fournit un aperçu des points d’intersection entre les risques climatiques et de catastrophe, les déplacements, les migrations, la dégradation de l’environnement et la santé publique. Il présente une nouvelle approche technique, centrée sur les droits humains et la justice climatique, et met en valeur la participation des communautés affectées dans la réduction des risques et les stratégies de résilience. Il insiste sur le fait que grâce aux pratiques quotidiennes, aux mécanismes d’adaptation, aux capacités, aux actions et aux stratégies de navigation des personnes déplacées, réfugiés, apatrides et communautés d’accueil affectées par le déplacement, davantage de solutions à long terme peuvent être repensées et mieux catalyser la réduction des risques et la construction de la résilience, pour et par les personnes les plus exposées au changement climatique et aux déplacements.

Moving from one risk to another

Dynamics of hazard exposure and disaster vulnerability for displaced people, migrants and others on the move

Lorenzo Guadagno, IOM

Les personnes qui se déplacent pour anticiper ou répondre aux conséquences des aléas naturels et aux changements environnementaux passent d'un « cadre de risques » à un autre. Bien que se déplacer soit souvent essentiel, cela entraîne aussi souvent une exposition à différents types de dangers pour les personnes dont les moyens de subsistance, les ressources et la résilience ont été érodés. Ce document rassemble des faits concernant le rôle du déplacement en tant que dynamique de risque, grâce à des exemples de déplacement, de migration et de réinstallation. Ils montrent que même si tout déplacement est intrinsèquement de nature dynamique, plus les déplacements sont forcés ou restreints, plus les personnes risquent de se retrouver dans des zones non protégées, où elles sont davantage exposées aux dangers. Cela renvoie à l'adoption d'approches de réduction des risques et tenant compte de ceux-ci pour toutes les interventions destinées à préparer et gérer les déplacements de population associés aux catastrophes et au changement environnemental, comme élément clé de limitation des conséquences futures, notamment ceux liés aux déplacements secondaires.

Generating Political Commitment to Address Human Mobility in the Context of Climate Change on the Regional and National Level

Experiences from the Caribbean and Pacific regions and the Horn of Africa

Thomas Lennartz, Jasmin Remlinger, Felix Ries, Dorothea Rischewski, GIZ

Nombreux sont les pays et régions du monde qui, de plus en plus, reconnaissent que la mobilité humaine dans le cadre du changement climatique (HMCCC) doit être intégrée à différents points des cadres et politiques de développement. Cela nécessite des actions et une collaboration à différents niveaux. Ce document présente différentes initiatives menées dans les régions du Pacifique, des Caraïbes et de la Corne de l'Afrique pour gérer la mobilité humaine liée au climat. Les exemples montrent comment des acteurs déterminés et une collaboration soutenue aux niveaux national et régional sont nécessaires pour faire évoluer le programme de la HMCCC et améliorer sa gouvernance. À l'avenir, il sera nécessaire de renforcer davantage les interactions entre les acteurs nationaux engagés et désireux d'essayer de nouvelles approches et les organisations régionales qui fournissent une plateforme d'échange d'idées et de diffusion des bonnes pratiques.

Rethinking Predictive Analytics for Disaster Resource Allocation

Integrating vulnerability and sustained impact into risk modelling

Hamish Patten, Université d'Oxford

Une gestion éclairée des catastrophes exige des connaissances précises quant à l'environnement affecté. L'analyse prédictive peut faciliter l'obtention de telles connaissances. Le département de statistiques de l'Université d'Oxford et l'IDMC ont collaboré afin de développer le moteur statistique appelé *Integrated Internal Displacement Population Sampler (IIDIPUS)* et le logiciel de visualisation de données interactif nommé *Oxford Disaster Displacement Real-time Information Network (ODDRIN)*. Ce document aborde la capacité du logiciel à allouer des ressources en cas de catastrophe, à court et moyen terme. L'IIDIPUS est conçu pour estimer la portée des déplacements humains plutôt que les ressources endommagées. Ce changement aide à prévoir plus précisément la répartition des déplacements dans l'espace et à mieux cerner les points sensibles. Les prédictions de déplacement dans le temps se basent sur les informations issues de données de téléphonie mobile et l'optimisation de refuges d'urgence est possible grâce à des logiciels de cartographie libres.

Understanding the climate change-displacement-education nexus for building resilient and equitable education systems

Luke Pye, UNESCO
Anna Seeger, UNESCO IIEP
Jean Claude Ndabananiye, UNESCO IIEP

Le lien entre changement climatique, déplacements et éducation reste mal compris étant donné le manque de recherches, de preuves et de données spécifiques à l'éducation. Ce document tente de combler ce manque en conceptualisant le rapport entre climat et déplacement dans le cadre de l'éducation et en montrant clairement que les déplacements sont susceptibles de se multiplier et d'aggraver les risques dans et à travers l'éducation. Les analyses et faits présentés mènent à un programme dynamique en vue de la limitation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, dans et via l'éducation, centré sur le rôle que peut jouer la planification éducative liée à la prévention des crises dans la construction d'une résilience aux déplacements associés au climat. Par ailleurs, les déplacements liés au climat, de même que la crise climatique, montrent que l'éducation doit aller au-delà de la simple adaptation et du soutien en faveur de la « normalité », en répondant aux injustices, aux inégalités et aux traumatismes sous-jacents. Une telle approche nécessite que l'éducation change pour devenir « régénérative », consciente des inégalités et injustices passées et présentes, et puisse, dans le cadre des déplacements liés au climat, réaliser son potentiel de transformation.

Planned relocation from Danube floodplains in Austria

Lessons learned from five decades of policy practice

Arthur Schindelegger, Sebastian Seebauer, Thomas Thaler

Le transfert planifié afin de gérer le risque d'inondation est une intervention qui a un impact lourd sur les moyens de subsistance des personnes, et on y recourt rarement dans le cadre européen. Une exception à cela est le programme autrichien, le long du Danube. Il remonte aux années 1970 et constitue une étude de cas à long terme exceptionnelle. Ce document étudie les zones de transfert d'un point de vue spatial (exposition aux inondations, événements passés), le développement d'un projet de gouvernance mûri au fil du temps, l'accumulation de pré-signaux facilitant l'implémentation d'une politique et les choix et réactions des foyers lorsqu'ils reçoivent une proposition de réinstallation. Les recherches se basent sur une approche à méthode mixte associant analyse de documents et interviews semi-structurées avec les parties prenantes et les ménages affectés, afin de mettre en place une perspective globale des dynamiques des politiques et des processus de prise de décisions. Le document conclut par des recommandations en termes de politique, indiquant comment soutenir les résidents et les foyers affectés et comment améliorer les systèmes de gouvernance.



Un jeune garçon déplacé est assis dans le camp de personnes déplacées de Jamal Nika à Kandahar, Afghanistan, après avoir fui le district de Maiwand avec sa famille. Il n'a pas pu aller à l'école depuis qu'il a fui son foyer. NRC/Enayatullah Azad, février 2021.

Remerciements

Équipe de l’IDMC

Direction : Alexandra Bilak et Bina Desai.
Coordination : Vicente Anzellini et Clémence Leduc.
Conception, mise en page, cartes et graphiques : Vivcie Bendo, Maria Teresa Miranda Espinosa, Sylvain Ponserre.
Suivi et rapports : Clémentine André, Vicente Anzellini, Juliette Benet, Adrián Calvo Valderrama, Ricardo Fal-Dutra Santos, Elise Filo, Vincent Fung, Kathryn Giffin, Justin Ginnetti, Ivana Hajžmanová, Thannaletchimy Housset, Manuela Kurkaa, Clémence Leduc, Marta Lindström, Raphaëlla Montandon, Anca Paducel, Elisabeth du Parc, Fanny Teppe et Álvaro Sardiza Miranda.
Données et analyse : Maria Teresa Miranda Espinosa, Hamish Patten, Sylvain Ponserre.
Recherche : Christelle Cazabat, Preeti Dhillon, Pablo Ferrández, Scott Lloyd, Chloe Sydney et Louisa Yasukawa.
Communications et relations extérieures : Lia Bergara, Steven Kelly, Caressa Kok, Frankie Parrish, Dawn Vout et Susie Zaragoza.
Engagement auprès des pays, conseils stratégiques et soutien administratif : Thami Essabih Eddafali, Barbara Essig, Youssef Jai et Hacen Mohammedi.

Soutien et contributions extérieures

L’IDMC souhaite remercier tout particulièrement les conseils d’experts fournis par les personnes suivantes :

Groupe d’experts GRID 2021 : Allehone Abebe (UNHCR), Caroline Bahnson (Banque mondiale), Ioana Creitaru (CADRI), Andrew Maskrey (RNI), Kerry Maze (IOM), Edgar Scrase (UNHCR), Atle Solberg (PDD), Tammy Tabe (Université du Pacifique Sud), Marco Toscano-Rivalta (UNDRR), Greta Zeender (Secrétariat du Secrétaire général des Nations Unies, Groupe de haut niveau sur le déplacement interne) et Caroline Zickgraf (The Hugo Observatory, Université de Liège).

Révision par les pairs : Seyi Adebangbe (IOM), Modher Alhamadani (HNAP), Ali Al-Sakkaf (NRC), Hélène Atrafi, Amidou Baba Doumbia (OCHA), Bernard Bai (OCHA), Alice Baillat (IOM), Mohamed Bakr (IOM), Alison Bottomley (NRC), Astrid Carruet (IOM), Gabrielle Bravo Gala (IOM), Alison Brown (Université de Cardiff), Martina Caterina (UNHCR), Samuel Cheung (UNHCR), Sarah Choong (IOM), Ksenia Chmutina (Université de Loughborough), Zoulfaou Dankourma (OCHA), Kari Eliassen (NRC), Florence Geoffroy (UNHCR), Lorenzo Guadagno (IOM), Rose Marie Guevremont (IOM), Andrew Harper (UNHCR), Christopher James William Holt (West Bank Protection Consortium), Christelle Huré (NRC), Dina Ionesco (IOM), Prince Kadi-luamako Lumueno (NRC), Elianne Kremer (NCF), Kristen Knutson (OCHA), Sarah Koeltzow (PDD), Bruno Kokou Fugah (NRC), Henry Kwenin (IOM), Thomas Lennatz (GIZ), Manenji Mangundu (NRC), Victoria Martinez (OCHA), Eileen McCarthy (NRC), Erin Mooney (PROCAP), Willem Muhren (OCHA), Sascha Nlabu (IOM), Yakín Nzeza Mwamza (IOM), Robert Oakes (UNU-EHS), Tom Peyre-Costa (NRC), Punya Prasad Sapkota (OCHA), Jasmin Remlinger (GIZ), Mathilde de Riedmatten (IFRC), Felix Ries (GIZ), Jannesquin Royer Djofang (IOM), Alexandra Saieh (NRC), Johan Schaar (SIPRI), Natalie Schmidthaeussler (UNHCR), Michael Speir (IOM), Andrea Teran (GIZ), Matteo Louis Raul Theubet (IOM), Linda Tom (OCHA), Mariam Traore (IOM), Elena Ursu (NRC), Sarah Vose (REACH), Mathilde Vu (NRC) et Michelle Yonetani (UNHCR).

Documents de référence et contributions extérieures : Sonja Ayeb-Karlsson (UNU-EHS), Noralene Uy (Université Ateneo de Manila), GIZ Philippines ; Julia M. Blocher, Jonas Bergmann, Himani Upadhyay, Kira Vinke (PIK) ; Dorien Braam (Université de Cambridge/ Praxis Labs), Love Kumar (Université de Floride) ; Megan Denise Smith (IOM Bangladesh), Sarah Henly-Shepard (MPH, Mercy Corps) ; Lorenzo Guadagno (IOM); Thomas Lennartz, Jasmin Remlinger, Felix Ries, Dorothea Rischewski (GIZ) ; Hamish Patten (Université d’Oxford) ; Luke Pye, Anna Seeger, Jean Claude Ndabananiye (UNESCO) et Arthur Schindelegger, Sebastian Seebauer, Thomas Thaler.

Nous remercions particulièrement les gouvernements des pays suivants pour leur engagement et leur soutien concernant la collecte et l’analyse de données relatives au déplacement interne : Albanie, Australie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Canada, Colombie, Égypte, Géorgie, Guatemala, Honduras, Indo-

nésie, Mali, Mexique, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigeria, Pakistan, Philippines, Salvador, Serbie, Slovénie, Sri Lanka, Suisse, Ukraine, États-Unis d’Amérique.

Nous remercions les bureaux du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) d’Afghanistan, du Burkina Faso/Niger, du Cameroun, de la République centrafricaine, de Colombie, de la République démocratique du Congo, d’Éthiopie, d’Irak, d’Iran, le Bureau régional du nord de l’Amérique centrale et du Mexique, le Bureau régional de la Corne de l’Afrique, le Bureau régional d’Afrique centrale et d’Afrique de l’Ouest et les bureaux de Jordanie, du Kenya, du Liban, de Libye, du Mali, du Myanmar, du Mozambique, du Niger, du Nigeria, du Pakistan, de Palestine, du Sénégal, de Somalie, du Soudan du Sud, du Soudan, de Syrie, d’Ouganda, d’Ukraine, du Venezuela et du Yémen.

Nous remercions l’Organisation internationale pour les migrations (IOM), et en particulier Nuno Nunes, Stéphanie Daviot, Muhammad Rizki, Duncan Sullivan, Raúl Soto, les Coordinateurs régionaux de DTM (Damien Jusselme, Chiara Lucchini, Lorenza Rossi) et les bureaux nationaux des pays suivants : Afghanistan, Bahamas, Bangladesh, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Côte d’Ivoire, République démocratique du Congo, Éthiopie, Haïti, Inde, Irak, Libye, Mali, Madagascar, Myanmar, Mozambique, Népal, Nigeria, Niger, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Sri Lanka, Syrie, Ukraine et Yémen.

Nous remercions le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) et ses bureaux en Afghanistan, au Burkina Faso, au Tchad, en Colombie, République démocratique du Congo et en Éthiopie, le bureau régional d’Amérique latine et des Caraïbes, les bureaux du Myanmar, du Nigeria, des Territoires palestiniens occupés (OPT), des Philippines, de Somalie et Syrie, le Bureau régional de Thaïlande, celui de l’Ukraine et le Bureau régional d’Afrique centrale et d’Afrique de l’Ouest.

Nous remercions les bureaux de l’Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) en Afghanistan, en Arménie, au Burkina Faso, au Kosovo, au Mali, au Myanmar, au Niger, au Pakistan, aux Philippines, en Serbie, en Somalie et au Sri Lanka.

Nous remercions les institutions suivantes pour leur collaboration continue : Université catholique Andrés Bello ; Assessment Capacities Project (ACAPS) ; Arab Center for Alternative Planning (ACAP) ; Projet de données sur la localisation et les événements des conflits armés (ACLED) ; ASEAN Coordinating Centre for Humanitarian Assistance on disaster management (Centre AHA), Banque de développement des Caraïbes ; CCCM Cluster for Myanmar ; Civic United Nations Holding Group of Influence ; Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (CMDPDH) ;

Cristosal ; Département de sciences des systèmes environnementaux de l’ETH de Zurich (ETH) ; Département de statistiques de l’Université d’Oxford ; Directeurat de préparation aux catastrophes et des réfugiés ; Centre commun de recherche de la Commission européenne (JRC) ; Programme Facebook Data for Good ; Floodlist ; Programme d’évaluation des besoins humanitaires (HNAP) ; Groupes de travail sur les personnes déplacées en Somalie ; Instituto Universitario de Opinión Pública (IUDOP) de la Universidad Centroamericana (UCA) ; Comité international de la Croix-Rouge (ICRC) ; International Crisis Group ; Fédération internationale de la Croix-Rouge (IFRC) ; Centre de coordination national de la Croix-Rouge australienne ; Forum de Coexistence du Negev pour l’Égalité Civile ; Société de la Croix-Rouge du Népal (NRCS) ; Joint IDP Profiling Service (JIPS) ; Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l’homme (OHCHR) ; Protection Cluster (Burkina Faso, Niger), R2P-Right to Protection ; Université Rafael Landivar ; Initiative REACH (Afghanistan, Somalie) ; Shelter Cluster (Bahamas, Myanmar, Palestine, Yémen) ; Comité d’État pour les réfugiés et les personnes déplacées de la République d’Azerbaïdjan ; Border Consortium for Myanmar ; Unit for Integral Attention and Reparation of Victims (Colombie) ; Programme des Nations unies pour le développement (UNDP) ; United Nations Resident Coordinator’s Office in Nepal ; Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ; Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) ; Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d’applications satellite opérationnelles (UNITAR-UNOSAT) ; Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) ; Bureau de la population, des réfugiés et des migrations du Département d’État américain et Programme alimentaire mondial (WFP).

Éditeur : Jeremy Lennard

Chaque jour, des personnes fuient des conflits et des catastrophes et sont déplacées dans leur propre pays. L'IDMC fournit des données et analyses, et aide ses partenaires afin d'identifier et implémenter des solutions au déplacement interne.

Rejoignez-nous pour nous aider à créer un réel changement durable pour les personnes déplacées au cours de la décennie à venir.



The Internal Displacement Monitoring Centre

3 rue de Varembé, 1202 Geneva, Switzerland

+41 22 552 3600 | info@idmc.ch



[internal-displacement.org](https://www.internal-displacement.org)



twitter.com/IDMC_Geneva



facebook.com/IDMC.Geneva



youtube.com/c/InternalDisplacementMonitoringCentreIDMC



linkedin.com/company/idmc-geneva